

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 05/08/2019

N° : 2019/144

SOMMAIRE

 **Arrêtés**

Page 3/164

 **Décisions**

Page 165/334

ARRÊTÉS

Arrêté n° 19/137/CM

Désignation des membres de la Commission consultative d'attribution de postes à flot et à sec des ports gérés en régie directe et au sein des sociétés nautiques

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération POR 1347/09/CC du 11 mai 2009 relative à la création de commissions thématiques pour les ports de plaisance et notamment d'une commission consultative d'attribution.
- La délibération POR 003-617/14/CC du 19 décembre 2014 relative à l'approbation du règlement particulier de police des ports de plaisance Métropolitains ;
- La délibération POR 002-822/15/CC du 19 février 2015 relative à l'approbation du règlement intérieur et de la composition des commissions d'attribution des autorisations d'occuper les postes à flot et à sec au sein des périmètres métropolitains.
- L'arrêté n° 18/256/CM portant délégation de fonction de la Présidente à Monsieur Patrick Boré, 3ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les ports, infrastructures Portuaires, Mer et Littoral.
- L'arrêté n° 17/350/CM du 5 décembre 2017 désignant les membres représentant les conseillers portuaires de la Commission consultative d'attribution de postes à flot et à sec des ports gérés en régie directe et au sein des sociétés nautiques.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence assure la mission de gestion des Ports de Plaisance.

ARRETE

Article 1:

Est abrogé l'arrêté 17/350/CM désignant les membres de la Commission consultative d'attribution de postes à flot et à sec des ports gérés en régie directe et au sein des sociétés nautiques et est remplacé par le présent arrêté.

Article 2 :

La Commission consultative d'attribution des postes à flot et à sec gérés en régie directe et au sein des sociétés nautiques est composée de 17 membres. Huit membres sont désignés en qualité de représentants des conseillers portuaires, sept membres sont des élus métropolitains.

Sont désignés membres de la Commission consultatives d'attribution de postes à flot et à terre :

Les élus métropolitains :

- Monsieur Patrick Boré Vice-Président délégué aux Ports, infrastructures portuaires Mer et Littoral ;
- Monsieur Claude Piccirillo Président de la Commission « Mer, Littoral et Ports, protection et mise en valeur des espaces maritimes et naturels ».
- Sept Conseillers Métropolitains listés ci-après :
 - Madame Sabine BERNASCONI
 - Monsieur Roland BLUM
 - Monsieur Jean Louis BONAN
 - Monsieur Bruno CHAIX
 - Monsieur Michel ILLAC
 - Monsieur Jean MONTAGNAC
 - Monsieur Yves MORAINÉ

Les représentants des conseillers portuaires désignés lors des Conseils portuaires du 18 et 19 septembre 2017 :

PORTS

VIEUX PORT MARSEILLE
POINTE ROUGE
LA CIOTAT
PETITS PORTS MARSEILLE
SAUSSET LES PINS
CARRY LE ROUET
PETITS PORTS COTE BLEUE
FRIOUL

CONSEILLERS PORTUAIRES

Alain RAVOT
Christian RAFFY
Jean-Louis TORRESANI
Jean-Marc CRACOLICI
Mickael KUDSZUS
Bernard LUBIN
Roger COTI
Michel BARROT

Article 3 :

Monsieur Patrick Boré Vice-Président délégué aux Ports et aux infrastructures portuaires de la Métropole Aix-Marseille Provence assurera la Présidence de la Commission ;

Monsieur Claude Piccirillo Président de la Commission Métropolitaine « Mer, Littoral et Ports, protection et mise en valeur des espaces maritimes et naturels » sera son représentant et pourra assurer la Présidence de la Commission.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 12 juillet 2019

Martine VASSAL

Arrêté n° 19/156/CM

Délégation de fonction à Monsieur Didier Khelfa, 12ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2122-18, L. 5211-2, L. 5211-9, L. 5211-10 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18 CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Monsieur Didier Khelfa en qualité de 12^{ème} Vice-Président ;
- L'arrêté n° 18/321/CM du 5 décembre 2018 relatif à la délégation de fonction de Monsieur Didier Khelfa.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Présidente peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, une partie de ses fonctions à un ou plusieurs Vice-Présidents ;
- Qu'il y a lieu, dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, que la Présidente délègue une partie de ses fonctions aux Vice-Présidents ;
- Que ces délégations s'exerceront dans le strict respect des fonctions demeurant de la compétence de la Présidente et excluent donc les signatures de tous actes en matière de ressources humaines.

ARRETE

Article 1 :

Est abrogé l'arrêté n° 18/321/CM du 5 décembre 2018.

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Juillet 2019

Article 2 :

Délégation de fonction est donnée, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à Monsieur Didier Khelfa, 12^{ème} Vice-Président, en ce qui concerne :

- **Le Budget**
- **Les Finances**

Article 3 :

Pour l'exercice de cette délégation de fonction et dans le champ défini à l'article 2, Monsieur Didier Khelfa reçoit délégation de signature pour les actes énumérés ci-après :

3.1 Courriers aux Elus :

3.1.1. Accusés de réception des courriers reçus par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'un Maire pour sa commune.

3.1.2. Courriers relatifs à l'instruction d'une demande reçue par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'un Maire pour sa commune s'inscrivant dans le cadre de la délégation consentie à l'article 2.

3.1.3. Courriers informant des décisions prises par la Métropole Aix-Marseille-Provence (postérieurement à la notification des délibérations ou décisions par la Direction des Assemblées des Séances de la Métropole).

3.1.4. Courriers précisant les modalités d'application de ces délibérations ou décisions.

3.2 Courriers aux Associations, aux Partenaires de la Métropole Aix-Marseille Provence et aux Particuliers :

3.2.1. Accusés de réception, de courriers reçus par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'associations, de partenaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de particuliers.

3.2.2. Courriers relatifs à l'instruction d'une demande reçue par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'associations, de partenaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de particuliers s'inscrivant dans le cadre de la délégation consentie à l'article 2.

3.2.3. Courriers informant des décisions prises par la Métropole Aix-Marseille-Provence (postérieurement à la notification des délibérations ou décisions par la Direction des Assemblées des Séances de la Métropole).

3.2.4. Courriers précisant les modalités d'application de ces délibérations ou décisions.

3.2.5. Courriers relatifs à la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des subventions ou des participations financières approuvés par la Métropole Aix-Marseille-Provence s'inscrivant dans le cadre de la délégation consentie à l'article 2.

3.3 Courriers et documents relatifs aux demandes de subvention auprès des partenaires financiers de la Métropole.

3.3.1 Courriers de demande de subvention.

3.3.2 Plan de financement des opérations ainsi que les pièces et courriers complémentaires relatifs à la demande de subvention.

3.4 Courriers adressés aux services de l'Etat

3.5 Délibérations approuvées par le Conseil de la Métropole et du Bureau de la Métropole dans le champ de la présente délégation, ainsi que les conventions afférentes.

3.6 Fonctionnement des régies :

Arrêtés de nomination des régisseurs de recettes et d'avances, actes divers liés au fonctionnement des régies de recettes et d'avances (création, suppression, etc.).

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Juillet 2019

3.7 Actes en matière d'emprunts bancaires, d'émissions obligataire, d'opérations de couverture, de crédits de trésorerie, de programmes de billets de trésorerie, dans le cadre des attributions déléguées à la Présidente et dont le contenu détaillé figure dans la délibération n° FAG 061-6368/19/CM du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019.

Article 4 :

Sont exclues du champ de la présente délégation :

- En raison de sa qualité de Maire de Saint-Chamas, les interventions et décisions portant sur des actions initiées par cette commune.

Article 5 :

Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 6 :

Le présent arrêté prend effet immédiatement.

Article 7 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet du Département des Bouches-du-Rhône et au Comptable Public de Marseille.

Article 8 :

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification.

Article 9 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 11 juillet 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Juillet 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 19/158/CM

Délégation de signature à Madame Nathalie N'Doumbé, en charge de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.5210-1-1 A, L. 5211-9, L.5211-1 et L. 2122-23, L. 5217-1 et suivants, L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relatif à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n°18/368/CM du 7 janvier 2019 est abrogé.

Article 2 :

Délégation est donnée à Madame Nathalie N'Doumbé, à l'effet de signer les documents, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Juillet 2019

Ressources humaines

Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de l'exercice de compétences non-déléguées aux Conseils de Territoire et exercées au sein de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence en charge des ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI.

Gestion des contrats aidés (CUI, CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi, courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courrier d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs) ;
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité) ;
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail, avenants au contrat de travail et R.I.B. ;
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, certificat de travail, attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers).

Formation des agents :

- Congé individuel de formation des agents sans incidence financière ;
- Congé de formation professionnelle, congé pour VAE, congé pour bilan de compétences sans incidence financière ;
- Courrier de refus de formation pour nécessité de service ou dans le cadre d'un CPF ;
- Bulletins d'inscriptions aux stages et formations CNFPT sans incidence financière ;
- Actes administratifs relatifs à la continuité des formations obligatoires en matière de sécurité et de prévention dans le cadre de marchés à bons de commande (validation de devis, signature de bons de commande, conventions, etc.) ;
- Les états de service pour inscription à un concours.

Accueil de stagiaires :

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi) ;
- Conventions de stage (convention industrielle de formation par la recherche CIFRE, stage d'immersion professionnelle) sans incidence financière.

Evaluation des agents :

- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels ;
- Procédure de convocation des agents, organisation et réalisation des entretiens professionnels ;
- Courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation).

Maladie, accident :

- Courriers et arrêtés afférents aux expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux ;
- Courriers et arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle ;

- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever des enfants) ;
- Courriers afférents aux relations avec les organismes extérieurs dans le cadre des actions récursoires pour accident de trajet ;
- Courriers afférents à la gestion des congés de maladie ordinaire (courriers de rappel de procédure d'envoi des arrêtés de travail, etc.) ;
- Courriers individuels relatifs à l'aménagement du travail en lien avec les services de Médecine (fiche d'aptitude).

Congés / Aménagements d'horaires :

- Courriers et arrêtés relatifs au congé bonifié, au report des congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.) ;
- Courriers et arrêtés de congé parental ;
- Procédures afférentes à l'autorisation de congés annuels ou absences autres que pour raison de santé (Formation, enfant malade, etc.), validation des demandes d'absence dans le logiciel, etc... ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires).

Carrière :

- Courriers et arrêtés de réintégration à temps plein ou de changement de situation (quotité de travail d'un temps complet) ;
- Courriers et arrêtés relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement ;
- Courriers et arrêtés de reclassement par détachement pour inaptitude physique et d'intégration suite à détachement pour inaptitude physique ;
- Courriers et arrêtés d'intégration et de reclassement (nouvelles dispositions statutaires) ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification ;
- Courriers et arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, maintien en 1/2 traitement dans l'attente de décision du comité médical, mi-temps thérapeutique) ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité et mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever enfants) ;
- Courriers et arrêtés de reconstitution de carrière (reprise ancienneté privée, publique) ;
- Les courriers et arrêtés de congés maternité, paternité, adoption.

Paie :

- Courriers et arrêtés d'attribution, de fin d'attribution et de refus d'attribution de NBI ;
- Courriers et documents relatifs au capital décès et aux pensions de réversion et d'orphelins ;
- Bordereaux de paiement ;
- Déclarations de versement de contribution de solidarité 1% ;
- Bordereaux de déclaration CNFPT, URSSAF ;
- Divers états liquidatifs et avis de paiement ;

- Etats d'heures supplémentaires des agents ;
- Etats d'astreintes des agents ;
- Etats de vacations des agents ;
- Etats d'indemnités horaires des agents ;
- Allocation enfant handicapé.

Procédure disciplinaire :

- Procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures ;
- Mesure d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, les courriers de rappel à l'ordre ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1er groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes.

Retraite :

- Courriers avec les caisses de retraite, CNRACL, IRCANTEC, CRAM, Sécurité Sociale ;
- Dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M. ;
- Demandes de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T (rentes, réversion, pension) ;
- Courriers et dossiers de validation de services ;
- Courriers et arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL ;
- Certificats de paiement pour les congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie ;
- Attestations pour congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie.

Protection sociale et santé :

- Bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la protection sociale ;
- Courriers de convocation à une visite médicale et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations ;
- Déclarations d'accidents de travail ;
- Courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie, etc... ;
- Courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité) ;
- Bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales ;
- Courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux et courriers de notification des conclusions du contrôle médical ;
- Courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances, etc...) ;
- Courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes ;
- Courriers et arrêtés afférents au remboursement au titre du fonds de remboursement du congé de paternité et d'accueil de l'enfant.

Frais de déplacement :

- Ordre de mission national et état de frais inhérents ;

- Remisage à domicile ponctuel inférieur à 3 jours consécutifs dans la limite de 2 par mois pour le même agent ;
- Abonnement de travail.

Divers :

- Courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires ou de refus de cumuls
- Dossiers préfecture relatif aux médailles d'honneur régionale, départementale et communale
- Etats et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain affecté à la DGA

**Marchés publics et accords-cadres
concernant les compétences exercées
par la Direction Générale Adjointe
en charge des ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti,
politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme,
mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI.**

1/ Pour la préparation, passation et signature des marchés y compris subséquents et accord – cadre inférieurs à 90 000 euros HT, concernant les compétences exercées par la DGA :

- Demandes de devis / lettres de commande ;
- Lettre de consultation relative à un marché subséquent inférieur à 90 000 € HT ;
- Courriers de complément de candidature ;
- Courriers d'invitation à soumettre une offre dans le cadre d'une procédure restreinte
- Courriers d'engagement et de conduite des négociations
- Demande de régularisation des offres
- Demande de précisions relatives à la teneur de l'offre
- Demande de justification d'une offre anormalement basse
- Courriers de demande de prolongation de la durée de validité des offres
- Courrier d'attribution du marché, demandes de pièces exigibles au titre de l'article 51 du décret du 25 mars 2016, ou réglementairement requises préalablement à la notification ;
- Courriers de rejet des candidatures et des offres, quel qu'en soit le motif ;
- Courriers de communication des motifs détaillés du rejet de l'offre ou de la candidature / communication aux tiers de certains éléments relatifs à la mise en concurrence et au marché ;
- Décision de déclaration sans suite et les courriers en informant les candidats ;
- Mise au point du marché ou de l'accord – cadre ;
- Pièces contractuelles du marché ou de l'accord-cadre (AE/ lettre de commande/ Cahier des charges) ;
- Courriers de notification.

2/ Pour l'exécution des marchés y compris subséquents et accord – cadre concernant les compétences exercées par la DGA :

- Les bons de commande inférieurs à 90 000 euros HT y compris bon de commande UGAP ou autre centrale d'achat ;
- Les ordres de service de démarrage des travaux, d'affermissement d'une tranche optionnelle ou créant des prix nouveaux pour les seuls marchés inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les autres ordres de service, sans limitation de montant ;
- Les avenants à un marché et un accord – cadre inférieur à 90 000 euros HT ;
- Les courriers de reconduction ou non – reconduction des marchés et accords – cadre inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les courriers ou pièces afférents au suivi des sous-traitances des marchés inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Tout courrier relatif à l'exécution du marché et notamment à la communication de documents prévus en exécution du contrat ;

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Juillet 2019

- Les certificats administratifs nécessaires à la bonne exécution des marchés publics, y compris dans les relations avec le comptable public ;
- Les exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de cession de la créance ;
- Les actes, courriers et pièces afférents au paiement des marchés publics, notamment le décompte général définitif et la certification du service fait et courriers de rejet de facture ;
- Les décisions d'admission, ajournement ou rejet de fournitures et services ;
- Les décisions afférentes à la réception des travaux ;
- Les actes à caractère coercitif pris pour l'exécution des marchés publics, notamment l'application de pénalités, réfections et mises en demeure ;
- La décision de faire exécuter le marché aux frais et risques du titulaire pour tout marché ou accord – cadre inférieur à 90 000 euros ;
- Les décisions de résiliation des marchés publics et accords – cadre inférieurs à 90 000 euros HT, quel qu'en soit le motif.

Politique de la Ville

- Lettres de notification des décisions des Commissions Locales d'Attribution portant ajournement ou rejet du Fonds d'Aide aux Jeunes ;
- Accusés réception des demandes de Fonds d'Aide aux Jeunes
- Courriers divers relatifs à des demandes de pièces complémentaires pour l'instruction de la demande

Habitat

- Accusés réception des demandes de logement social ;
- Accusés réception des demandes de FSL ;
- Courriers divers relatifs à des demandes de pièces complémentaires pour l'instruction de la demande ;
- Accusés réception des demandes relatives à l'ANAH ;
- Courriers divers (demandes d'avis préalable) relatifs à l'ANAH ;
- Conventiionnements avec l'ANAH – avec ou sans travaux
- Engagements bailleurs.

Ports - Mer- Littoral – GEMAPI - Energie

- Courriers de mise en demeure ;
- Courriers divers relatifs à la mise en œuvre de projets et à la gestion courante concernant les ports, la mer, le littoral, la GEMAPI et l'énergie ;
- Courriers et actes divers relatifs à la gestion de mise en concurrence des Autorisations d'Occupation Temporaire du Domaine Public ;
- Convocations au CLUPP (Comité Local des Usagers Permanents du Port) ;
- Réponse à une demande de changement de bateau sur une même place (réponse négative aux usagers) ;
- Demande d'exonération de redevance (réponse négative aux usagers) ;
- Déclarations d'ouverture de chantier et d'achèvement et actes administratifs liés, pour la gestion des réseaux de chaleur et unités de production d'énergie ;
- Contrats d'abonnement de tiers au réseau de chaleur (conformes au modèle de contrat et à la tarification délibérée) et avenants de transfert ;
- Conventions avec les concessionnaires de réseau pour raccordement d'unités de production d'énergie.

Urbanisme

- Les courriers de convocation à des réunions techniques ;
- Courriers divers relatifs à l'urbanisme et la stratégie et cohérence territoriale pour la mise en œuvre des dossiers ou projets ;
- Courriers liés à l'assujettissement fiscal de la Métropole.

Foncier

- Documents d'arpentage ;
- Diffusions parcellaires ;
- Demandes à France Domaines ;
- Courriers et fiches de demandes de renseignements et/ou copies auprès des hypothèques ;
- Documents et actes relatifs aux états des risques naturels et technologiques ;
- Plans de bornage, de division ;
- Prise en gestion des biens acquis par l'EPF ;
- Courriers divers relatifs à la mise en place des conventions partenariales conclues avec l'EPF et notamment compte rendu valant décision de choix des sites, validation du lancement des études, etc. ;
- Procès-verbal d'ouverture des plis des candidatures pour la cession des biens ;
- Réceptions des procès-verbaux de remise en gestion des biens acquis par EPF PACA et signature de tous les documents connexes ;
- Courriers divers relatifs aux demandes de pièces complémentaires pour l'instruction de la demande (échanges entre Métropole et propriétaires dans l'instruction des dossiers d'acquisitions et des ventes de biens bâtis, non bâtis, et/ou de locations) ;
- Attestations rectificatives de mise en concordance des actes authentiques en la forme administrative auprès des Services de la Publicité Foncière ;
- Formalités préalables et postérieures nécessaires à la Publicité Foncière d'un acte authentique en la forme administrative ;
- Demandes de pièces complémentaires et de visites dans le cadre de la procédure de préemption ;
- Renonciations aux déclarations d'intention d'aliéner ;
- Courriers divers relatifs aux affaires foncières et immobilières ;
- Courriers de saisine de l'Etat concernant les procédures foncières sur les projets relevant de la compétence métropolitaine (à l'exception des courriers adressés aux Préfets, Ministres et Chef de l'Etat).

Aménagement du territoire

- Les courriers relevant de l'administration courante ;
- Les certificats d'affichage des actes administratifs ;
- Courriers divers relatifs à l'aménagement du territoire métropolitain concernant la mise en œuvre des dossiers et des projets ;
- Courriers de convocation à des réunions techniques ;
- Courriers aux établissements publics d'aménagement dans le cadre des relations conventionnelles entre la Métropole et les aménageurs ;
- Arrêtés portant approbation des cahiers des charges de cession de terrains ;
- Courriers de notification aux tiers des cahiers des charges de cession de terrains.

Patrimoine bâti – Gestion patrimoniale

- Déclarations d'ouverture de chantier et d'achèvement ;
- Courriers divers aux services de l'état (ARS, DRAC, ABF, DDT, etc.) ;
- Conventions avec les concessionnaires de réseaux pour raccordement (à différencier des autres conventions) ;

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Juillet 2019

- Demandes d'autorisations d'urbanisme et environnementales et pièces annexes des PC, PD, PA loi sur l'eau, ERP classés, cas par cas, etc. ;
- Courriers divers et gestion courante relatifs au patrimoine bâti du territoire métropolitain.

Article 3 :

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Monsieur Rauscher, titulaire de la présente délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, il en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Article 4 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 5 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nathalie N'Doumbé, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Alexandra Serra – Directrice de la Coordination

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nathalie N'Doumbé et de Madame Alexandra Serra, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Philippe Lefort – Directeur Ressources

Concernant strictement :

- 1) La politique de la ville :
- 2) L'Habitat

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nathalie N'Doumbé, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Alexandra Serra – Directrice de la Coordination

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nathalie N'Doumbé et de Madame Alexandra Serra, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Christelle Mouren – Directrice habitat et politique de la ville

Article 6 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 22 juillet 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Juillet 2019

Arrêté n° 19/159/CM

Fermeture temporaire d'une partie de l'équipement à usage de restaurant situé dans le parc du golf de Miramas et exploité par la SARL Tiger's House

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La convention d'occupation d'un équipement du domaine public de la Métropole-Aix-Marseille-Provence pour l'exploitation d'un local à usage de restaurant situé dans le parc du golf de Miramas conclue le 17 avril 2018 au bénéfice de la SARL Tiger's House ;
- Le diagnostic structure bois du bureau d'études « Bois et Etudes Hulin » du 16 novembre 2018 ;
- Le diagnostic structure de maçonnerie du bureau d'études « Snaipse Structure » du 23 novembre 2018 ;
- L'arrêté n°18/356/CM de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 novembre 2018 portant fermeture de l'équipement à usage de restaurant situé dans le parc du golf de Miramas, sis Mas de Combe, et exploité par la SARL Tiger's House ;
- L'arrêté n°19/069/CM de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 1^{er} mars 2019 portant prolongation de fermeture de l'équipement à usage de restaurant situé dans le parc du golf de Miramas, sis Mas de Combe, et exploité par la SARL Tiger's House ;
- Le diagnostic complémentaire du bureau d'études « Snaipse Structure » du 27 mars 2019 ;
- Le diagnostic complémentaire du bureau d'études « Bois et Etudes Hulin » du 29 mars 2019 ;
- Le pré-rapport d'expertise judiciaire du 25 mai 2019, établie par Monsieur Anthony Box, désigné par le TGI d'Aix-en-Provence ;

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Juillet 2019

- L'arrêté n° 19/122/CM de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 24 juin 2019 portant réouverture partielle de l'équipement à usage de restaurant situé dans le parc du golf de Miramas et exploité par la SARL Tiger's House.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'un équipement à usage de restaurant situé sur le parc du golf de Miramas dont l'occupation a été confiée à la SARL Tiger's House aux fins d'exploitation d'un restaurant-bar-brasserie, ouvert à tout public ainsi qu'aux usagers des structures publiques du golf et du centre équestre ;
- Que les diagnostics structure bois et structure maçonnerie respectivement des bureaux d'études « Bois et Etudes Hulin » et « Snapse Structure » ont révélé la nécessité de conforter à très court terme le bâtiment exploité à usage de restaurant ;
- Qu'en égard aux risques encourus pour les personnes et l'intégralité dudit bien accueillant du public, la Métropole Aix-Marseille-Provence a prononcé par arrêté du 30 novembre 2018 une fermeture pour trois mois ;
- Qu'une prolongation de la fermeture dudit équipement a été prononcée par arrêté du 1^{er} mars 2019, pour une durée de trois mois, afin de réaliser des investigations complémentaires ;
- Que les résultats desdites investigations complémentaires confirment un danger notamment sur les parties planchers bois ;
- Que suite aux conclusions provisoires de l'expertise judiciaire, rendues dans son pré-rapport le 25 mai 2019 aux parties, la reprise partielle de l'activité de l'équipement à usage de restaurant a été autorisée, par arrêté du 24 juin 2019, uniquement sur les zones ne présentant pas de risques pour la sécurité des occupants et du public ;
- Qu'il convient de procéder à la fermeture temporaire des autres zones comme définies dans ledit pré-rapport d'expertise jusqu'à la réalisation des travaux de consolidation et de confortement.

ARRETE

Article 1 :

Est prononcée la fermeture partielle de l'équipement à usage de restaurant situé dans le parc du golf de Miramas et exploité par la SARL Tiger's House des zones comme définies dans le pré-rapport d'expertise du 25 mai 2019, ci-après détaillées :

- Zone 2 : les sanitaires du rez-de-chaussée, le salon d'accueil à l'entresol et une partie de l'appartement du 1^{er} étage,
- Zone 3 : au rez-de-chaussée, le couloir où se situe la plonge du restaurant et le cellier, à l'entresol les sanitaires et le dégagement,
- Zone 4 : au rez-de-chaussée, la cuisine et au 1^{er} étage, la salle de séminaire.

L'accès aux zones 2, 3 et 4 identifiées à risques n'est donc pas autorisé au public ainsi qu'au personnel. Un arrêté ultérieur de réouverture sera pris après la réalisation des travaux de consolidation et de renforcement nécessaires pour la sécurité de l'ouvrage.

Article 2 :

Le présent arrêté sera notifié à la SARL Tiger's House, affiché à l'extérieur de l'établissement et au siège de la Mairie de Miramas. Il sera transmis au représentant de l'Etat dans le département et au Maire de Miramas.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 11 juillet 2019

Martine VASSAL

Arrêté n° 19/161/CM

Arrêté d'engagement - Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bouc Bel Air - Procédure de modification n°4

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-36 et L.153-37 ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre n° URB 001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan Local d'Urbanisme et Plan d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération n°19.02.07 de la commune de Bouc Bel Air du 25 février 2019 sollicitant l'engagement de la procédure de modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bouc-Bel-Air;

- La délibération n°2019_CT2_177 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 mai 2019 demandant au Conseil de la Métropole de solliciter, de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence, l'engagement de la procédure de modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme de Bouc-Bel-Air ;
- La délibération n°URB 005-5995/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 sollicitant de la Présidente du Conseil de Métropole l'engagement de la procédure de modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bouc-Bel-Air ;
- Le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 20 décembre 2012 et ses évolutions successives en vigueur.

CONSIDÉRANT

Que les objectifs de la procédure de la modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bouc-Bel-Air envisagée sont notamment :

- de corriger des erreurs matérielles ;
- d'apporter des ajustements réglementaires.

Les points objets de la présente procédure engendreront la modification des pièces écrites en conséquence.

- Qu'il apparait en conséquence utile, voire nécessaire, d'adapter le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bouc-Bel-Air sur ces points ;
- Que cette modification n'a pas pour conséquence de changer les orientations du Plan d'Aménagement et de Développement Durables ; ni de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ; ni de réduire une protection édictée en raison d'un risque de nuisance, de la qualité des sites, des paysages, ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ; ni d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser au-delà des neuf ans suivants sa création ;
- Qu'en conséquence, les évolutions du document d'urbanisme projetées relèvent bien du champ d'application de la procédure de modification conformément au Code de l'Urbanisme ;
- Que suite à la délibération n°19.02.07 la commune de Bouc-Bel-Air du 25 février 2019, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix a saisi le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite de la Présidente l'engagement de la procédure de modification n°4 de la commune de Bouc-Bel-Air ;

ARRETE

Article 1 :

Il est prescrit une procédure de modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bouc-Bel-Air.

Article 2 :

- La modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bouc-Bel-Air a notamment pour objet :
 - de corriger des erreurs matérielles ;
 - d'apporter des ajustements réglementaires.

Les points objets de la présente procédure engendreront la modification des pièces écrites en conséquence.

Article 3 :

Conformément à l'article L.153-40 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bouc Bel Air sera notifié au Préfet et aux Personnes Publiques Associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9, avant d'être soumis à enquête publique.

Article 4 :

Conformément à l'article L.153-41 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bouc-Bel-Air sera soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du Code de l'Environnement.

Article 5 :

A l'issue de l'enquête publique prévue à l'article 4 ci-dessus, le projet de modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bouc-Bel-Air, éventuellement amendé de façon mineure pour tenir compte des avis émis, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera approuvé par délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 juillet 2019

Martine VASSAL

Arrêté n° 19/162/CM

Arrêté portant mise à jour n°3 des annexes du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bouc-Bel-Air relatives à la révision du Règlement Local de Publicité

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles R.151-53 ; R.153-18 ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- Le Plan Local Urbanisme approuvé de la commune de Bouc-Bel-Air et ses évolutions successives en vigueur ;
- La délibération n° URB 059-5190/18/CM du Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence du 13 décembre 2018, approuvant la révision du Règlement Local de Publicité de la commune de Bouc-Bel-Air ;

CONSIDÉRANT

- Qu'en application des dispositions du 11^{ème} alinéa de l'article R.151-53 du Code de l'Urbanisme, le Règlement Local de Publicité figure en annexe du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bouc-Bel-Air.
- Que le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bouc-Bel-Air dispose en annexe n°5.7 d'un Règlement Local de Publicité du 21 janvier 1999.
- Qu'il est nécessaire de mettre à jour l'annexe n°5.7 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bouc-Bel-Air afin d'y annexer le Règlement Local de Publicité dont la révision a été approuvée le 13 décembre 2018.

ARRETE

Article 1 :

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bouc-Bel-Air est mis à jour à la date du présent arrêté par ajout dans ses annexes du Règlement Local de Publicité approuvé le 13 décembre 2018.

Article 2 :

La mise à jour, sur support papier, est tenue à la disposition du public à la mairie de Bouc-Bel-Air (Service Urbanisme et Développement, Pôle municipal de Sauvecanne, 13320 Bouc-Bel-Air)

Article 3 :

Le dossier de Règlement Local de Publicité est joint au présent arrêté.

Article 4 :

Conformément à l'article R 153-18 du Code de l'Urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de la Métropole Aix-Marseille et en Mairie de la commune de Bouc-Bel-Air pendant le délai d'un mois minimum.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 22 juillet 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Juillet 2019

Arrêté n° 19/163/CM

Approbation du Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot 20 situé dans la ZAC de Lavalduc sur la commune de Fos-sur-Mer

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement l'article L. 311-6 relatif aux modalités de cession de terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté, dont l'obligation d'approuver un Cahier des Charges de Cession de Terrain lors de chaque cession ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral de création de la ZAC de Fos-Lavalduc à Fos-sur-Mer du 22 juin 1990 ;
- L'arrêté préfectoral approuvant le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le programme des équipements publics du 11 octobre 1991 ;
- La Convention Publique d'Aménagement du 19 juillet 2002 conclue entre le SAN et l'Etablissement Publique d'Aménagement Ouest Provence ;
- L'avenant n° 4 du 22 décembre 2015 approuvant le transfert de la Convention Publique d'Aménagement à la Société Publique Locale Aménagement Développement Ouest Provence (SPL ADOP) afin que celle-ci poursuive l'opération d'aménagement ;
- L'avenant n° 5 du 13 juillet 2017 modifiant la limite globale des emprunts contractés par l'aménageur ;
- L'avenant n° 6 du 11 avril 2018 modifiant la date de clôture de la Convention Publique d'Aménagement ;

Reçu au Contrôle de légalité le 15 Juillet 2019

- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 18/368/CM du 7 janvier 2019 pris par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnant délégation de signature à Madame Nathalie N'Doumbé chargée de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI.

CONSIDÉRANT

- Que la ZAC de Lavalduc a pour vocation principale d'accueillir des activités artisanales, commerciales, ainsi que des bureaux et services ;
- Que les dispositions particulières du Cahier des Charges de Cession de Terrain de cette opération sont compatibles avec le dossier de réalisation de la ZAC.

ARRETE

Article 1 :

Est approuvé le Cahier des Charges de Cession de Terrain ci-annexé concernant le lot 20, situé dans la ZAC de Lavalduc sur la commune de Fos-sur-Mer.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 15 juillet 2019

Martine VASSAL



SPL SENS URBAIN - Domaine de la Mériquette – RN 569 – bat 10 - 13 270 FOS-SUR-MER – 04 42 47 71 68

**ZAC DE LAVALDUC
COMMUNE DE FOS SUR MER**

LOT 20

**Cahier des Charges de Cession de Terrain
établi en application de l'article L 311-6
du Code de l'Urbanisme**



SPL SENS URBAIN - Domaine de la Méridette – RN 569 – bat 10 - 13 270 FOS-SUR-MER – 04 42 47 71 68

SOMMAIRE

PREAMBULE

I - CESSION ET UTILISATION DES TERRAINS

II - DROITS ET OBLIGATIONS DE L'AMENAGEUR ET DE L'ACQUEREUR

III - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES, URBANISTIQUES ET ARCHITECTURALES

IV - GESTION DES INSTALLATIONS COMMUNES ET OUVRAGES COLLECTIFS

V - DOCUMENTS GRAPHIQUES



PREAMBULE

La ZAC de FOS-LAVALDUC à FOS SUR MER a été créée par arrêté de Monsieur le Commissaire de la République, Préfet des Bouches-du-Rhône, en date du 22 juin 1990.

Le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le programme des équipements publics ont été approuvés le 11 octobre 1991 par Monsieur le Commissaire de la République, Préfet des Bouches-du-Rhône.

La ZAC de FOS-LAVALDUC a pour vocation d'accueillir des activités commerciales, artisanales, de bureaux et de services.

Suivant la Convention Publique d'Aménagement en date du 19 juillet 2002, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle du Nord Ouest de l'Etang de Berre a confié à l'Etablissement Public d'Aménagement et de Développement Ouest Provence la poursuite de la réalisation de ladite ZAC.

La Convention publique d'aménagement a été transférée à la SPL SENS URBAIN (ex SPL Aménagement Développement Ouest Provence) le 1 janvier 2016.

Le présent cahier des charges est établi en application de l'article L311.6 du code de l'urbanisme, et de l'article 11 de la Convention Publique d'Aménagement, liant la SPL SENS URBAIN, concessionnaire, à Aix Marseille Provence METROPOLE, concédant.

I - CESSION ET UTILISATION DES TERRAINS

1) Désignation du vendeur et de l'acquéreur

La présente cession est consentie par la SPL SENS URBAIN à Monsieur BACCARI Maher, **domicilié 8 rue de Savoie 13 270 Chateauneuf les Martigues** ci-après désigné "l'acquéreur" ou à toute personne morale ou privée qu'il se substituerait avec l'accord de la SPL SENS URBAIN.

2) Désignation des terrains

Le **lot 20** cédé est classé en secteur UE au PAZ (retranscrits de le PLU en révision) de la ZAC de Lavalduc et porte sur une partie de la **parcelle n° B2802** au Cadastre de la Commune de FOS SUR MER.

La superficie du lot est d'environ **3 000 m²**.



3) Utilisation des terrains

Le terrain susvisé est cédé en vue de la réalisation d'un bâtiment à usage de stockage et manutention de rack avec bureaux.

La surface de plancher totale autorisée est de **1 500 m²**.

4) Conditions de Cession

L'utilisation des terrains cédés doit être conforme aux dispositions du PAZ ou du PLU en cours de révision, du règlement de la ZAC et aux prescriptions techniques, urbanistiques et architecturales énoncées au titre III, pendant la durée de la réalisation de la zone.

II - DROITS ET OBLIGATIONS DE LA SPL SENS URBAIN ET DE L'ACQUEREUR

1) Obligations de la SPL SENS URBAIN

La SPL SENS URBAIN s'engage à mettre à la disposition de l'acquéreur l'ensemble des équipements nécessaires au bon fonctionnement des terrains cédés.

2) Délais d'exécution

L'acquéreur s'engage à :

- 2.1. Déposer la demande de permis de construire en conformité avec le PAZ et le PLU en cours de révision, dans un délai de 2 mois à compter de la signature de la promesse de vente.
- 2.2. Entreprendre les travaux de construction dans un délai de 12 mois à compter de la délivrance du permis de construire.
- 2.3. Avoir terminé les travaux et obtenu leur conformité dans un délai maximum de 16 mois à compter de la date de début des travaux.

3) Prolongation éventuelle des délais

Les délais d'exécution prévus ci-dessus seront, si leur inobservation est due à un cas de force majeure, prolongés d'une durée égale à celle durant laquelle l'acquéreur a été dans l'impossibilité de réaliser ses obligations. La preuve de la force majeure et de la durée de l'empêchement est à la charge de ce dernier.

Les difficultés de financement ne sont pas considérées comme constituant des cas de force majeure.



4) *Sanctions à l'égard de l'acquéreur*

En cas d'inobservation de l'une des obligations du Cahier des Charges, de l'acte de cession, la SPL SENS URBAIN pourra, selon la nature de l'infraction commise, soit obtenir des dommages et intérêts, soit résoudre la vente, dans les conditions suivantes :

4.1. Dommages et intérêts

Si l'acquéreur ne respecte pas les délais prévus à l'article II.2) Délais d'exécution, la SPL SENS URBAIN le mettra en demeure de satisfaire à ses obligations dans un délai de 15 jours en ce qui concerne les délais des paragraphes 2.1. et 2.2., ou dans un délai de trois mois en ce qui concerne celui du paragraphe 2.3.

Si passé ce nouveau délai, l'acquéreur n'a pas donné suite aux prescriptions de la mise en demeure, la SPL SENS URBAIN pourra prétendre à une indemnité fixée à 1/1000^e du prix de cession hors taxes par jour de retard.

Lorsque cette pénalité aura atteint 10 %, la SPL SENS URBAIN pourra prononcer la résolution du contrat dans les conditions ci-après.

4.2. Résolution de la vente

La cession pourra être résolue de plein droit par décision de la SPL SENS URBAIN, notifiée par acte d'huissier, en cas d'inobservation d'un des délais de l'article II.2) Délais d'exécution.

La cession pourra également être résolue de plein droit par décision de la SPL SENS URBAIN notifiée par acte d'huissier, en cas de non paiement de l'une quelconque des fractions de prix à son échéance, et ce, un mois après une mise en demeure de payer restée sans effet, et plus généralement en cas d'inexécution de l'une des obligations du cahier des charges, de l'acte de cession ou de location.

L'acquéreur aura droit en contrepartie à une indemnité de résolution qui sera calculée comme suit :

- a) Si la résolution intervient avant le commencement de tous travaux, l'indemnité sera égale au prix de cession, déduction faite au montant d'un préjudice subi par la SPL SENS URBAIN, de 10 % du prix de cession HT. Le cas échéant, en cas de versement initial que d'une partie du prix de cession, l'indemnité sera égale à cette partie du prix, déduction faite au montant d'un préjudice subi par la SPL SENS URBAIN, de 10 % du prix de cession HT.
- b) Si la résolution intervient après le commencement des travaux, l'indemnité ci-dessus pourra être augmentée d'une somme égale au montant de la plus value apportée au terrain par les travaux régulièrement réalisés sans que cette



somme puisse dépasser la valeur des matériaux et le prix de la main d'œuvre utilisée.

Dans certains cas, une moins value sera appliquée aux travaux exécutés.

Cette plus value ou moins value sera fixée par voie d'expertise contradictoire, l'expert de la SPL SENS URBAIN étant l'Administration des Domaines, celui de l'acquéreur pouvant, si celui-ci ne pourvoit pas à sa désignation, être désigné d'office par le Président du Tribunal de Grande Instance, sur la requête de la SPL SENS URBAIN.

Tous les frais seront à la charge de l'acquéreur.

Les privilèges et hypothèques ayant grevé l'immeuble ou le bail du chef du concessionnaire défaillant ou de ses ayants-droit, seront reportés sur l'indemnité de résolution et de résiliation dans les conditions fixées à l'article L 21-3 du décret n° 77-392 du 28 mars 1977.

5) Mise à disposition des terrains

La mise à disposition des terrains, qui aura lieu, sauf dérogation, après signature de l'acte authentique de vente, ne pourra faire obstacle à la mission de la SPL SENS URBAIN concernant la poursuite des travaux d'aménagement de la ZAC.

6) Vente - Location - Partage des terrains cédés

Il est interdit à l'acquéreur de mettre en vente ou de louer les terrains qui lui sont cédés avant l'achèvement de la totalité des travaux prévus, sans en avoir, au moins quatre mois à l'avance, avisé la SPL SENS URBAIN qui pourra exiger que les terrains lui soient rétrocédés ou soient cédés à un acquéreur désigné ou agréé par lui ou, le cas échéant, que le bail soit résilié ou ne soit cédé qu'à un cessionnaire agréé par lui.

En cas de rétrocession, le prix de rétrocession sera calculé dans les conditions prévues pour l'indemnité de résolution, sans qu'il y ait lieu à une réduction de 10 %. En cas de vente à un acquéreur désigné ou agréé par la SPL SENS URBAIN, de la totalité des terrains ou d'une partie non encore entièrement aménagée, la SPL SENS URBAIN pourra exiger que le prix de cession soit fixé dans les mêmes conditions.

7) Nullité

Les actes de vente, de partage, de location ou de concession d'usage, qui seraient consentis par l'acquéreur ou ses ayants-cause en méconnaissance des interdictions ou obligations stipulées dans le Cahier des Charges, seraient nuls et de nul effet,



conformément aux dispositions de l'article L 21-3 du décret n° 77-392 du 28 mars 1977.

Cette nullité pourra être invoquée pendant un délai de 5 ans à compter de l'acte de la SPL SENS URBAIN ou, à défaut, par le Préfet, sans préjudice, le cas échéant, des réparations civiles.

8) *Obligation de maintenir l'affectation prévue après réalisation des travaux*

Après achèvement des travaux, l'acquéreur sera tenu de ne pas modifier l'affectation des terrains aménagés sans en avoir avisé la SPL SENS URBAIN au moins deux mois à l'avance.

A ce titre, il devra soumettre à l'agrément de la SPL SENS URBAIN tout projet de construction et/ou aménagement du terrain cédé qui surviendrait postérieurement au permis de construire initialement obtenu.

la SPL SENS URBAIN pourra jusqu'à l'expiration de ce délai, exiger que le changement d'affectation soit différé pour une durée de six mois et ne soit effectué que si, durant ce dernier délai, il n'a pu être trouvé un acquéreur ou un utilisateur pour l'ensemble du fonds, s'engageant à maintenir l'affectation, le prix d'acquisition étant fixé, à défaut d'accord amiable, par voie d'expertise contradictoire.

III - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES, URBANISTIQUES ET ARCHITECTURALES

1) *Dispositions générales*

La demande de permis de construire devra se conformer aux règles énoncées dans le PAZ et le PLU en cours de révision et le RAZ de la ZAC de Lavalduc ainsi qu'au présent cahier des charges de cession de terrains.

Toutes les pièces administratives liées à cette autorisation devront répondre aux prescriptions suivantes.

2) *Aspect architectural*

L'ensemble des bâtiments implantés sur une même parcelle devra assurer une unité architecturale et urbanistique au niveau de la volumétrie, du traitement des façades et des toitures (cohérence dans le type de matériaux mis en œuvre et dans le choix des couleurs).

Dans le cas de toitures non architecturées, les façades des bâtiments devront présenter des acrotères horizontaux sur l'ensemble des façades et jusqu'à l'arase du faîtage.



3) Clôtures

La hauteur totale des clôtures ne pourra excéder 2,00 m ; elles seront conformes au RAZ et au PLU en cours de révision.

Elles devront être indiquées dans la demande de permis de construire et soumises à l'obtention de la conformité.



4) Enseignes - Panonceaux

Il est interdit de procéder à un affichage ou une publicité sur les terrains, clôtures et constructions, à l'exception :

- de l'affichage réglementaire lié au permis de construire
- de la raison sociale et du sigle de la société.

Les projets d'enseignes devront figurer dans la demande de permis de construire.

5) Desserte

Le terrain est desservi à partir de la voirie publique réalisée par l'aménageur. la SPL SENS URBAIN a/aura à réaliser les réseaux sur lesquels l'acquéreur pourra raccorder, à sa demande et à sa charge, ses installations au droit de la propriété (électrique (BT 36kva), eaux usées, eau potable, génie civil du réseau télécom – hors gaz). Un seul point de desserte et un seul accès sont prévus aux frais de la SPL SENS URBAIN, toutefois, d'autres points de desserte seront éventuellement possibles, en accord avec la SPL SENS URBAIN, mais à la charge de l'acquéreur. De même, si les besoins de réseaux de l'acquéreur sont plus importants (puissance, débit...), ce dernier prendra en totalité la charge de l'acheminement en limite mitoyenne.

Si l'activité le nécessite, l'acquéreur sera dans l'obligation de traiter ses eaux usées avant rejet dans les réseaux publics.

L'acquéreur fera son affaire de la collecte des eaux pluviales : les eaux provenant des ruissellements de toiture pourront être infiltrées directement.

Les eaux de ruissellement sur voirie seront rejetées dans le réseau public au droit du terrain. Le débit rejeté au réseau public ne devra pas excéder 5litres/sec/ha du terrain imperméabilisé. Si ce débit maximal ne peut être respecté, l'acquéreur devra écreter le débit d'eaux pluviales avant rejet au réseau au moyen d'un bassin de rétention étanche.

IV -GESTION DES INSTALLATIONS COMMUNES ET OUVRAGES COLLECTIFS

1) Gestion

La gestion du domaine public sera assuré par la collectivité.

2) Tenue générale

Les parcelles, les constructions, les espaces libres et les voies doivent être tenus en excellent état de propreté et d'entretien.

Les prescriptions suivantes doivent en particulier être respectées :



- Les fouilles sont interdites, si ce n'est pour la construction elle-même, et à condition de remettre le sol en l'état et d'évacuer les matériaux en surplus.
- Tous les terrassements, exhaussements ou décaissements seront soumis à la législation en vigueur.
- Les décharges, (ordures, déchets, matériaux), sont proscrites sur les voies, les parcelles et terrains voisins, les espaces libres, les parkings y compris pendant les travaux de construction.
- Les acquéreurs assureront l'évacuation de leurs déchets professionnels en un lieu adapté pour les recevoir.

3) *Respect de l'environnement, pollution*

Les nuisances pouvant être générées par l'exécution des travaux ou par l'activité de l'acquéreur devront être traitées par ce dernier de manière à ce qu'aucune gêne ne soit occasionnée au voisinage.

En cas de dépôts sauvages, enfouissements de déblais, nettoyage de matériel, etc..., sur les parcelles mitoyennes ou voisines, dégradation des emprises publiques, réalisés par des entreprises travaillant pour le compte des propriétaires de parcelles dans la zone d'activité, ou par les propriétaires eux-mêmes, et dûment constatés par la SPL SENS URBAIN, des poursuites seront immédiatement engagées, sans préavis, à l'encontre des contrevenants.

Ils seront tenus de remettre les lieux en état à leurs frais exclusifs.

COMMUNE DE FOS SUR MER

Quartier LAVALDUC

DEPARTEMENT DES BOUCHES DU RHONE

COMMUNE DE FOS SUR MER

ZAC LAVALDUC

LOT 20



1				
0	Plan de lots	24/06/2019	TIS	THGO
Indice	Nature des modifications	Date	Auteur	Verifié par

ECHELLE: 1/500	Date du relevé : 11/04/2019	DOSSIER: MA119019-10	FICHIER: MA119019-10_LOT17.dwg
----------------	-----------------------------	----------------------	-----------------------------------

PLAN DE VENTE

COORDONNEES	RGF93 CC44	<input checked="" type="checkbox"/>	NIVELLEMENT	IGN 69	<input checked="" type="checkbox"/>
COORDONNEES	INDEPENDANTES	<input type="checkbox"/>	NIVELLEMENT	INDEPENDANT	<input type="checkbox"/>



GEOFIT EXPERT Géomètre - Expert
Thomas GODBILLOT (n° 05245)
12 Bd Frédéric Sauvage
13014 MARSEILLE
Tel.04 86 76 03 22 - Fax: 04 91 37 56 84
marseille@geofit-expert.fr

PLAN DE VENTE

LOT 20

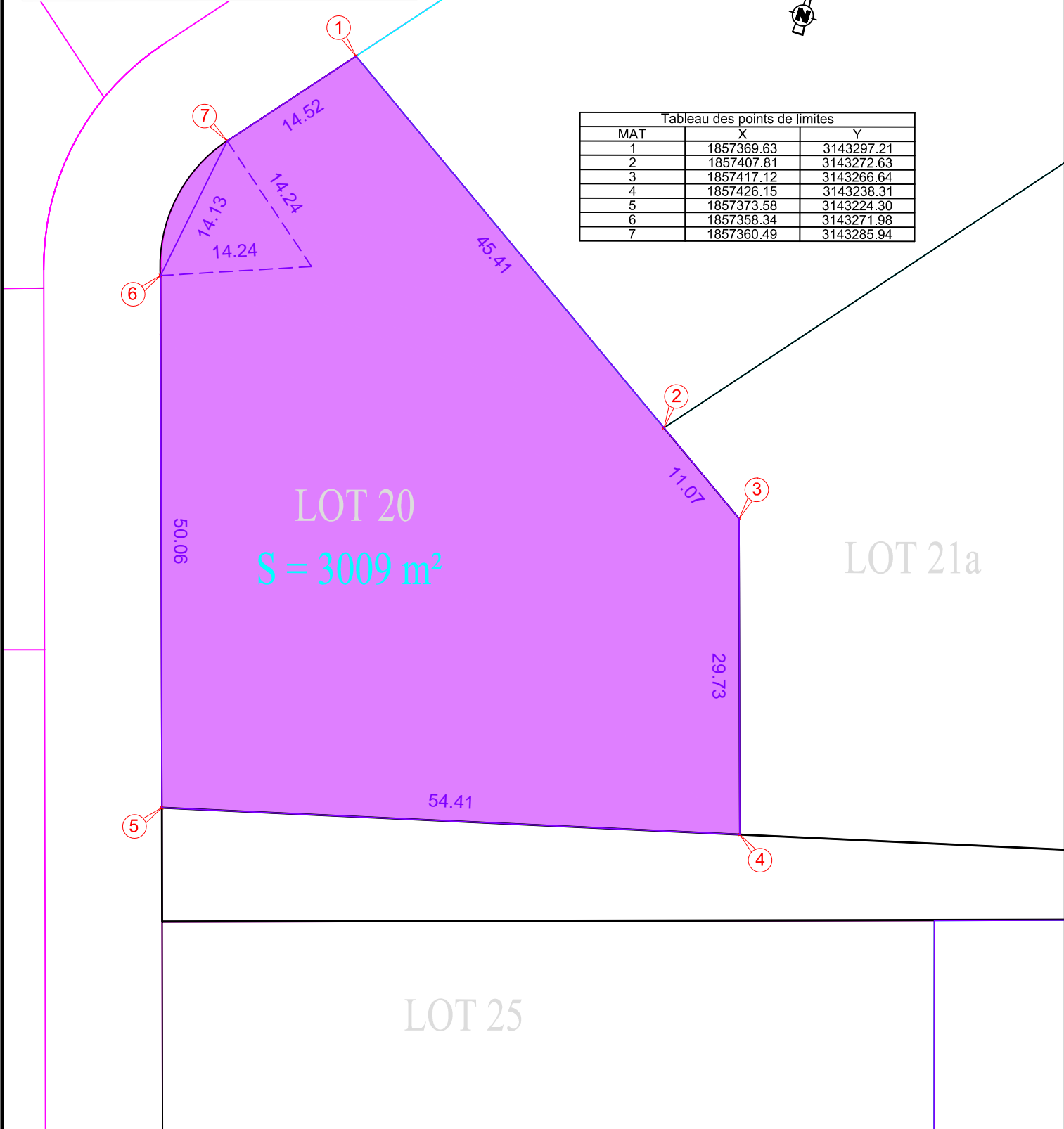


Tableau des points de limites		
MAT	X	Y
1	1857369.63	3143297.21
2	1857407.81	3143272.63
3	1857417.12	3143266.64
4	1857426.15	3143238.31
5	1857373.58	3143224.30
6	1857358.34	3143271.98
7	1857360.49	3143285.94

NOTA:

- Système de coordonnées planimétrique : RGF93 CC44
- Système de coordonnées altimétrique : NGF - IGN 69

Echelle : 1/500

Date : le 24 juin 2019 Dossier n° MA 119019-10
Dressé par **Thomas GODBILLOT**, Géomètre-Expert, Cabinet GEOFIT-EXPERT,
12 Boulevard Frédéric Sauvage 13014 Marseille
Tél. 04 86 76 03 22 - Fax 04 66 64 52 10 - marseille@geofit-expert.fr



Reçu au Contrôle de légalité le 15 juillet 2019

Arrêté n° 19/164/CM

Arrêté d'engagement - Plan Local d'Urbanisme de la commune de Salon de Provence - Procédure de modification simplifiée n°3

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération FAG 001-4256/18 CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 n°URB 002-3560/18/CM de répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre les Conseils de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le courrier de la commune de Salon-de-Provence en date du 1^{er} mars 2019 saisissant le Conseil de Territoire du Pays Salonais afin qu'il demande au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de solliciter l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°3 ;
- La délibération n° 86/19 du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 13 mai 2019 saisissant le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite de la Présidente l'engagement de la modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Salon-de-Provence et définissant les modalités de la mise à disposition du public ;

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Juillet 2019

- La délibération n°URB 011-6001/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 sollicitant de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Salon-de-Provence ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Salon-de-Provence en vigueur.

CONSIDÉRANT

- Que la commune a été sollicitée par EDF Energie Renouvelable, qui a étudié le possible développement d'un équipement photovoltaïque sur un foncier propriété d'EDF, contigu au canal usinier EDF ;
- Que les parcelles constitutives de ce foncier ne peuvent être destinées à un usage résidentiel ou d'activités car elles sont trop proches du canal et de la chute d'eau ;
- Que l'optimisation de ces terrains par l'intermédiaire d'un zonage permettant le développement de ce projet, paraît donc une opportunité ;
- Que l'évolution du Plan Local d'Urbanisme demandée concerne donc un changement de zonage d'une partie du terrain d'assiette du projet ;
- Qu'il est nécessaire, pour une meilleure sécurité juridique du projet, de les classer à l'identique du principal tènement, soit en zone US, autorisant expressément les équipements d'intérêt collectif ;
- Que le projet d'aménagement du site répond aux orientations générales du PADD, notamment l'orientation 2 visant un projet de territoire autour des énergies nouvelles ;
- Que l'adaptation du Plan Local d'Urbanisme envisagée remplit les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par une procédure de modification simplifiée, avec mise à disposition du public, pendant un mois, du projet de modification simplifiée, de l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, des avis émis par les personnes publiques associées ;
- Qu'il apparaît en conséquence utile d'adapter le PLU sur ces points ;
- Que la modification simplifiée n°3 envisagée aura dès lors pour effet de modifier le Zonage du PLU ;
- Que les modifications du document d'urbanisme projetées relèvent du champ d'application de la procédure de modification simplifiée conformément au Code de l'Urbanisme ;
- Qu'à la suite du courrier de la commune de Salon-de-Provence du 1^{er} mars 2019, le Conseil de Territoire du Pays Salonais a saisi le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite de la Présidente l'engagement de la procédure de modification simplifiée n° 3 ;
- Que le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°3 du Plan local d'Urbanisme de la commune de Salon-de-Provence.

ARRETE

Article 1 :

Il est prescrit une procédure de modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Salon-de-Provence.

Article 2 :

La modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Salon-de-Provence va permettre la réalisation d'un nouveau projet de centrale photovoltaïque sur le territoire communal.

Conformément à l'article L 153-40 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification simplifiée sera notifié aux Personnes Publiques Associées.

Les modalités de la mise à disposition telles que définies par la délibération du 13 mai 2019 du Conseil de Territoire du Pays Salonais seront précisées par arrêté du Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais.

Article 3 :

Conformément à l'article R 421-1 à R 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 22 juillet 2019

Martine VASSAL

Arrêté n° 19/165/CM

Désignation du représentant suppléant de la Présidente au sein du conseil portuaire du port du Frioul à Marseille - modification de l'arrêté n°18/287/CM du 19 décembre 2018

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports,
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 17/248/CM du 29 août 2017, portant désignation des conseillers portuaires sur le port du Frioul à Marseille ;
- L'arrêté n° 18/088/CM du 15 juin 2018, portant remplacement d'un conseiller portuaire sur le port du Frioul ;
- L'arrêté n° 18/287/CM du 19 décembre 2018, portant nomination des conseillers portuaires du port du Frioul à Marseille.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de « création, aménagement et gestion de zones d'activités portuaires » ;
- Qu'à ce titre, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour procéder à la nomination des membres des Conseils Portuaires ;
- Qu'en application de l'article R. 5314-17 du Code des Transports, est membre du conseil portuaire notamment la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant désigné parmi les élus métropolitains, assurant la présidence du Conseil Portuaire ;

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Juillet 2019

- Que par l'arrêté n°18/287/CM du 19 décembre 2018 susvisé, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence a nommé les membres du Conseil Portuaire du port du Frioul et a désigné son représentant titulaire au sein de ce Conseil Portuaire, à savoir Monsieur Claude Piccirillo ;
- Qu'il convient aujourd'hui de désigner le représentant suppléant de la Présidente au sein de ce conseil portuaire, et de modifier sur ce point l'arrêté n°18/287/CM du 19 décembre 2018 susvisé ;
- Qu'il convient en outre de corriger une erreur de plume qui s'est glissée à l'article 3 de cet arrêté ;

ARRETE

Article 1 :

Monsieur Didier Zanini est désigné représentant suppléant de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein du Conseil Portuaire du port du Frioul à Marseille.

Article 2 :

L'article 1 de l'arrêté n°18/287/CM du 19 décembre 2018 portant nomination des conseillers portuaires du port du Frioul à Marseille est désormais rédigé comme suit :

« Sont nommés membres du Conseil Portuaire du Frioul de Marseille :

Représentants de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence assurant la présidence du Conseil Portuaire

Titulaire : Claude PICCIRILLO

Suppléant : Didier ZANINI

Représentants des usagers du port

Représentant des navigateurs de plaisance (désignés par le Comité Local des Usagers Permanent du Port – CLUPP)

Titulaires : Guy CHETRITE, Michel BARROT, Charles GALLONI

Suppléants : Jean-Pierre RAVEU, Anthony POIRAUD, Alain GARDET

Représentants des services nautiques, construction, réparation et des associations sportives et touristiques liées à la plaisance :

Titulaires : Emmanuel APOSTOLO, Daniel IMBERT, Charles GAGNIEUR

Suppléants : Martin TEXEREAU, Guillaume ARGOUARCH, Marie-Hélène TOMASI

Représentants de la Commune

Titulaire : Jean ROATTA

Suppléant : Gérard CHENOZ

Représentants de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille-Provence :

Titulaire : Jean-Philippe SALDUCCI

Suppléante : Dominique CASCIO »

Article 3

Le représentant suppléant de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, visé à l'article 1 du présent arrêté, est désigné pour la durée du mandat des membres du Conseil Portuaire restant à courir.

Article 4

L'article 3 de l'arrêté n°18/287/CM du 19 décembre 2018 portant nomination des conseillers portuaires du port du Frioul à Marseille est désormais rédigé comme suit :

« Il est mis fin au mandat des membres du Conseil Portuaire nommés par l'arrêté n° 18/088/CM du 15 juin 2018 qui ne figurent pas dans la composition du conseil portuaire telle que fixée à l'article 2 du présent arrêté. »

Article 5 :

Les autres dispositions de l'arrêté n°18/287/CM du 19 décembre 2018 demeurent inchangées.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 22 juillet 2019

Martine VASSAL

Arrêté n° 19/166/CM

Désignation du représentant suppléant de la Présidente au sein des conseils portuaires de La Ciotat, de Sausset-les-Pins, de Carry-le-Rouet, du Vieux Port de Marseille et des petits ports de Marseille - modification des arrêtés n°18/286/CM, n° 18/289/CM, n°18/290/CM, n°19/073/CM et n°19/074/CM

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le code des transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°18/286/CM du 19 décembre 2018 portant nomination des conseillers portuaires des petits ports de Marseille ;
- L'arrêté n°18/289/CM du 19 décembre 2018 portant nomination des conseillers portuaires du port de Sausset-les-Pins ;
- L'arrêté n°18/290/CM du 19 décembre 2018 portant nomination des conseillers portuaires du port de Carry-le-Rouet ;
- L'arrêté n°19/073/CM du 18 mars 2019 portant changement de conseillers portuaires sur le Vieux-Port de Marseille ;
- L'arrêté n°19/074/CM du 18 mars 2019 portant changement de Conseiller Portuaire sur le port de La Ciotat.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de « création, aménagement et gestion de zones d'activités portuaires » ;

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Juillet 2019

- Qu'à ce titre, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour procéder à la nomination des membres des Conseils Portuaires ;
- Qu'en application de l'article R. 5314-17 du Code des Transports, est membre du conseil portuaire notamment la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant désigné parmi les élus métropolitains, assurant la présidence du Conseil Portuaire ;
- Que par les arrêtés susvisés, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence a nommé les membres des conseils portuaires des ports de La Ciotat, de Sausset-les-Pins, de Carry-le-Rouet, du Vieux Port de Marseille et des petits ports de Marseille ,et a désigné son représentant titulaire au sein de ces conseils portuaires, à savoir Monsieur Claude Piccirillo ;
- Qu'il convient aujourd'hui de désigner le représentant suppléant de la Présidente au sein de ces conseils portuaires.

ARRETE

Article 1 :

Monsieur Didier Zanini est désigné représentant suppléant de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein des Conseils Portuaires des ports de La Ciotat, de Sausset-les-Pins, de Carry-le-Rouet, du Vieux-Port de Marseille et des petits ports de Marseille.

Article 2 :

L'article 1 des arrêtés suivants :

- n° 18/286/CM du 19 décembre 2018 portant nomination des conseillers portuaires des petits ports de Marseille,
- n°18/289/CM du 19 décembre 2018 portant nomination des conseillers portuaires du port de Sausset-les-Pins,
- n° 18/290/CM du du 19 décembre 2018 portant nomination des conseillers portuaires du port de Carry-le-Rouet,
- n°19/073/CM du 18 mars 2019 portant changement de conseillers portuaires sur le Vieux-Port de Marseille,
- n°19/074/CM du 18 mars 2019 portant changement de Conseiller Portuaire sur le port de La Ciotat,

est complété comme suit :

après la mention « Représentant de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence assurant la présidence du Conseil Portuaire :

Titulaire : Claude Piccirillo »

est ajoutée la mention « Suppléant : Didier Zanini ».

Article 3 :

Le représentant suppléant de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, visé à l'article 1 du présent arrêté, est désigné pour la durée du mandat des membres des Conseils Portuaires restant à courir.

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Juillet 2019

Article 4 :

Les autres dispositions des arrêtés visés à l'article 2 du présent arrêté demeurent inchangées.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 22 juillet 2019

Martine VASSAL

Arrêté n° 19/167/CM

Désignation du représentant suppléant de la Présidente au sein du conseil portuaire des Petits Ports de la Côte Bleue – modification de l'arrêté n°18/291/CM du 19 décembre 2018

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports,
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 17/251/CM du 7 août 2017, portant désignation des conseillers portuaires des Petits Ports de la Côte Bleue ;
- L'arrêté n° 17/306/CM du 4 octobre 2017, portant désignation des conseillers portuaires des Petits Ports de la Côte Bleue ;
- L'arrêté n°18/092/CM du 20 juin 2018, portant remplacement d'un conseiller portuaire sur les petits ports de la Côte Bleue ;
- L'arrêté n° 18/291/CM du 19 décembre 2018, portant nomination des conseillers portuaires des Petits Ports de la Côte Bleue.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de « création, aménagement et gestion de zones d'activités portuaires »,
- Qu'à ce titre, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour procéder à la nomination des membres des conseils portuaires,

- Qu'en application de l'article R. 5314-17 du Code des Transports, est membre du Conseil Portuaire notamment la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant désigné parmi les élus métropolitains, assurant la présidence du Conseil Portuaire,
- Que par l'arrêté n°18/291/CM du 19 décembre 2018 susvisé, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence a nommé les membres du Conseil Portuaire des Petits Ports de la Côte Bleue et a désigné son représentant titulaire au sein de ce Conseil Portuaire, à savoir Monsieur Claude Piccirillo,
- Qu'il convient aujourd'hui de désigner le représentant suppléant de la Présidente au sein de ce Conseil Portuaire, et de modifier sur ce point l'arrêté n°18/291/CM du 19 décembre 2018 susvisé,
- Qu'il convient en outre de corriger une erreur de plume qui s'est glissée à l'article 3 de cet arrêté.

ARRETE

Article 1

Monsieur Didier Zanini est désigné représentant suppléant de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein du Conseil Portuaire des Petits Ports de la Côte Bleue.

Article 2

L'article 1 de l'arrêté n°18/291/CM du 19 décembre 2018 portant nomination des conseillers portuaires des Petits Ports de la Côte Bleue est désormais rédigé comme suit :

« Sont nommés membres du Conseil Portuaire des Petits Ports de la Côte Bleue :

Représentants la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence assurant la présidence du Conseil Portuaire

Titulaire : Claude PICCIRILLO

Suppléant : Didier ZANINI

Représentant du personnel métropolitain appartenant au service chargé des Ports :

Titulaire : Francis CARPENTIER

Suppléante : Henri SALATI

Représentant des usagers du port

Représentant des navigateurs de plaisance (désignés par le Comité Local des Usagers Permanent du Port – CLUPP)

Titulaires : Alain PINEDA, Bruno MARSEROU, Louis GUERRA

Suppléants : Jean-Claude DURAND, Alain BOUQUET, Jean-Yves LOUARN

Représentants des services nautiques, construction, réparation et des associations sportives et touristiques liées à la plaisance :

Titulaires : Marc PEREZ, Jean-Louis VITIELLO, Henri PETITI

Suppléants : Frédéric BACHET, Daniel CHENAL

Représentants de la Commune

Titulaire : Denis GALLICE (Carry-le-Rouet), Michel ILLAC (Ensuès la Redonne), Georges ROSSO (Le Rove – La Vesse)

Suppléant : Dominique LOUIS (Carry-le-Rouet), Frédéric OUNANIAN (Ensuès la Redonne),

Représentants de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille

Titulaire : Philippe BERUTTI

Suppléante : Marina HUTIN

Représentants des Pêcheurs :

Titulaire : Thierry GELLI

Suppléant : Louis SPERDUTO

Représentant du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône :

Titulaire : Eric LE DISSES

Suppléante : Valérie GUARINO

Article 3

Le représentant suppléant de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, visé à l'article 1 du présent arrêté, est désigné pour la durée du mandat des membres du Conseil Portuaire restant à courir.

Article 4

L'article 3 de l'arrêté n°18/291/CM du 19 décembre 2018 portant nomination des conseillers portuaires des Petits Ports de la Côte Bleue est désormais rédigé comme suit :

« Il est mis fin au mandat des membres du conseil portuaire nommés par l'arrêté n° 18/092/CM du 20 juin 2018 qui ne figurent pas dans la composition du conseil portuaire telle que fixée à l'article 1 du présent arrêté. »

Article 5

Les autres dispositions de l'arrêté n° 18/291/CM du 19 décembre 2018 demeurent inchangées.

Article 6

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 22 juillet 2019

Martine VASSAL

Arrêté n° 19/168/CM

Désignation du représentant suppléant de la Présidente et remplacement d'un conseiller portuaire au sein du conseil portuaire du port de la Pointe Rouge à Marseille - modification de l'arrêté n°18/285/CM du 19 décembre 2018

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports,
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 17/245/CM du 7 août 2017, portant désignation des conseillers portuaires du port de la Pointe Rouge à Marseille ;
- L'arrêté n° 17/303/CM du 4 octobre 2017, portant désignation des conseillers portuaires du port de la Pointe Rouge à Marseille ;
- L'arrêté n° 18/285/CM du 19 décembre 2018, portant nomination des conseillers portuaires du port de la Pointe Rouge à Marseille.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de « création, aménagement et gestion de zones d'activités portuaires » ;
- Qu'à ce titre, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour procéder à la nomination des membres des conseils portuaires ;
- Qu'en application de l'article R. 5314-17 du Code des Transports, est membre du conseil portuaire notamment la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant désigné parmi les élus métropolitains, assurant la présidence du Conseil Portuaire ;

- Que par l'arrêté n°18/285/CM du 19 décembre 2018 susvisé, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence a nommé les membres du conseil portuaire du port de la Pointe Rouge à Marseille et a désigné son représentant titulaire au sein de ce conseil portuaire, à savoir Monsieur Claude Piccirillo,
- Qu'il convient aujourd'hui de désigner le représentant suppléant de la Présidente au sein de ce conseil portuaire, et de pourvoir en outre au remplacement de Monsieur Jean Moricelly, initialement désigné en qualité de représentant titulaire des services nautiques, construction, réparation et des associations sportives et touristiques liées à la plaisance,
- Qu'il convient donc de modifier sur ces points l'arrêté n°18/285/CM du 19 décembre 2018 susvisé.

ARRETE

Article 1 :

Monsieur Didier Zanini est désigné représentant suppléant de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein du Conseil Portuaire du port de la Pointe Rouge à Marseille.

Article 2 :

Monsieur Daniel Savy est désigné représentant titulaire des services nautiques, construction, réparation et des associations sportives et touristiques liées à la plaisance au sein du Conseil Portuaire du port de la Pointe Rouge à Marseille, en remplacement de Monsieur Jean Moricelly.

Article 3 :

L'article 1 de l'arrêté n°18/285/CM du 19 décembre 2018 portant nomination des conseillers portuaires du port de la Pointe Rouge à Marseille est désormais rédigé comme suit :

« Sont nommés membres du Conseil Portuaire du port de la Pointe Rouge à Marseille :

Représentants la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence assurant la présidence du conseil portuaire

Titulaire : Claude PICCIRILLO
Suppléant : Didier ZANINI

Représentants du personnel métropolitain appartenant au service chargé des ports :

Titulaire : Pierre-André D'AMICO
Suppléant : William JULIEN

Représentants des usagers du port :

Représentants des navigateurs de plaisance (désignés par le Comité Local des Usagers Permanents du Port – CLUPP) :
Titulaires : Christian RAFFY, Michel SEMERIVA, Jean-Michel GIACCONE
Suppléants : Yves GALLY, Yvan TCHERNOMORDIK, Jean-Claude DUSSERE

Représentants des services nautiques, construction, réparation et des associations sportives et touristiques liées à la plaisance :
Titulaires : Daniel SAVY, Serge MALMANCHE, Philippe LE MELINER
Suppléants : Patrick BIAGGINI, Saïd NEBIOGLU, Eric VANECHOP

Représentants de la Commune :

Titulaire : Richard MIRON
Suppléant : Dominique TIAN

Représentants de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille-Provence

Titulaire : Lionel NGUYEN
Suppléant : Dominique CASCIO

Représentants des concessionnaires (délégués)

Titulaires : Christian TOMMASINI (YCPR)
Suppléants : Jean-Marie BIC (YCPR)

Représentant du personnel des concessionnaires (délégués)

Titulaire : Anne ALLEGRI
Suppléant : Jean-Pierre PIGNON »

Article 4

Le représentant suppléant de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, visé à l'article 1 du présent arrêté, et Monsieur Daniel Savy sont désignés pour la durée du mandat des membres du Conseil Portuaire restant à courir.

Article 5 :

Les autres dispositions de l'arrêté n°18/285/CM du 19 décembre 2018 demeurent inchangées.

Article 6

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 22 juillet 2019

Martine VASSAL

Arrêté n° 19/169/CM

Arrêté d'engagement - Plan Local d'Urbanisme de la Commune de La Fare les Oliviers - Procédure de modification n°8

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération FAG 001-4256/18 CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 n°URB 002-3560/18/CM de répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre les Conseils de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le courrier de la Commune de La Fare les Oliviers du 2 avril 2019 saisissant le Conseil de Territoire du Pays Salonais afin qu'il demande au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de solliciter l'engagement de la procédure de modification ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Commune de La Fare les Oliviers du 11 avril 2019 saisissant le Conseil de Territoire du Pays Salonais afin qu'il demande au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de solliciter l'engagement de la procédure de modification ;

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Juillet 2019

- La délibération n°115/19 du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 17 juin 2019 saisissant le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite de la Présidente l'engagement de la modification n°8 du PLU de la Commune de La Fare les Oliviers ;
- La délibération n°URB 014-6436/19/CM du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019 sollicitant de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°8 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de La Fare les Oliviers ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de La Fare les Oliviers en vigueur.

CONSIDÉRANT

- Que la Commune de La Fare les Oliviers souhaite garantir une meilleure sécurité juridique notamment dans le cadre de l'instruction des autorisations du droit des sols en clarifiant certaines dispositions du règlement ;
- Qu'il convient de mettre à jour, modifier et créer des annexes au Plan Local d'Urbanisme avec notamment la création d'un lexique ;
- Qu'il est nécessaire de prendre en compte le Porter à Connaissance Incendie dans le règlement et les documents graphiques du Plan Local d'Urbanisme, de mettre à jour les emplacements des talwegs et de modifier le zonage du secteur du Chemin des Tèses classé en zone 1AU pour correspondre à la réalité de terrain ;
- Qu'il convient de réactualiser les documents graphiques ainsi que la liste des emplacements réservés notamment en supprimant des emplacements réservés qui n'ont plus lieu d'être ;
- Qu'il apparaît en conséquence utile d'adapter le Plan Local d'Urbanisme sur ces points ;
- Que la modification n° 8 envisagée aura dès lors pour effet de modifier les pièces suivantes :
 - Rapport de Présentation
 - Règlement
 - Zonage
 - Liste des Emplacements Réservés
- Que les modifications du document d'urbanisme projetées relèvent du champ d'application de la procédure de modification de droit commun conformément au Code de l'Urbanisme ;
- Qu'à la suite du courrier de la Commune de La-Fare-Les-Oliviers du 2 avril 2019, et de la délibération du 11 avril 2019, le Conseil de Territoire du Pays Salonais a saisi le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite de la Présidente l'engagement de la procédure de modification n° 8 ;
- Que le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°8 du Plan local d'Urbanisme de la Commune de La Fare les Oliviers.

ARRETE

Article 1 :

Il est prescrit une procédure de modification n°8 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de La Fare les Oliviers.

Article 2 :

La modification n°8 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de La Fare les Oliviers va permettre de corriger des erreurs matérielles présentes au sein du règlement. Il s'agit notamment de garantir une meilleure sécurité juridique notamment dans le cadre de l'instruction des autorisations du droit des sols, en clarifiant et précisant certaines dispositions du règlement. La liste des emplacements réservés sera réactualisée, de même que les documents graphiques (réimplantation des talwegs notamment). Il s'agira de préciser les prescriptions relatives aux opérations de plusieurs logements pour éviter les abus de la part des aménageurs et limiter le mitage, notamment en réglementant plus précisément les annexes et les extensions.

Conformément à l'article L 153-40 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification sera notifié aux Personnes Publiques Associées.

Les modalités d'organisation de l'enquête publique seront précisées par arrêté du Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais.

Article 3 :

Conformément à l'article R 421-1 à R 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 22 juillet 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Juillet 2019

Arrêté n° 19/170/CM

Désignation du représentant de la Présidente au sein du Comité de Baie de la Métropole Aix-Marseille-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté inter-préfectoral du 17 décembre 2013 portant constitution du Comité de Baie de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté inter-préfectoral du 6 avril 2016 portant modification de la composition du Comité de Baie de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté inter-préfectoral du 16 avril 2019 portant modification de la composition du Comité de Baie de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDERANT

- Qu'en vertu de l'article 2 de l'arrêté inter-préfectoral du 17 décembre 2013, modifié, portant constitution du Comité de Baie de la métropole marseillaise, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est membre du Comité de Baie ;
- Qu'il convient à ce titre de procéder à la désignation du représentant de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein du Comité de Baie de la Métropole marseillaise.

ARRETE

Article 1 :

Monsieur Patrick Boré est désigné pour représenter la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein du Comité de Baie de la métropole marseillaise.

Article 2:

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 22 juillet 2019

Martine VASSAL

Arrêté n° 19/171/CM

Prolongation d'un arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour la réalisation de travaux dans la Zone d'activités d'Euroflory sur la commune de Berre l'Etang

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Voirie Routière ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- La délibération n°FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La demande du 19 avril 2019 par laquelle la société Deurrieu TP – 911 rue Jean Deurrieu – ZAC du Sagnon – 13690 Graveson.

PREAMBULE

Est demandée l'autorisation d'occupation du domaine public pour la réalisation de travaux de raccordement au réseau public pluvial Allée Alfred Kastler – Z.A Euroflory – 13130 Berre L'Etang, pour le compte de la société Goodman dont le siège est 24 rue de Prony 75017 Paris.

CONSIDÉRANT

- Qu'il y a lieu de réglementer l'occupation du domaine public, pour assurer la réalisation des travaux ;
- Qu'il y a lieu de prolonger le délai de l'autorisation donnée le 3 juin 2019 par l'arrêté n° 19/126/CM.

ARRETE

Article 1 :

L'article 1 de l'arrêté n°19/126/CM du 3 juin 2019 est modifié de la façon suivante :

Le pétitionnaire est autorisé à exécuter des travaux de raccordement au réseau public pluvial, à charge pour lui de se conformer aux dispositions réglementaires sus visées et aux conditions particulières suivantes :

Travaux effectués :

Réalisation d'une tranchée de 27 ml de long sur 7 ml de large, avec la pose d'une buse de diamètre 400 mm, Allée Alfred Kastler – Z.A Euroflory – 13130 Berre L'étang, du 15 mai 2019 au 14 août 2019.

Les autres articles demeurent inchangés.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 22 juillet 2019

Martine VASSAL

Arrêté n° 19/172/CM

**Arrêté d'indemnisation des membres du jury - Marché de conception réalisation-
Pole d'échange de la Fourragère - Extension du parking relais de la Fourragère**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Marchés Publics ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'élection de Monsieur Pascal Montecot en qualité de 7^{ème} Vice-président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le 20 Septembre 2018 ;
- L'arrête N° 18/329/ CM du 29 Novembre 2018 portant délégation de fonctions à Monsieur Pascal Montecot, Vice-président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le concours de conception réalisation du métro Ligne 1 – Pole d'échange de la Fourragère – Extension du Parking Relais de la Fourragère.

CONSIDÉRANT

- La nécessité d'indemniser les personnalités qualifiées au vue de leur participation à la commission d'appel d'offres composée en jury.

ARRETE

Article 1 :

Sont désignés pour siéger au sein de la commission d'appel d'offres composée en jury :

- Monsieur Lejeune Xavier, Ingénieur, membre du CINOV
- Monsieur Basset Claude, Ingénieur, membre du SYNTEC
- Monsieur Chevalier Eric, Architecte, membre du Syndicat des Architectes.

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Juillet 2019

Article 2 :

Pour le concours de conception réalisation :

- Monsieur Lejeune Xavier, Ingénieur, membre du CINOV
- Monsieur Bassette Claude, Ingénieur, membre du SYNTEC
- Monsieur Chevalier Eric, Architecte, membre du Syndicat des Architectes.

percevront une indemnité de 300 euros nets pour leur participation à chaque réunion de jury.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 22 juillet 2019

Martine Vassal

Arrêté n° 19/173/CM

Arrêté de consignation au profit de Madame Michèle Mattéi suite à la décision de préemption en vente parfaite des parcelles cadastrées section 835 E 163, 165, 166, 167, 169 et 170 sis 2-8, rue pascal, 5-7 rue Sauveur Tobelem, 50 rue d'Endoume 13007 Marseille

VU

- Le Code général des Collectivités territoriales ;
- La délibération n°URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau- Missions Foncières ;
- La délibération n°FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n° IA 013 207 19 M0048 reçue en mairie de Marseille le 25 février 2019 portant aliénation des parcelles cadastrées section 835 E 163, 165, 166, 167, 169 et 170 sis 2-8, rue Pascal, 5-7 rue Sauveur Tobelem, 50 rue d'Endoume 13007 Marseille pour un montant total de 838 469,59 euros ;
- L'avis du Directeur Départemental des Finances Publiques référencé n°2019-207V0848 du 29 avril 2019 ;
- La décision de préemption en vente parfaite n°19/325/D du 9 mai 2019 ;
- La signification de la décision de préemption par voie d'huissier du 10 mai 2019.

CONSIDÉRANT

- Que l'article L. 213-14 du Code de l'Urbanisme précise que : « En cas d'acquisition d'un bien par voie de préemption ou dans les conditions définies à l'article L. 211-5, le transfert de propriété intervient à la plus tardive des dates auxquelles seront intervenus le paiement et l'acte authentique ;
- Le prix d'acquisition est payé ou, en cas d'obstacle au paiement, consigné dans les quatre mois qui suivent soit la décision d'acquérir le bien au prix indiqué par le vendeur ou accepté par lui, soit la décision définitive de la juridiction compétente en matière d'expropriation, soit la date de l'acte ou du jugement d'adjudication. En cas de non-respect du délai prévu au deuxième alinéa du présent article, le vendeur peut aliéner librement son bien » ;

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Juillet 2019

- Que les pièces nécessaires à l'élaboration de l'acte n'ayant pas été fournies, l'obstacle à paiement est caractérisé.

ARRETE

Article 1 :

La somme de 838 469,59 euros représentant le montant total de la décision de préemption en vente parfaite sera versée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations au profit de Madame Mattei Michèle suite à la décision de préemption en vente parfaite des parcelles cadastrées section 835 E 163, 165, 166, 167, 169 et 170 sis 2-8, rue Pascal, 5-7 rue Sauveur Tobelem, 50 rue d'Endoume 13007 Marseille.

Article 2 :

La déconsignation de cette somme interviendra lorsque l'acte authentique aura été signé, nécessaire à la levée de la somme susvisée.

La Métropole Aix-Marseille-Provence autorisera ladite déconsignation par arrêté.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 22 juillet 2019

Martine VASSAL

Arrêté n° 19/174/CM

Arrêté de déconsignation au profit de l'indivision Pinatel / Corbola de la somme de 108 250 Euros, correspondant à l'indemnité principale d'expropriation sur les parcelles cadastrées section AI 73 et AI 20, sises ZAC Empallières, à Saint Victoret.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le jugement en date du 20 mai 2015 fixant l'indemnité principale à 108 250 euros dues aux expropriés Mesdames Jeannine Pinatel, Mireille Corbola épouse Savornin et Annie Corbola ;
- L'arrêté de consignation n° 16/250/CM du 21 avril 2016 ;
- L'ordonnance d'expropriation du 4 mai 2016 n° RG 16/00008 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel du 2 mars 2017 n° RG 15/00043 constatant la caducité de l'appel interjeté par Mesdames Jeannine Pinatel, Mireille Corbola épouse Savornin et Annie Corbola.

CONSIDÉRANT

- L'expropriation des propriétaires de la Zone d'Aménagement Concerté d'Empallières sur la commune de Saint-Victoret ;
- L'obstacle au paiement levé.

ARRETE

Article 1 :

La somme de 108 250 euros représentant l'indemnité principale fixé par le jugement du 20 mai 2015 par le Tribunal de Grande Instance de Marseille pour l'expropriation des parcelles cadastrées section AI 73 et 20 situées sur la commune de Saint-Victoret, ZAC Empallières, consignée auprès de la caisse des Dépôts et Consignations sera déconsignée au profit de :

- Madame Jeanine Pinatel veuve Corbola
868, boulevard de la libération
13 700 Marignane

- Madame Mireille Corbola épouse Savornin
Lou Vira Soleu
Quartier Sainte-Catherine
04 140 Seynes-les-alpes

- Madame Annie Corbola
64, impasse Eugénie Dauphin
Chemin de l'oratoire
83 200 Toulon

Article 2 :

Les intérêts générés par la consignation de la somme de 108 250 euros seront versés au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 9 juin 2016, date de consignation, jusqu'à la date de déconsignation.

Article 3 :

L'ordonnance d'expropriation du 17 septembre 2015 n° RG 15/00048 visée dans l'arrêté de consignation est une erreur matérielle et ne correspond pas à l'expropriation des parcelles cadastrées section AI 73 et 20 situées sur la commune de Saint-Victoret.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté ;

Fait à Marseille, le 22 juillet 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Juillet 2019

Arrêté n° 19/176/CM

Délégation de signature temporaire à Monsieur Thierry Delafontaine, Directeur du Pôle Développement Economique, Emploi et Innovation - Administration métropolitaine pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aix

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 5210-1-1 A, L. 5211-9, L. 5211-1 et L. 2122-23, L. 5217-1 et suivants, L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° DRH 2018-22-CT2 du 11 mai 2018 portant détachement de Monsieur Thierry Pennec sur l'emploi fonctionnel de Directeur Général des Services du Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'arrêté n° 18/304/CM du 19 décembre 2018 portant délégation de signature à Monsieur Thierry Pennec, chargé de l'administration métropolitaine pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

ARRETE

Article 1 :

A titre exceptionnel, pour permettre le fonctionnement et la continuité des services du 29 juillet au 2 août 2019, est donnée délégation de signature en d'absence de Messieurs Thierry Pennec, Alain Trabuc et Denis Alacazar, à Monsieur Thierry Delafontaine, Directeur du Pôle Développement Economique, Emploi et Innovation, à l'effet de signer les documents visés par l'arrêté n° 18/304/CM et concernant le territoire du Pays d'Aix, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans les domaines suivants :

<p style="text-align: center;">Ressources humaines Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de l'exercice de compétences déléguées</p>
--

Gestion des contrats aidés (CUI, CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi, courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courrier d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs) ;
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité) ;
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail, avenants au contrat de travail et R.I.B. ;
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, certificat de travail, attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers).

Formation des agents :

- Congé individuel de formation des agents sans incidence financière ;
- Congé de formation professionnelle, congé pour VAE, congé pour bilan de compétences sans incidence financière ;
- Courrier de refus de formation pour nécessité de service ou dans le cadre d'un CPF ;
- Bulletins d'inscriptions aux stages et formations CNFPT sans incidence financière ;
- Actes administratifs relatifs à la continuité des formations obligatoires en matière de sécurité et de prévention dans le cadre de marchés à bons de commande (validation de devis, signature de bons de commande, conventions, etc.) ;
- Les états de service pour inscription à un concours.

Accueil de stagiaires :

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi) ;
- Conventions de stage (convention industrielle de formation par la recherche CIFRE, stage d'immersion professionnelle) sans incidence financière.

Evaluation des agents :

Délégation est donnée à Monsieur Thierry Pennec, sans préjudice des délégations accordées aux Directeurs de Pôles du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, pour les agents rattachés directement à la Direction Générale des Services du Territoire du Pays d'Aix :

- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels ;
- Procédure de convocation des agents, organisation et réalisation des entretiens professionnels ;
- Courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation).

Maladie, accident :

- Courriers et arrêtés afférents aux expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux ;
- Courriers et arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever des enfants) ;

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Juillet 2019

- Courriers afférents aux relations avec les organismes extérieurs dans le cadre des actions récursoires pour accident de trajet ;
- Courriers afférents à la gestion des congés de maladie ordinaire (courriers de rappel de procédure d'envoi des arrêts de travail, etc.) ;
- Courriers individuels relatifs à l'aménagement du travail en lien avec les services de Médecine (fiche d'aptitude).

Congés / Aménagements d'horaires :

- Courriers et arrêtés relatifs au congé bonifié, au report des congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.) ;
- Courriers et arrêtés de congé parental ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires).

Délégation est donnée à Monsieur Thierry Pennec, sans préjudice des délégations accordées aux Directeurs de Pôles du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, pour les agents rattachés directement à la Direction Générale des Services du Territoire du Pays d'Aix :

- Procédures afférentes à l'autorisation de congés annuels ou absences autres que pour raison de santé (Formation, enfant malade, etc.), validation des demandes d'absence dans le logiciel, etc. ;

Carrière :

- Courriers et arrêtés de réintégration à temps plein ou de changement de situation (quotité de travail d'un temps complet) ;
- Courriers et arrêtés relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement ;
- Courriers et arrêtés de reclassement par détachement pour inaptitude physique et d'intégration suite à détachement pour inaptitude physique ;
- Courriers et arrêtés d'intégration et de reclassement (nouvelles dispositions statutaires) ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification ;
- Courriers et arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, maintien en 1/2 traitement dans l'attente de décision du comité médical, mi-temps thérapeutique) ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité et mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever des enfants) ;
- Courriers et arrêtés de reconstitution de carrière (reprise ancienneté privée, publique) ;
- Les courriers et arrêtés de congés maternité, paternité, adoption.

Paie :

- Courriers et arrêtés d'attribution, de fin d'attribution et de refus d'attribution de NBI ;
- Courriers et documents relatifs au capital décès et aux pensions de réversion et d'orphelins ;
- Bordereaux de paiement ;
- Déclarations de versement de contribution de solidarité 1 % ;

- Bordereaux de déclaration CNFPT, URSSAF ;
- Divers états liquidatifs et avis de paiement ;
- Etats d'heures supplémentaires des agents ;
- Etats d'astreintes des agents ;
- Etats de vacations des agents ;
- Etats d'indemnités horaires des agents ;
- Allocation enfant handicapé.

Procédure disciplinaire :

- Procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures ;
- Mesure d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, les courriers de rappel à l'ordre ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1^{er} groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes.

Retraite :

- Courriers avec les caisses de retraite, CNRACL, IRCANTEC, CRAM, Sécurité Sociale ;
- Dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M. ;
- Demandes de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T (rentes, réversion, pension) ;
- Courriers et dossiers de validation de services ;
- Courriers et arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL ;
- Certificats de paiement pour les congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie ;
- Attestations pour congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie.

Protection sociale et santé :

- Bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la protection sociale ;
- Courriers de convocation à une visite médicale et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations ;
- Déclarations d'accidents de travail ;
- Courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie, etc. ;
- Courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité) ;
- Bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales ;
- Courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux et courriers de notification des conclusions du contrôle médical ;
- Courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances, etc.) ;
- Courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes ;
- Courriers et arrêtés afférents au remboursement au titre du fonds de remboursement du congé de paternité et d'accueil de l'enfant.

Frais de déplacement :

- Ordre de mission national et international et état de frais inhérents ;
- Ordre de mission national des agents rattachés hiérarchiquement et états de frais inhérents ;
- Abonnement de travail.

Délégation est donnée à Monsieur Thierry Pennec, sans préjudice des délégations accordées aux Directeurs de Pôles du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, pour les agents rattachés directement à la Direction Générale des Services du Territoire du Pays d'Aix :

- Remisage à domicile ponctuel inférieur à 3 jours consécutifs dans la limite de 2 par mois pour le même agent.

Divers :

- Courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires ou de refus de cumuls ;
- Dossiers préfecture relatif aux médailles d'honneur régionale, départementale et communale ;
- Etats et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain exerçant ses missions sur le périmètre du Conseil de Territoire.

**Exécution des Marchés publics de seuils métropolitains
pour l'exercice des compétences déléguées au Conseil de Territoire
et pour les marchés relevant exclusivement de la Direction Générale des Services**

- Bon de commande inférieur à 90 000 € H.T. y compris ceux issus d'un marché subséquent, d'un accord-cadre, UGAP et autres centrales d'achat ;
- Les ordres de service (sauf ordres de service de démarrage de travaux, affermissement de tranche opérationnelle ou création de prix nouveau) sans limitation de montant ;
- Tout courrier relatif à l'exécution du marché et notamment à la communication de documents prévus en exécution du contrat ;
- Certificats administratifs nécessaires à la bonne exécution des marchés publics, y compris dans les relations avec le comptable public ;
- Les actes courriers et pièces afférents au paiement des marchés publics, notamment le décompte général définitif et la certification de service fait et courriers de rejet de facture ;
- Les exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de la cession de créance ;
- Les décisions d'admission, d'ajournement, ou rejet de fournitures et services ;
- Les décisions afférentes à la réception des travaux ;
- Les actes à caractère coercitif pour l'exécution des marchés publics, notamment l'application de pénalités, réfections et mises en demeure.

Finances

- Garantie à première demande ;
- Mainlevée (retenue de garantie) ;
- Certificat administratif relatif à une régularisation d'ordre d'exécution budgétaire.

Divers – PLIE antérieur au 1^{er} janvier 2018

- Courriers de notification des conclusions provisoires CSF PLIE (PLIE antérieur au 1^{er} janvier 2018) ;
- Courriers de notification des conclusions définitives CSF PLIE (PLIE antérieur au 1^{er} janvier 2018) ;
- Courriers d'acceptation des reports de bilan (PLIE antérieur au 1^{er} janvier 2018)
- Attestations de versement des dépenses d'assistance technique (PLIE antérieur au 1^{er} janvier 2018).

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Juillet 2019

Article 2 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 22 juillet 2019

Martine VASSAL

Arrêté n° 19/177/CM

Abrogation de la délégation de signature à Monsieur Jean-Claude Guillou, Chargé de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Emploi, Insertion, Economie sociale et solidaire

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 5210-1-1 A, L. 5211-9, L. 5211-1 et L. 2122-23, L. 5217-1 et suivants, L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté du 27 octobre 2015 portant détachement de Monsieur Jean-Claude Guillou dans l'emploi fonctionnel de Directeur Général des Services de la Communauté d'agglomération du Pays de Martigues.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n° 18/308/CM du 19 décembre 2018 est abrogé.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 22 juillet 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Juillet 2019

Arrêté n° 19/178/CM

Délégation de signature temporaire à Monsieur Guy Januel, Chargé de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence Finance et Budget

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L. 5210-1-1 A, L. 5211-9, L. 5211-1 et L. 2122-23, L. 5217-1 et suivants, L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les actes DRH 2018-7592-CT1 et DRH 2018-7554-CT1 portant Monsieur Domnin Rauscher, Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté de délégation de signature n° 19/093/CM du 1^{er} avril 2019 portant délégation de signature à Monsieur Domnin Rauscher, Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

ARRETE

Article 1 :

A titre exceptionnel, pour permettre le fonctionnement et la continuité des services du 5 août au 16 août 2019, est donnée délégation de signature en cas d'absence de Monsieur Domnin Rauscher et Mesdames Aurélie Cerutti et Anne-Cécile Debono, à Monsieur Guy Januel, Chargé de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Finance et Budget, à l'effet de signer les documents visés par l'arrêté n° 19/093/CM et pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans les domaines suivants :

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Juillet 2019

<p style="text-align: center;">Ressources humaines Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de l'exercice de compétences non-déléguées aux Conseils de Territoire, et exercées au sein de la Direction Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence</p>

Gestion des contrats aidés (CUI, CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage:

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi, courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courrier d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs) ;
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité) ;
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail, avenants au contrat de travail et R.I.B. ;
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, certificat de travail, attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers, etc.).

Formation des agents :

- Congé individuel de formation des agents sans incidence financière ;
- Congé de formation professionnelle, congé pour VAE, congé pour bilan de compétences sans incidence financière ;
- Courrier de refus de formation pour nécessité de service ou dans le cadre d'un CPF ;
- Bulletins d'inscriptions aux stages et formations CNFPT sans incidence financière ;
- Actes administratifs relatifs à la continuité des formations obligatoires en matière de sécurité et de prévention dans le cadre de marchés à bons de commande (validation de devis, signature de bons de commande, conventions, etc.) ;
- Les états de service pour inscription à un concours.

Accueil de stagiaires :

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi) ;
- Conventions de stage (convention industrielle de formation par la recherche CIFRE, stage d'immersion professionnelle) sans incidence financière.

Evaluation des agents :

- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels ;
- Procédure de convocation des agents, organisation et réalisation des entretiens professionnels ;
- Courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation).

Maladie, accident :

- Courriers et arrêtés afférents aux expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux ;
- Courriers et arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever des enfants) ;
- Courriers afférents aux relations avec les organismes extérieurs dans le cadre des actions récursoires pour accident de trajet ;
- Courriers afférents à la gestion des congés de maladie ordinaire (courriers de rappel de procédure d'envoi des arrêts de travail, etc.) ;

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Juillet 2019

- Courriers individuels relatifs à l'aménagement du travail en lien avec les services de Médecine (fiche d'aptitude).

Congés / Aménagements d'horaires :

- Courriers et arrêtés relatifs au congé bonifié, au report des congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.) ;
- Courriers et arrêtés de congé parental ;
- Procédures afférentes à l'autorisation de congés annuels ou absences autres que pour raison de santé (Formation, enfant malade, etc.), validation des demandes d'absence dans le logiciel, etc. ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires).

Carrière :

- Courriers et arrêtés de réintégration à temps plein ou de changement de situation (quotité de travail d'un temps complet) ;
- Courriers et arrêtés relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement ;
- Courriers et arrêtés de reclassement par détachement pour inaptitude physique et d'intégration suite à détachement pour inaptitude physique ;
- Courriers et arrêtés d'intégration et de reclassement (nouvelles dispositions statutaires) ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification ;
- Courriers et arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, maintien en 1/2 traitement dans l'attente de décision du comité médical, mi-temps thérapeutique) ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité et mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever enfants) ;
- Courriers et arrêtés de reconstitution de carrière (reprise ancienneté privée, publique) ;
- Les courriers et arrêtés de congés maternité, paternité, adoption.

Paie :

- Courriers et arrêtés d'attribution, de fin d'attribution et de refus d'attribution de NBI ;
- Courriers et documents relatifs au capital décès et aux pensions de réversion et d'orphelins ;
- Bordereaux de paiement ;
- Déclarations de versement de contribution de solidarité 1 % ;
- Bordereaux de déclaration CNFPT, URSSAF ;
- Divers états liquidatifs et avis de paiement ;
- Etats d'heures supplémentaires des agents ;
- Etats d'astreintes des agents ;
- Etats de vacations des agents ;
- Etats d'indemnités horaires des agents ;
- Allocation enfant handicapé.

Procédure disciplinaire :

- Procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures ;
- Mesure d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, les courriers de rappel à l'ordre ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1^{er} groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes.

Retraite :

- Courriers avec les caisses de retraite, C.N.R.A.C.L., I.R.C.A.N.T.E.C., C.R.A.M., Sécurité Sociale ;
- Dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M. ;
- Demandes de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T. (rentes, réversion, pension) ;
- Courriers et dossiers de validation de services ;
- Courriers et arrêtés de prolongation dans le cadre du régime C.N.R.A.C.L. ;
- Certificats de paiement pour les congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie ;
- Attestations pour congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie.

Protection sociale et santé :

- Bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la protection sociale ;
- Courriers de convocation à une visite médicale et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations ;
- Déclarations d'accidents de travail ;
- Courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie, etc. ;
- Courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité) ;
- Bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales ;
- Courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux et courriers de notification des conclusions du contrôle médical ;
- Courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances, etc.) ;
- Courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes ;
- Courriers et arrêtés afférents au remboursement au titre du fonds de remboursement du congé de paternité et d'accueil de l'enfant.

Frais de déplacement :

- Remisage à domicile ponctuel inférieur à 3 jours consécutifs dans la limite de 2 par mois pour le même agent ;
- Abonnement de travail.

Divers :

- Courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires ou de refus de cumuls ;
- Dossiers préfecture relatif aux médailles d'honneur régionale, départementale et communale ;
- Etats et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain rattaché hiérarchiquement.

Pour l'ensemble du personnel Métropolitain

Ressources Humaines:

- Les courriers et arrêtés de suspension conservatoire pour procédure disciplinaire et les courriers relatifs à l'application de sanctions disciplinaires des groupes 2, 3 et 4 ;
- Protections fonctionnelles ;
- Saisines de la commission de déontologie ;
- Les ordres de mission pour les déplacements internationaux et états de frais inhérents ;
- Les ordres de mission sur le territoire national des personnes rattachées hiérarchiquement et états de frais inhérents.

Finance :

- Certificats administratifs inhérents aux frais de représentation et frais protocolaires.

**Marchés publics et accords-cadres
concernant exclusivement les compétences exercées par
La Direction Générale des Services
(non déléguées aux Conseils de Territoire)**

1/ Pour la préparation, passation et signature des marchés y compris subséquents et accord – cadre inférieurs à 90 000 euros H.T., concernant les compétences exercées par la DGS :

- Demandes de devis / lettres de commande ;
- Lettre de consultation relative à un marché subséquent inférieur à 90 000 € H.T. ;
- Courriers de complément de candidature ;
- Courriers d'invitation à soumettre une offre dans le cadre d'une procédure restreinte ;
- Courriers d'engagement et de conduite des négociations ;
- Demande de régularisation des offres ;
- Demande de précisions relatives à la teneur de l'offre ;
- Demande de justification d'une offre anormalement basse ;
- Courriers de demande de prolongation de la durée de validité des offres ;
- Courrier d'attribution du marché, demandes de pièces exigibles au titre de l'article 51 du décret du 25 mars 2016, ou réglementairement requises préalablement à la notification ;
- Courriers de rejet des candidatures et des offres, quel qu'en soit le motif ;
- Courriers de communication des motifs détaillés du rejet de l'offre ou de la candidature / communication aux tiers de certains éléments relatifs à la mise en concurrence et au marché ;
- Décision de déclaration sans suite et les courriers en informant les candidats ;
- Mise au point du marché ou de l'accord-cadre ;
- Pièces contractuelles du marché ou de l'accord-cadre (AE/ lettre de commande/ Cahier des charges) ;
- Courriers de notification.

2/ Pour l'exécution des marchés y compris subséquents et accord – cadre concernant les compétences exercées par la DGS :

- Les bons de commande, y compris bon de commande UGAP ou autre centrale d'achat inférieurs à 90 000 euros H.T. ;
- Les ordres de service (sauf ordres de service de démarrage de travaux, affermisement de tranche opérationnelle ou création de prix nouveau) sans limitation de montant ;
- Les avenants à un marché et un accord-cadre inférieur à 90 000 euros H.T. ;
- Les courriers de reconduction ou non-reconduction des marchés et accords-cadre inférieurs à 90 000 euros H.T. ;

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Juillet 2019

- Les actes spéciaux de sous-traitance et les courriers ou pièces afférents au suivi des sous-traitances des marchés inférieurs à 90 000 euros H.T. ;
- Tout courrier relatif à l'exécution du marché et notamment à la communication de documents prévus en exécution du contrat ;
- Les certificats administratifs nécessaires à la bonne exécution des marchés publics, y compris dans les relations avec le comptable public ;
- Les exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de cession de la créance ;
- Les actes, courriers et pièces afférents au paiement des marchés publics, notamment le décompte général définitif et la certification du service fait et courriers de rejet de facture ;
- Les décisions d'admission, ajournement ou rejet de fournitures et services ;
- Les décisions afférentes à la réception des travaux ;
- Les actes à caractère coercitif pris pour l'exécution des marchés publics, notamment l'application de pénalités, réfections et mises en demeure ;
- La décision de faire exécuter le marché aux frais et risques du titulaire pour tout marché ou accord-cadre inférieur à 90 000 euros ;
- Les décisions de résiliation des marchés publics et accords-cadre inférieurs à 90 000 euros H.T., quel qu'en soit le motif.

Moyens Généraux - Logistique

- Les accusés de réception des courriers reçus par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'un Maire pour sa commune, d'associations, de partenaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de particuliers ;
- Les courriers relatifs à l'instruction d'une demande reçue par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'un Maire pour sa commune, d'associations, de partenaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de particuliers s'inscrivant dans le cadre de la délégation consentie en matière de moyens généraux et de logistique ;
- Les courriers informant des décisions prises par la Métropole Aix-Marseille-Provence en la matière (postérieurement à la notification des délibérations ou décisions par la Direction des Assemblées des Séances de la Métropole) ;
- Les courriers précisant les modalités d'application de ces délibérations ou décisions ;
- Les courriers relatifs à la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des subventions ou des participations financières approuvés par la Métropole Aix-Marseille-Provence s'inscrivant dans le cadre de la délégation consentie en matière de moyens généraux et/ou logistique ;
- Les courriers adressés aux services de l'Etat dans le cadre de la délégation consentie en matière de moyens généraux et/ou logistique.

Article 2 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 22 juillet 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Juillet 2019

Arrêté n° 19/179/CM

Délégation de signature temporaire à Monsieur Michel Poggetti, Inspecteur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L. 5210-1-1 A, L. 5211-9, L. 5211-1 et L. 2122-23, L. 5217-1 et suivants, L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les actes DRH 2018-7592-CT1 et DRH 2018-7554-CT1 portant Monsieur Domnin Rauscher, Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté de délégation de signature n° 19/093/CM en date du 1^{er} avril 2019 portant délégation de signature à Monsieur Domnin Rauscher, Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

ARRETE

Article 1 :

A titre exceptionnel, pour permettre le fonctionnement et la continuité des services du 19 août au 23 août 2019, est donnée délégation de signature en cas d'absence de Monsieur Domnin Rauscher et Mesdames Aurélie Cerutti et Anne-Cécile Debono, à Monsieur Michel Poggetti, Inspecteur général des services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à l'effet de signer les documents visés par l'arrêté n° 19/093/CM et pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans les domaines suivants :

<p style="text-align: center;">Ressources humaines Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de l'exercice de compétences non-déléguées aux Conseils de Territoire, et exercées au sein de la Direction Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence</p>

Gestion des contrats aidés (CUI, CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage :

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi, courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courrier d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs) ;
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité) ;
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail, avenants au contrat de travail et R.I.B. ;
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, certificat de travail, attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers, etc.).

Formation des agents :

- Congé individuel de formation des agents sans incidence financière ;
- Congé de formation professionnelle, congé pour VAE, congé pour bilan de compétences sans incidence financière ;
- Courrier de refus de formation pour nécessité de service ou dans le cadre d'un CPF ;
- Bulletins d'inscriptions aux stages et formations CNFPT sans incidence financière ;
- Actes administratifs relatifs à la continuité des formations obligatoires en matière de sécurité et de prévention dans le cadre de marchés à bons de commande (validation de devis, signature de bons de commande, conventions, etc.) ;
- Les états de service pour inscription à un concours.

Accueil de stagiaires :

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi) ;
- Conventions de stage (convention industrielle de formation par la recherche CIFRE, stage d'immersion professionnelle) sans incidence financière.

Evaluation des agents :

- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels ;
- Procédure de convocation des agents, organisation et réalisation des entretiens professionnels ;
- Courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation).

Maladie, accident :

- Courriers et arrêtés afférents aux expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux ;
- Courriers et arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever des enfants) ;
- Courriers afférents aux relations avec les organismes extérieurs dans le cadre des actions récursoires pour accident de trajet ;
- Courriers afférents à la gestion des congés de maladie ordinaire (courriers de rappel de procédure d'envoi des arrêtés de travail, etc.) ;

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Juillet 2019

- Courriers individuels relatifs à l'aménagement du travail en lien avec les services de Médecine (fiche d'aptitude).

Congés / Aménagements d'horaires :

- Courriers et arrêtés relatifs au congé bonifié, au report des congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.) ;
- Courriers et arrêtés de congé parental ;
- Procédures afférentes à l'autorisation de congés annuels ou absences autres que pour raison de santé (Formation, enfant malade, etc.), validation des demandes d'absence dans le logiciel, etc. ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires).

Carrière :

- Courriers et arrêtés de réintégration à temps plein ou de changement de situation (quotité de travail d'un temps complet) ;
- Courriers et arrêtés relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement ;
- Courriers et arrêtés de reclassement par détachement pour inaptitude physique et d'intégration suite à détachement pour inaptitude physique ;
- Courriers et arrêtés d'intégration et de reclassement (nouvelles dispositions statutaires) ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification ;
- Courriers et arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, maintien en 1/2 traitement dans l'attente de décision du comité médical, mi-temps thérapeutique) ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité et mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever enfants) ;
- Courriers et arrêtés de reconstitution de carrière (reprise ancienneté privée, publique) ;
- Les courriers et arrêtés de congés maternité, paternité, adoption.

Paie :

- Courriers et arrêtés d'attribution, de fin d'attribution et de refus d'attribution de NBI ;
- Courriers et documents relatifs au capital décès et aux pensions de réversion et d'orphelins ;
- Bordereaux de paiement ;
- Déclarations de versement de contribution de solidarité 1 % ;
- Bordereaux de déclaration CNFPT, URSSAF ;
- Divers états liquidatifs et avis de paiement ;
- Etats d'heures supplémentaires des agents ;
- Etats d'astreintes des agents ;
- Etats de vacations des agents ;
- Etats d'indemnités horaires des agents ;
- Allocation enfant handicapé.

Procédure disciplinaire :

- Procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures ;
- Mesure d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, les courriers de rappel à l'ordre ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1^{er} groupe prévues à l'article 89 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes.

Retraite :

- Courriers avec les caisses de retraite, CNRACL, IRCANTEC, CRAM, Sécurité Sociale ;
- Dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M. ;
- Demandes de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T (rentes, réversion, pension) ;
- Courriers et dossiers de validation de services ;
- Courriers et arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL ;
- Certificats de paiement pour les congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie ;
- Attestations pour congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie.

Protection sociale et santé :

- Bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la protection sociale ;
- Courriers de convocation à une visite médicale et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations ;
- Déclarations d'accidents de travail ;
- Courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie, etc. ;
- Courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité) ;
- Bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales ;
- Courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux et courriers de notification des conclusions du contrôle médical ;
- Courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances, etc.) ;
- Courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes ;
- Courriers et arrêtés afférents au remboursement au titre du fonds de remboursement du congé de paternité et d'accueil de l'enfant.

Frais de déplacement :

- Remisage à domicile ponctuel inférieur à 3 jours consécutifs dans la limite de 2 par mois pour le même agent ;
- Abonnement de travail.

Divers :

- Courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires ou de refus de cumuls ;
- Dossiers préfecture relatif aux médailles d'honneur régionale, départementale et communale ;
- Etats et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain rattaché hiérarchiquement.

Pour l'ensemble du personnel Métropolitain

Ressources Humaines:

- Les courriers et arrêtés de suspension conservatoire pour procédure disciplinaire et les courriers relatifs à l'application de sanctions disciplinaires des groupes 2, 3 et 4 ;
- Protections fonctionnelles ;
- Saisines de la commission de déontologie ;
- Les ordres de mission pour les déplacements internationaux et états de frais inhérents ;
- Les ordres de mission sur le territoire national des personnes rattachées hiérarchiquement et états de frais inhérents.

Finance :

- Certificats administratifs inhérents aux frais de représentation et frais protocolaires.

**Marchés publics et accords-cadres
concernant exclusivement les compétences exercées par
la Direction Générale des Services
(non déléguées aux Conseils de Territoire)**

1/ Pour la préparation, passation et signature des marchés y compris subséquents et accord – cadre inférieurs à 90 000 euros HT, concernant les compétences exercées par la DGS :

- Demandes de devis / lettres de commande ;
- Lettre de consultation relative à un marché subséquent inférieur à 90 000 € HT ;
- Courriers de complément de candidature ;
- Courriers d'invitation à soumettre une offre dans le cadre d'une procédure restreinte ;
- Courriers d'engagement et de conduite des négociations ;
- Demande de régularisation des offres ;
- Demande de précisions relatives à la teneur de l'offre ;
- Demande de justification d'une offre anormalement basse ;
- Courriers de demande de prolongation de la durée de validité des offres ;
- Courrier d'attribution du marché, demandes de pièces exigibles au titre de l'article 51 du décret du 25 mars 2016, ou réglementairement requises préalablement à la notification ;
- Courriers de rejet des candidatures et des offres, quel qu'en soit le motif ;
- Courriers de communication des motifs détaillés du rejet de l'offre ou de la candidature / communication aux tiers de certains éléments relatifs à la mise en concurrence et au marché ;
- Décision de déclaration sans suite et les courriers en informant les candidats ;
- Mise au point du marché ou de l'accord-cadre ;
- Pièces contractuelles du marché ou de l'accord-cadre (AE/ lettre de commande/ Cahier des charges) ;
- Courriers de notification.

2/ Pour l'exécution des marchés y compris subséquents et accord-cadre concernant les compétences exercées par la DGS :

- Les bons de commande, y compris bon de commande UGAP ou autre centrale d'achat inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les ordres de service (sauf ordres de service de démarrage de travaux, affermisement de tranche opérationnelle ou création de prix nouveau) sans limitation de montant ;
- Les avenants à un marché et un accord-cadre inférieur à 90 000 euros HT ;
- Les courriers de reconduction ou non-reconduction des marchés et accords – cadre inférieurs à 90 000 euros HT ;

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Juillet 2019

- Les actes spéciaux de sous-traitance et les courriers ou pièces afférents au suivi des sous-traitances des marchés inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Tout courrier relatif à l'exécution du marché et notamment à la communication de documents prévus en exécution du contrat ;
- Les certificats administratifs nécessaires à la bonne exécution des marchés publics, y compris dans les relations avec le comptable public ;
- Les exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de cession de la créance ;
- Les actes, courriers et pièces afférents au paiement des marchés publics, notamment le décompte général définitif et la certification du service fait et courriers de rejet de facture ;
- Les décisions d'admission, ajournement ou rejet de fournitures et services ;
- Les décisions afférentes à la réception des travaux ;
- Les actes à caractère coercitif pris pour l'exécution des marchés publics, notamment l'application de pénalités, réfections et mises en demeure ;
- La décision de faire exécuter le marché aux frais et risques du titulaire pour tout marché ou accord-cadre inférieur à 90 000 euros ;
- Les décisions de résiliation des marchés publics et accords-cadre inférieurs à 90 000 euros HT, quel qu'en soit le motif.

Moyens Généraux - Logistique

- Les accusés de réception des courriers reçus par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'un Maire pour sa commune; d'associations, de partenaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de particuliers ;
- Les courriers relatifs à l'instruction d'une demande reçue par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'un Maire pour sa commune, d'associations, de partenaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de particuliers s'inscrivant dans le cadre de la délégation consentie en matière de moyens généraux et de logistique ;
- Les courriers informant des décisions prises par la Métropole Aix-Marseille-Provence en la matière (postérieurement à la notification des délibérations ou décisions par la Direction des Assemblées des Séances de la Métropole) ;
- Les courriers précisant les modalités d'application de ces délibérations ou décisions ;
- Les courriers relatifs à la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des subventions ou des participations financières approuvés par la Métropole Aix-Marseille-Provence s'inscrivant dans le cadre de la délégation consentie en matière de moyens généraux et/ou logistique ;
- Les courriers adressés aux services de l'Etat dans le cadre de la délégation consentie en matière de moyens généraux et/ou logistique.

Article 2 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 22 juillet 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Juillet 2019

Arrêté n° 19/181/CM

Approbation de l'avenant n° 1 au Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot 362 situé dans la ZAC du Ranquet sur la commune d'Istres

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement l'article L. 311-6 relatif aux modalités de cession de terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté, dont l'obligation d'approuver un Cahier des Charges de Cession de Terrain lors de chaque cession ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-1383 du 31 décembre 2001 portant dissolution de l'EPAREB ;
- Le décret n° 55-216 du 3 février 1955 en application duquel le Cahier des Charges de Cession de Terrain comporte également des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation ;
- L'arrêté préfectoral du 27 novembre 1985 approuvant la création de la ZAC du Ranquet ;
- L'arrêté préfectoral du 23 novembre 1987 déclarant l'opération d'utilité publique ;
- L'arrêté préfectoral du 23 novembre 1987 approuvant Plan d'Aménagement de Zone et le programme d'équipements publics de la zone ;
- L'arrêté préfectoral du 8 octobre 1990 approuvant les modifications de ce PAZ ;
- L'arrêté préfectoral approuvant le Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 362 du 22 janvier 1991 ;
- L'arrêté préfectoral du 6 novembre 2003 modifiant la dénomination juridique du Syndicat d'Agglomération Nouvelle en SAN Ouest Provence ;
- La délibération n° 276/87 du 12 octobre 1987 du Comité syndical du SAN donnant délégation de maîtrise d'ouvrage à l'EPAREB ;
- La délibération n° 146/12 du 19 avril 2012 du Comité syndical du SAN Ouest Provence approuvant la 2^{ème} modification de la ZAC du Ranquet ;

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Juillet 2019

- La délibération n° 222/13 du 20 juin 2013 du Comité syndical du SAN Ouest Provence approuvant le zonage d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres ;
- La délibération n° 231/13 du 26 juin 2013 du Conseil municipal d'Istres approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 18/368/CM du 7 janvier 2019 pris par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnant délégation de signature à Madame Nathalie N'Doumbé chargée de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI.

CONSIDÉRANT

- Que la ZAC du Ranquet a pour objet l'amélioration des conditions du sol par un équipement de la zone ;
- Le Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 362 approuvé par arrêté préfectoral du 22 janvier 1991 ;
- Que les droits à construire de chaque lot ont été modifiés lors de l'approbation du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres et qu'en conséquence, il convient d'adapter le préambule et l'article I du Cahier des Charges de Cession de Terrain précité.

ARRETE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 1 du Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 362, tel qu'il est annexé au présent arrêté, abrogeant et remplaçant le préambule et les points 2 et 3 (2/ Désignation du ou des terrains, 3/ Utilisation des terrains) de l'article I du Cahier des Charges de Cession de Terrain de ce même lot.

Article 2 :

Les points 1 et 4 de l'article I (1/ Désignation du vendeur et de l'acquéreur, 4/ Conditions de cession) ainsi que les autres articles du Cahier des Charges de Cession de Terrain demeurent inchangés.

Article 3 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 22 juillet 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Juillet 2019

COMMUNE D'ISTRES

ZAC DU RANQUET

Avenant n° 1 au Cahier des Charges de Cession de Terrain

Etabli en application de

L'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme

Lot 362

Le présent avenant n° 1 au Cahier des Charges de Cession de Terrain est établi en application de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme. Il abroge et remplace le préambule et les points 2 et 3 (2/ Désignation du ou des terrains, 3/ Utilisation des terrains) de l'article I du Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° **362** (section **DH n° 0097**) approuvé par l'arrêté préfectoral du 22 janvier 1991.

Le préambule est modifié comme suit :

Préambule

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du Ranquet à Istres a été créée par arrêté préfectoral en date du 27 novembre 1985.

Le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le programme des équipements publics ont été approuvés le 23 novembre 1987 par arrêté préfectoral.

L'opération a été déclarée d'Utilité Publique suivant arrêté de même date.

Le 8 octobre 1990 un nouvel arrêté préfectoral a été pris approuvant les modifications intervenues sur ce PAZ.

L'objet de la ZAC est l'amélioration des conditions d'occupation du sol par un équipement de la zone.

Une délibération du Comité du Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) du 12 octobre 1987, a donné délégation de maîtrise d'ouvrage à l'Etablissement Public d'Aménagement des Rives de l'Etang de Berre (EPAREB).

L'EPAREB a été dissout suivant décret n° 2001-1383 du 31 décembre 2001, et a cédé les terrains restant lui appartenir dans le périmètre de la ZAC au SAN aux termes d'un acte notarié en l'étude de Maître CEAGLIO en date du 24 octobre 2002.

Une modification du dossier de réalisation de la ZAC a été approuvée par délibération n° 146/12 du 19 avril 2012 du comité syndical de Ouest Provence.

Par délibération n° 222/13 du 20 juin 2013, le SAN Ouest Provence a approuvé le schéma d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres.

Par délibération n° 231/13 du 26 juin 2013, la commune d'Istres a approuvé son Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Le présent CCCT est établi en application de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme. Il comporte également en application du décret n° 55-216 du 3 février 1955 des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation.

L'article I est modifié comme suit :

Article I - CESSION ET UTILISATION DES TERRAINS

2/ Désignation du ou des terrains

La parcelle cédée d'une superficie totale **de 317 m²**, figure au cadastre sous la section **DH n° 0097**. Elle est située en zone UDran du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres et constitue le **lot n° 362** à usage privatif.

3/ Utilisation des terrains

Le terrain susvisé se voit attribuer un droit à bâtir **de 91,70 m² de surface de plancher** affectés à l'habitat.

Il ne pourra être réalisé sur ce lot **qu'un seul logement**.

La ZAC du Ranquet fait l'objet d'une étude géotechnique figurant dans l'annexe 5.1.8 du document d'urbanisme qui caractérise les risques de mouvements de terrains affectant ce secteur.

Dans le cas où des ouvrages de soutènement ont été édifiés sur le lot, objet des présentes, leur conservation en parfait état est obligatoire. En aucun cas, ils ne doivent être surélevés ou surchargés et ne doivent servir d'appui ou de soubassement à une quelconque construction.

La ZAC du Ranquet est concernée par 3 aléas 1a, 1b, 1c au zonage d'assainissement pluvial du document d'urbanisme. Le pétitionnaire devra respecter les prescriptions afférentes à ces zones d'aléas dans le cadre de l'élaboration de son projet.

Les points 1 et 4 de l'article I (1/ Désignation du vendeur et de l'acquéreur, 4/ Conditions de cession) ainsi que les autres articles du Cahier des Charges de Cession de Terrain demeurent inchangés.

Arrêté n° 19/182/CM

Arrêté modificatif de composition du Comité technique

VU

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n°83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- Le décret n°85-565 du 30 mai 1985, modifié, relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
- L'article 4 du décret n°85-565 du 30 mai 1985, précisant que l'autorité territoriale investie du pouvoir de nomination désigne les représentants de l'établissement parmi les membres de l'organe délibérant ou parmi les agents de l'établissement,
- L'arrêté n°19/065/CM portant composition du Comité Technique suite aux élections professionnelles du 6 décembre 2018,
- La délibération FAG 049-3819/18/CM du 18 mai 2018 relative à l'approbation du nombre de représentants du personnel et des règles instituant le paritarisme et décision de recueil de l'avis des représentants de l'établissement au sein du Comité Technique de la Métropole d'Aix-Marseille Provence,
- La délibération FAG 001-4256/18 CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relatif à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- Le Procès-Verbal du 6 décembre 2018, établi par le bureau centralisateur, portant recensement des votes et la proclamation des résultats de l'élection professionnelle du jeudi 6 décembre 2018 des représentants du personnel au comité technique de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- La lettre de Monsieur Patrick Rue, Secrétaire Général de Force Ouvrière, actant la démission de Monsieur Pascal Coulon à sa fonction de représentant du personnel suppléant et son remplacement par Monsieur Karim Yagoub à compter du 3 juillet 2019.

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Juillet 2019

ARRETE

Article 1 :

Suite à la désignation des représentants du personnel, la composition du Comité Technique de la Métropole Aix-Marseille-Provence est établie ainsi qu'il suit :

REPRESENTANTS DE L'ADMINISTRATION

Titulaires :

- M. Pascal MONTECOT
- Mme Josette VENTRE
- M. Gérard CHENOZ
- M. Jean MONTAGNAC
- M. Martial ALVAREZ
- M. Jean-Jacques POLITANO
- Mme Béatrice ALIPHAT
- M. Alain ROUSSET
- M. Jean-Pierre BERTRAND
- M. Henri CAMBESSEDES
- M. Domnin RAUSCHER
- Mme Sophie CONTE
- Mme Biljana BOGDANOVIC
- M. Laurent PERES
- M. Nicolas SALVAGNO

Suppléants :

- Mme Solange BIAGGI
- Mme Monique CORDIER
- M. Régis MARTIN
- Mme Nicole JOULIA
- M. Bernard DESTROST
- M. Auguste COLOMB
- Mme Mariam BERGERET
- M. Pascal MORA
- Mme Lizzie MATA
- Mme Régine GILLIO
- M. Sébastien PISCIOTTA
- Mme Fabienne FOURNEYRON
- M. Kévin AUBERT
- Mme Isabelle ROHEE-SROKA
- Mme Florence PAGANI

REPRESENTANTS DU PERSONNEL

Titulaires

- M. Patrice AYACHE (FO)
- M. Michel KARABADJAKIAN (FO)
- Mme Carine RIQUIER-PINET (FO)
- Mme Caroline COURRIEU (FO)
- M. Frédéric MONNOT (FO)
- Mme Caroline CAMBRIANI (FO)
- M. Serge TAVANO (SNUTER 13 – FSU)
- Mme Mireille PEROTTI (SNUTER 13 – FSU)
- Mme Virginie BOAZIZ (SNUTER 13 – FSU)

Suppléants

- M. Frédéric BOULLERNE (FO)
- Mme Nadège PITALUGUE (FO)
- M. Luc VEGLER (FO)
- M. Daniel PITROIS (FO)
- Mme Béatrice PRUDHOMME (FO)
- M. Karim YAGOUB (FO)
- M. Sébastien STRZYKALA (SNUTER 13 – FSU)
- Mme Sylvie BALDAQUIN (SNUTER 13 – FSU)
- M. Alain GOUIRAND (SNUTER 13 – FSU)

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Juillet 2019

- M. Alain LUBRANO DI SCAMPAMORTE (SNUTER 13 – FSU)
- M. Frédéric THOMAS (SNT CFE-CGC, CFTC, FAFPT, CFDT)
- M. Christian CHEFTEL (UNSA)
- M. Christophe PELLISSIER (UNSA)
- Mme Audrey CERMOLACCE (CGT)
- M. Sébastien CRAVERO (CGT)
- Mme Aurélie FRUIT-CAILLOL (SNUTER 13 – FSU)
- M. Alain BROSSEAU (SNT CFE-CGC, CFTC, FAFPT, CFDT)
- Mme Marie CASTILLO (UNSA)
- Mme Frédérique ONZIA (UNSA)
- Mme Corine FERRER (CGT)
- M. Eric RABITO (CGT)

Article 2 :

Monsieur Pascal Montecot assure la présidence du Comité Technique.

En cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, Monsieur Alvarez assurera cette même présidence.

Article 3 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le requérant peut saisir le Tribunal administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr.

Article 4 :

Le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 26 juillet 2019

Martine VASSAL

Arrêté n° 19/184/CM

Délégation de signature à Madame Sophie Conte, Chargée de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Affaires générales et Moyens Généraux - Abrogation de l'arrêté n° 19/064/CM en date du 14 mars 2019

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 5210-1-1 A, L. 5211-9, L.5211-1 et L. 2122-23, L. 5217-1 et suivants, L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat à durée indéterminée, inscrit au registre des actes n° DRH 2017-7168 du 18 juillet 2017 portant Madame Sophie Conte, Chargée de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence Affaires générales et Moyens généraux, à compter du 1^{er} août 2017.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n°19/064/CM en date du 14 mars 2019 est abrogé.

Article 2 :

Délégation est donnée à Madame Sophie Conte, à l'effet de signer les documents, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Juillet 2019

Ressources humaines

Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de l'exercice de compétences non-déléguées aux Conseils de Territoire, et exercées au sein de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence en charge des affaires générales et des moyens généraux

Gestion des contrats aidés (CUI, CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi, courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courrier d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs) ;
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité) ;
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail, avenants au contrat de travail et R.I.B. ;
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, certificat de travail, attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers).

Formation des agents :

- Congé individuel de formation des agents sans incidence financière ;
- Congé de formation professionnelle, congé pour VAE, congé pour bilan de compétences sans incidence financière ;
- Courrier de refus de formation pour nécessité de service ou dans le cadre d'un CPF ;
- Bulletins d'inscriptions aux stages et formations CNFPT sans incidence financière ;
- Actes administratifs relatifs à la continuité des formations obligatoires en matière de sécurité et de prévention dans le cadre de marchés à bons de commande (validation de devis, signature de bons de commande, conventions, etc.) ;
- Les états de service pour inscription à un concours.

Accueil de stagiaires :

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi) ;
- Conventions de stage (convention industrielle de formation par la recherche CIFRE, stage d'immersion professionnelle) sans incidence financière.

Evaluation des agents :

- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels ;
- Procédure de convocation des agents, organisation et réalisation des entretiens professionnels ;
- Courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation).

Maladie, accident :

- Courriers et arrêtés afférents aux expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux ;
- Courriers et arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever des enfants) ;
- Courriers afférents aux relations avec les organismes extérieurs dans le cadre des actions récursives pour accident de trajet ;
- Courriers afférents à la gestion des congés de maladie ordinaire (courriers de rappel de procédure d'envoi des arrêtés de travail, etc.) ;

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Juillet 2019

- Courriers individuels relatifs à l'aménagement du travail en lien avec les services de Médecine (fiche d'aptitude).

Congés / Aménagements d'horaires :

- Courriers et arrêtés relatifs au congé bonifié, au report des congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.) ;
- Courriers et arrêtés de congé parental ;
- Procédures afférentes à l'autorisation de congés annuels ou absences autres que pour raison de santé (Formation, enfant malade, etc.), validation des demandes d'absence dans le logiciel, etc. ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires).

Carrière :

- Courriers et arrêtés de réintégration à temps plein ou de changement de situation (quotité de travail d'un temps complet) ;
- Courriers et arrêtés relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement ;
- Courriers et arrêtés de reclassement par détachement pour inaptitude physique et d'intégration suite à détachement pour inaptitude physique ;
- Courriers et arrêtés d'intégration et de reclassement (nouvelles dispositions statutaires) ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification ;
- Courriers et arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, maintien en 1/2 traitement dans l'attente de décision du comité médical, mi-temps thérapeutique) ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité et mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever enfants) ;
- Courriers et arrêtés de reconstitution de carrière (reprise ancienneté privée, publique) ;
- Les courriers et arrêtés de congés maternité, paternité, adoption.

Paie :

- Courriers et arrêtés d'attribution, de fin d'attribution et de refus d'attribution de NBI ;
- Courriers et documents relatifs au capital décès et aux pensions de réversion et d'orphelins ;
- Bordereaux de paiement ;
- Déclarations de versement de contribution de solidarité 1 % ;
- Bordereaux de déclaration CNFPT, URSSAF ;
- Divers états liquidatifs et avis de paiement ;
- Etats d'heures supplémentaires des agents ;
- Etats d'astreintes des agents ;
- Etats de vacations des agents ;
- Etats d'indemnités horaires des agents ;
- Allocation enfant handicapé.

Procédure disciplinaire :

- Procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures ;
- Mesure d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, les courriers de rappel à l'ordre ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1er groupe prévues à l'article 89 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes.

Retraite :

- Courriers avec les caisses de retraite, CNRACL, IRCANTEC, CRAM, Sécurité Sociale ;
- Dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M. ;
- Demandes de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T (rentes, réversion, pension) ;
- Courriers et dossiers de validation de services ;
- Courriers et arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL ;
- Certificats de paiement pour les congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie ;
- Attestations pour congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie.

Protection sociale et santé :

- Bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la protection sociale ;
- Courriers de convocation à une visite médicale et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations ;
- Déclarations d'accidents de travail ;
- Courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie, etc. ;
- Courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité) ;
- Bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales ;
- Courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux et courriers de notification des conclusions du contrôle médical ;
- Courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances, etc.) ;
- Courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes ;
- Courriers et arrêtés afférents au remboursement au titre du fonds de remboursement du congé de paternité et d'accueil de l'enfant.

Frais de déplacement :

- Ordre de mission national et état de frais inhérents ;
- Remisage à domicile ponctuel inférieur à 3 jours consécutifs dans la limite de 2 par mois pour le même agent ;
- Abonnement de travail.

Divers :

- Courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires ou de refus de cumuls ;
- Dossiers préfecture relatif aux médailles d'honneur régionale, départementale et communale ;
- Etats et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain affecté à la DGA.

Ressources humaines pour tout le personnel métropolitain

- Remisages à domicile ponctuel supérieur à 3 jours consécutifs ou supérieur à 2 par mois pour le même agent ;
- Remisages à domicile permanent.

Marchés publics et accords-cadres dans le cadre des compétences exercées par la Direction Générale Adjointe en charge des Affaires générales et des Moyens généraux

1/ Pour la préparation, passation et signature des marchés y compris subséquents et accord – cadre inférieurs à 90 000 euros HT, concernant les compétences exercées par la DGA :

- Demandes de devis / lettres de commande ;
- Lettre de consultation relative à un marché subséquent inférieur à 90 000 € HT ;
- Courriers de complément de candidature ;
- Courriers d'invitation à soumettre une offre dans le cadre d'une procédure restreinte ;
- Courriers d'engagement et de conduite des négociations ;
- Demande de régularisation des offres ;
- Demande de précisions relatives à la teneur de l'offre ;
- Demande de justification d'une offre anormalement basse ;
- Courriers de demande de prolongation de la durée de validité des offres ;
- Courrier d'attribution du marché, demandes de pièces exigibles au titre de l'article 51 du décret du 25 mars 2016, ou réglementairement requises préalablement à la notification ;
- Courriers de rejet des candidatures et des offres, quel qu'en soit le motif ;
- Courriers de communication des motifs détaillés du rejet de l'offre ou de la candidature / communication aux tiers de certains éléments relatifs à la mise en concurrence et au marché ;
- Décision de déclaration sans suite et les courriers en informant les candidats ;
- Mise au point du marché ou de l'accord-cadre ;
Pièces contractuelles du marché ou de l'accord-cadre (AE/ lettre de commande/ Cahier des charges) ;
Courriers de notification.

2/ Pour l'exécution des marchés et accord – cadre concernant les compétences exercées par la DGA :

- Les bons de commande, y compris bon de commande UGAP ou autre centrale d'achat inférieurs à 90 000 euros H.T. ;
- Les ordres de service de démarrage des travaux, d'affermissement d'une tranche optionnelle ou créant des prix nouveaux pour les seuls marchés inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les autres ordres de service, sans limitation de montant ;
- Les avenants à un marché et un accord- cadre inférieur à 90 000 euros HT ;
- Les courriers de reconduction ou non-reconduction des marchés et accords-cadre inférieurs à 90 000 euros H.T. ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les courriers ou pièces afférents au suivi des sous-traitances des marchés inférieurs à 90 000 euros H.T. ;
- Tout courrier relatif à l'exécution du marché et notamment à la communication de documents prévus en exécution du contrat ;
- Les certificats administratifs nécessaires à la bonne exécution des marchés publics, y compris dans les relations avec le comptable public ;

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Juillet 2019

- Les exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de cession de la créance ;
- Les actes, courriers et pièces afférents au paiement des marchés publics, notamment le décompte général définitif et la certification du service fait et les courriers de rejet de facture ;
- Les décisions d'admission, ajournement ou rejet de fournitures et services ;
- Les décisions afférentes à la réception des travaux ;
- Les actes à caractère coercitif pris pour l'exécution des marchés publics, notamment l'application de pénalités, réfections et mises en demeure ;
- La décision de faire exécuter le marché aux frais et risques du titulaire pour tout marché ou accord-cadre inférieur à 90 000 euros ;
- Les décisions de résiliation des marchés publics et accords-cadre inférieurs à 90 000 euros H.T., quel qu'en soit le motif.

Moyens généraux et logistique

- Courriers aux assurances de la flotte automobile ;
- Certificats de cession de véhicules ;
- Demandes et les changements d'immatriculation ;
- Bons d'accord à l'expert sur la valeur (véhicules irréparables vendus à l'assureur) ;
- Demandes d'exonération liées aux contraventions des agents.

Affaires Générales

- Bordereaux d'élimination des archives.

Article 3 :

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Madame Conte, titulaire de la présente délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, elle en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles elle estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Article 4 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 5 :

Concernant strictement :

- 1) Les Ressources humaines ;
- 2) La préparation, la passation et signature des marchés y compris subséquents et accord-cadre inférieurs à 90 000 euros H.T., concernant les compétences exercées par la DGA ;
- 3) L'exécution des marchés y compris subséquents et accord-cadre concernant les compétences exercées par la DGA ;

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie Conte, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Corinne Michel, DGA Déléguée.

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Juillet 2019

En cas d'absence ou d'empêchement de Mesdames Sophie Conte et Corinne Michel, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :
- Madame Laurence Guichard, Directrice Ressources

En cas d'absence ou d'empêchement de Mesdames Sophie Conte, Corinne Michel et Laurence Guichard la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :
- Monsieur Laurent Faggianelli, Chef du Service Finances

Concernant strictement les Moyens Généraux et logistique :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie Conte, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :
- Madame Corinne Michel, DGA Déléguée.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mesdames Sophie Conte et Corinne Michel, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :
- Monsieur Hervé Gérard, Chef de Service Flotte Automobile et Ressources Associés.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mesdames Sophie Conte et Corinne Michel et Monsieur Hervé Gérard, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :
- Madame Béatrice Prud'Homme, Chef de Service Logistique et Moyens Généraux.

Concernant strictement les Affaires Générales :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie Conte, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :
- Madame Corinne Michel, DGA Déléguée.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mesdames Sophie Conte et Corinne Michel, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :
- Madame Laurence Guichard, Directrice Ressources

En cas d'absence ou d'empêchement de Mesdames Sophie Conte, Corinne Michel et Laurence Guichard la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :
- Madame Marie Bertrand, Chef de Mission.

Article 6 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 31 juillet 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Juillet 2019

**TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE
D'ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL DE 2EME
CLASSE AU CHOIX**

**La Présidente,
Vu**

- le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-9
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80
- le décret n°2006-1690 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux
- le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine VASSAL en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 18 juin 2019

Arrête

Article 1^{er} :

Le tableau annuel d'avancement établi au titre de l'année 2019 pour l'accès au grade d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe au choix, est fixé conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2 :

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux du siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés au Pharo - 58 Boulevard Charles Livon, 13007 Marseille.

Article 3 :

L'ampliation de cet arrêté sera adressée à l'agent comptable de la Collectivité.

Article 4 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le requérant peut saisir le Tribunal administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr.

Fait à Marseille, le

15 JUL. 2019

Martine VASSAL

CATEGORIE C - Groupe hiérarchique 2

Proposition de tableau d'avancement pour l'accès au grade d'adjoint administratif principal 2ème classe par voie au choix

RANG	CT	NOM	PRENOM	AFFECTATION	TYPE AVANCEMENT	GRADE ORIGINE
1	CT1	TAYAA	CAROLINE	DGA DEV URBAIN STRATEG TERRIT	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
2	CT2	COSTA	YVES	DIR EAU ASSAINISSEMENT PLUVIAL	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
3	CT1	CONTRERA-ORSINI	LAURA	DGA AFF GENER MOYENS GENERAUX	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
4	CT1	BAYAT	RAMINE	DGA COMM PUBLIQ AFFAIRE JURID	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
5	CT1	EL HADEUF	RYAD	DGA RESSOURCES HUMAINES	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
6	CT1	BONNET	RAYMONDE	DGA FINANCES ET BUDGET	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
7	CT4	PAEZ	LAURENCE	DGA FINANCES ET BUDGET	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
8	CT4	PERONA	ELODIE	POLE PROXIMITE ET SERVICE A L'	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
9	CT4	FARISSIER	AMANDINE		AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
10	CT4	TRAVERSA	SOPHIE		AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
11	CT5	NOGALES	CORINE	POLE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
12	CT3	CHERON	LALANIRINA VERO	POLE EAU, ASSAINISSEMENT, DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
13	CT1	LEVY	CEDRIC	DGA COMM PUBLIQ AFFAIRE JURID	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
14	CT1	CORDEAU	SOPHIE	DGA INNOVATION NUMERIQUE SI	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
15	CT1	FATY	DAMIEN	DGA AFF GENER MOYENS GENERAUX	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
16	CT1	ADJEROUD	SOFIA	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
17	CT2	XUEREB	JOELLE	DIRECTION DE LA VOIRIE	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
18	CT1	SAHRAOUI	NADIR	DGA FINANCES ET BUDGET	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
19	CT1	BANCHETTI	PIERRE	DGA COMM PUBLIQ AFFAIRE JURID	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
20	CT1	MALATESTA	MARIE	DGA RESSOURCES HUMAINES	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
21	CT3	KAPUTA	LYDIE	POLE DEVELOPPEMENT URBAIN	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
22	CT5	VILLARET	LUDIVINE	POLE TECHNIQUE	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
23	CT1	LAURENT	GERALDINE	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
24	CT5	SCHONG	ISABELLE	POLE DYNAMIQUES URBAINES ET DE	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
25	CT1	PORTAL	JACQUELINE	POLE VAL ET DEV URB	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
26	CT1	BAHO	SALIMA	DGA AFF GENER MOYENS GENERAUX	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
27	CT2	GUEGAN	FLORENCE	DGADUST DGA DELEGUE	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
28	CT1	PUIG	CHRISTEL	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
29	CT1	MEYNIER	IRENA	DGA RESSOURCES HUMAINES	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
30	CT1	BARRESI	PATRICIA	POLE VAL ET DEV URB	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
31	CT1	RODAT	VANESSA	DGA FINANCES ET BUDGET	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
32	CT2	LABADI	ILHEM	DGA FINANCES ET BUDGET	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
33	CT5	VAUVERT	CECILE	POLE CULTURE ET SPORT	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
34	CT1	MARTINEZ	JESSICA	DGA FINANCES ET BUDGET	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
35	CT1	SAINT MARTIN	ISABELLE	POLE VAL ET DEV URB	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
36	CT2	ZERKANI-MEBAREK	SABRINA	DIR EAU ASSAINISSEMENT PLUVIAL	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
37	CT5	TROUSSIER	FRANCOISE	DGA FINANCES ET BUDGET	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
38	CT2	BRAGGIOTTI	LAETITIA	PISCINE VITROLLES	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
39	CT5	SANTANA	CHRYSTELLE	POLE CULTURE ET SPORT	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
40	CT5	CROS COSTA	AURELIE	DGA FINANCES ET BUDGET	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
41	CT1	VANIN	SYLVIE	POLE VAL ET DEV URB	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.
42	CT1	SALFATI	CATHERINE	POLE VOIRIE ESP PUBLIC CIRCU	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINISTRATIF TER.

**TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE
D'ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL DE 1ERE
CLASSE AU CHOIX**

**La Présidente,
Vu**

- le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-9
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80
- le décret n°2006-1690 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux
- le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine VASSAL en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 18 juin 2019

Arrête

Article 1^{er} :

Le tableau annuel d'avancement établi au titre de l'année 2019 pour l'accès au grade d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe au choix, est fixé conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2 :

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux du siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés au Pharo - 58 Boulevard Charles Livon, 13007 Marseille.

Article 3 :

L'ampliation de cet arrêté sera adressée à l'agent comptable de la Collectivité.

Article 4 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le requérant peut saisir le Tribunal administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr.

Fait à Marseille, le

15 JUL. 2019

Martine VASSAL

CATEGORIE C - Groupe hiérarchique 2

Proposition de tableau d'avancement pour l'accès au grade d'adjoint administratif principal 1^{ère} classe par voie au choix

RANG	CT	NOM	PRENOM	AFFECTATION	TYPE AVANCEMENT	GRADE ORIGINE
1	CT1	MARQUET	FABIENNE	DGA DEV URBAIN STRATEG TERRIT	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
2	CT1	ADRIAN	CATHERINE	POLE VAL ET DEV URB	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
3	CT1	UETWILLER	EVELYNE	DGA PROJET METROPOLITAIN	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
4	CT1	TORRE	MARIE-ANGE		AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
5	CT1	PISANO	CORINNE	POLE EAU ET ASSAINISSEMENT	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
6	CT1	DECHATRE	JOELLE	DGA RESSOURCES HUMAINES	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
7	CT5	RAYBAUD	SANDRA	POLE TECHNIQUE	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
8	CT1	CRISTOFARI	FRANCOISE	DGA DEV ECO ET ATTR DU TERR	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
9	CT1	SCHUSTER	VALERIE	DGA AFF GENER MOYENS GENERAUX	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
10	CT4	NOIRET	ISABELLE	DGA FINANCES ET BUDGET	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
11	CT3	AGIER	MAURICETTE	POLE EAU, ASSAINISSEMENT, DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
12	CT4	SERRA	JOSIANE	DGA AGRIC PAYSAG INTER METROP	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
13	CT4	CENNE	CHRYSTELLE	DGA COMM PUBLIQ AFFAIRE JURID	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
14	CT4	ALLAIS	SANDRA	DGA COMM RELATIONS EXTERIEURES	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
15	CT6	BACON	MARLENE	CABINET DU PRÉSIDENT	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
16	CT1	WEHRLIN	STEPHANIE		AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
17	CT4	ATTANASIO	VIRGINIE	POLE PROJETS ET REALISATIONS	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
18	CT4	GAUTIER	CHRISTINE	POLE PROJETS ET REALISATIONS	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
19	CT1	MAKHLOUF-MAYOUF	NADIA	DGA MOBILITE TRANSP ESP VOIRIE	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
20	CT1	DUPUY	NATHALIE	POLE INFRASTRUCTURES	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
21	CT1	MARSILLACH	JEAN-LUC	DGA COMM PUBLIQ AFFAIRE JURID	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
22	CT1	SIMONCINI	SANDRINE	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
23	CT1	COTI	SANDRINE	POLE VOIRIE ESP PUBLIC CIRCU	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
24	CT1	VANNI	VALERIE	POLE VAL ET DEV URB	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
25	CT1	SINISCALCHI	MARINA	DGA FINANCES ET BUDGET	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
26	CT1	CAPELLE	AUDREY	CABINET PRESIDENT CT1	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
27	CT1	MIRAS	BEATRICE	DGA DEV URBAIN STRATEG TERRIT	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
28	CT1	VELINO	CAROLINE	POLE EAU ET ASSAINISSEMENT	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
29	CT3	ALLIETTA	NATHALIE	DGA FINANCES ET BUDGET	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
30	CT1	SANDRE	AUDREY	DGA FINANCES ET BUDGET	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
31	CT1	JALABERT	CHRISTINE	DGA RESSOURCES HUMAINES	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
32	CT1	GONZALEZ	RODOLPHE	DGA AFF GENER MOYENS GENERAUX	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
33	CT1	MOLLARD	LUDOVIC	POLE VAL ET DEV URB	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
34	CT1	MEGE	FREDERIC	DGA DEV ECO ET ATTR DU TERR	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
35	CT1	TANTI	CORINNE	POLE INFRASTRUCTURES	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
36	CT1	AVELINE	MARIE LAURE	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
37	CT5	CAYLA	BRIGITTE	POLE DYNAMIQUES URBAINES ET DE	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
38	CT1	REMADNIA	HAKIMA	POLE VOIRIE ESP PUBLIC CIRCU	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
39	CT1	BOUNOUS	FRANCOISE	POLE VAL ET DEV URB	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E

RANG	CT	NOM	PRENOM	AFFECTATION	TYPE AVANCEMENT	GRADE ORIGINE
40	CT1	LAMATINA	ELODIE	DGA RESSOURCES HUMAINES	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
41	CT1	GIROT	GILLES	POLE EAU ET ASSAINISSEMENT	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
42	CT3	CLAIREMBEAUD	BENEDICTE	DGA COMM PUBLIQ AFFAIRE JURID	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
43	CT1	LAFAY	FREDERIQUE	DGA FINANCES ET BUDGET	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
44	CT6	RIOU	MAGALI	DGA RESSOURCES HUMAINES	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
45	CT1	DOUCE	HELENE	DGA DEV URBAIN STRATEG TERRIT	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
46	CT1	CHARBIT	REINE	POLE INFRASTRUCTURES	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
47	CT1	GHALI	NADIA	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
48	CT5	CAMP	ODILE	POLE CULTURE ET SPORT	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
49	CT1	BOCQUIN	CAROLE	POLE DEV ECO ET ATTR DU TERR	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
50	CT1	LAURENT	KARINE	DGA DEV URBAIN STRATEG TERRIT	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
51	CT1	MONTALVA	NADINE	POLE VAL ET DEV URB	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
52	CT1	DUPLAIX	CAROLE	DGA RESSOURCES HUMAINES	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
53	CT1	DRIGUES	VERONIQUE	DGA FINANCES ET BUDGET	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
54	CT3	BASTIDE	SOPHIE	DGA DEV URBAIN STRATEG TERRIT	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
55	CT6	VANDERNOOT	MARIE-ASTRID	POLE TECHNIQUE	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
56	CT1	MENKEL	MARGUERITE	POLE EAU ET ASSAINISSEMENT	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
57	CT5	CLEMENT	SANDRINE	DGA RESSOURCES HUMAINES	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
58	CT1	LOPEZ	ALBERT	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
59	CT1	SEGURA	CHRISTELLE	POLE INFRASTRUCTURES	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
60	CT1	TRANI	JOSIANE	DGA RESSOURCES HUMAINES	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
61	CT5	CERRITO	CLAIRE	DGS CONSEIL DE TERRITOIRE	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
62	CT1	TESSON	HELENE	DGA DEV URBAIN STRATEG TERRIT	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
63	CT6	RICCIO	SUZEL	POLE TECHNIQUE	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
64	CT1	SIMONPIETRI	AURELIE	POLE EAU ET ASSAINISSEMENT	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
65	CT1	ANGHILANTE	MARIE-THERESE	POLE VAL ET DEV URB	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
66	CT1	PEDACCINI	PAULE	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
67	CT1	GALLINARO	FABIENNE	POLE INFRASTRUCTURES	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
68	CT1	MOUFTI	LAILA	DGA DEV URBAIN STRATEG TERRIT	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
69	CT3	MAZELLIER	PASCALE	DGA FINANCES ET BUDGET	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
70	CT1	NOLOT	CORINNE	DGA RESSOURCES HUMAINES	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
71	CT5	BEAUD	MURIEL	POLE DYNAMIQUES URBAINES ET DE	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
72	CT1	URAS	SOPHIE	POLE VAL ET DEV URB	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
73	CT1	MICHEL	MARIE LAURE	POLE EAU ET ASSAINISSEMENT	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
74	CT1	GRIMAUD	MARTINE	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
75	CT6	CHAROUSSET	AMANDINE	DGA RESSOURCES HUMAINES	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
76	CT5	DJERARI	SALIM	POLE DYNAMIQUES URBAINES ET DE	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
77	CT1	CONTI	KAREN	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
78	CT1	GOLE	JOSIANE	POLE VAL ET DEV URB	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
79	CT1	MARCIANO	CORINNE	DGA DEV URBAIN STRATEG TERRIT	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
80	CT3	LETOURNEUR	GHISLAINE	POLE EAU, ASSAINISSEMENT, DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
81	CT1	PANIZZINO	INGRID	DGA RESSOURCES HUMAINES	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E

RANG	CT	NOM	PRENOM	AFFECTATION	TYPE AVANCEMENT	GRADE ORIGINE
82	CT5	PERROT	ANNICK	POLE CULTURE ET SPORT	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
83	CT6	LIENERT	GHISLAINE	POLE TECHNIQUE	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
84	CT1	BLACHE	HELENE	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
85	CT3	BASCIANO	AGNES	POLE EAU, ASSAINISSEMENT, DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
86	CT1	TORRE	MARIE-ANGE	DGA RESSOURCES HUMAINES	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
87	CT6	TOUIL	KHEIRA	DGA FINANCES ET BUDGET	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
88	CT5	PECOUT	SYLVIE	POLE TECHNIQUE	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
89	CT1	ZONZA	ELODIE	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
90	CT1	BERTRAND	ODETTE	POLE VAL ET DEV URB	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
91	CT3	DESHAIES	MARIE-LOUISE	POLE SPORT	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
92	CT5	FARLIN	DANIELLE	DGA COMM PUBLIQ AFFAIRE JURID	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
93	CT1	POLLINI	DELPHINE	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
94	CT1	GALLAND	ISABELLE	POLE VAL ET DEV URB	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
95	CT3	GRAMMAGNAC	FREDERIQUE		AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
96	CT5	SIMONIN	VALERIE	DGA INNOVATION NUMERIQUE SI	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
97	CT1	EXPOSITO	MARILYN	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
98	CT5	GRAC	BETTY	POLE CULTURE ET SPORT	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
99	CT2	BRIDIER	EMMANUELLE	MEDIATHEQUE DES CARMES	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
100	CT1	BERGBAUER	MARIE-JOSEPHE	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
101	CT2	DAUMAS	VIRGINIE	DIRECTION DES EQUIPEMENTS AQUA	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
102	CT1	DENOLLY	LAURENT	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
103	CT5	EMBARKI	HACHME	POLE TECHNIQUE	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
104	CT2	TIBERI-BRINGUIER	VIRGINIE	DGA RESSOURCES HUMAINES	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
105	CT5	TAORMINA	ELISABETH	POLE CULTURE ET SPORT	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
106	CT2	BERGAGLIO	SANDRA	DIR SUPPORTS ET DEVELOPPEMENT	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
107	CT5	BERNARD	EMILY	DGA AFF GENER MOYENS GENERAUX	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
108	CT2	GALIGANI	SYLVIE	DGA RESSOURCES HUMAINES	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
109	CT5	BRACCIALE	DANIELLE	POLE CULTURE ET SPORT	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
110	CT2	MARTINES	CHRISTOPHE	MEDIATHEQUE DES CARMES	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
111	CT5	MATHIEU	SOPHIE	POLE CULTURE ET SPORT	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
112	CT1	MUNOZ	NATHALIE	DGA DEV URBAIN STRATEG TERRIT	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
113	CT5	ANTON	BRIGITTE	DGA FINANCES ET BUDGET	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
114	CT2	RIVOIRE	SYLVIA	DIR EAU ASSAINISSEMENT PLUVIAL	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
115	CT5	AMOROS	NATHALIE	POLE CULTURE ET SPORT	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
116	CT5	ANDUGAR	MYRIAM	DGA RESSOURCES HUMAINES	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
117	CT2	MENDACI	NORA	DGA COMM PUBLIQ AFFAIRE JURID	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
118	CT5	HENRY	CORINNE	POLE CULTURE ET SPORT	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
119	CT2	GARCIA	CELINE	DIR EAU ASSAINISSEMENT PLUVIAL	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
120	CT5	VERPIAND	CORINNE	DGA FINANCES ET BUDGET	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
121	CT2	GOSSO	OLIVIA	DIR TECHNOPOLE DE L'ARBOIS	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
122	CT5	REYES	ELISABETH	DGA RESSOURCES HUMAINES	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
123	CT5	RAIMONDI	CAROLE	POLE CULTURE ET SPORT	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E

RANG	CT	NOM	PRENOM	AFFECTATION	TYPE AVANCEMENT	GRADE ORIGINE
124	CT2	CASSARO	FATIMA	DIR TECHNOPOLE DE L'ARBOIS	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
125	CT5	MARTINOTTI	JOELLE	POLE CULTURE ET SPORT	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
126	CT5	HERNANDEZ	FRANCOISE	POLE CULTURE ET SPORT	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
127	CT5	PIRIS	CHRISTINE	DGA RESSOURCES HUMAINES	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
128	CT5	BARRATTA	CAROLE	DGA RESSOURCES HUMAINES	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
129	CT5	MORIN	CATHERINE	DGA RESSOURCES HUMAINES	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
130	CT5	BULLEUX	JUANA	DGA RESSOURCES HUMAINES	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
131	CT5	PENA	NATHALIE	DGA RESSOURCES HUMAINES	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
132	CT5	PUJOL	CATHERINE	DGA RESSOURCES HUMAINES	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
133	CT5	JEAN	INGRID	POLE VAL ET DEV URB	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
134	CT5	SAMMUT	SYLVIE	DGA DEV URBAIN STRATEG TERRIT	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
135	CT5	CROS	MAGALI	DGA DEV URBAIN STRATEG TERRIT	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
136	CT5	BONSANGUE	SOPHIE	POLE DYNAMIQUES URBAINES ET DE	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
137	CT1	BEVILACQUA	JOSETTE	DGA FINANCES ET BUDGET	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E
138	CT2	RISO-BOURGUE	SYLVIE	DIR DVT ECO ET AGRICULTURE	AVCT DE GRADE	ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E

**TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE
D'ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL DE 2EME CLASSE
AU CHOIX ET AVEC EXAMEN PROFESSIONNEL**

**La Présidente,
Vu**

- le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-9
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80
- le décret n°2006-1691 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux
- le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine VASSAL en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- les listes d'admission à l'examen professionnel d'adjoint technique principal de 2ème classe
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 18 juin 2019

Arrête

Article 1^{er} :

Le tableau annuel d'avancement établi au titre de l'année 2019 pour l'accès au grade d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe au choix et avec examen professionnel, est fixé conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2 :

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux du siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés au Pharo - 58 Boulevard Charles Livon, 13007 Marseille.

Article 3 :

L'ampliation de cet arrêté sera adressée à l'agent comptable de la Collectivité.

Article 4 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le requérant peut saisir le Tribunal administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr.

Fait à Marseille, le

15 JUIL. 2019

Martine VASSAL

CATEGORIE C - Groupe hiérarchique 2

Proposition de tableau d'avancement pour l'accès au grade d'adjoint technique principal 2ème classe par voie au choix ou à l'examen professionnel

RANG	CT	NOM	PRENOM	AFFECTATION	TYPE AVANCEMENT	GRADE ORIGINE
1	CT1	MANCHON	MARIO	DGA AFF GENER MOYENS GENERAUX	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
2	CT2	DECIMO	JEREMY	COLL - CENTRE OPERAT CENTRE	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
3	CT6	DEKKICHE	ARNAUD	POLE TECHNIQUE	AVG examen	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
4	CT2	LAFFON	BENOIT	PISCINE PERTUIS	AVG examen	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
5	CT3	OULAL	BENAMAR	POLE EAU, ASSAINISSEMENT, DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
6	CT1	XERRI	BERNARD	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
7	CT1	DEVEY	STEPHANIE	POLE VOIRIE ESP PUBLIC CIRCU	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
8	CT4	PALAZZO	BERNARD	DGA DEV URBAIN STRATEG TERRIT	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
9	CT4	BADESA	GREGORY	POLE PROXIMITE ET SERVICE A L'	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
10	CT4	BELHASSEN	JEAN-MARC	POLE PROXIMITE ET SERVICE A L'	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
11	CT4	LAZLI	SAMY	POLE PROXIMITE ET SERVICE A L'	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
12	CT4	GEISLER	JEAN LUC	POLE PROXIMITE ET SERVICE A L'	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
13	CT4	BEN SELLAM	AYOUB	POLE PROXIMITE ET SERVICE A L'	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
14	CT5	METRY	SOPHIE	POLE CULTURE ET SPORT	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
15	CT1	GIABICONI	PHILIPPE	DGA DEV URBAIN STRATEG TERRIT	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
16	CT5	ESCOLANO	BENJAMIN	DGA DEV URBAIN STRATEG TERRIT	AVG examen	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
17	CT1	FRANCINI	JEAN-YVES	POLE VAL ET DEV URB	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
18	CT1	BOULANGER	WILLIAM	DGA INNOVATION NUMERIQUE SI	AVG examen	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
19	CT4	IZQUIERDO	JEAN PHILIPPE	POLE PROXIMITE ET SERVICE A L'	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
20	CT4	LEMARCHAND	ALICE	DIR FORETS	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
21	CT2	LACROIX	JOSEPH	COLL - CENTRE OPERAT CENTRE	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
22	CT6	CANALE	ROMAIN	POLE TECHNIQUE	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
23	CT1	FREGIONI	JEROME	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
24	CT5	JEUNOT	ELISABETH	DGA AFF GENER MOYENS GENERAUX	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
25	CT1	BRANDUCCI	LAURENT	POLE VAL ET DEV URB	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
26	CT1	DELESTRADE	MICHAEL	POLE VOIRIE ESP PUBLIC CIRCU	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
27	CT2	MAMRI	JEAN CLAUDE	COLL - CENTRE OPERAT CENTRE	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
28	CT1	GARCIA	ALAIN	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
29	CT5	FAURE	VINCENT	POLE TECHNIQUE	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
30	CT6	AQUIR	FARID	POLE TECHNIQUE	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
31	CT2	DOGHMANE	JAID	COLL - CENTRE OPERAT CENTRE	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
32	CT1	VALETTE	FABIEN	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
33	CT6	RINALDI	THOMAS	POLE TECHNIQUE	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
34	CT5	BELTRA	RENE	POLE TECHNIQUE	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
35	CT1	QUINSON	JULIEN	POLE VOIRIE ESP PUBLIC CIRCU	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
36	CT2	GILLOUX	MICKAEL	COLL - CENTRE OPERAT SUD EST	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
37	CT1	FERNANDEZ	ANTHONY	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
38	CT5	LEPAGE	MARION	DGA DEV URBAIN STRATEG TERRIT	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
39	CT6	MAMINE	SAMY	POLE TECHNIQUE	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
40	CT1	AFFRIAT	JEAN MARC	POLE VOIRIE ESP PUBLIC CIRCU	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL

RANG	CT	NOM	PRENOM	AFFECTATION	TYPE AVANCEMENT	GRADE ORIGINE
41	CT2	HAMOU	JEAN MICHEL	PISCINE LES PENNES MIRABEAU	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
42	CT1	IBRAHIMA	SOULE	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
43	CT5	LAGACHE	PEGGY	DGA AFF GENER MOYENS GENERAUX	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
44	CT6	SPERDUTO	FLORIAN	POLE TECHNIQUE	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
45	CT1	GRAS	PHILIPPE	POLE VOIRIE ESP PUBLIC CIRCU	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
46	CT1	ATTALI	FABRICE	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
47	CT2	BONNET	ANAI	EAP - DIR ADJ EXPLOIT TRAVAUX	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
48	CT1	MASSE	AYMERIC	POLE VOIRIE ESP PUBLIC CIRCU	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
49	CT2	GAUREL	PATRICE	DIR SUPPORTS ET DEVELOPPEMENT	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
50	CT1	RAHMANI	HEDDY	POLE VOIRIE ESP PUBLIC CIRCU	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
51	CT2	LUVERA	ROBERT	COLL - CENTRE OPERAT SUD EST	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
52	CT1	TOGNARELLI	FRANCK	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
53	CT1	KABASSAKALIAN	JEAN-MARC	POLE VOIRIE ESP PUBLIC CIRCU	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
54	CT2	MANEILLE	JULIEN	COLL - CENTRE OPERAT CENTRE	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
55	CT1	POGGIONI	DAVID	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
56	CT2	TRICOTEAUX	EMILIE	DIR EAU ASSAINISSEMENT PLUVIAL	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
57	CT1	BERBIGUIER	ALEXANDRE	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
58	CT2	ARMITANO	DAVID	COLL - CENTRE OPERAT CENTRE	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
59	CT1	MARQUES-FAYOLLE	JEAN MICHEL	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
60	CT2	LAMBERT	FREDERIC	COLL - CENTRE OPERAT CENTRE	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
61	CT1	CAMPANA	PIERRE	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
62	CT1	RIEUTORD SPINOSA	FABRICE	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
63	CT2	BELKOLLI	MABROUK	PISCINE AIX - Claude Bollet	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
64	CT1	PELISSIER	LUC	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
65	CT2	LERDA	ROBERT	PISCINE AIX - Claude Bollet	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
66	CT1	CASABURI	ANTHONY	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
67	CT2	LIONS	YOLANDE	DIRECTION TRAITEMENT DECHETS	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
68	CT1	BOHBOT	SERGE	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
69	CT2	BENTOUMI	MOHAMMED	DIR EAU ASSAINISSEMENT PLUVIAL	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
70	CT1	BENHAMOU	FREDERIC	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
71	CT1	MEDINA	ERIC	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
72	CT1	D ORAZIO	FREDERIC	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
73	CT1	LO FARO	HERVE	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
74	CT1	ROLDOS	THIERRY	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
75	CT1	COSTA	MICHAEL	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
76	CT1	CAUSSAT	LAURENT	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
77	CT1	MEZIANE	MEDHI	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
78	CT1	TROTOBAS	THIERRY	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
79	CT1	COSTA	LUDOVIC	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
80	CT1	MEGHAZI	AZZEDINE	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
81	CT1	CRAVERO	CLEMENT	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
82	CT1	MNAMDJ	MOHAMED	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
83	CT1	LAATEUR	SAMIR	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL

RANG	CT	NOM	PRENOM	AFFECTATION	TYPE AVANCEMENT	GRADE ORIGINE
84	CT1	ALVARES	CHRISTOPHE	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
85	CT1	AGUENI	LINDA	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
86	CT1	SARR	SAMBA	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
87	CT1	REVOUX	WILLIAM	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
88	CT1	THEVENET	THIERRY	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
89	CT1	ISAIA	PHILIPPE	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
90	CT1	DI PIETRO	DIDIER	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
91	CT1	DANG-VAN-TUAN	JEAN-MICHEL	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
92	CT1	BAILE	RUDY	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
93	CT1	THEVENET	SERGE	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
94	CT1	LIENERT	JONATHAN	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
95	CT1	SANTIAGO	FRANCOIS	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
96	CT1	JULIEN	DIDIER	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
97	CT1	BERTRAND	JULIEN	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
98	CT1	FERRAT	RABAH	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
99	CT1	SANTIAGO	JEAN ANTOINE	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
100	CT1	BALDE	SAMBA	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
101	CT1	LUCHINI	CHRISTOPHE	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
102	CT1	BORGES ANDRADE	ADILSON	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
103	CT1	PORTE	FRANCK	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
104	CT1	FARISSI	HAMED	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
105	CT1	FAIOLA	LIONEL	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
106	CT1	STECOA	OLIVIER	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
107	CT1	GALINDO	ROMAIN	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
108	CT1	PORTE	REMI	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
109	CT1	HEDDADI	AHMED	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
110	CT1	BOURDEL	SEBASTIEN	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
111	CT1	SAHNOUNE	SOPHIEL	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
112	CT1	ZENDJI-RAMASA	RAHIM	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
113	CT1	AGGOUNE	NICOLAS	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
114	CT1	CREISMEAS	ROMAIN	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
115	CT1	GOSSOT	THOMAS	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
116	CT1	YEBDRI	BOUMEDIENNE	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
117	CT1	MINGALLON	ROMAIN	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
118	CT1	BARONE	DIMITRI	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
119	CT1	CLEMENT	GAEL	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
120	CT1	MSA	ISMAEL	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
121	CT1	ABIDALI	SOFIANE	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
122	CT1	CORBANI	JEREMY	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
123	CT1	MENEY	MAXIME	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
124	CT1	ALFIERO	ANTHONY	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
125	CT1	MANACH	JULIEN	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVG examen	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
126	CT1	PISANI	PASCAL	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL

RANG	CT	NOM	PRENOM	AFFECTATION	TYPE AVANCEMENT	GRADE ORIGINE
127	CT1	CURRENTI	JULIEN	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
128	CT1	SIMON	SEBASTIEN	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
129	CT1	BENAMAR	KARIM	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
130	CT1	BATTUNG	STEEVE	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
131	CT1	ROMOLACCI	NICOLAS	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVG examen	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
132	CT1	AIMAR	LAURENT	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVG examen	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
133	CT1	ALBERTINI	ANTOINE	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVG examen	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
134	CT1	GUALINA	CHRISTOPHE	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVG examen	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
135	CT1	GARCIA	JONATHAN	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
136	CT1	AIMAR	SEBASTIEN	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
137	CT1	BERNIS	BRUNO	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
138	CT1	BOUHANA	MARC	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
139	CT1	SAHNOUNE	NORIA	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL

**TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE
D'ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL DE 1ERE CLASSE
AU CHOIX**

**La Présidente,
Vu**

- le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-9
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80
- le décret n°2006-1691 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux
- le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine VASSAL en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 18 juin 2018

Arrête

Article 1^{er} :

Le tableau annuel d'avancement établi au titre de l'année 2019 pour l'accès au grade d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe au choix, est fixé conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2 :

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux du siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés au Pharo - 58 Boulevard Charles Livon, 13007 Marseille.

Article 3 :

L'ampliation de cet arrêté sera adressée à l'agent comptable de la Collectivité.

Article 4 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le requérant peut saisir le Tribunal administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr.

Fait à Marseille, le

15 JUL. 2019

Martine VASSAL

CATEGORIE C - Groupe hiérarchique 2

Proposition de tableau d'avancement pour l'accès au grade d'adjoint technique principal 1ère classe par voie au choix

RANG	CT	NOM	PRENOM	AFFECTATION	TYPE AVANCEMENT	GRADE ORIGINE
1	CT1	PAREGNO	CYRIL	DGA DEV URBAIN STRATEG TERRIT	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
2	CT2	ORLANDO	LUCIEN	COLL- CENTRE OPERAT SUD OUEST	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
3	CT6	EYMARD	OLIVIER	POLE TECHNIQUE	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
4	CT1	BENCHOUAR	NACER	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
5	CT4	POUCEL	JEAN-MARC	POLE PROXIMITE ET SERVICE A L'	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
6	CT4	PAULET	BRUNO	POLE PROXIMITE ET SERVICE A L'	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
7	CT3	ALPHONSE	CHRISTOPHE	POLE EAU, ASSAINISSEMENT, DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
8	CT5	CLEMENT	CLAUDE	POLE TECHNIQUE	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
9	CT1	PISCHEDDA	ERIC	POLE VAL ET DEV URB	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
10	CT1	BEMERIE	LABIB	POLE VOIRIE ESP PUBLIC CIRCU	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
11	CT1	GARCIA	MARC	DGA DEV URBAIN STRATEG TERRIT	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
12	CT2	ROCCHIA	FRÉDÉRIC	DIR EAU ASSAINISSEMENT PLUVIAL	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
13	CT1	ARNAUD	ERIC	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
14	CT3	BOUREY	FLORENT	POLE EAU, ASSAINISSEMENT, DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
15	CT5	PONCET	PATRICK	DGA AFF GENER MOYENS GENERAUX	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
16	CT2	SCOTTO	JEAN-PHILIPPE	COLL- CENTRE OPERAT SUD OUEST	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
17	CT1	BENADJI	CLAUDE	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
18	CT3	MOREL	AUBIN	POLE EAU, ASSAINISSEMENT, DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
19	CT6	PONCE	SEBASTIEN	POLE TECHNIQUE	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
20	CT5	KOT	HERVE	DGA DEV URBAIN STRATEG TERRIT	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
21	CT1	DEVEDU	BENJAMIN	DGA DEV URBAIN STRATEG TERRIT	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
22	CT1	CANDELA	CHRISTIAN	POLE VOIRIE ESP PUBLIC CIRCU	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
23	CT2	BOUNABI	SALIM	COLL - CENTRE OPERAT CENTRE	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
24	CT1	BONDA	GERARD	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
25	CT3	BENSENIA	MOHAMED	POLE EAU, ASSAINISSEMENT, DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
26	CT6	VAUGE	DAVID	POLE TECHNIQUE	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
27	CT5	PIGNATEL	LUDIVINE	DGA AFF GENER MOYENS GENERAUX	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
28	CT1	PADILLA	REGIS	POLE VOIRIE ESP PUBLIC CIRCU	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
29	CT2	TULASNE	CYRIL	COLL- CENTRE OPERAT SUD OUEST	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
30	CT1	CAMIZULI	DIDIER	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
31	CT6	CARLES	MICHAEL	POLE TECHNIQUE	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
32	CT5	MEBARKI	AFIA	DGA AFF GENER MOYENS GENERAUX	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
33	CT1	MASSARO	PASCAL	POLE VOIRIE ESP PUBLIC CIRCU	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
34	CT2	BELHOUT	JEAN KHADER	COLL - CENTRE OPERAT SUD EST	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
35	CT1	LAGADEC	GERARD	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
36	CT6	BARNEAUD	LOIC	POLE TECHNIQUE	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
37	CT5	GALTIERI	VERONIQUE	DGA AFF GENER MOYENS GENERAUX	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
38	CT3	ANFRIANI	MATHIEU	POLE SPORT	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
39	CT1	DIDIER	RODOLPHE	POLE VOIRIE ESP PUBLIC CIRCU	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL

RANG	CT	NOM	PRENOM	AFFECTATION	TYPE AVANCEMENT	GRADE ORIGINE
40	CT2	MARTINEZ	OLIVIER	COLL - CENTRE OPERAT CENTRE	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
41	CT1	BALDETTI	GERARD	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
42	CT6	PERRONE	ERIC	POLE TECHNIQUE	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
43	CT3	PEREZ	JEAN CLAUDE		AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
44	CT5	GANDELIN-PARIS	MARIE-JOSEE	DGA AFF GENER MOYENS GENERAUX	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
45	CT1	DECOME	STEPHANE	POLE VOIRIE ESP PUBLIC CIRCU	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
46	CT2	PAOLI	MARCEL	COLL - CENTRE OPERAT SUD OUEST	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
47	CT1	MVE MEBALE	LIONEL	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
48	CT6	VALLIERE	ABEL MICHEL	POLE TECHNIQUE	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
49	CT2	CHENAFI	RIDA MALEK	COLL - CENTRE OPERAT CENTRE	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
50	CT1	D'ARCANGELO	ERIC	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
51	CT6	MARIE	ALEXANDRE	POLE TECHNIQUE	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
52	CT2	ROLLAND	PHILIPPE	COLL - CENTRE OPERAT NORD	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
53	CT1	PANZA	CHRISTOPHE	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
54	CT6	FOUGHALI	NORDINE	POLE TECHNIQUE	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
55	CT2	GHOZELAM	RACHID	COLL - CENTRE OPERAT NORD	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
56	CT1	MACCIOCU	MICHEL	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
57	CT6	CHOMBEAU	CHRISTIAN	POLE TECHNIQUE	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
58	CT2	BENYAGOUR	LAID	COLL - CENTRE OPERAT NORD	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
59	CT1	MIALLARET	JOHN	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
60	CT2	BELMADI	AHMED	COLL - CENTRE OPERAT CENTRE	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
61	CT1	PAGES	STEPHANE	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
62	CT6	DE VERA	JEAN-FRANCOIS	POLE AMENAGEMENT ET DEVELOPPEM	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
63	CT1	CARBONELL	NICOLAS	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
64	CT2	ANNETT	JEROME	PISCINE AIX - Claude Bollet	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
65	CT1	FRANCHINI	MICHEL	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
66	CT2	MOSTEFAOUI	HOCINE	DIR EAU ASSAINISSEMENT PLUVIAL	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
67	CT1	MUNOZ	VINCENT	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
68	CT2	KOUAHLI	SAHADALA	DIR EAU ASSAINISSEMENT PLUVIAL	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
69	CT1	ROLDAN	HERVE	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
70	CT2	SALINERO	STEPHANE	COLL - CENTRE OPERAT SUD OUEST	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
71	CT1	AGU	CHRISTOPHE	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
72	CT2	CONILL	PATRICE	COLL - CENTRE OPERAT SUD EST	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
73	CT1	ODERZO	LIONEL	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
74	CT1	SIGHIERI	DANIEL	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
75	CT1	PAVONI	LIONNEL	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
76	CT1	ABOUDOU	AMIRDINE	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
77	CT1	SANTONI	DANIEL	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
78	CT1	BERNARD	DAVID	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
79	CT1	YOUST	LAURENT	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
80	CT1	LIBRATI	JONATHAN	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
81	CT1	PIOLI	PAUL	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL

RANG	CT	NOM	PRENOM	AFFECTATION	TYPE AVANCEMENT	GRADE ORIGINE
82	CT1	BELHADJ	CHIEB	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
83	CT1	PICCIRILLO	RUDY	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
84	CT1	DIBENEDETTO	THIERRY	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
85	CT1	SAMMUT	FREDERIC	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
86	CT1	CARAMANOLIS	MAURICE	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
87	CT1	HELALI	MOHSEN	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
88	CT1	LAZZARINI	ERIC	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
89	CT1	BAGLIO	ERIC	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
90	CT1	COVI	ALFRED	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
91	CT1	SCHEMBRI	PHILIPPE	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
92	CT1	BELINSKY	STEPHANE	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
93	CT1	PINTO	ROGER	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
94	CT1	GALLEA	OLIVIER	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
95	CT1	SALVAIRE	THIERRY	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
96	CT1	BOUSMAHA	ABDELLAH	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
97	CT1	PANE	CHRISTIAN	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
98	CT1	COSTANTINI	PASCAL	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
99	CT1	DI MASE	PATRICK	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
100	CT1	GULLUDERE	JEAN	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
101	CT1	JOUNIAUX	PATRICK	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
102	CT1	PARRADO	STEVEN	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
103	CT1	GIANNONI	JEAN BAPTISTE	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
104	CT1	CASTILLO	ANTHONY	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
105	CT1	RUSSO	JEAN LUC	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
106	CT1	TOSTAIN	PAUL	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
107	CT1	VIAU	THIERRY	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
108	CT1	DESERT-BENSAID	BRUNO	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
109	CT1	MARTINEZ	CHRISTIAN	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
110	CT1	CAPOTOSTO	DOMINIQUE	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
111	CT1	CHAMBOEUF	SEBASTIEN	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
112	CT1	GIANGRECO	JEAN PIERRE	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
113	CT1	VIDAL	PATRICK	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
114	CT1	GUIDA	CLAUDE	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
115	CT1	MARI	NICOLAS	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
116	CT1	GIORDANO	STEPHANE RENE	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
117	CT1	LAMBOTTE	CYRIL	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
118	CT1	CAPMARTIN	CEDRIC	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
119	CT1	PILI	DOMINIQUE	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
120	CT1	BERTOLINI	JEAN-YVES	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
121	CT1	ADRIANO	CHRISTOPHE	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
122	CT1	DA LOMBA	JUAN ARMANDO	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
123	CT1	PERRONE	JULIEN	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL

RANG	CT	NOM	PRENOM	AFFECTATION	TYPE AVANCEMENT	GRADE ORIGINE
124	CT1	ERARD	YOHAN	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
125	CT1	KYPREOS	ALEXANDRE	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
126	CT1	FRANCIA	THIERRY	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
127	CT1	HALLAB	LAHOUSSINE	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
128	CT1	SEGURAN	FREDERIC	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
129	CT1	SCIUTTI	CYRIL	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
130	CT1	MOGHRAOUI	RAFIC-LAMINE	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
131	CT1	CHAUMET	GILLES	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
132	CT1	ALI MOUSSA	MOHAMED	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
133	CT1	MARRET	MAURICE	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
134	CT1	D'UVA	CHRISTOPHE	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
135	CT1	TEXIER	CLEMENT	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
136	CT1	MOULAI AMAR	ABDELHAMEN	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
137	CT1	COUSIN	HERVE	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
138	CT1	MAIORANA	BENJAMIN	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
139	CT1	BERAUD	SEBASTIEN	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
140	CT1	CHIAPELLO	JEAN MICHEL	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
141	CT1	SEGOVIA	GABRIEL	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
142	CT1	SALTALAMACCHIA	MICHEL	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
143	CT1	OUSFANE	MOHAMED YAZID	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
144	CT1	HERNANDEZ	FRANCOIS	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
145	CT1	ZAMPA	FRANCK	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
146	CT1	RAHA	MOHAMED	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
147	CT1	GAFFIOT	CORINNE	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
148	CT1	PRAYAL	LAURENT	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
149	CT1	GASSIN	VERONIQUE	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
150	CT1	AUGUGLIARO	FRANCOIS	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
151	CT1	SAHNOUNE	MOHAMED	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
152	CT1	PIRATONI	PATRICK	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
153	CT1	MARTINEZ	MARC	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
154	CT1	MORETTI	YVES	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
155	CT1	MENTASSER	SAMIR	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
156	CT1	CARIGA	JULIEN	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
157	CT1	PINAZO	JEAN BERNARD	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
158	CT1	MAZIRA	NORDINE	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
159	CT1	VASSEUR	GREGORY	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
160	CT1	DELESTRADE	SEBASTIEN	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
161	CT1	BRIATA	CLAUDE	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL

**TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE
D'ADJOINT D'ANIMATION PRINCIPAL DE 2EME
CLASSE AU CHOIX ET AVEC L'EXAMEN
PROFESSIONNEL**

**La Présidente,
Vu**

- le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-9
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80
- le décret n°2006-1693 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints d'animation territoriaux
- le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine VASSAL en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 18 juin 2019

Arrête

Article 1^{er} :

Le tableau annuel d'avancement établi au titre de l'année 2019 pour l'accès au grade d'adjoint d'animation principal de 2^{ème} classe au choix et avec l'examen professionnel, est fixé conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2 :

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux du siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés au Pharo - 58 Boulevard Charles Livon, 13007 Marseille.

Article 3 :

L'ampliation de cet arrêté sera adressée à l'agent comptable de la Collectivité.

Article 4 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le requérant peut saisir le Tribunal administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr.

Fait à Marseille, le

15 JUL. 2019

Martine VASSAL

CATEGORIE C - Groupe hiérarchique 2

Proposition de tableau d'avancement pour l'accès au grade d'adjoint d'animation principal 2ème classe par voie au choix ou à l'examen professionnel

RANG	CT	NOM	PRENOM	AFFECTATION	TYPE AVANCEMENT	GRADE ORIGINE
1	CT5	GIRAUD	PATRICIA	POLE DYNAMIQUES URBAINES ET DE	AVG examen	ADJOINT TER. D'ANIMATION
2	CT5	SABON	MARJORIE	POLE DYNAMIQUES URBAINES ET DE	AVCT DE GRADE	ADJOINT TER. D'ANIMATION
3	CT2	COLOMAR	ANTHONY		AVCT DE GRADE	ADJOINT TER. D'ANIMATION

**TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE
D'ADJOINT D'ANIMATION PRINCIPAL DE 1ERE
CLASSE AU CHOIX**

**La Présidente,
Vu**

- le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-9
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80
- le décret n°2006-1693 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints d'animation territoriaux
- le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine VASSAL en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 18 juin 2019

Arrête

Article 1^{er} :

Le tableau annuel d'avancement établi au titre de l'année 2019 pour l'accès au grade d'adjoint d'animation principal de 1^{ère} classe au choix, est fixé conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2 :

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux du siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés au Pharo - 58 Boulevard Charles Livon, 13007 Marseille.

Article 3 :

L'ampliation de cet arrêté sera adressée à l'agent comptable de la Collectivité.

Article 4 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le requérant peut saisir le Tribunal administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr.

Fait à Marseille, le

15 JUL. 2019

Martine VASSAL

CATEGORIE C - Groupe hiérarchique 2

Proposition de tableau d'avancement pour l'accès au grade d'adjoint d'animation principal 1ère classe par voie au choix

RANG	CT	NOM	PRENOM	AFFECTATION	TYPE AVANCEMENT	GRADE ORIGINE
1	CT5	BOUTON	CHRISTOPHE		AVCT DE GRADE	ADJOINT TER. ANIM PPAL 2E CL

**TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE
D'ADJOINT DU PATRIMOINE PRINCIPAL DE 2EME CL
AVEC L'EXAMEN PROFESSIONNEL**

**La Présidente,
Vu**

- le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-9
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80
- le décret n°2006-1692 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints du patrimoine territoriaux
- le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine VASSAL en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- les listes d'admission à l'examen professionnel d'adjoint du patrimoine principal de 2ème classe
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 18 juin 2019

Arrête

Article 1^{er} :

Le tableau annuel d'avancement établi au titre de l'année 2019 pour l'accès au grade d'adjoint du patrimoine principal de 2^{ème} classe avec l'examen professionnel, est fixé conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2 :

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux du siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés au Pharo - 58 Boulevard Charles Livon, 13007 Marseille.

Article 3 :

L'ampliation de cet arrêté sera adressée à l'agent comptable de la Collectivité.

Article 4 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le requérant peut saisir le Tribunal administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr.

Fait à Marseille, le

15 JUIL. 2019

Martine VASSAL

CATEGORIE C - Groupe hiérarchique 2

Proposition de tableau d'avancement pour l'accès au grade d'adjoint du patrimoine principal 2ème classe par voie à l'examen professionnel

RANG	CT	NOM	PRENOM	AFFECTATION	TYPE AVANCEMENT	GRADE ORIGINE
1	CT5	ARAUJO	MARIE HELENE	POLE CULTURE ET SPORT	AVG examen	ADJOINT TERRITORIAL PATRIMOINE

RECUEIL
 2019
 PREF. 13

**LISTE D'APTITUDE
 AU TITRE DE LA PROMOTION INTERNE AU CHOIX ET
 A L'EXAMEN PROFESSIONNEL AU GRADE D'AGENT
 DE MAÎTRISE TERRITORIAL**

**La Présidente,
 Vu**

- le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-9
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80
- le décret n°88-547 du 6 mai 1988 portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux
- le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine VASSAL en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- les listes d'admission à l'examen professionnel d'agent de maîtrise territorial
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 18 juin 2019

Arrête

Article 1^{er} :

La liste d'aptitude de l'année 2019 établie au titre de la promotion interne au choix ou après examen professionnel, pour l'accès au grade d'agent de maîtrise territorial, est fixée conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2 :

La date d'effet de cette liste est fixée au 18 juin 2019.

Article 3 :

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux du siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés au Pharo - 58 Boulevard Charles Livon, 13007 Marseille.

Article 3 :

L'ampliation de cet arrêté sera adressée à l'agent comptable de la Collectivité.

Article 4 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le requérant peut saisir le Tribunal administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr.

Fait à Marseille, le

15 JUIL. 2019

Martine VASSAL

CATEGORIE C - Groupe hiérarchique 2

Proposition de liste d'aptitude pour l'accès au grade d'agent de maîtrise par voie au choix et à l'examen professionnel

CT	NOM	PRENOM	AFFECTATION	TYPE AVANCEMENT	GRADE ORIGINE
CT1	ACOURT	STEPHANE	DGA INNOVATION NUMERIQUE SI	Pl examen	ADJOINT TECH TER. PPAL 1E CL
CT5	ALARCON	VERONIQUE	DGA AFF GENER MOYENS GENERAUX	PROMO INTERNE	ADJOINT TECH TER. PPAL 1E CL
CT5	AMEKRAN	MARIE CLAUDE	DGA AFF GENER MOYENS GENERAUX	PROMO INTERNE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
CT1	ANTOINE	JEAN MICHEL	POLE VOIRIE ESP PUBLIC CIRCU	PROMO INTERNE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
CT1	ARCADIPANE	SAUVEUR	POLE VOIRIE ESP PUBLIC CIRCU	PROMO INTERNE	ADJOINT TECH TER. PPAL 1E CL
CT6	BATISTA	MANUEL	POLE TECHNIQUE	PROMO INTERNE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
CT2	BEAUPIN	MATHIAS	FSD - SERV INGENIERIE METIERS	PROMO INTERNE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
CT5	BELAID	RAZKI	DGA DEV URBAIN STRATEG TERRIT	Pl examen	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
CT1	BENCHOUDAR	NACER	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	PROMO INTERNE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
CT5	BERTOLINI-SCHIRKOFF	EMILIE	DGA DEV URBAIN STRATEG TERRIT	PROMO INTERNE	ADJOINT TECH TER. PPAL 1E CL
CT2	BOUDOUAYA	OMAR	DIR EAU ASSAINISSEMENT PLUVIAL	PROMO INTERNE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
CT5	BRAHIM	JEAN-CHRISTOPHE	POLE TECHNIQUE	PROMO INTERNE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
CT1	BRAVO	STEPHAN	DGA AFF GENER MOYENS GENERAUX	Pl examen	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
CT6	CANALE	ROMAIN	POLE TECHNIQUE	PROMO INTERNE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
CT1	CARRE	GEORGES	POLE VOIRIE ESP PUBLIC CIRCU	PROMO INTERNE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
CT1	DESBARRE	JOHAN	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	PROMO INTERNE	ADJOINT TECH TER. PPAL 1E CL
CT2	DRAOUZIA	MATHIEU	PISCINE VITROLLES	PROMO INTERNE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
CT5	DUFRESNE	ALI	DGA INNOVATION NUMERIQUE SI	PROMO INTERNE	ADJOINT TECH TER. PPAL 1E CL
CT1	D'UVA	CHRISTOPHE	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	Pl examen	ADJOINT TECH TER. PPAL 1E CL
CT3	EL GUAOUI	MOHAMED	POLE EAU, ASSAINISSEMENT, DECH	PROMO INTERNE	ADJOINT TECH TER. PPAL 1E CL
CT5	FARLIN	ERIC	DGA DEV URBAIN STRATEG TERRIT	Pl examen	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
CT5	FENIELLO	ANTHONY	DGA AFF GENER MOYENS GENERAUX	PROMO INTERNE	ADJOINT TECH TER. PPAL 1E CL
CT3	FERNANDEZ	CEDRIC	POLE DEVELOPPEMENT URBAIN	Pl examen	ADJOINT TECH TER. PPAL 1E CL
CT1	FIORENTINO	CHRISTIAN	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	Pl examen	ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL
CT5	FOULON	Sandrine	POLE CULTURE ET SPORT	PROMO INTERNE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
CT1	GALLEA	OLIVIER	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	PROMO INTERNE	ADJOINT TECH TER. PPAL 1E CL
CT2	GHOZELAM	RACHID	COLL - CENTRE OPERAT NORD	PROMO INTERNE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
CT5	GIRARD	THOMAS	POLE CULTURE ET SPORT	PROMO INTERNE	ADJOINT TECH TER. PPAL 1E CL
CT1	GIRARDIN	DANIEL	POLE EAU ET ASSAINISSEMENT	PROMO INTERNE	ADJOINT TECH TER. PPAL 1E CL
CT2	GOMEZ	RAPHAEL	COLL - CENTRE OPERAT CENTRE	Pl examen	ADJOINT TECH TER. PPAL 1E CL
CT6	GOMEZ	PASCAL	POLE TECHNIQUE	PROMO INTERNE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
CT1	HALAS	CHRISTOPHE	POLE EAU ET ASSAINISSEMENT	PROMO INTERNE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
CT2	HUBERT	CHRISTOPHE	DPNEAT SERV EXPOIT PAYS D'AIX	PROMO INTERNE	ADJOINT TECH TER. PPAL 1E CL
CT1	ISOARDO	VINCENT	POLE VOIRIE ESP PUBLIC CIRCU	Pl examen	ADJOINT TECH TER. PPAL 1E CL

CT	NOM	PRENOM	AFFECTATION	TYPE AVANCEMENT	GRADE ORIGINE
CT4	JAUFFRET	GUY	POLE PROXIMITE ET SERVICE A L`	PROMO INTERNE	ADJOINT TECH TER. PPAL 1E CL
CT3	JULLIEN	PASCAL		PI examen	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
CT1	KARAOGLANIAN	BRUNO	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	PROMO INTERNE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
CT4	KERBOUA	DJAMEL	POLE PROXIMITE ET SERVICE A L`	PROMO INTERNE	ADJOINT TEC TER PPAL 1E EE
CT5	KOT	HERVE	DGA DEV URBAIN STRATEG TERRIT	PROMO INTERNE	ADJOINT TECH TER. PPAL 1E CL
CT2	KOVALSKY	ANTOINE	DIR ASSAINISSEMENT PLUVIAL	PROMO INTERNE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
CT2	LANGLOIS	FREDERIC	COLL- CENTRE OPERAT SUD OUEST	PI examen	ADJOINT TECH TER. PPAL 1E CL
CT6	LASSORT	VINCENT	POLE TECHNIQUE	PROMO INTERNE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
CT1	LBYAD	RACHID	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	PROMO INTERNE	ADJOINT TECH TER. PPAL 1E CL
CT1	LEONETTI	ERIC	POLE VOIRIE ESP PUBLIC CIRCU	PROMO INTERNE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
CT1	MANFREDI	FRANCOIS	POLE VOIRIE ESP PUBLIC CIRCU	PROMO INTERNE	ADJOINT TECH TER. PPAL 1E CL
CT1	MARC	SEBASTIEN	DGA MOBILITE TRANSP ESP VOIRIE	PROMO INTERNE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
CT2	MARRO	GILBERT	DGADUST DGA DELEGUE	PI examen	ADJOINT TECH TER. PPAL 1E CL
CT1	MARTINEZ	GUILLAUME	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	PROMO INTERNE	ADJOINT TECH TER. PPAL 1E CL
CT1	MROIVILI	DINI	CABINET PRESIDENT CT1	PROMO INTERNE	ADJOINT TECH TER. PPAL 1E CL
CT1	NAAM	MOURAD	POLE EAU ET ASSAINISSEMENT	PROMO INTERNE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
CT1	NEMLA	DJAMEL	POLE EAU ET ASSAINISSEMENT	PROMO INTERNE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
CT2	NICHILO	ALDO	PISCINE PERTUIS	PI examen	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
CT2	NOLD	ERIC	COLL - CENTRE OPERAT CENTRE	PROMO INTERNE	ADJOINT TECH TER. PPAL 1E CL
CT1	PECORAI	FLORENT	POLE VOIRIE ESP PUBLIC CIRCU	PROMO INTERNE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
CT4	PEREZ	ERIC	POLE PROXIMITE ET SERVICE A L`	PROMO INTERNE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
CT1	PEREZ	DAVID	POLE VOIRIE ESP PUBLIC CIRCU	PROMO INTERNE	ADJOINT TECH TER. PPAL 1E CL
CT2	ROCCHIA	FRÉDÉRIC	DIR EAU ASSAINISSEMENT PLUVIAL	PROMO INTERNE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
CT1	ROMAN	FABRICE	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	PROMO INTERNE	ADJOINT TECH TER. PPAL 1E CL
CT4	ROSSI	FREDERIC	POLE PROXIMITE ET SERVICE A L`	PROMO INTERNE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
CT2	ROUSSEAUX	YANN	PISCINE LES PENNES MIRABEAU	PROMO INTERNE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
CT4	ROUSTAN	ALAIN	POLE PROXIMITE ET SERVICE A L`	PROMO INTERNE	ADJOINT TECH TER. PPAL 1E CL
CT3	SALVO	MATTHIEU	POLE EAU, ASSAINISSEMENT, DECH	PROMO INTERNE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
CT6	SCHIRRU	MARC	POLE TECHNIQUE	PROMO INTERNE	ADJOINT TECH TER. PPAL 1E CL
CT1	SAHNOUNE	MOHAMED	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	PROMO INTERNE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
CT3	TOURRETTE	ANDRE	POLE EAU, ASSAINISSEMENT, DECH	PROMO INTERNE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
CT5	VALLIERE	DENIS	POLE CULTURE ET SPORT	PROMO INTERNE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
CT6	VANDENBGAERDE	OLIVIER	DGA INNOVATION NUMERIQUE SI	PROMO INTERNE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
CT5	WIAME	DELPHINE	DGA AFF GENER MOYENS GENERAUX	PROMO INTERNE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL
CT1	SILVESTRI	ERIC	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	PROMO INTERNE	ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL

TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE D'AGENT DE MAÎTRISE PRINCIPAL

**La Présidente,
Vu**

- le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-9
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80
- le décret n°88-547 du 6 mai 1988 portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux
- le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine VASSAL en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 18 juin 2019

Arrête

Article 1^{er} :

Le tableau annuel d'avancement établi au titre de l'année 2019 pour l'accès au grade d'agent de maîtrise principal, est fixé conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2 :

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux du siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés au Pharo - 58 Boulevard Charles Livon, 13007 Marseille.

Article 3 :

L'ampliation de cet arrêté sera adressée à l'agent comptable de la Collectivité.

Article 4 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le requérant peut saisir le Tribunal administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr.

Fait à Marseille, le

15 JUL. 2019

Martine VASSAL

CATEGORIE C - Groupe hiérarchique 2

Proposition de tableau d'avancement pour l'accès au grade d'agent de maitrise principal par voie au choix

RANG	CT	NOM	PRENOM	AFFECTATION	TYPE AVANCEMENT	GRADE ORIGINE
1	CT1	REDOUANE	FREDERIC	DGA DEV URBAIN STRATEG TERRIT	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
2	CT2	OSMANI	MOHAMED	COLL - CENTRE OPERAT CENTRE	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
3	CT1	ZERBIB	JEAN LUC	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
4	CT1	NOLOT	FREDERIC	POLE INFRASTRUCTURES	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
5	CT4	HERAUD	ALEXANDRE JULIEN	POLE PROXIMITE ET SERVICE A L'	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
6	CT4	MARCAGGI	JEAN-CLAUDE	POLE PROJETS ET REALISATIONS	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
7	CT4	GOUIRAND	ALAIN	DGA AFF GENER MOYENS GENERAUX	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
8	CT5	APPARUIT	SOPHIE	POLE TECHNIQUE	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
9	CT1	DUMAS	PHILIPPE	POLE VOIRIE ESP PUBLIC CIRCU	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
10	CT2	VISENTIN	JEAN-PHILIPPE	COLL - CENTRE OPERAT CENTRE	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
11	CT6	GAULIN	EMMANUEL	POLE AMENAGEMENT ET DEVELOPPEM	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
12	CT1	PIERRE	SEBASTIEN	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
13	CT3	PORTE	JEREMY	POLE EAU, ASSAINISSEMENT, DECH	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
14	CT5	BONJEAN	BRUNISLAWA	POLE DYNAMIQUES URBAINES ET DE	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
15	CT1	DUPUY	ANTHONY	POLE VOIRIE ESP PUBLIC CIRCU	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
16	CT1	KOURANE	MALIK	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
17	CT2	PIANTINO	SEBASTIEN	EAP - DIR ADJ EXPLOIT TRAVAUX	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
18	CT5	COUBEL	DOMINIQUE	POLE CULTURE ET SPORT	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
19	CT6	ROMANOWSKI	JEAN-LUC	POLE TECHNIQUE	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
20	CT1	ANTON	ANDRE	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
21	CT2	AIELLO	LUCIEN	COLL - CENTRE OPERAT SUD OUEST	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
22	CT1	FAURE	JOSEPH	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
23	CT5	CIMINO	FRANCOISE	DGA AFF GENER MOYENS GENERAUX	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
24	CT1	BERNARDO	MARIO	POLE VOIRIE ESP PUBLIC CIRCU	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
25	CT2	RIVOIRE	NICOLAS	PISCINE AIX - Claude Bollet	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
26	CT1	MARTIN	BEATRICE	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
27	CT5	VOIZOT	MARC	DGA DEV URBAIN STRATEG TERRIT	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
28	CT2	CALLEJON	ALEXANDRE	COLL - CENTRE OPERAT SUD EST	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
29	CT1	GHRIBI	ADEL	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
30	CT5	BRUELL-MARTINEZ	DAVID	DGA DEV URBAIN STRATEG TERRIT	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
31	CT2	BENHAYED	SALEM	COLL - CENTRE OPERAT NORD	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
32	CT1	BORRIELLO	GERARD	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
33	CT5	LAFONT	BRICE	POLE CULTURE ET SPORT	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
34	CT2	SCIBELLI	LUC	PISCINE LES PENNES MIRABEAU	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
35	CT1	TECHER	THIERRY	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
36	CT5	GRANDCOIN	ERIC	POLE TECHNIQUE	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
37	CT1	FEVRE	GEORGES	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
38	CT2	CHASTAIN	JÉRÉMY	DIR EAU ASSAINISSEMENT PLUVIAL	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
39	CT5	ESTRUCH	WILLIAMS	POLE CULTURE ET SPORT	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
40	CT1	ORLANDO	JULIEN	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE

RANG	CT	NOM	PRENOM	AFFECTATION	TYPE AVANCEMENT	GRADE ORIGINE
41	CT2	OLIVER	STEPHANE	DIR EAU ASSAINISSEMENT PLUVIAL	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
42	CT5	COMPTE	JEAN-PHILIPPE	DGA DEV URBAIN STRATEG TERRIT	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
43	CT1	CORRAO	GERARD	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
44	CT2	HAMIDAOUI	NORDINE	DIR EAU ASSAINISSEMENT PLUVIAL	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
45	CT5	BONNET	SERGE	POLE TECHNIQUE	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
46	CT1	BENABDERRHAMANE	ABDELKADER	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
47	CT2	RIVAS	GERALD	DIR EAU ASSAINISSEMENT PLUVIAL	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
48	CT5	CLEMENT	ANGELIQUE	DGA AFF GENER MOYENS GENERAUX	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
49	CT1	BAUD	DENIS	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
50	CT2	DERIAZ	DAVID	DIR EAU ASSAINISSEMENT PLUVIAL	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
51	CT5	RAUL	SABINE	DGA RESSOURCES HUMAINES	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
52	CT1	CAILLOL	MARTINE	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
53	CT2	MINIMA	CLAUDE	MEDIATHEQUE DES CARMES	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
54	CT5	MARTINAGE	JEROME	POLE CULTURE ET SPORT	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
55	CT1	MUSSO	DOMINIQUE	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
56	CT5	DELILOUCA	FABRICE	POLE TECHNIQUE	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
57	CT1	PERRICONE	JEAN LUC	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
58	CT5	BICRAME	BRUNO	DGA DEV URBAIN STRATEG TERRIT	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
59	CT1	DELSANTO	PHILIPPE	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
60	CT5	PEREZ	MICHEL	POLE TECHNIQUE	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
61	CT1	TUPPO	LAURENT	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
62	CT5	BASILE	RENAUD	POLE CULTURE ET SPORT	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
63	CT1	AUDIBERT	CHRISTIAN	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
64	CT5	CABANNES	LUDOVIC	DGA DEV URBAIN STRATEG TERRIT	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
65	CT1	DUPEROIR	FREDERIC	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
66	CT5	ORY	PHILIPPE	POLE TECHNIQUE	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
67	CT1	SOLER	YOHANN	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
68	CT5	KHERACHI	NASSER	POLE CULTURE ET SPORT	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
69	CT1	PISTOI	MARC	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
70	CT5	CHENITI	FERHAT	POLE CULTURE ET SPORT	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
71	CT5	NICASTRO	CHRISTOPHE	POLE TECHNIQUE	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
72	CT5	CHENOT-GARCIN	JOEL	POLE TECHNIQUE	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
73	CT5	MONNEZ	PASCAL	DGA DEV URBAIN STRATEG TERRIT	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
74	CT5	MENA	PASCALE	DGA AFF GENER MOYENS GENERAUX	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
75	CT5	USERO	CAROLE	POLE TECHNIQUE	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE
76	CT1	AFFRE	GERARD	POLE VOIRIE ESP PUBLIC CIRCU	AVCT DE GRADE	AGENT DE MAITRISE

RECUEIL
2019
PREF. 13

**LISTE D'APTITUDE
AU TITRE DE LA PROMOTION INTERNE
AU GRADE DE REDACTEUR TERRITORIAL**

**La Présidente,
Vu**

- le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-9
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale
- le décret n°2012-924 du 30 juillet 2012, modifié, portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux
- le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine VASSAL en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 18 juin 2019

Arrête

Article 1^{er} :

La liste d'aptitude de l'année 2019 établie au titre de la promotion interne, pour l'accès au grade de rédacteur territorial, est fixée conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2 :

La date d'effet de cette liste est fixée au 18 juin 2019.

Article 3 :

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux du siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés au Pharo - 58 Boulevard Charles Livon, 13007 Marseille.

Article 4 :

L'ampliation de cet arrêté sera adressée à l'agent comptable de la Collectivité et au représentant de l'Etat dans le département.

Article 5 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le requérant peut saisir le Tribunal administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr.

Fait à Marseille, le

15 JUL. 2019

Martine VASSAL

CATEGORIE B - Groupe hiérarchique 3

Proposition de liste d'aptitude pour l'accès au grade de rédacteur par voie au choix

CT	NOM	PRENOM	AFFECTATION	TYPE AVANCEMENT	GRADE ORIGINE
CT1	DER ARSENIAN	SYLVIE	POLE VOIRIE ESP PUBLIC CIRCU	PROMO INTERNE	ADJOINT ADMINIS.TER.PL.1E
CT2	FOSSARD	MARTINE	POLE CULTURE ET SPORTS	PROMO INTERNE	ADJOINT ADMINIS.TER.PL.1E
CT5	LAFORET	SANDRA	DGA FINANCES ET BUDGET	PROMO INTERNE	ADJOINT ADMINIS.TER.PL.1E
CT1	MOURIES	AUDREY	CABINET	PROMO INTERNE	ADJOINT ADMINIS.TER.PL.1E

**TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE
DE REDACTEUR PRINCIPAL DE 2EME CLASSE AU
CHOIX ET AVEC L'EXAMEN PROFESSIONNEL**

**La Présidente,
Vu**

- le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-9
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80
- le décret n° 2012-924 du 30 juillet 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux
- le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine VASSAL en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- les listes d'admission à l'examen professionnel de rédacteur principal de 2ème classe
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 18 juin 2019

Arrête

Article 1^{er} :

Le tableau annuel d'avancement établi au titre de l'année 2019 pour l'accès au grade de rédacteur principal de 2^{ème} classe au choix et avec l'examen professionnel, est fixé conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2 :

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux du siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés au Pharo - 58 Boulevard Charles Livon, 13007 Marseille.

Article 3 :

L'ampliation de cet arrêté sera adressée à l'agent comptable de la Collectivité.

Article 4 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à Marseille, le

15 JUL. 2019

Martine VASSAL

CATEGORIE B - Groupe hiérarchique 4

Proposition de tableau d'avancement pour l'accès au grade de rédacteur principal de 2ème classe par voie au choix et à l'examen professionnel

RANG	CT	NOM	PRENOM	AFFECTATION	TYPE AVANCEMENT	GRADE ORIGINE
1	CT1	AUBERT	CELINE	DGA DEV URBAIN STRATEG TERRIT	AVCT DE GRADE	REDACTEUR
2	CT1	GALVAN	MARIE-CLAIRE	DGA MOBILITE TRANSP ESP VOIRIE	AVCT DE GRADE	REDACTEUR
3	CT1	MOULIN	HELENE	DGA FINANCES ET BUDGET	AVCT DE GRADE	REDACTEUR
4	CT1	CRISTAU	CORINNE	DGA RESSOURCES HUMAINES	AVCT DE GRADE	REDACTEUR
5	CT1	SCHILLACI	JOCELYNE	POLE VAL ET DEV URB	AVG examen	REDACTEUR
6	CT1	PAGE	PIERRE	POLE INFRASTRUCTURES	AVG examen	REDACTEUR
7	CT6	BALUSSOU	MARGARET	DGS DELEGUEE	AVCT DE GRADE	REDACTEUR
8	CT2	DUCHESNE	GERALDINE	DIRECTION TRAITEMENT DECHETS	AVCT DE GRADE	REDACTEUR
9	CT5	BONET	MARTINE	POLE CULTURE ET SPORT	AVCT DE GRADE	REDACTEUR
10	CT5	LAZZARONI	MICHELLE	DGA RESSOURCES HUMAINES	AVCT DE GRADE	REDACTEUR
11	CT1	EL JAOUADI	DALILA	POLE VAL ET DEV URB	AVG examen	REDACTEUR
12	CT1	GALLO	STEPHANE	POLE VAL ET DEV URB	AVCT DE GRADE	REDACTEUR

**TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE
DE REDACTEUR PRINCIPAL DE 1ERE CLASSE AU
CHOIX ET AVEC EXAMEN PROFESSIONNEL**

**La Présidente,
Vu**

- le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-9
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80
- le décret n° 2012-924 du 30 juillet 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux
- le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine VASSAL en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- les listes d'admission à l'examen professionnel de rédacteur principal de 1ère classe
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 18 juin 2019

Arrête

Article 1^{er} :

Le tableau annuel d'avancement établi au titre de l'année 2019 pour l'accès au grade de rédacteur principal de 1^{ère} classe au choix et avec examen professionnel, est fixé conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2 :

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux du siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés au Pharo - 58 Boulevard Charles Livon, 13007 Marseille.

Article 3 :

L'ampliation de cet arrêté sera adressée à l'agent comptable de la Collectivité.

Article 4 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à Marseille, le

15 JUIL. 2019

Martine VASSAL

CATEGORIE B - Groupe hiérarchique 4

Proposition de tableau d'avancement pour l'accès au grade de rédacteur principal de 1ère classe par voie au choix et à l'examen professionnel

RANG					TYPE	
	CT	NOM	PRENOM	AFFECTATION	AVANCEMENT	GRADE ORIGINE
1	CT1	CABON	JEAN-YVES	DGA RESSOURCES HUMAINES	AVCT DE GRADE	REDACTEUR PRINCIPAL 2EME CL
2	CT1	SORRENTI	BRUNO	DGA FINANCES ET BUDGET	AVCT DE GRADE	REDACTEUR PRINCIPAL 2EME CL
3	CT1	TAGLIANTE S	SOPHIE	POLE EAU ET ASSAINISSEMENT	AVG examen	REDACTEUR PRINCIPAL 2EME CL
4	CT1	CARBONEL	BRIGITTE	POLE INFRASTRUCTURES	AVCT DE GRADE	REDACTEUR PRINCIPAL 2EME CL
5	CT1	MORON	OLIVIER	POLE INFRASTRUCTURES	AVG examen	REDACTEUR PRINCIPAL 2EME CL
6	CT1	BOYE-COURT	VERONIQUE	DGA COMM PUBLIQ AFFAIRE JURID	AVCT DE GRADE	REDACTEUR PRINCIPAL 2EME CL
7	CT2	PIRRERA	AURELIE	DIRECTION DES MOYENS GENERAUX	AVG examen	REDACTEUR PRINCIPAL 2EME CL
8	CT5	LLANERAS	GISELE	DGA RESSOURCES HUMAINES	AVCT DE GRADE	REDACTEUR PRINCIPAL 2EME CL
9	CT2	ESCANILLA	SAMUEL	DIR RESSOURCES	AVCT DE GRADE	REDACTEUR PRINCIPAL 2EME CL
10	CT1	RUOPPOLO	CELINE	POLE EAU ET ASSAINISSEMENT	AVCT DE GRADE	REDACTEUR PRINCIPAL 2EME CL
11	CT5	ARMITANO	FABIENNE	POLE CULTURE ET SPORT	AVCT DE GRADE	REDACTEUR PRINCIPAL 2EME CL
12	CT2	PAOLI	CLAUDINE	DGA FINANCES ET BUDGET	AVCT DE GRADE	REDACTEUR PRINCIPAL 2EME CL

LISTE D'APTITUDE
AU TITRE DE LA PROMOTION INTERNE
AU GRADE DE TECHNICIEN TERRITORIAL

La Présidente,

- le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-9
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale
- le décret n°2010-1357 du 9 novembre 2010, modifié, portant statut particulier du cadre d'emplois des techniciens territoriaux
- le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine VASSAL en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 18 juin 2019

Arrête

Article 1^{er} :

La liste d'aptitude de l'année 2019 établie au titre de la promotion interne, pour l'accès au grade de technicien territorial, est fixée conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2 :

La date d'effet de cette liste est fixée au 18 juin 2019.

Article 3 :

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux du siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés au Pharo - 58 Boulevard Charles Livon, 13007 Marseille.

Article 4 :

L'ampliation de cet arrêté sera adressée à l'agent comptable de la Collectivité et au représentant de l'Etat dans le département.

Article 5 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le requérant peut saisir le Tribunal administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr.

Fait à Marseille, le 15 JUL. 2019

Martine VASSAL

CATEGORIE B - Groupe hiérarchique 3

Proposition de liste d'aptitude pour l'accès au grade de technicien par voie au choix

CT	Nom	Prénom	Affectation	Type d'avancement	Grade d'origine
CT5	BALDYS	FRANCK	DGA DEV URBAIN STRATEG TERRIT	PROMO INTERNE	AGENT DE MAITRISE
CT2	NERCESSIAN	REMY		PROMO INTERNE	AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL

LISTE D'APTITUDE
AU TITRE DE LA PROMOTION INTERNE
AU GRADE DE TECHNICIEN TERRITORIAL PRINCIPAL
DE 2EME CLASSE AVEC L'EXAMEN PROFESSIONNEL

La Présidente,
Vu

- le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-9
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale
- le décret n°2010-1357 du 9 novembre 2010, modifié, portant statut particulier du cadre d'emplois des techniciens territoriaux
- le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine VASSAL en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- les listes d'admission à l'examen professionnel de technicien territorial principal de 2ème classe
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 18 juin 2019

Arrête

Article 1^{er} :

La liste d'aptitude de l'année 2019 établie au titre de la promotion interne, pour l'accès au grade de technicien territorial principal de 2^{ème} classe à l'examen professionnel, est fixée conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2 :

La date d'effet de cette liste est fixée au 18 juin 2019.

Article 3 :

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux du siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés au Pharo - 58 Boulevard Charles Livon, 13007 Marseille.

Article 4 :

L'ampliation de cet arrêté sera adressée à l'agent comptable de la Collectivité et au représentant de l'Etat dans le département.

Article 5 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le requérant peut saisir le Tribunal administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr.

Fait à Marseille, le

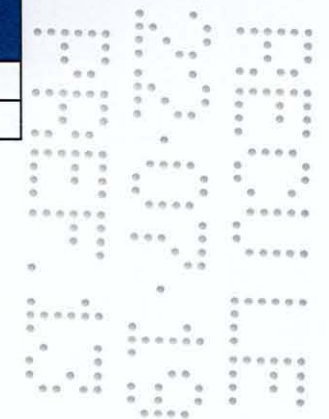
15 JUL. 2019

Martine VASSAL

CATEGORIE B - Groupe hiérarchique 4

Proposition de liste d'aptitude pour l'accès au grade de technicien principal de 2ème classe par voie à l'examen professionnel

CT	NOM	PRENOM	AFFECTATION	TYPE AVANCEMENT	GRADE ORIGINE
CT1	BARBOLOSI	JEAN FRANCOIS	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	PI examen	AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL
CT1	DI MAIO	GILLES	POLE EAU ET ASSAINISSEMENT	PI examen	AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL



**TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE
DE TECHNICIEN PRINCIPAL DE 1ERE CLASSE AU
CHOIX**

**La Présidente,
Vu**

- le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-9
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80
- le décret n° 2010-1357 du 9 novembre 2010 portant statut particulier du cadre d'emplois des techniciens territoriaux
- le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine VASSAL en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 18 juin 2019

Arrête

Article 1^{er} :

Le tableau annuel d'avancement établi au titre de l'année 2019 pour l'accès au grade de technicien principal de 1^{ère} classe au choix, est fixé conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2 :

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux du siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés au Pharo - 58 Boulevard Charles Livon, 13007 Marseille.

Article 3 :

L'ampliation de cet arrêté sera adressée à l'agent comptable de la Collectivité.

Article 4 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à Marseille, le

15 JUIL. 2019

Martine VASSAL



CATEGORIE B - Groupe hiérarchique 4

Proposition de tableau d'avancement pour l'accès au grade de technicien principal de 1ère classe par voie au choix

RANG	CT	NOM	PRENOM	TYPE AVANCEMENT	GRADE ORIGINE	AFFECTATION
1	CT1	FEBREY	MAXIME	AVCT DE GRADE	TECHNICIEN PRINCIPAL 2EME CL	POLE EAU ET ASSAINISSEMENT

**TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE
D'ANIMATEUR PRINCIPAL DE 1ERE CLASSE AU
CHOIX ET AVEC EXAMEN PROFESSIONNEL**

**La Présidente,
Vu**

- le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-9
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80
- le décret n° 2011-558 du 20 mai 2011 portant statut particulier du cadre d'emplois des animateurs territoriaux
- le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine VASSAL en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- les listes d'admission à l'examen professionnel d'animateur principal de 1ère classe
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 18 juin 2019

Arrête

Article 1^{er} :

Le tableau annuel d'avancement établi au titre de l'année 2019 pour l'accès au grade d'animateur principal de 1^{ère} classe au choix et à l'examen professionnel, est fixé conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2 :

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux du siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés au Pharo - 58 Boulevard Charles Livon, 13007 Marseille.

Article 3 :

L'ampliation de cet arrêté sera adressée à l'agent comptable de la Collectivité.

Article 4 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le requérant peut saisir le Tribunal administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr.

Fait à Marseille, le

15 JUL. 2019

Martine VASSAL



CATEGORIE B - Groupe hiérarchique 4

Proposition de tableau d'avancement pour l'accès au grade d'animateur principal de 1ère classe par voie au choix et à l'examen

RANG	CT	NOM	PRENOM	AFFECTATION	TYPE AVANCEMENT	GRADE ORIGINE
1	CT1	REINETTE	MYLENE	POLE EAU ET ASSAINISSEMENT	AVCT DE GRADE	ANIMATEUR PRINCIPAL 2EME CL
2	CT6	ROUBIEU	SANDRINE	POLE AMENAGEMENT ET DEVELOPPEM	AVCT DE GRADE	ANIMATEUR PRINCIPAL 2EME CL
3	CT5	GABELIER	PASCALE	POLE DYNAMIQUES URBAINES ET DE	AVG examen	ANIMATEUR PRINCIPAL 2EME CL
4	CT5	KEHIHA	FATIR ABDELKADER	POLE DYNAMIQUES URBAINES ET DE	AVCT DE GRADE	ANIMATEUR PRINCIPAL 2EME CL

**TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE
D'EDUCATEUR DES ACTIVITES PHYSIQUES ET
SPORTIVES PRINCIPAL DE 1ERE CLASSE AU CHOIX
ET AVEC L'EXAMEN PROFESSIONNEL**

**La Présidente,
Vu**

- le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-9
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80
- le décret n° 2011-605 du 30 mai 2011 portant statut particulier du cadre d'emplois des éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives
- le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine VASSAL en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- les listes d'admission à l'examen professionnel d'éducateur des activités physiques et sportives principal de 1ère classe
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 18 juin 2019

Arrête

Article 1^{er} :

Le tableau annuel d'avancement établi au titre de l'année 2019 pour l'accès au grade d'éducateur des activités physiques et sportives principal de 1^{ère} classe au choix et à l'examen professionnel, est fixé conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2 :

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux du siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés au Pharo - 58 Boulevard Charles Livon, 13007 Marseille.

Article 3 :

L'ampliation de cet arrêté sera adressée à l'agent comptable de la Collectivité.

Article 4 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le requérant peut saisir le Tribunal administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr.

Fait à Marseille, le

15 JUL. 2019

Martine VASSAL

CATEGORIE B - Groupe hiérarchique 4

Proposition de tableau d'avancement pour l'accès au grade d'éducateur principal des APS de 1ère classe par voie au choix et à l'examen

RANG	CT	NOM	PRENOM	AFFECTATION	TYPE AVANCEMENT	GRADE ORIGINE
1	CT2	PAULUS	TRISTAN MANUEL	PISCINES	AVG examen	EDUCATEUR TER. APS PL 2EME CL
2	CT2	AUREILLE	CHRISTELLE	PISCINES	AVCT DE GRADE	EDUCATEUR TER. APS PL 2EME CL
3	CT2	BOTOSEZZY	ALAIN	PISCINES	AVCT DE GRADE	EDUCATEUR TER. APS PL 2EME CL
4	CT2	DE GREEF	JEAN LUC	PISCINES	AVG examen	EDUCATEUR TER. APS PL 2EME CL
5	CT2	ORECCHIONI	ASTRID	PISCINES	AVCT DE GRADE	EDUCATEUR TER. APS PL 2EME CL
6	CT2	JULLIAN	JEAN-PIERRE	PISCINES	AVCT DE GRADE	EDUCATEUR TER. APS PL 2EME CL
7	CT2	CAPPELAERE	ARISTIDE	PISCINES	AVCT DE GRADE	EDUCATEUR TER. APS PL 2EME CL
8	CT3	TAILLANDIER	ERIC	POLE SPORT	AVCT DE GRADE	EDUCATEUR TER. APS PL 2EME CL

**TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE
D'ASSISTANT DE CONSERVATION DU PATRIMOINE
PRINCIPAL 2EME CLASSE AU CHOIX ET A L'EXAMEN
PROFESSIONNEL**

**La Présidente,
Vu**

- le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-9
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80
- le décret n°2011-1682 du 23 novembre 2011 portant statut particulier du cadre d'emplois des assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques
- le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine VASSAL en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- les listes d'admission à l'examen professionnel d'assistant de conservation du patrimoine principal de 2^{ème} classe
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 18 juin 2019

Arrête

Article 1^{er} :

Le tableau annuel d'avancement établi au titre de l'année 2019 pour l'accès au grade d'assistant de conservation du patrimoine principal 2^{ème} classe au choix et à l'examen professionnel, est fixé conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2 :

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux du siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés au Pharo - 58 Boulevard Charles Livon, 13007 Marseille.

Article 3 :

L'ampliation de cet arrêté sera adressée à l'agent comptable de la Collectivité.

Article 4 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le requérant peut saisir le Tribunal administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr.

Fait à Marseille, le

Martine VASSAL



CATEGORIE B - Groupe hiérarchique 4

Proposition de tableau d'avancement pour l'accès au grade d'assistant de conservation du patrimoine de 2ème classe par voie au choix et à l'examen

RANG	CT	NOM	PRENOM	AFFECTATION	TYPE AVANCEMENT	GRADE ORIGINE
1	CT1	MONTRESOR	JEAN PIERRE	DGA DEV ECO ET ATTR DU TERR	AVCT DE GRADE	ASSISTANT DE CONSERVATION
2	CT5	ABDELALI	KARIM	POLE CULTURE ET SPORT	AVG examen	ASSISTANT DE CONSERVATION
3	CT5	AVALLE	ARLETTE	POLE CULTURE ET SPORT	AVCT DE GRADE	ASSISTANT DE CONSERVATION
4	CT5	FOSCO	PIERRE	POLE CULTURE ET SPORT	AVCT DE GRADE	ASSISTANT DE CONSERVATION

TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE D'ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF PRINCIPAL AU CHOIX

La Présidente,
Vu

- le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-9
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80
- le décret n°2017-901 du 9 mai 2017 portant statut particulier du cadre d'emplois des assistants territoriaux socio-éducatifs
- le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine VASSAL en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 18 juin 2019

Arrête

Article 1^{er} :

Le tableau annuel d'avancement établi au titre de l'année 2019 pour l'accès au grade d'assistant socio-éducatif principal au choix, est fixé conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2 :

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux du siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés au Pharo - 58 Boulevard Charles Livon, 13007 Marseille.

Article 3 :

L'ampliation de cet arrêté sera adressée à l'agent comptable de la Collectivité.

Article 4 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le requérant peut saisir le Tribunal administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr.

Fait à Marseille, le

15 JUL. 2018

Martine VASSAL

CATEGORIE A - Groupe hiérarchique 5

Proposition de tableau d'avancement pour l'accès au grade d'assistant socio-éducatif principal par voie au choix

RANG	CT	NOM	PRENOM	AFFECTATION	TYPE AVANCEMENT	GRADE ORIGINE
1	CT1	GOUVERNET	JULIE	POLE VAL ET DEV URB	AVCT DE GRADE	ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF
2	CT1	ABRIAS	LUDIWINE	DGA DEV URBAIN STRATEG TERRIT	AVCT DE GRADE	ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF

LISTE D'APTITUDE
AU TITRE DE LA PROMOTION INTERNE
AU GRADE D'ATTACHE TERRITORIAL

La Présidente,
Vu

- le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-9
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale
- le décret n° 87-1099 du 30 décembre 1987, modifié, portant statut particulier des attachés territoriaux
- le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine VASSAL en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 18 juin 2019

Arrête

Article 1^{er} :

La liste d'aptitude de l'année 2019 établie au titre de la promotion interne, pour l'accès au grade d'attaché territorial, est fixée conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2 :

La date d'effet de cette liste est fixée au 18 juin 2019.

Article 3 :

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux du siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés au Pharo- 58 Boulevard Charles Livon, 13007 Marseille.

Article 4 :

L'ampliation de cet arrêté sera adressée à l'agent comptable de la Collectivité et au représentant de l'Etat dans le département.

Article 5 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le requérant peut saisir le Tribunal administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr.

Fait à Marseille, le

15 JUL. 2019

Martine VASSAL

CATEGORIE A - Groupe hiérarchique 5

Proposition de liste d'aptitude pour l'accès au grade d'attaché par voie au choix

CT	NOM	PRENOM	AFFECTATION	TYPE AVANCEMENT	GRADE ORIGINE
CT1	BANCHETTI	MARIE ANGE	DGA AFF GENER MOYENS GENERAUX	PROMO INTERNE	REDACTEUR PRINCIPAL 1ERE CL
CT2	BERGERET	MARIAM	DGA RESSOURCES HUMAINES	PROMO INTERNE	REDACTEUR PRINCIPAL 1ERE CL
CT1	CARCHON	STEPHAN	DGA COMM PUBLIQ AFFAIRE JURID	PROMO INTERNE	REDACTEUR PRINCIPAL 1ERE CL
CT1	GOUIRAN	DANIELLE	DGA DEV ECO ET ATTR DU TERR	PROMO INTERNE	REDACTEUR PRINCIPAL 1ERE CL
CT5	MONTURLI	AYET	POLE TECHNIQUE	PROMO INTERNE	REDACTEUR PRINCIPAL 1ERE CL
CT1	SOUVESTRE	SOPHIE MARIE-ANGE	POLE INFRASTRUCTURES	PROMO INTERNE	REDACTEUR PRINCIPAL 1ERE CL

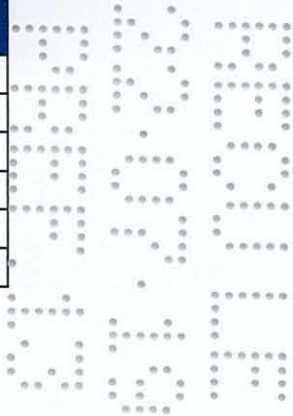


TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE D'ATTACHE PRINCIPAL AU CHOIX

**La Présidente,
Vu**

- le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-9
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80
- le décret n° 87-1099 du 30 décembre 1987 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux
- le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine VASSAL en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- les listes d'admission à l'examen professionnel d'attaché principal
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 18 juin 2019

Arrête

Article 1^{er} :

Le tableau annuel d'avancement établi au titre de l'année 2019 pour l'accès au grade d'attaché principal au choix est fixé conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2 :

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux du siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés au Pharo - 58 Boulevard Charles Livon, 13007 Marseille.

Article 3 :

L'ampliation de cet arrêté sera adressée à l'agent comptable de la Collectivité.

Article 4 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le requérant peut saisir le Tribunal administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr.

Fait à Marseille, le

15 JUL. 2019

Martine VASSAL

CATEGORIE A - Groupe hiérarchique 5

Proposition de tableau d'avancement pour l'accès au grade d'attaché principal par voie au choix

RANG	CT	NOM	PRENOM	AFFECTATION	TYPE AVANCEMENT	GRADE ORIGINE
1	CT1	RUTARD	SABINE	POLE VAL ET DEV URB	AVCT DE GRADE	ATTACHE TERRITORIAL
2	CT1	SPIGA	PATRICK	DGA PROJET METROPOLITAIN	AVCT DE GRADE	ATTACHE TERRITORIAL
3	CT1	LEROUX	AGNES	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	ATTACHE TERRITORIAL
4	CT1	GARNIER	JEAN-MARIE	DGA RESSOURCES HUMAINES	AVCT DE GRADE	ATTACHE TERRITORIAL
5	CT1	GIANNATTAS	MURIEL	DGA COMM PUBLIQ AFFAIRE JURID	AVCT DE GRADE	ATTACHE TERRITORIAL
6	CT1	CASSAR	PAUL	POLE INFRASTRUCTURES	AVCT DE GRADE	ATTACHE TERRITORIAL
7	CT6	MAROTO	NADIA	DGA EMPLOI INSERTION ECO	AVCT DE GRADE	ATTACHE TERRITORIAL
8	CT2	SOULAIN	SANDY	DIR SUPPORTS ET DEVELOPPEMENT	AVCT DE GRADE	ATTACHE TERRITORIAL
9	CT5	FOURNEYRO	FABIENNE	DGA RESSOURCES HUMAINES	AVCT DE GRADE	ATTACHE TERRITORIAL
10	CT1	PORTELLI	CECILE	POLE VAL ET DEV URB	AVCT DE GRADE	ATTACHE TERRITORIAL
11	CT2	AMADEI	STEPHANIE	MISSION COMMUNICATION	AVCT DE GRADE	ATTACHE TERRITORIAL
12	CT2	VIALLE	CAROLINE	DJSGPC SERV JURID ING PROJETS	AVCT DE GRADE	ATTACHE TERRITORIAL
13	CT2	GALAND	NATHALIE	DIR DVT ECO ET AGRICULTURE	AVCT DE GRADE	ATTACHE TERRITORIAL
14	CT2	ULPAT	MAGALI	DIR APPUI COMMUNES/RESSOURCES	AVCT DE GRADE	ATTACHE TERRITORIAL
15	CT2	PAPPATICO	YVES	POLE DEPLACEMENT ESPACES PUBLICS	AVCT DE GRADE	ATTACHE TERRITORIAL

RECUEIL
22.07.19
PREF.

**LISTE D'APTITUDE
AU TITRE DE LA PROMOTION INTERNE
AU GRADE D'INGENIEUR TERRITORIAL
AU CHOIX ET AVEC L'EXAMEN PROFESSIONNEL**

**La Présidente,
Vu**

- le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-9
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale
- le décret n° 2016-201 du 26 février 2016, modifié, portant statut particulier des ingénieurs territoriaux
- le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine VASSAL en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- les listes d'admission à l'examen professionnel d'ingénieur territorial
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 18 juin 2019

Arrête

Article 1^{er} :

La liste d'aptitude de l'année 2019 établie au titre de la promotion interne au choix et avec examen professionnel, pour l'accès au grade d'ingénieur territorial, est fixée conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2 :

La date d'effet de cette liste est fixée au 18 juin 2019.

Article 3 :

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux du siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés au Pharo - 58 Boulevard Charles Livon, 13007 Marseille.

Article 4 :

L'ampliation de cet arrêté sera adressée à l'agent comptable de la Collectivité et au représentant de l'Etat dans le département.

Article 5 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le requérant peut saisir le Tribunal administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr.

Fait à Marseille, le

15 JUL. 2019

Martine VASSAL



CATEGORIE A - Groupe hiérarchique 5

Proposition de la liste d'aptitude pour l'accès au grade d'ingénieur par voie au choix et à l'examen

CT	NOM	PRENOM	AFFECTATION	TYPE AVANCEMENT	GRADE ORIGINE
CT2	COZZI	ODILE	FSD - SERV INGENIERIE METIERS	PI EXAMEN	TECHNICIEN PRINCIPAL 1ERE CL
CT1	FENOUIL	NICOLAS	DGA INNOVATION NUMERIQUE SI	PROMO INTERNE	TECHNICIEN PRINCIPAL 1ERE CL
CT5	GARNIER	CLAUDE GERARD	POLE TECHNIQUE	PROMO INTERNE	TECHNICIEN PRINCIPAL 1ERE CL
CT1	HERNANDEZ	MARC	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	PROMO INTERNE	TECHNICIEN PRINCIPAL 1ERE CL

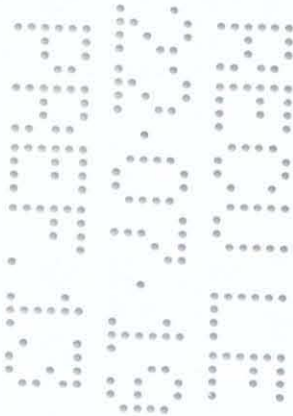


TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE D'INGENIEUR PRINCIPAL AU CHOIX

**La Présidente,
Vu**

- le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-9
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80
- le décret n° 2016-201 du 26 février 2016 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux
- le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine VASSAL en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 18 juin 2019

Arrête

Article 1^{er} :

Le tableau annuel d'avancement établi au titre de l'année 2019 pour l'accès au grade d'ingénieur principal au choix, est fixé conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2 :

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux du siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés au Pharo- 58 Boulevard Charles Livon, 13007 Marseille.

Article 3 :

L'ampliation de cet arrêté sera adressée à l'agent comptable de la Collectivité.

Article 4 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le requérant peut saisir le Tribunal administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr.

Fait à Marseille, le

15 JUIL. 2019

Martine VASSAL

CATEGORIE A - Groupe hiérarchique 5

Proposition de tableau d'avancement pour l'accès au grade d'ingénieur principal par voie au choix

RANG	CT	NOM	PRENOM	AFFECTATION	TYPE AVANCEMENT	GRADE ORIGINE
1	CT1	BENOIT DE COIGNAC	CLEMENCE	POLE VAL ET DEV URB	AVCT DE GRADE	INGENIEUR
2	CT1	AUBERT	KEVIN	DGA RESSOURCES HUMAINES	AVCT DE GRADE	INGENIEUR
3	CT1	CAVALAN	RICHARD	POLE EAU ET ASSAINISSEMENT	AVCT DE GRADE	INGENIEUR
4	CT1	ROCHARD	PIERRE	DGA INNOVATION NUMERIQUE SI	AVCT DE GRADE	INGENIEUR
5	CT1	SERRA	JOAQUIM	POLE INFRASTRUCTURES	AVCT DE GRADE	INGENIEUR
6	CT1	RICHON	JEAN FRANCOIS	DGA AGRICULTURE FORET INTERET METROPOLITAIN	AVCT DE GRADE	INGENIEUR
7	CT1	HIVERT	DIDIER	POLE VOIRIE ESP PUBLIC CIRCU	AVCT DE GRADE	INGENIEUR
8	CT3	GUEIRARD	GERALDINE	POLE DEVELOPPEMENT URBAIN	AVCT DE GRADE	INGENIEUR
9	CT1	SIMON	CARINE	POLE VAL ET DEV URB	AVCT DE GRADE	INGENIEUR
10	CT1	SIBIL	ARNAUD	POLE INFRASTRUCTURES	AVCT DE GRADE	INGENIEUR
11	CT3	TRIEP CAPDEVILLE	KARINE		AVCT DE GRADE	INGENIEUR
12	CT5	DELCORSO	SANDRA	POLE DYNAMIQUES URBAINES ET DE	AVCT DE GRADE	INGENIEUR
13	CT1	BROQUIERE	LAURE	DGA DEV URBAIN STRATEG TERRIT	AVCT DE GRADE	INGENIEUR

**TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE
DE PROFESSEUR CFA HORS CLASSE**

**La Présidente,
Vu**

- le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-9
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80
- le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- la délibération du 6 décembre 1990 créant l'emploi de professeur de Centre de Formation des Apprentis
- le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine VASSAL en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 18 juin 2019

Arrête

Article 1^{er} :

Le tableau annuel d'avancement établi au titre de l'année 2019 pour l'accès au grade de professeur de CFA hors classe au choix, est fixé conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2 :

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux du siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés au Pharo - 58 Boulevard Charles Livon, 13007 Marseille.

Article 3 :

L'ampliation de cet arrêté sera adressée à l'agent comptable de la Collectivité.

Article 4 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le requérant peut saisir le Tribunal administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr.

Fait à Marseille, le

15 JUIL. 2019

Martine VASSAL

CATEGORIE A - Groupe hiérarchique 5

Proposition de tableau d'avancement pour l'accès au grade de professeur CFA hors classe par voie au choix

RANG	CT	NOM	PRENOM	AFFECTATION	TYPE AVANCEMENT	GRADE ORIGINE
1	CT2	SPITZGLOUS	CORINNE	POLE DYNAMIQUES URBAINES ET DE	AVCT DE GRADE	PROFESSEUR CFA
2	CT2	LEYDIER	PATRICK	POLE AMENAGEMENT ET DEVELOPPEM	AVCT DE GRADE	PROFESSEUR CFA
3	CT2	MICHEL	ANGELE	POLE EAU ET ASSAINISSEMENT	AVCT DE GRADE	PROFESSEUR CFA

**TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE
D'ATTACHE HORS CLASSE
AU CHOIX ET A LA VALEUR EXCEPTIONNELLE**

**La Présidente,
Vu**

- le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-9
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80
- le décret n° 87-1099 du 30 décembre 1987 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux
- le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine VASSAL en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 18 juin 2019

Arrête

Article 1^{er} :

Le tableau annuel d'avancement établi au titre de l'année 2019 pour l'accès au grade d'attaché hors classe au choix et à la valeur exceptionnelle, est fixé conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2 :

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux du siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés au Pharo - 58 Boulevard Charles Livon, 13007 Marseille.

Article 3 :

L'ampliation de cet arrêté sera adressée à l'agent comptable de la Collectivité.

Article 4 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le requérant peut saisir le Tribunal administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr.

Fait à Marseille, le

15 JUL. 2019

Martine VASSAL



CATEGORIE A - Groupe hiérarchique 6

Proposition de tableau d'avancement pour l'accès au grade d'attaché hors classe par voie au choix et à la valeur exceptionnelle

RANG	CT	NOM	PRENOM	AFFECTATION	TYPE AVANCEMENT	GRADE ORIGINE
1	CT1	BRUN	CHRISTINE	POLE VAL ET DEV URB	AVCT DE GRADE	DIRECTEUR TERRITORIAL
2	CT1	PAGET	AMELIE	DGA RESSOURCES HUMAINES	AVCT DE GRADE	DIRECTEUR TERRITORIAL
3	CT1	BANC	CORINNE	DGA COMM RELATIONS EXTERIEURES	AVG valeur exceptionnelle	DIRECTEUR TERRITORIAL
4	CT6	DUTECH	JEAN-EDOUARD	POLE COHESION SOCIALE ET EMPLO	AVCT DE GRADE	DIRECTEUR TERRITORIAL
5	CT4	FLEURENTDIDIER	AUDREY	DGA FINANCES ET BUDGET	AVCT DE GRADE	DIRECTEUR TERRITORIAL
6	CT4	THEROND	MARTINE	DGA AGRIC PAYSAG INTER METROP	AVCT DE GRADE	DIRECTEUR TERRITORIAL

**TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE
D'INGENIEUR HORS CLASSE
AU CHOIX**

**La Présidente,
Vu**

- le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-9
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80
- le décret n° 2016-201 du 26 février 2016 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux
- le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine VASSAL en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 18 juin 2019

Arrête

Article 1^{er} :

Le tableau annuel d'avancement établi au titre de l'année 2019 pour l'accès au grade d'ingénieur hors classe au choix, est fixé conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2 :

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux du siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés au Pharo - 58 Boulevard Charles Livon, 13007 Marseille.

Article 3 :

L'ampliation de cet arrêté sera adressée à l'agent comptable de la Collectivité.

Article 4 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le requérant peut saisir le Tribunal administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr.

Fait à Marseille, le

15 JUL. 2019

Martine VASSAL

CATEGORIE A - Groupe hiérarchique 6

Proposition de tableau d'avancement pour l'accès au grade d'ingénieur hors classe par voie au choix

RANG	CT	NOM	PRENOM	AFFECTATION	TYPE AVANCEMENT	GRADE ORIGINE
1	CT1	BLANC	CHRISTOPHE	POLE PROP CAD VIE VAL DES DECH	AVCT DE GRADE	INGENIEUR PRINCIPAL

**TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE D'INGENIEUR
EN CHEF HORS CLASSE AU CHOIX**

**La Présidente,
Vu**

- le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-9
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80
- le décret n° 2016-200 du 26 février 2016 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des ingénieurs en chef territoriaux
- le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine VASSAL en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 18 juin 2019

Arrête

Article 1^{er} :

Le tableau annuel d'avancement établi au titre de l'année 2019 pour l'accès au grade d'ingénieur en chef hors classe au choix, est fixé conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2 :

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux du siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés au Pharo- 58 Boulevard Charles Livon, 13007 Marseille.

Article 3 :

L'ampliation de cet arrêté sera adressée à l'agent comptable de la Collectivité.

Article 4 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le requérant peut saisir le Tribunal administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr.

Fait à Marseille, le

15 JUL. 2019

Martine VASSAL

CATEGORIE A - Groupe hiérarchique 6

Proposition de tableau d'avancement pour l'accès au grade d'ingénieur en chef hors classe par voie au choix

RANG	CT	NOM	PRENOM	AFFECTATION	TYPE AVANCEMENT	GRADE ORIGINE
1	CT2	CHEFTEL	CHRISTIAN	DIR ADJ INFRASTRUCT MOBILITE	AVCT DE GRADE	INGENIEUR EN CHEF

DÉCISIONS

Décision n° 19/395/D

ZAC du technopole de Château-Gombert - Marseille 13ème arrondissement - Convention de participation constructeur passée avec Birgin Invest -PC n°013055 18 00806P0

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.311-4 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil municipal de Marseille n° 86/243/UCV du 28 avril 1986 approuvant le dossier de création la Zone d'Aménagement Concerté du technopole de Château-Gombert ;
- La délibération du Conseil municipal de Marseille n° 88/113/UCV du 28 mars 1988 approuvant le dossier de réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté du technopole de Château-Gombert ;
- La convention de concession passée entre le Syndicat d'Economie Mixte et la SOMICA (devenue par la suite Marseille Aménagement puis SOLEAM), notifiée à la SOMICA le 27 octobre 1988 ;
- La délibération du Conseil communautaire de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole n° FTCT008-1420/15/CC du 23 octobre 2015 et l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015, transférant à compter du 1^{er} janvier 2016 l'opération à la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- La Zone d'Aménagement Concerté du technopole de Château-Gombert s'inscrit dans les opérations de compétence métropolitaine ;
- Que la SOLEAM (substituée à Marseille Aménagement) est chargée, en tant qu'aménageur de la Zone d'Aménagement Concerté, de réaliser l'ensemble des travaux d'aménagement de la zone ;
- Que la Ville de Marseille a décidé au moment du dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté d'exclure du champ d'application de la Taxe Locale d'Équipement les constructions édifiées dans la Zone d'Aménagement Concerté, ce qui a pour effet de soumettre celles-ci au régime des participations en Zone d'Aménagement Concerté ;
- Que la société Birgin Invest a déposé le 30 octobre 2018 une demande de permis de construire n° PC 013055 18 00806P0 pour réaliser 360m² de bureaux et 1789m² de surface de plancher à destination artisanale ;
- Que le terrain d'assiette de ce programme immobilier est situé dans le périmètre de la Zone d'Aménagement Concerté du technopole de Château-Gombert, en secteur UzcgEb du Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille ;
- Que la convention porte sur le versement de la participation financière du constructeur au coût des équipements publics de Zone d'Aménagement Concerté estimée à un montant de 56 940.00 euros, somme révisable en fonction de l'indice TP01 ;
- Que la convention constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire et qu'elle doit être conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le constructeur conformément à l'article L 311-4 susvisé ;
- Que les équipements publics correspondant à la participation sont financés et réalisés par la SOLEAM.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention de versement de la participation financière de la société Birgin Invest au coût des équipements publics de la Zone d'Aménagement Concerté du technopole de Château-Gombert d'un montant de 56 940 euros.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention.

Article 3 :

La participation constructeur sera versée directement à la SOLEAM pour être inscrite en recettes au bilan de la Zone d'Aménagement Concerté du technopole de Château-Gombert.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

.Fait à Marseille, le 11 juillet 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Juillet 2019

**ZAC DE CHATEAU GOMBERT
13013 MARSEILLE**

**CONVENTION DE PARTICIPATION
BIRGIN INVEST**

**(Construction de programme à usage d'activité - Rue Georges CHARPAK)
PC 013055 18 00806P0**

ENTRE :

LA METROPOLE D'AIX-MARSEILLE-PROVENCE, représentée par sa Présidente, Madame Martine VASSAL, habilitée à cet effet par procès-verbal du Conseil de Métropole FAG 001-4256/18 CM, en date du 20 septembre 2018,

Ci-après désignée par « La Métropole »

D'une part,

Et :

La Société dénommée **BIRGIN INVEST**, société civile immobilière au capital de 900 € dont le siège est ALLAUCH (13190), 27b lot mas des oliviers, identifiée au SIREN sous le numéro 812110237.

Représentée légalement par BIRGIN ARMAND, domicilié à ALLAUCH (13190), 27b lot mas des oliviers.

Ci-après désignés "le Constructeur",

D'autre part,

Est également intervenue à la présente convention de participation, en vertu de la Concession d'Aménagement signée le 28 avril 1986, la SOLEAM, **Société Publique Locale** au capital de 5 000 000 euros dont le siège social est situé à l'Hôtel de Ville de la Ville de Marseille et son siège administratif au 49, La Canebière - CS80024 - 13232 Marseille Cedex 1.

Inscrite au registre du Commerce et des Sociétés de Marseille, sous le n° SIREN 524 460 888, représentée par Monsieur Jean-Yves MIAUX, Directeur Général en vertu d'une délibération du Conseil d'Administration de la Société, en date du 26 juin 2014.

Ci-après dénommée « SOLEAM
» ou « l'Aménageur ».

BT

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

- La ZAC de Château Gombert, sous maîtrise d'ouvrage du Syndicat Mixte d'Équipement de Marseille, a été créée par délibération du Conseil Municipal N°86/243/UCV, en date du 28 Avril 1986
- Le dossier de réalisation de la ZAC de Château Gombert a été approuvé par délibération du Conseil Municipal N°88/113 UCV en date du 28 Mars 1988 qui comprenait le Plan d'Aménagement de Zone de la ZAC et le programme des Equipements Publics.
- Le Syndicat Mixte d'Équipement de Marseille a décidé par délibération du Comité Syndical en date du 4 Juillet 1988 de confier à la société Marseille Aménagement, l'aménagement de la zone à travers une Convention de Concession devenue depuis Convention Publique d'Aménagement. La Ville de Marseille, directement en charge de cette opération, a reconduit Marseille Aménagement dans ses missions. Suite à la fusion absorption de la Société Marseille Aménagement avec la SOLEAM le 28 novembre 2013, SOLEAM est devenue l'aménageur de la ZAC de Château Gombert.
- Par Arrêté préfectoral du 28 décembre 2015, l'opération d'aménagement de la ZAC de Château Gombert a été transférée de la Ville de Marseille à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 décembre 2015.
- A compter du 1er janvier 2016, l'opération d'aménagement de la ZAC de Château Gombert relève de la compétence de Aix Marseille Métropole.
- La Ville a également décidé au moment du dossier de création d'exclure du champ d'application de la Taxe Locale d'Équipement (TLE) les constructions édifiées dans la ZAC, ce qui a pour effet de soumettre celles-ci au régime des participations en ZAC.
- L'Aménageur de la ZAC, la SOLEAM a souhaité laisser aux propriétaires en place dans la ZAC, qui n'auraient dès lors pas acquis leurs terrains de l'aménageur, la possibilité de réaliser une opération immobilière à condition qu'elle corresponde au programme de la ZAC, ceci dans le respect des documents organiques de la zone, notamment le document d'urbanisme applicable et le Programme des Equipements Publics.
- Il a donc été décidé de demander aux constructeurs concernés, exonérés de taxe d'aménagement ainsi qu'il est dit ci-dessus, de participer au coût d'équipement de la zone par la signature d'une convention ayant pour objet, conformément aux dispositions de l'article L 311-4 du Code de l'Urbanisme, de mettre à leur charge le coût des équipements à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans la zone.
- En 2012, la taxe d'aménagement (TA) s'est substituée à la Taxe locale d'équipement (TLE). Elle a été instaurée par Marseille Provence Métropole par délibération du 21 octobre 2011, et par le Conseil Général des Bouches du Rhône (CG 13) par délibération du 24 juin 2011. En ZAC, le constructeur est exonéré de la part intercommunale de la TA mais il reste assujéti à la part départementale.
- Aux termes d'un acte authentique de vente, reçu le 25 mai 2018, par Maître Johanna BENHAÏM, associé de la société civile professionnelle « Eric ROUSSET-ROUVIERE, Johanna BENHAÏM, notaires associés d'une société civile professionnelle », titulaire d'un Office notarial à Marseille (1^{er}), 18 rue Paradis. Avec la participation de Maître Sébastien MONDOLONI, notaire à ALLAUCH (13190) Traverse Emile Carvin assistant le VENDEUR, la société MACANAO. Et avec la participation de Maître Lionel VOGLIMACCI STEPHANOPOLI, notaire à Marseille (13008), 2 boulevard de Louvain, assistant La BPIFRANCE FINANCEMENT, un des prêteurs de l'acheteur, société BIRGIN INVEST :

- Ce terrain bâti avait initialement été vendu par l'aménageur de la ZAC de Château-Gombert dénommé ce jour SOLEAM à la société MACANO, et à ce titre un Cahier des Charges de Cession de Terrain (C.C.C.T) avait été annexé à l'acte de vente. Cet acte prévoyait la cession de droit à construire de 1200m² de surface de plancher. Or seulement 823m² de SPS ont été réalisés (dont ~~360~~ 360m² de SDP bureau et 463m² d'activités).
- La société BIRGIN INVEST souhaitant aujourd'hui réaliser une nouvelle construction de 1326m² SDP à destination d'activité artisanale, les surfaces après travaux seront de : 2149m² SDP
 - 360m² de bureaux (existants)
 - un bâtiment de 1789 m² de SDP destiné à de l'activité artisanale.

Ceci nécessite la régularisation d'un complément de prix, c'est l'objet de la présente convention.

Le constructeur a donc déposé le **05/12/2018** un **permis de construire n° PC 013055 18 00806P0** relatif à la construction d'une SDP totale de ~~2 189~~ **2 149** m² à destination d'activité artisanale.

La présente convention porte sur le versement de la participation financière des Constructeurs au coût des équipements publics de la ZAC, en application de l'article L311-4 dernier alinéa du Code de l'Urbanisme résultant de la loi « SRU » du 13 décembre 2000 et de son Décret d'application n°2001.61 du 27/03/2001.

Cette convention doit être passée entre la Métropole et les Constructeurs conformément à l'article L 311-4 susvisé.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION :

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions dans lesquelles les Constructeurs participent au coût des équipements publics inscrits au programme des équipements publics de la ZAC de Château Gombert et mis à la charge des constructeurs, tel que celui-ci a été approuvé dans le cadre du dossier de réalisation de l'opération d'aménagement réalisée par la SOLEAM, concessionnaire de la ZAC.

ARTICLE 2 : DESIGNATION DU TERRAIN CONCERNE :

La présente convention concerne le terrain situé sur le territoire de la Commune de Marseille ainsi désigné :

A MARSEILLE (13013) – 23 Rue Georges Charpak, ZAC de Château-Gombert

Un terrain d'une surface de 4007m² sur lequel est attaché un bâtiment de 854m² situé

- Secteur UzcgEb, Préfixe 879, Section H, n°211, lieu-dit : VALLÉE DE GRAVE

ARTICLE 3 : PROGRAMME DE CONSTRUCTION :

Le programme de construction des Constructeurs, tel que figurant dans le permis de construire déposé sous le n° **PC 0180806PC 06 12 2018** pour un programme total de **2 149 m² de SDP dont :**

- 360m² de bureaux (programme inchangé)
- 1789 m² de SDP destiné à de l'activité artisanale.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DES CONSTRUCTEURS :

- 4.1.** Le Constructeur accepte toutes les conséquences juridiques, administratives et financières résultant de l'inclusion du terrain susvisé à l'article 2 dans la ZAC de Château Gombert. De ce fait, les Constructeurs acceptent de soumettre les constructions qu'ils réaliseront à l'ensemble des droits et obligations résultant des documents organiques de la ZAC dont ils reconnaissent avoir pris connaissance pour avoir été remis par SOLEAM, aménageur de la ZAC, notamment le document d'urbanisme applicable et son règlement, ainsi qu'aux servitudes afférentes.
- 4.2.** Le Constructeur déclare se soumettre également, pour celles qui leur sont applicables aux clauses et conditions figurant à la convention d'association des propriétaires fonciers, ~~dont il a eu communication~~ : **sans objet**
- 4.3.** Le Constructeur devra obtenir l'accord préalable de SOLEAM sur ses propres projets concernant notamment ses réseaux, voirie intérieure, ses espaces libres et ses objectifs environnementaux afin que celui-ci puisse notamment s'assurer du respect des dispositions prévues au document d'urbanisme applicable.
- 4.4.** Le Constructeur déclare d'ores et déjà avoir parfaite connaissance des documents visés ci-dessus pour en avoir eu copie avant les présentes.

ARTICLE 5 : DETERMINATION DE LA PARTICIPATION FINANCIERE DU CONSTRUCTEUR AU COUT DES EQUIPEMENTS PUBLICS :

- 5.1** Les modalités prévisionnelles de financement de la ZAC de Château Gombert, joint au dossier de réalisation actualisé dans le cadre du bilan de concession de la ZAC arrêté au 31 décembre 2017 fait apparaître un montant total de **55 194 517 euros** imputable au titre des études et dépenses générales d'aménagement, voirie et réseaux, à engager par SOLEAM, aménageur pour répondre aux besoins des futurs habitants et usagers des constructions qui seront édifiées dans la ZAC.

Le montant de la participation exigée des constructeurs en ZAC est de :

- 60€ /m² de locaux à usage d'activité

Aussi, en considération du programme de construction visé à l'article 3 ci-dessus, la participation est prévisionnellement fixée ainsi :

2149

60€/m² x 949m² (~~1949~~m² - 1200m²) pour la partie du programme de locaux à destination d'activité artisanale = 56 940 €

**soit un montant total de la participation de 56 940 €
(Cinquante-six mille neuf cent quarante euros)**

- 5.2.** Le montant définitif de la participation sera calculé sur la base de la SDP effectivement autorisée, dans le cas d'une modification mineure du programme prévisionnel, par le ou les permis de construire obtenus par le Constructeur.
- 5.4.** Pour le cas où les Constructeurs obtiendraient un ou plusieurs permis de construire, éventuellement modificatifs, permettant la mise en œuvre d'une surface de plancher différente de celle déjà autorisée par le ou les précédents permis, un avenant à la présente convention serait nécessaire.

ARTICLE 6 : PAIEMENT DE LA PARTICIPATION :

6.1. Compte tenu des modalités de financement des équipements publics prévus par le programme des équipements publics de la ZAC, conformément aux dispositions de la convention n° 08 554 en date du 16 mai 2008 (article 3) passée entre la Ville de Marseille et l'aménageur, les CONSTRUCTEURS verseront le montant de la participation prévue par la présente convention directement à la SOLEAM, selon les modalités ci-après définies.

6.2. Règlement :

100% du montant de la participation à la signature de la présente Convention de Participation, soit la somme de 56 940 €

6.3. La participation est révisable en fonction de l'indice TP 01, soit indice de base : TP01 décembre 2018 = 110,0 et l'indice de comparaison étant le dernier publié à la date du paiement effectif. Le montant définitif de la participation sera donc ainsi défini :

$$P = (\text{part de participation prévisionnelle versée} \times \text{TP01 connu à la date du paiement effectif}) / \text{TP 01 valeur de base}$$

Soit : € x $\frac{\text{TP01 connu à la date du paiement effectif}}{110,0}$ =€

6.4. Passées leur date d'échéance, les sommes dues porteront intérêt au taux légal majoré de 4 points sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure et sans que le paiement de ces intérêts dégage les Constructeurs de leurs obligations de payer à la date prévue.

ARTICLE 7 : GARANTIE DU PAIEMENT DE LA PARTICIPATION AU TITRE DE LA PRESENTE CONVENTION

Pour garantir le paiement des sommes dues au titre de la présente convention de participation, le Constructeur s'oblige à fournir, à sa signature, un ou plusieurs chèques de banques, encaissable à la signature, garantissant, en renonçant aux privilèges de discussion et de division ainsi qu'au bénéfice des articles 2032 et 2039 du code civil, le paiement de la participation financière au coût des équipements publics de la ZAC tel que fixé à l'article 6 ci-dessus.

Le 29 janvier 2019, BIRGIN INVEST a versé la somme de 44 400€ au profit de la SOLEAM. La somme de 12 540 € restante sera versée au moment de la signature de la présente convention.

BIRGIN INVEST s'engage à faire procéder à l'affichage du PC sur le BIEN, étant précisé que seul l'affichage sur le terrain fait courir à l'égard des tiers le délai de recours gracieux et contentieux, et, ce à compter du premier jour d'une période continue de deux mois de cet affichage.

En l'absence de recours ou de retrait du PC, le pétitionnaire en informera la SOLEAM qui établira une facture.

Dans le cas où le PC ferait l'objet d'un recours, la SOLEAM s'engage à rembourser le constructeur de la somme déjà versée et sur présentation soit du retrait du PC, enregistré par les services de l'urbanisme, soit l'arrêté de retrait administratif, soit le jugement d'annulation du Tribunal Administratif.

ARTICLE 8 : MUTATION/TRANSFERT :

Avant toute cession ou transfert de propriété, et d'une manière générale en cas de transfert de permis de construire, les Constructeurs devront informer par écrit la Métropole et SOLEAM.

Dans le cas où le Constructeur vendrait à un tiers, après information de la Métropole et SOLEAM tout ou partie de l'unité foncière désignée à l'article 2 et les constructions éventuelles s'y trouvant, ils s'engagent à faire insérer dans l'acte de vente l'engagement de son acquéreur de reprendre à son compte, et de les transmettre aux acquéreurs successifs, les obligations résultant de la présente convention auxquelles il n'aurait pas déjà été satisfait.

Le Constructeur déclare en outre se porter fort pour ses successeurs du paiement des fractions de la participation visée à l'article 6 ci-dessus et non encore payée à la date de la cession.

Les dispositions du présent article ne seront pas applicables en cas de mise en copropriété des locaux dans les termes de la loi du 10 Juillet 1965, ni en cas de vente d'immeubles à construire.

ARTICLE 9 : CADUCITE DE LA CONVENTION :

En cas de péremption du permis de construire par application de l'article R 424.17 à R424-20 du Code de l'Urbanisme, et abandon de l'opération, la présente convention sera considérée comme caduque et les participations payées seront intégralement reversées au Constructeur.

ARTICLE 10 : LITIGES :

Tout litige résultant de l'application de la présente convention sera du ressort du Tribunal Administratif de Marseille.

ARTICLE 11 : FRAIS :

Les frais de timbre et d'enregistrement de la présente convention seront à la charge du Constructeur qui s'y oblige.

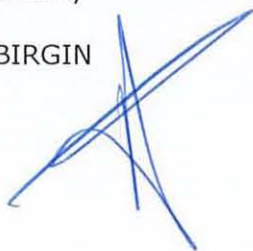
ANNEXES : sans objet

Fait à MARSEILLE,
le
En trois exemplaires

Pour la METROPOLE,

La Présidente, et par délégation.....

Pour le CONSTRUCTEUR,
BIRGIN INVEST
Monsieur Armand BIRGIN



Pour l'Aménageur, SOLEAM

Le Directeur Général,

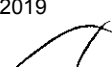
M. Jean Yves MIAUX



ANNEXE N° 3 : EXTRAIT DU BILAN DU DERNIER CRAC APPROUVÉ

Le Compte Rendu annuel à la Collectivité établi au 31/12/2017 et approuvé par la Ville de Marseille en date du 28 juin 2018 fixe le montant des participations à percevoir sur les différents terrains privés inclus dans le périmètre de la ZAC de la manière suivante :

CRECHES	70 €/m² SDP
COMMERCE / SERVICES	125 €/m² SDP
HÔTELS	105 €/m² SDP
PROMOTION IMMOBILIERE / BUREAUX	85 €/m² SDP
ACTIVITÉS/LABORATOIRES EN CENTRE URBAIN	70 €/m² SDP
ACTIVITÉS/LABORATOIRES HORS CENTRE URBAIN	60 €/m² SDP
RÉSIDENCES ÉTUDIANTES	105 €/m² SDP
LOGEMENTS SOCIAL	25 €/m² SDP
LOGEMENTS COÛT MAÎTRISE	90 €/m² SDP
LOGEMENTS LIBRES	105 €/m² SDP



Décision n° 19/413/D

Délégation du droit de préemption urbain à la commune de Cadolive pour l'acquisition d'un bien immobilier située Ancien Chemin de Gréasque appartenant à Monsieur Pellet Bernard

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.210-1, L.211-2, L.213-3, L.300-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 040-4658/18/CM du 18 octobre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, instituant le droit de préemption sur la commune de Cadolive ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Cadolive le 25 avril 2019 enregistrée sous le numéro 13/2019 portant aliénation de trois lots de copropriété n° 29, 31, 38 dans l'ensemble cadastré AB32, AH77, AH78, AH80 sis 1 Ancien Chemin de Gréasque appartenant à Monsieur Pellet Bernard.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L.211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Qu'il convient de ne pas freiner la réalisation, dans l'intérêt général, d'action ou d'opérations d'aménagement de compétence communale, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite déléguer, comme l'y autorise les articles L.211-2 et L.213-3 du Code de l'Urbanisme, l'exercice de son droit de préemption urbain ;
- Qu'en application de l'article L 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation sur la commune de Cadolive soit 3 lots de copropriété n° 29, 31 et 38, sur les parcelles cadastrées section AB numéro 32, section AH numéros 77, 78 et 80, classées en zones UAc et UD2 du Plan Local de la Commune approuvé le 22 mars 2018, ne présente pas d'enjeu pour la Métropole mais pourrait permettre la mise en œuvre d'une opération communale ;
- En effet, l'acquisition des lots n° 29, 31, 38, soit un appartement avec dépendance et garage, permettrait à la Commune de Cadolive la création d'un logement communal à loyer modéré.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à la commune de Cadolive pour l'acquisition de trois lots de copropriété n° 29, 31 et 38 dans l'ensemble cadastré AB32, AH77, AH78, AH80 sis 1 Ancien Chemin de Gréasque appartenant à Monsieur Pellet Bernard.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 11 juillet 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Juillet 2019

Décision n° 19/414/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la SOLEAM de biens et droits immobiliers situés au 4, rue d'aix à Marseille 1er arrondissement cadastré 801 C 12 lot volume n° 2 appartenant aux consorts Laurens

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210 -1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n°87/219/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n° URB 024-2782/14/cm du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions Foncières ;
- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille-Provence n°FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et La Ciotat ;

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Juillet 2019

- La concession d'aménagement « Grand Centre Ville » n°11-0136 du 18 janvier 2011 ;
- L'arrêté de péril imminent de la Ville de Marseille du 23 novembre 2018 sur l'immeuble sis 4, rue d'Aix 13 001 Marseille cadastré section 801 C 12 ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n°IA 013 201 19M0270 reçue en mairie de Marseille le 27 MAI 2019 portant aliénation de la parcelle cadastrée section 801 C 12 lot volume n° 2 sise 4, rue d'Aix Marseille 1^{er} arrondissement appartenant aux consorts Laurens.

CONSIDÉRANT

- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ce bien entre dans le champ d'application de l'opération « Grand Centre-Ville », opération de renouvellement urbain conduite dans le cadre de la concession d'aménagement confiée à la SOLEAM ;
- Que la maîtrise foncière de ce bien vise à requalifier le tissu urbain ancien dégradé à travers la restructuration d'immeubles en vue de produire 1500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés et créer 20 000m² de locaux d'activités ou à vocation d'équipements ;

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la SOLEAM pour l'acquisition de la parcelle cadastrée section 801 C 12 lot volume n° 2 d'une contenance cadastrale de 112 m², située au 4, rue d'Aix à Marseille 1^{er} arrondissement appartenant aux consorts Laurens.

Article 2 :

Madame La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 11 juillet 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Juillet 2019

Décision n° 19/415/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la SOLEAM de biens et droits immobiliers situés au 4, rue d'aix à Marseille 1er arrondissement cadastré 801 C 12 lot volume n° 1 appartenant aux consorts Laurens

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210 -1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n°87/219/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n° URB 024-2782/14/cm du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions Foncières ;

- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille-Provence n° FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et la Ciotat ;
- La concession d'aménagement « Grand Centre Ville » n° 11-0136 du 18 janvier 2011 ;
- L'arrêté de péril imminent de la Ville de Marseille en date du 23 novembre 2018 sur l'immeuble sis 4, rue d'Aix 13 001 Marseille cadastré section 801 C 12 ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n° IA 013 201 19M0269 reçue en mairie de Marseille le 27 MAI 2019 portant aliénation de la parcelle cadastrée section 801 C 12 lot volume n° 1 sise 4, rue d'Aix Marseille 1^{er} arrondissement appartenant aux conjoints Laurens,

CONSIDÉRANT

- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ce bien entre dans le champ d'application de l'opération « Grand Centre-Ville », opération de renouvellement urbain conduite dans le cadre de la concession d'aménagement confiée à la SOLEAM ;
- Que la maîtrise foncière de ce bien vise à requalifier le tissu urbain ancien dégradé à travers la restructuration d'immeubles en vue de produire 1500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés et créer 20 000m² de locaux d'activités ou à vocation d'équipements.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la SOLEAM pour l'acquisition de la parcelle cadastrée section 801 C 12 lot volume n° 1 d'une contenance cadastrale de 112 m², située au 4, rue d'Aix à Marseille 1^{er} arrondissement appartenant aux conjoints Laurens.

Article 2 :

Madame La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 11 juillet 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Juillet 2019

Décision n° 19/416/D

Convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association "Dans la Cour des Grands"

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président ;
- La décision n°17/468/D du 17 octobre 2017 pour l'exercice du droit de préemption, sur les parcelles cadastrées section BE n°146 et BE n°187 ;
- Le projet de convention d'occupation temporaire, entre la Métropole Aix-Marseille Provence et l'Association dénommée « Dans la Cour des Grands », régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 représentée par son Président Bastien Levantis.

CONSIDÉRANT

- Que les biens susnommés ont fait l'objet d'une division parcellaire, et qu'il en a résulté respectivement les parcelles BE n° 604 d'une superficie de 1389 m² et BE n° 602 d'une surface de 3182 m², et ce suivant le Document d'Arpentage du 14 février 2018 ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire selon l'acte notarié établi par Maître Mathieu Séguin et signé le 27 avril 2018 ;

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite soutenir le spectacle vivant en permettant aux organisations culturelles et artistiques, du fait de leur mission, d'assurer le dynamisme et la convivialité sur le Territoire ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souligne ainsi son attachement à la créativité, au partage et l'accès de tous à la culture ;
- Qu'à compter de la signature de la convention d'occupation temporaire, la Métropole Aix-Marseille-Provence mettra à disposition à l'Association « Dans la cour des Grands », pour une durée d'un an, une partie des locaux situés quartier Longuelance, sur la commune d'Aubagne ;
- Que cette convention d'occupation temporaire permettra le stockage de décors de théâtre, et tout matériel se rapportant à cette activité.

DECIDE

Article 1 :

Est signée une convention d'occupation temporaire, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Association « Dans la Cour des Grands », pour l'entreposage de décors de théâtre et équipement scénique, dans les locaux sis quartier Longuelance à Aubagne.

Article 2 :

La mise à disposition est consentie à titre gracieux à l'association « Dans la Cour des Grands ».

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 11 juillet 2019

Martine VASSAL



**CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE
A TITRE PRECAIRE ET REVOCABLE**

(RESERVES FONCIERES DE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE)

La Métropole Aix-Marseille-Provence

BP 48014 – 13567 Marseille cedex 2

Tel :04.91.99.99.00

Direction des Affaires Immobilières

du Territoire Istres-Ouest Provence

Chemin du Rouquier – BP 10647 - 13808 ISTRES Cedex

Tel: 04.42.55.97.83

contact.foncier.istresouestprovence@ampmetropole.fr

Entre :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, représentée par Madame Martine VASSAL, sa présidente, dont le siège est situé 58 boulevard Charles LIVON 13007 Marseille

Ci-après dénommé « LE PROPRIETAIRE »
D'une part,

Et :

L'Association ayant pour dénomination « Dans la Cour des Grands », régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, représentée par son président Monsieur Bastien LEVANTIS, agissant au nom de l'association,

Ci-après dénommé « L'OCCUPANT »
D'autre part,

PRÉAMBULE

La Métropole est propriétaire de locaux sis quartier de Longuelance à Aubagne, cadastrés section BE n° 602 et BE n°604, dont elle est prête à mettre à disposition pour une durée d'un an.

A cet effet, l'Association représentée par son Président Monsieur Bastien LEVANTIS, sollicite de la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP), une autorisation d'occupation temporaire des locaux ci-dessus désignés, pour l'entreposage des décors de théâtre et tout matériel s'y rapportant.

Ceci étant exposé, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet, conformément aux dispositions du Code civil, de mettre à disposition de l'occupant, qui accepte pour les avoir visités, les locaux appartenant au Domaine Privé Métropolitain et de définir les conditions d'occupation de ceux-ci.

Elle vaut autorisation d'occupation du Domaine Privé de la Métropole-Aix-Provence. Elle est concédée à titre essentiellement précaire, et révocable à tout moment pour des motifs d'intérêt général.

Il est expressément convenu que la mise à disposition des locaux est subordonnée au respect, par l'occupant des obligations fixées par la présente convention.

ARTICLE 2 : DESIGNATION DES LOCAUX

Situation et désignation du bien

L'association occupera une partie d'un bâtiment consistant en d'anciens cochonniers, soient 4 boxes pour une surface **d'environ 120 m²**, situés quartier Longuelance à Aubagne.

ARTICLE 3 : ETAT DES LIEUX

L'occupant prendra les locaux dans l'état où ils se trouveront dès son entrée en jouissance. Ainsi, un état des lieux entrant sera réalisé en présence de l'occupant et sera annexé à la présente convention.

De même, un état des lieux sortant sera effectué. Si des dégradations sont constatées, l'occupant devra procéder aux travaux lui étant directement imputables à ses frais.

Avant l'utilisation, il appartient à l'occupant de signaler immédiatement au propriétaire toute anomalie ou dégradations observées, ou encore celles qui surviendraient durant le temps de son utilisation.

A défaut, la collectivité pourra procéder à ces opérations de remise à l'état initial d'office, aux frais et risques de l'Occupant

ARTICLE 4 : DESTINATION ET OCCUPATION DES LOCAUX

L'Association s'engage à occuper le bien et par conséquent :

- à respecter la destination des locaux mis à disposition, à usage exclusif pour la réalisation de son objet tel que mentionné en préambule.
- à ne réaliser aucune construction, y compris provisoire, à ne procéder à aucune modification ou transformation sans l'accord écrit et préalable de la Métropole.
- à user paisiblement des locaux et à veiller au maintien de l'ordre autant dans les locaux qu'aux abords immédiats,
- à se conformer aux lois, règlements et prescriptions administratives en vigueur et s'abstenir d'exercer toute activité soumise à autorisation avant d'avoir obtenu cette dernière,
- à prendre toutes les dispositions nécessaires au bon déroulement de son activité.

Tout changement de l'activité exercée par l'OCCUPANT dans le bien occupé devra préalablement faire l'objet de l'accord exprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

ARTICLE 5 : CLAUSES FINANCIERES

Le local est mis à disposition gratuitement.

ARTICLE 6 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

Les locaux sont assurés par la Métropole en tant que propriétaire, et par l'occupant en tant que locataire.

L'occupant s'engage à souscrire, avant la prise de possession une police d'assurance pour leur matériel contre le vol, l'incendie, les dégâts des eaux, et couvrant sa responsabilité civile. Une copie du contrat devra être fournie à l'appui de cette convention ;

L'occupant sera personnellement responsable vis-à-vis de la Métropole Aix-Marseille-Provence et des tiers, des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou toute personne effectuant des travaux pour son compte.

Il devra déclarer immédiatement à la compagnie d'assurance et en informer en même temps la Métropole, tout sinistre ou dégradation se produisant dans les locaux mis à disposition, sous- peine d'être rendu responsable personnellement du défaut de déclaration en temps utile. Au cours de l'utilisation des locaux mis à disposition, l'occupant s'engage à faire respecter les règles de sécurité.

ARTICLE 7 : DUREE ET RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue **pour une période d'un an renouvelable**, à compter de sa date de signature jusqu'au

Elle pourra cependant être reconduite sous réserve de l'accord expresse des deux parties. Chaque année, une demande écrite sera nécessaire trois mois avant la date de fin d'occupation. Cette prolongation se formalisera par un avenant à la présente convention.

ARTICLE 8 : INCESSIBILITE ET INTRANSMISSIBILITE

La présente convention est conclue intuitu personae. La cession des droits liés à cette convention, et notamment les sous-locations sont interdites.

De ce fait, l'occupation des locaux est strictement personnelle, réservée à L'OCCUPANT et aux membres affectés à l'activité.

ARTICLE 9: Modalités de résiliation

La révocation par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la présente autorisation d'occupation du domaine privé, pour des motifs d'intérêt général ou en cas de risques sanitaires, ne donnera droit à aucune indemnité ou dédommagement de quelque nature que ce soit.

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou par la destruction des locaux pour cas fortuit ou force majeure.

La présente convention pourra être dénoncée à tout moment par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, sous réserve d'un préavis d'un mois.

ARTICLE 10 : ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Tout différend qui pourra s'élever entre les parties au sujet de l'application ou de l'interprétation de la présente convention d'occupation fera, au préalable, l'objet d'une tentative d'accord amiable. En cas d'échec de celui-ci dans un délai de trois mois, les parties signataires, d'un commun accord, font attribution de juridiction au Tribunal Administratif compétent.

ARTICLE 11 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile aux lieux figurant en tête des présentes.

ARTICLE 12 : INTANGIBILITE DES CLAUSES

Une tolérance relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra jamais, quelle qu'en ait pu être la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions de la présente.

LISTE DES ANNEXES

- Annexe 1 : plan de situation du bien
- Annexe 2 : attestation de la police d'assurance
- Annexe 3 : statuts de l'association
- Annexe 4 : état des Lieux entrant

Fait à Aubagne, le en 3 exemplaires originaux.

Le Président de l'Association

Bastien LEVANTIS

**La Présidente de la Métropole
Aix-Marseille-Provence**

Martine VASSAL

Commune : 13005
Aubagne

MODIFICATION DU PARCELLAIRE CADASTRAL
D'APRES UN EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL (DGFiP)

Cachet du rédacteur du document :

Numéro d'ordre du document d'arpentage

Document vérifié et numéroté le
A
Par

Section : BE
Feuille(s) : 01
Qualité du plan : P4

Echelle d'origine : 1/1000
Echelle d'édition : 1/1000
Date de l'édition : 18/12/2017

CERTIFICATION
(Art. 25 du décret n° 55 471 du 30 avril 1955)

Le présent document, certifié par les propriétaires soussignés (3) a été établi (1) :

A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;

B - En conformité d'un piquetage : effectué sur le terrain ;

C - D'après un plan d'arpentage ou de bornage, dont copie ci-jointe, dressé le 17/11/17..... par M. François HOSPITAL, géomètre à MARSEILLE.....

Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées au dos de la chemise 6463.

A. MARSEILLE....., le 15/11/2017.....

Document dressé par
M. François HOSPITAL.....
à MARSEILLE.....

Date 18/12/2017

opsia méditerranée

François HOSPITAL
Géomètre Expert DPLG n° 103
BP 40250 - 13445 Marseille Cedex 6 - France
Tel. +33(0) 491 793 873
contact@opsia.fr - www.opsia.fr

(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une esquisse (plan rénové par voie de mise à jour), dans la formule B les propriétaires peuvent avoir effectué eux-mêmes le piquetage.
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien retraité du cadastre, etc...)
(3) Préciser les noms et qualités du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, avoué représentant qualifié de l'autorité expropriant).



Reçu au Contrôle de légalité le 11 Juillet 2019

Commune : 13005
Aubagne

MODIFICATION DU PARCELLAIRE CADASTRAL

D'APRES UN EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL (DGFIP)

Cachet du rédacteur du document :

Numéro d'ordre du document d'arpentage

Document vérifié et numéroté le

A

Par

Section : BE
Feuille(s) : 01
Qualité du plan : P4

Echelle d'origine : 1/1000
Echelle d'édition : 1/1000
Date de l'édition : 18/12/2017

CERTIFICATION
(Art. 25 du décret n° 55 471 du 30 avril 1955)

Le présent document, certifié par les propriétaires soussignés (3) a été établi (1) :

A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;

B - En conformité d'un piquetage : effectué sur le terrain ;

C - D'après un plan d'arpentage ou de bornage, dont copie ci-jointe, dressé le 17/11/17..... par M. François HOSPITAL, géomètre à MARSEILLE.....

Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées au dos de la chemise 6463.

A .MARSEILLE....., le 15/11/2017.....

Document dressé par

M. François HOSPITAL.....

à MARSEILLE.....

Date 18/12/2017.....

Signature :

opsia méditerranée

François HOSPITAL
Géomètre Expert DPLG n° 1103

BP 40230 - 13445 Marseille Cedex 6 France
Tel. +33(0) 491 793 875
contact@opsia.fr - www.opsia.fr

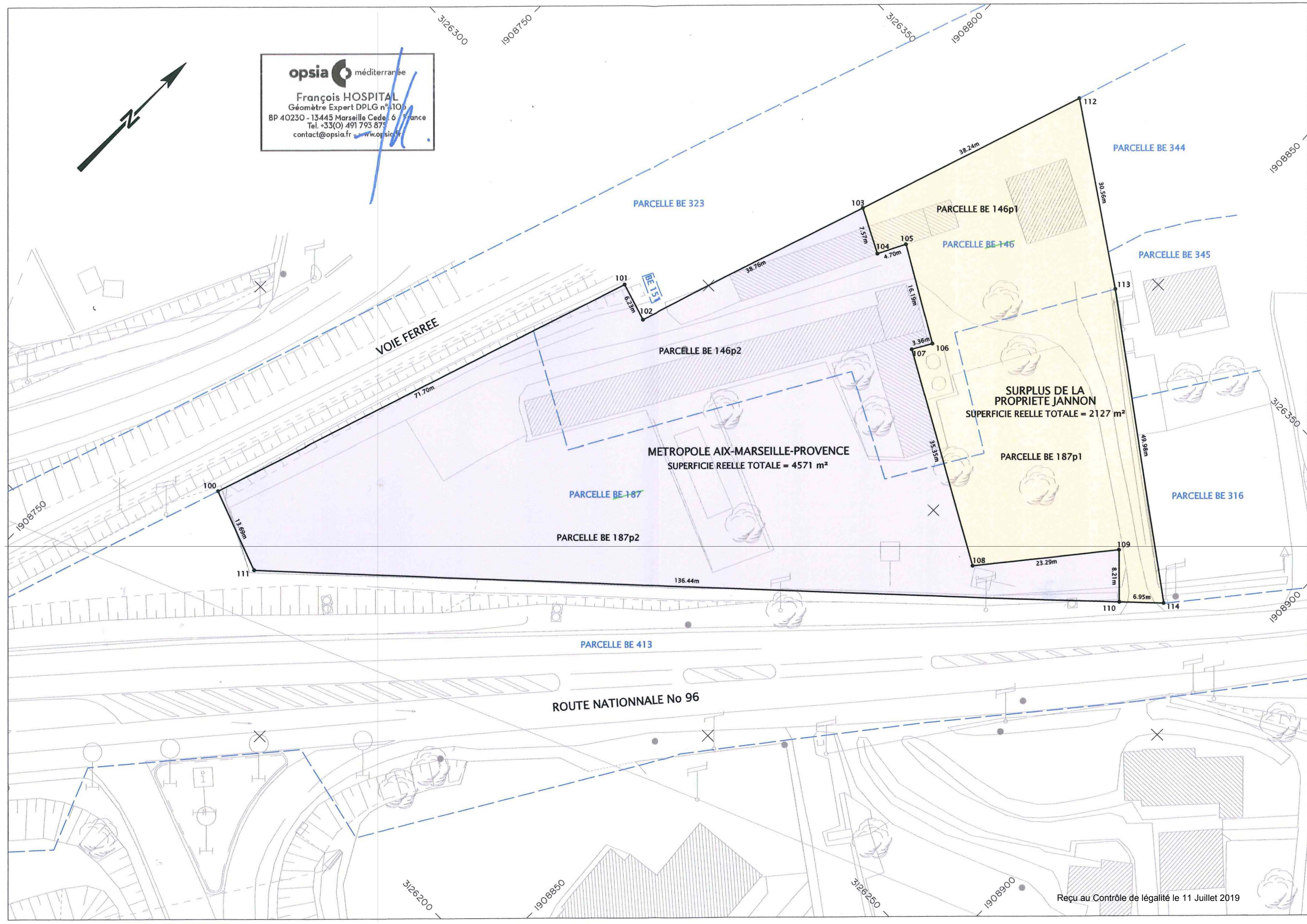
(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une esquisse (plan rénové par voie de mise à jour), dans la formule B les propriétaires peuvent avoir effectué eux-mêmes le piquetage.
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien retraité du cadastre, etc ...).
(3) Préciser les noms et qualités du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, avoué représentant qualifié de l'autorité expropriante).



Reçu au Contrôle de légalité le 11 Juillet 2019



François HOSPITAL
Géomètre Expert DPLG n° 105
BP 40230 - 13445 Marseille Cedex 6 - France
Tel. +33(0) 491 793 875
contact@opsia.fr - www.opsia.fr



STATUTS DE L'ASSOCIATION

DANS LA COUR DES GRANDS

Article 1

Il est créé entre les adhérents aux présents statuts une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, ayant pour dénomination : **DANS LA COUR DES GRANDS**

Article 2 - objet

Promouvoir les expressions artistiques par la création théâtrale et toute intervention dans le domaine du théâtre.

Elle se donne comme moyens d'action :

- La production et l'organisation de spectacles vivants et de toutes manifestations culturelles, conformément au statut de l'entrepreneur de spectacles,
- Rencontres avec d'autres formes d'expression artistique (danse, arts plastiques...)
- Toutes les activités lui permettant de réaliser son objet statutaire.

Article 3 - adresse

Le siège de l'association est fixé à Marseille, au 78 cours julien dans le 6^{ème} arrondissement. Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration ou par l'assemblée générale.

Article 4 - durée

La durée de l'association est indéterminée.

Article 5 - composition

Les membres de l'association peuvent être des personnes physiques ou morales.

L'association est composée de :

- membres fondateurs. Sont considérées comme tels, les personnes qui ont participé à la création de l'association, à savoir :
Les membres fondateurs sont membres de droit du Conseil d'Administration.
En cas de disparition de l'un d'entre eux, les membres fondateurs peuvent proposer la désignation d'autre(s) membre(s) fondateur(s). Cette décision est prise par le Conseil d'Administration conformément aux conditions de vote de l'article 11 ci-dessous.
- membres d'honneur. Ce titre honorifique peut être conféré par le Conseil d'Administration, conformément aux conditions de vote de l'article 11 ci-dessous, aux personnes ayant adhéré ou non à l'association et qui ont rendu des services notables à celle-ci.
Ils sont dispensés du versement d'une cotisation. Ils participent aux assemblées générales avec voix consultative.
- membres bienfaiteurs. Sont membres bienfaiteurs les personnes qui ont apporté une contribution financière importante à l'association, ou qui ont accepté de payer une cotisation égale à 20 fois le montant de la cotisation annuelle.

Sont également membres bienfaiteurs, sous réserve d'agrément des membres du conseil d'administration, conformément aux conditions de vote de l'article 11 ci-dessous, les personnes ayant consenti un apport mobilier ou immobilier à l'association.

- membres actifs ou adhérents. Sont membres actifs ou adhérents ceux qui participent directement à l'organisation et au suivi se rapportant à l'objet de l'association et qui versent leur cotisation annuelle. Ils n'ont pas le droit de vote aux Assemblées.

Pour être membre actif ou adhérent, il faut :

- être agréé par le Conseil d'Administration, qui est souverain pour accepter ou refuser, conformément aux conditions de vote de l'article 11 ci-dessous, une demande d'adhésion sans avoir à en faire connaître les motifs ;
- prendre connaissance et accepter les statuts ;
- verser une cotisation annuelle dont le montant est fixé chaque année par l'assemblée générale ;
- les mineurs peuvent être membres actifs de l'association dès lors qu'ils versent la cotisation annuelle, participent aux activités de l'association et sont munis de l'autorisation de leurs représentants légaux.

Toutefois, les membres mineurs ne sont pas éligibles au Conseil d'Administration.

- Des personnes morales peuvent être membres de l'association. Elles sont représentées par leur représentant légal ou toute autre personne dûment habilitée à cet effet.

Tous les membres de l'association ont une obligation générale de discrétion. En outre, ils s'engagent à ne tenir publiquement aucun propos et à ne commettre aucune action susceptible de nuire à l'image de marque de l'association.

Article 6 - radiation

La qualité de membre se perd par :

- le décès,
- la démission qui doit être adressée par écrit au conseil d'administration,
- le non-paiement de la cotisation dans un délai de 2 mois après sa date d'exigibilité,
- la radiation pour motif grave. Celle-ci sera prononcée par le conseil d'administration après avoir entendu les explications de l'intéressé convoqué par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 7 - ressources

Les ressources de l'association comprennent :

- Le montant des cotisations
- Les subventions de l'État et des collectivités territoriales
- Les dons
- Le mécénat d'entreprises
- Les sommes perçues en contrepartie des prestations fournies par l'association
- Toutes autres ressources autorisées par les textes législatifs et réglementaires

Article 8 - conseil d'administration

L'association est dirigée par un conseil d'administration dont le bureau se compose au moins d'un Président et d'un Trésorier nommés par ce conseil.

Ils sont rééligibles.

Le conseil est renouvelable annuellement par moitié.

Article 9 - réunion du conseil d'administration

Le conseil d'administration se réunit au moins une fois tous les 6 mois sur convocation du président ou sur demande du quart des membres. Les décisions sont prises à la majorité des voix. Le président dispose d'une voix prépondérante.

Les réunions font l'objet d'un procès-verbal.

Tout membre du conseil qui, sans excuse, n'aura pas assisté à trois réunions consécutives, pourra être considéré comme démissionnaire.

Article 10 - rémunération

Les membres du conseil d'administration ont droit au remboursement de leurs frais sur justificatifs ; les frais de déplacement seront remboursés sur le barème de l'administration fiscale. Leurs fonctions sont bénévoles.

Article 11 - Assemblée générale ordinaire

L'assemblée générale ordinaire, qui se réunit chaque année au mois de mai, comprend tous les membres de l'association, à quelque titre qu'ils y soient affiliés.

Quinze jours, au moins, avant la date fixée, les membres de l'Association sont convoqués par les soins du secrétaire qui indique l'ordre du jour sur les convocations.

- Le président, assisté des membres du conseil, préside l'assemblée et expose la situation morale de l'association.
- Le trésorier rend compte de sa gestion et soumet le bilan à l'approbation de l'assemblée.
- Le secrétaire est chargé de convoquer les réunions de tous les organes, de veiller au respect des procédures, de rédiger tous les procès-verbaux et de tenir le registre spécial prévu à cet effet.

Ne devront être traitées, lors de l'assemblée, que les questions soumises à l'ordre du jour. Les décisions sont prises à la majorité.

Article 12 - Assemblée générale extraordinaire

Sur demande d'au moins la moitié plus un des membres inscrits, le président peut convoquer une assemblée générale extraordinaire selon les modalités de l'article 10.

Article 13 - Règlement intérieur

Le conseil d'administration peut décider de l'établissement d'un règlement intérieur qui sera soumis pour approbation à l'assemblée générale. Ce règlement est destiné à fixer les divers points non prévus par les statuts, notamment ceux qui ont trait à l'administration interne de l'association. Il s'impose à tous les membres de l'association.

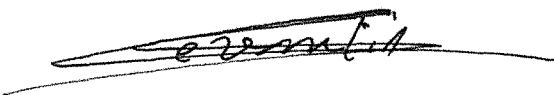
Article 14 - Dissolution

En cas de dissolution, votée par les deux tiers des membres inscrits, ou par décision de justice, les biens de l'association seront dévolus selon les règles déterminées en assemblée générale.

Fait à Marseille, le 18 avril 2008

Validé par la nouvelle trésorière et le nouveau président le 3 juin 2011

Le Président Mr Bastien levantis	Le Trésorier Mlle Colonna d'istria
-------------------------------------	---------------------------------------



PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHONE

D.A.G. - Police Administrative
Service des associations
Bd Paul Peytral
13282 MARSEILLE CEDEX 20
04.84.35.43.24 (mar.et merc 14h30 à 16h30)
04.84.35.40.05 (serveur vocal)

Le numéro W133008428
est à rappeler dans toute
correspondance

**Récépissé de Déclaration de MODIFICATION
de l'association n° W133008428**

Ancienne référence
de l'association :
0133095747

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;
Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

Le Préfet des Bouches-du-Rhône

donne récépissé à **Monsieur le Président**
d'une déclaration en date du : **30 juin 2011**
faisant connaître le(s) changement(s) suivant(s) :

DIRIGEANTS

dans l'association dont le titre est :

DANS LA COUR DES GRANDS

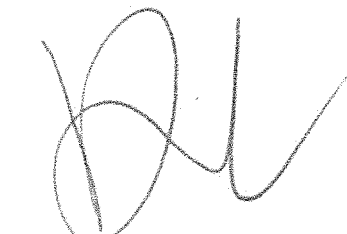
dont le siège social est situé : 78 cours Julien
13006 Marseille

Décision(s) prise(s) le(s) : **03 juin 2011**

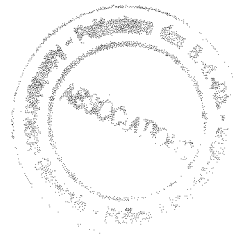
Pièces fournies :
Liste dirigeants
Procès verbal

Marseille, le 12 juillet 2011

Pour le Préfet
Et par son représentant
L'Adjointe au Chef de Bureau



Rose LABEILLE



Loi du 1 juillet 1901, article 5 - al 5.6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 3 :

Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés.

Les modifications et changements seront, en outre, consignés sur un registre spécial qui devra être présenté aux autorités administratives ou judiciaires chaque fois qu'elles en feront la demande.

Loi du 1 juillet 1901, article 8 - al 1 :

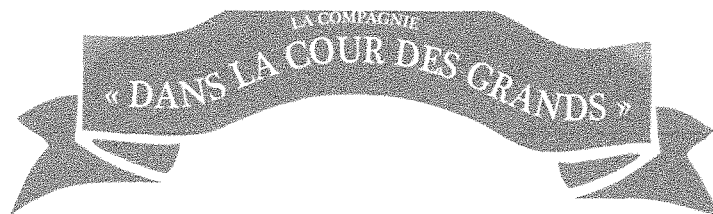
Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.

NOTA :

L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Juillet 2019



Membre du Bureau :

M.Bastien LEVANTIS
Fonction : Président
Nationalité : Française
Profession : Informaticien
Adresse : 30 Montée de Saint Menet
13011 Marseille

Melle Julie COLONNA D'ISTRIA
Fonction : Trésorière
Nationalité : Française
Profession : Agent de trafic aérien
Adresse : 263 rue d'endoume
13007 Marseille

M.Fabien ROUMAN
Fonction : Secrétaire
Nationalité : Française
Profession : Marin Pompier
Adresse : 20 rue de Varsovie
13016 Marseille

Le Président :
Bastien Levantis



Compagnie labellisée par Marcel Pagnol Communication

www.danslacourdesgrands.fr

78, Cours Julien - 13006 Marseille - E-mail : contact@danslacourdesgrands.fr - Tél : 06.67.63.32.58 / 06.76.21.73.17

SIRET : 434 310 058 00020 / NAF : 9001Z

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Juillet 2019

ETAT DES LIEUX

ENTREE

Date : 25/3 - 2016 2019



SORTIE

Date :



Nom et Adresse du bailleur :

**METROPOLE AIX MARSEILLE
PROVENCE CT4**

932 avenue de la Fleuride
13 400 Aubagne

Nom et adresse du locataire :
(Nouvelle adresse si départ)

MR Nicolas Dronard -
Dans la Cour des Grands
78 Cours Julien
13006 MARSEILLE -

Adresse du bien donné en location :

Terrain des Solfans - (Ancienne propriété de Mme Jannon).
RN 96 13400 Aubagne -

Relevé des compteurs /

EDF :

Compteur n° :

Electricité Jour :

Electricité Nuit :

Puissance :

Emplacement :

Date :

Eau :

Compteur n° :

normale :

Arrosage :

Emplacement :

Date :

Nombre de clés /

Maison :

Annexe :

Garage : 4 Boxes ? 120 m².

Boîte aux lettres :

Autres :

Installations

- | | | |
|--|---|---|
| <input type="checkbox"/> Chauffage | <input type="checkbox"/> Chauffe-eau électrique | <input type="checkbox"/> Installation gaz |
| <input type="checkbox"/> Nbre d'appareils de chauffage | <input type="checkbox"/> Climatisation | |
| <input type="checkbox"/> Autres : | | |

Etat du logement

Zone commentaire, vous pouvez renseigner par exemple la présence de trous dans les murs, de fissures dans les carrelages et précisez :

- Le type de sol : carrelage, parquette stratifié ou autre.
- Le revêtement des murs et plafonds : crépi, peinture, autre
- Les vitrages simple ou double, le nombre d'interrupteurs, de prises, d'applique ou de plafonniers.
- S'il s'agit de fenêtre, porte fenêtre, velux. Si les plinthes en bois, PVC. etc...

Porche	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état	Commentaire
Sol (carrelage, moquette, ..)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Murs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Plafond	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Menuiserie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Electricité	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Terrasses	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état	Commentaire
Sol (carrelage, moquette, ..)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Murs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Plafond	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Menuiserie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Electricité	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Divers	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Entrée-Hall	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état	Commentaire
Sol	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Murs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Plafond	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Menuiserie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Vitres – Volets	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Placards	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Electricité	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Tuyauterie/Chauffage	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Ventilation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

D.R. 

Séjour	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état	Commentaire
Sol	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Murs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Plafond	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Menuiserie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Vitres – Volets	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Placards	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Electricité	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Tuyauterie/Chauffage	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Ventilation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Cheminée	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Divers	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Chambre 1	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état	Commentaire
Sol	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Murs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Plafond	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Menuiserie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Vitres – Volets	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Placards	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Electricité	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Tuyauterie/Chauffage	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Ventilation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Climatisation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Chambre 2	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état	Commentaire
Sol	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Murs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Plafond	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Menuiserie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Vitres – Volets	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Placards	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Electricité	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Tuyauterie/Chauffage	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Ventilation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

D.R.

Cuisine	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état	Commentaire
Sol	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Murs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Plafond	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Menuiserie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Vitres – Volets	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Placards	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Electricité	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Ventilation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Tuyauterie/Chauffage	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Meuble évier	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Robinet évier	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Divers	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Salle de bain	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état	Commentaire
Sol	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Murs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Plafond	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Menuiserie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Vitres – Volets	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Placards	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Electricité	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Tuyauterie/Chauffage	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Ventilation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Baignoire et bidet	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Douche	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Divers	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Robinetterie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

WC	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état	Commentaire
Sol	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Murs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Plafond	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Menuiserie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Vitres – Volets	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Placards	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Electricité	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Tuyauterie/Chauffage	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Ventilation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Chasse d'eau	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Cuvette	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

D.R. - M

Garage	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état	Commentaire
Sol	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Murs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Plafond	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Portes garage	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Vitres – Volets	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Menuiserie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Electricité	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Tuyauterie/Chauffage	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Ventilation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Divers	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Toiture Cochonnier.

Annexes	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état	Commentaire
Sol	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Murs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Plafond	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Menuiserie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Vitres – Volets	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Placards	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Electricité	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Tuyauterie/Chauffage	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Ventilation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Cheminée	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Ventilation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Tuyauterie/Chauffage	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Meuble évier	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Robinet évier	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Extérieurs	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état	Commentaire
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Nbreses Décharges à
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Evacuer, tuiles, barreaux
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	etc---
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Autres : précisez dans la zone ci-dessous

Anciens Cochonniers de la propriété de Mme Jannon.
Occupés actuellement par la troupe "Dans la cour des Grands" → 4 Boxes d'une surface d'environ 120m² - avec une porte de Garage par où accéder. Matériel de scène + décors de théâtre y sont stockés. Le local est situé sur la parcelle appartenant à la métropole Aix-Marseille-Provence d'Aubagne & était cadastrée BE 146p2 et BE 187 p2.

LE BAILLEUR

Inscrire la mention manuscrite « certifié exact » et Signer

Date:

Le 25/3/19.

LE(S) LOCATAIRE(S)

Date:

25/3/19.

Inscrire la mention manuscrite « je reconnais exactes ces constatations sur l'état du bien » et signer.

Je reconnais exactes ces constatations
sur l'état du Bien

Faire le paraphe sur toutes les pages

Décision n° 19/417/D

Convention de mise à disposition de local sis 111 rue du Dirigeable à Aubagne au profit du Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune (SMBVH)

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 sur la Modernisation de l'Action Publique territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l’élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le bail commercial du 17 février 2014 intervenu entre la SCI Cayenne et la Communauté d’agglomération du Pays d’Aubagne et de l’Etoile devenue Métropole Aix-Marseille-Provence, pour une durée de 9 ans concernant le local sis 111 rue du Dirigeable à Aubagne et notamment son article 13 qui prévoit que « toute sous-location devra faire l’objet d’une autorisation express et écrite du bailleur » ;
- Le courrier de la SCI Cayenne du 3 juin 2019 par lequel le propriétaire du local a donné son accord à la Métropole Aix-Marseille-Provence pour permettre la sous-location partielle du local auprès du Syndicat.

CONSIDÉRANT

- Que la compétence GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations), créée par la loi MAPTAM, a été automatiquement transférée des communes aux EPCI à fiscalité propre au 1^{er} janvier 2018 ;
- Que la Métropole a approuvé le principe de l'exercice à l'échelle métropolitaine de la compétence relative à la GEMAPI par délibération n° DEA 052-3360/17/CM du Conseil de Métropole en date du 14 décembre 2017 ;

- Que le Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune est un établissement public d'aménagement et de gestion des eaux dont fait partie la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que le périmètre d'intervention du Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune est l'ensemble du bassin versant de l'Huveaune, dont fait partie l'intégralité du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention de mise à disposition de local avec le Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune.

Article 2 :

Est approuvé le montant de la redevance à hauteur de 11 572.99 euros, montant qui pourra être révisé en tant que de besoin.

Article 3 :

Madame la Présidente ou son représentant est autorisé à signer la convention de mise à disposition ci-annexée ainsi que tous les actes y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget annexe GEMAPI.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 11 juillet 2019

Martine VASSAL

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAL

ENTRE LES SOUSSIGNES :

L'E.P.C.I

La Métropole Aix-Marseille-Provence,
58, boulevard Charles Livon
13007 MARSEILLE

Représenté par

Madame Martine VASSAL, sa Présidente, dûment
habilitée à signer la présente convention par décision n°
.....en date du

Ci-après désigné

« LA METROPOLE »

ET

Le Syndicat

Le Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune,
dont le siège est situé : 932 avenue de la Fleuride – ZI
des Paluds – 13400 AUBAGNE

Représenté par

Madame Sylvia Barthélemy, sa Présidente, dûment
habilitée à signer la présente convention par délibération
n° du Conseil Syndical du

Ci-après désigné

« LE SYNDICAT »

PREAMBULE

Le local, objet de la présente convention, fait l'objet d'un bail commercial entre LA METROPOLE et la SCI CAYENNE. Il se situe à 111, rue du Dirigeable – 13400 AUBAGNE.

LA METROPOLE, compétente en matière de GEMAPI a transféré l'exercice d'une partie de cette compétence au Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune (SIBVH), lequel est un établissement public d'aménagement et de gestion des eaux dont les deux membres sont LA METROPOLE et la Communauté d'Agglomération de Provence Verte.

En application des statuts révisés dudit SYNDICAT, entrés en vigueur par arrêté préfectoral du 22 février 2019, le périmètre d'intervention du SYNDICAT est l'ensemble du bassin versant de l'Huveaune, dont fait partie l'intégralité du territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

En outre, la position géographique d'Aubagne est centrale et pertinente pour l'exercice des missions du SYNDICAT.

Il en est de même quant à la proximité des agents du SYNDICAT avec les services Métropolitains pour favoriser la transversalité inhérente à l'efficacité de l'action publique.

Conformément à l'article 13 du bail commercial conclu en date du 17 février 2014, entre l'ex-Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, fusionnée au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1^{er} janvier 2016 et la SCI CAYENNE, « *toute sous-location devra faire l'objet d'une autorisation express et écrite du bailleur* ». Par courrier en date du 3 juin 2019, le propriétaire du local, la SCI CAYENNE a donné son accord à la METROPOLE pour permettre la sous-location partielle du local auprès du SYNDICAT.

Il convient donc d'établir une convention de mise à disposition entre LE SYNDICAT et LA METROPOLE.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques des parties dans le cadre de la mise à disposition partielle des locaux par LA METROPOLE au SYNDICAT.

ARTICLE 2 : DUREE ET RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée de 1 an à compter de sa signature, renouvelable par tacite reconduction, sans toutefois dépasser le 16/02/2023, date de fin du bail commercial. La présente convention pourra être résiliée de manière anticipée par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis de 3 mois.

Lors de la prise d'effet de la présente convention, comme à son expiration, il sera procédé à un état des lieux contradictoire.

ARTICLE 3 : DESIGNATION ET DESTINATION DU LOCAL MIS A DISPOSITION

LA METROPOLE accepte de mettre à disposition du SYNDICAT le local désigné ci-après :

- Bureaux Cayenne, situé au 111, rue du Dirigeable – 13400 AUBAGNE (bien référencé n°43 dans l'état du patrimoine)

La mise à disposition comprend :

- A titre exclusif : trois bureaux
- En partie commune dans les locaux de LA METROPOLE : une salle de repos ainsi qu'une salle de réunion. L'utilisation de ces espaces pourra être modifiée au bénéfice de LA METROPOLE en tant que de besoin. Dans ce cas, LA METROPOLE informera le SYNDICAT.
- En partie commune du bâtiment : les sanitaires

Il est à noter qu'aucune place de stationnement n'est réservée, à titre exclusif, au SYNDICAT.

Le local mis à disposition devra être exclusivement affecté par LE SYNDICAT à usage de :

- Travail administratif

Le local mis à disposition n'est pas déclaré ERP. LE SYNDICAT ne pourra donc pas recevoir de public dans ce local.

LA METROPOLE peut effectuer ou faire effectuer tout contrôle, afin de vérifier notamment les conditions d'occupation et d'utilisation des lieux.

LE SYNDICAT déclare connaître les lieux pour les avoir visités en vue de la présente mise à disposition.

Ce local comprend l'ensemble des éléments mentionnés dans l'état des lieux annexé à la présente convention de mise à disposition.

ARTICLE 4 : DESIGNATION DU MATERIEL MIS A DISPOSITION

LA METROPOLE accepte de mettre à disposition du SYNDICAT le matériel désigné ci-après :

- Mobiliers : bureaux, fauteuil, chaises et tables de réunion
- Matériel informatique individuel : téléphones fixes
- Matériel informatique commun : photocopieurs, switchs réseau...
- Matériel logistique : micro-onde, réfrigérateur dans la salle commune de repos
- Matériel SIG : accès en lecture à la base de données géographiques « Syndicat » via intranet, mise à disposition de données SIG pour transmission

Les locaux mis à disposition sont entretenus par LA METROPOLE aux frais de celle-ci : nettoyage, maintenance des équipements CVC et équipements techniques, entretien

informatique des réseaux, fourniture accès réseau informatique, internet et téléphonie. Les charges afférentes seront réparties selon une annexe financière mise à jour annuellement selon les modalités fixées dans la présente convention à l'article 7.

ARTICLE 5 : ETAT DU LOCAL

LE SYNDICAT s'engage à prendre le local objet de la présente convention dans l'état où il se trouve au jour de l'entrée en jouissance.

Un état des lieux contradictoire d'entrée sera établi par les parties avant la remise des clefs. A défaut, LE SYNDICAT sera présumé avoir pris les lieux en bon état.

ARTICLE 6 : CONDITIONS GENERALES DE MISE A DISPOSITION

Au titre de la présente convention, les parties s'engagent à respecter leurs engagements réciproques.

6.1. Obligations pour le SYNDICAT

- LE SYNDICAT s'engage à affecter le local ci-dessus désigné à l'objet exclusif énoncé à l'article 3 de la présente convention et plus particulièrement à la réalisation des activités ou actions suivantes :
 - Missions techniques et administratives liées à la compétence GEMAPI et plus globalement à la gestion du bassin versant et au fonctionnement du SYNDICAT ;
 - Travail personnel sur poste informatique
 - Réunions collectives avec les partenaires du SYNDICAT dans le cadre de ses missions (services Métropole, institutions, entreprises, associations etc.)
- La présente convention étant consentie intuitu personae, toute cession de droits en résultant est interdite. De même, LE SYNDICAT s'interdit de sous-louer tout ou partie des locaux et, plus généralement, d'en conférer la jouissance à un tiers, même temporairement ;
- LE SYNDICAT devra veiller « en bon père de famille » sur le local mis à sa disposition et le rendre en bon état au terme de la convention. Il ne pourra faire ni laisser faire quoique ce soit qui puisse détériorer le local et devra, sous peine d'être tenu personnellement responsable, avertir LA METROPOLE, sans retard et par écrit, de toute atteinte qui serait portée à sa propriété ;
- LE SYNDICAT , « en bon père de famille » devra veiller à l'état de présentation des locaux qu'il occupe (rangement, esthétisme) ainsi qu'au respect des règles de fonctionnement du lieu (consignes de recyclage, consignes d'archivage, consignes de sécurité notamment sur l'utilisation d'appareil électrique...) ;
- LE SYNDICAT s'engage à prendre toutes les mesures de sécurité prévues par la réglementation en matière de locaux afin de garantir la sécurité des personnes et des équipements ;
- Durant toute la durée de la mise à disposition du local, LE SYNDICAT assumera les travaux d'entretien et de réparations courantes de type locatif, à ses frais ;

- LE SYNDICAT devra effectuer à ses frais les réparations qui deviendraient nécessaires par suite, soit de défaut d'exécution des réparations locatives, soit de dégradations résultant de son fait ou de celui de son personnel ;
- LE SYNDICAT ne pourra faire dans les lieux aucune construction, ni démolition, aucun percement de mur, cloisons ou planchers, ni aucun changement de distribution sans l'accord préalable du propriétaire qui se réserve la suite à donner à cette requête.
- Tous embellissements, améliorations et installations quelconques qui seraient fait par LE SYNDICAT dans les lieux mis à disposition pendant le cours de la convention devront être soumis à l'autorisation de LA METROPOLE. LE SYNDICAT ne pourra réclamer aucune indemnité, à moins que LA METROPOLE ne préfère demander le rétablissement des lieux dans leur état primitif, aux frais du SYNDICAT, ce qu'elle a toujours le droit de faire même si elle a autorisé les travaux ;
- LE SYNDICAT s'engage à ne poser aucune enseigne autre que celle apposée sur la porte d'entrée ;
- A l'expiration de la convention, LE SYNDICAT s'engage à rendre le local et les équipements en parfait état, dans la limite de leur usure normale. LA METROPOLE se réserve le droit de demander au SYNDICAT la prise en charge des frais de remise en état qui résulteraient d'une mauvaise gestion, d'une insuffisance ou d'une affectation non conforme à la présente convention.
- Au terme de la présente convention, les clefs du local devront être remises en mains propres à un agent de LA METROPOLE qui sera désigné par elle, et il sera procédé à un état des lieux contradictoire.
- De manière générale, LE SYNDICAT devra se conformer aux obligations relatives à l'utilisation du local que LA METROPOLE tient du bail commercial conclu avec le propriétaire du local, tel que les conditions générales d'occupation, l'entretien et la surveillance du local, ... Une copie du bail commercial sera portée à la connaissance du SYNDICAT à cet effet.

6.2. Obligations pour LA METROPOLE

- LA METROPOLE s'engage à assumer directement les obligations qui lui incombent en tant que locataire ;
- Les clefs du local seront remises en mains propres à un agent du SYNDICAT à la prise d'effet de la présente convention ;
- LA METROPOLE s'engage à réaliser les travaux qui sont à sa charge. LE SYNDICAT informera LA METROPOLE des travaux qu'elle estime nécessaires à la sécurité, à la bonne utilisation ou à la conformité des locaux.

ARTICLE 7 : REDEVANCES ET CHARGES

La mise à disposition du local est réalisée dans les conditions financières suivantes :

- Redevance d'un montant annuel de 11 572.99 euros

LE SYNDICAT devra s'acquitter du paiement annuel de l'ensemble des charges afférentes au fonctionnement du local selon l'annexe de répartition jointe.

Cette annexe pourra être mise à jour en tant que de besoin par voie d'avenant.

ARTICLE 8 : ASSURANCE ET RESPONSABILITE

LE SYNDICAT s'engage à souscrire une police d'assurance à une compagnie notoirement solvable couvrant notamment sa responsabilité civile, le recours des voisins et des tiers, les dommages causés notamment par l'incendie, l'explosion, les risques électriques, la foudre, le bris, les dégâts des eaux et pour le vol.

LE SYNDICAT justifiera du paiement des primes, du montant des risques couverts à toute réquisition de LA METROPOLE, et pour la première fois, lors de l'entrée dans les locaux.

Il devra justifier à chaque demande de LA METROPOLE de l'existence de telles polices d'assurances et du règlement des primes correspondantes. En cas de sinistre, LE SYNDICAT s'engage à en faire part à LA METROPOLE dans les plus brefs délais.

Une copie du contrat devra être produite à l'appui de la présente convention.

LE SYNDICAT est responsable des dommages qu'il pourrait causer à l'immeuble pendant la durée de l'occupation. Il devra donc réparer les dégâts engendrés.

ARTICLE 9 : RESTITUTION DU LOCAL ET DU MATERIEL

Lors de la restitution du local et du matériel, un état des lieux sera dressé en présence des deux parties. Si des travaux de réparations s'avèrent nécessaires ou si tout ou partie du matériel a disparu, les frais de remise en état ou de remplacement seront à la charge du SYNDICAT.

ARTICLE 10 : AVENANT

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 11 : RESILIATION

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de 30 jours suivant la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

LA METROPOLE se réserve le droit de résilier, à tout moment, la présente convention si le local doit être affecté à une autre utilisation pour des motifs d'intérêt général. La révocation pour des motifs d'intérêt général ne donnera lieu à aucune indemnisation.

Au terme de la convention par résiliation, il sera procédé à un état des lieux contradictoire.

En cas d'atteinte à l'ordre public ou de dégâts interdisant la continuité normale de l'activité, LA METROPOLE se réserve le droit de procéder à la fermeture des locaux sans préavis.

ARTICLE 12 : REGLEMENT DES LITIGES

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige relatif à la présente convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec de voies amiables de résolution, tout contentieux relatif à cette convention devra être porté devant le Tribunal administratif de Marseille.

Fait à, le
(En 3 exemplaires originaux)

Pour **LE SYNDICAT**

La Présidente
Madame Sylvia BARTHELEMY

Pour **LA METROPOLE**

La Présidente
Madame Martine VASSAL

Décision n° 19/431/D

Implantation et développement des organismes et des entreprises sur le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté N°18/186/CM du 2 octobre 2018 relatif à la délégation de fonction de Monsieur Pascal Montecot ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N° ECO 003-4588/18/CM du 18 octobre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence fixant les différentes tarifications en matière de gestion locative applicable au technopôle de l'Arbois à compter du 1er janvier 2019 ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Monsieur Pascal Montecot en qualité de 7ème Vice-Président.

CONSIDÉRANT

- Que le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée gère un parc immobilier loué à un panel d'entreprises, d'associations, de laboratoires et de structures d'aide à l'innovation publics et privés ;

- Que l'entreprise Innocraft conseil en organisation, gestion, management vient d'intégrer le Technopôle de l'Arbois et qu'en conséquence il convient de régulariser cette implantation par un titre d'occupation.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention d'occupation précaire conclue avec Innocraft, portant sur des bureaux pour une surface de 24,31 m² dans le bâtiment Marconi pour la période du 1^{er} juin 2019 au 31 mai 2021.

Recette annuelle : 2674,10€ HT/HC.

Article 2 :

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget Territoire du Conseil de Territoire du Pays d'Aix de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'état spécial du Conseil de Territoire du Pays d'Aix N°6 – section de fonctionnement – Nature 752 Fonction 61 chapitre 75 Code Activité 11.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 11 juillet 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/432/D

Implantation et développement des organismes et des entreprises sur le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté N°18/186/CM du 2 octobre 2018 relatif à la délégation de fonction de Monsieur Pascal Montecot ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N° ECO 003-4588/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence fixant les différentes tarifications en matière de gestion locative applicable au technopôle de l'Arbois à compter du 1er janvier 2019 ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Monsieur Pascal Montecot en qualité de 7ème Vice-Président ;

CONSIDÉRANT

- Que le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée gère un parc immobilier loué à un panel d'entreprises, d'associations, de laboratoires et de structures d'aide à l'innovation publics et privés ;
- Que les entreprises Optis/Genesis, dont l'activité est : la conception de prototypes virtuels, et Intuitisoft dont l'activité est la création d'applications mobiles et sites web sur mesure sont déjà implantées sur le Technopôle de l'Arbois et pour lesquelles des modifications de nom de preneur de bail, modification de surfaces où prorogation de convention ont été demandées ;

- Qu'en conséquence, il convient de régulariser ces modifications par avenants.

DECIDE

Article 1 :

Sont approuvés les avenants avec les entreprises :

- Optis/Genesis : fusion de la société Genesis au bénéfice de la société Optis suivant nouveau KBis

Augmentation de surface de 5m² au bâtiment G. Mégie à destination de local de réserve à compter du 1^{er} juin 2019.

Recette : 265 euros HT/HC/an.

Recette totale surface révisée : 15 761,40 euros HT/HC/an.

- Intuitisoft : prorogation de la durée d'occupation suivant convention de service et d'occupation précaire au bâtiment pépinière CleanTech pour la période du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020

Recette annuelle : 2 068 euros HT/HC/an.

Article 2 :

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget Territoire du Conseil de Territoire du Pays d'Aix de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'état spécial du Conseil de Territoire du Pays d'Aix N°06 – section de fonctionnement – nature 752-Fonction 61-Chapitre 75 Code Activité 11.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 11 juillet 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Juillet 2019

Décision n° 19/434/D

Approbation d'une convention d'occupation précaire et révocable à titre onéreux du logement, lot n° 45, sis allée du Petit Diable à Miramas, au bénéfice de Madame Marie Drancourt.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection à Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence devient le propriétaire d'un appartement portant le numéro 45, situé au rez-de-chaussée gauche du bâtiment F sis allée du Petit Diable sur la commune de Miramas cadastré section AM 2 dans le secteur de la ZAC de La Rousse, par acte notarié dont la signature est programmée le 18 juin 2019 ;
- Que l'actuel propriétaire vendeur, Madame Marie Drancourt, a formulé le souhait de rester occupant dudit appartement, après la vente de celui-ci, le temps de déménager dans son nouveau logement ;
- Que ledit bien, inscrit dans un programme national de rénovation urbaine, est destiné à être démoli en vue de la réalisation du projet urbain de réaménagement et de la rénovation urbaine du quartier dit de « La Maille 1 - Mercure » à Miramas ;

- Que conformément aux dispositions de l'article L. 221-2 du Code de l'Urbanisme, l'immeuble précité, acquis pour la constitution de réserves foncières, est susceptible d'un changement de destination en vue de la réalisation de futures opérations d'aménagement, ne peut faire l'objet que de concessions temporaires qui ne confèrent au preneur aucun droit à se maintenir dans les lieux lorsque l'immeuble est repris en vue de son utilisation définitive ;
- Que dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a convenu de conclure une convention d'occupation précaire et révocable au profit de Madame Marie Drancourt.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée, relative à l'occupation précaire et révocable au bénéfice de Madame Marie Drancourt, de l'appartement situé au rez-de-chaussée du bâtiment F sis allée du Petit Diable (Lot n° 45) à Miramas.

Article 2 :

La présente convention est consentie et acceptée à compter du 18 juin 2019, date correspondant à la signature d'acquisition dudit logement, jusqu'au 31 juillet 2019.

Article 3 :

La présente convention est conclue à titre onéreux moyennant le paiement d'une redevance forfaitaire d'occupation nette et non révisable, d'un montant de 200 euros.

Article 4 :

La recette correspondante sera constatée au budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 75, nature 752.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 11 juillet 2019

Martine VASSAL

CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE ET REVOCABLE

**Lot n° 45 du bâtiment F, immeuble d'un ensemble immobilier
situé à la ZAC de la Rousse – 13140 MIRAMAS**

Entre :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, représentée par Madame Martine Vassal, sa présidente, dont le siège est situé BP 48014, 13567 Marseille Cedex 02, dûment habilitée aux fins de signature des présentes par la décision n° en date du2019

Ci-après dénommé "LE BAILLEUR",

D'une part,

Et :

Madame Marie Drancourt, domiciliée allée du petit diable, Bâtiment F (lot n° 45)– ZAC de la Rousse à Miramas (13140),

ci-après dénommée « LE PRENEUR »

D'autre part,

PRÉAMBULE

La Métropole Aix-Marseille-Provence devient le propriétaire d'un appartement de type 2 portant le numéro 45 situé au rez-de-chaussée gauche de l'immeuble F, sis allée du petit diable, bâtiment F à Miramas, sur la parcelle cadastrée section AM 2, dans le secteur de la ZAC de La Rousse sur la commune de Miramas, par acte notarié dont la signature est programmée le 18 juin 2019.

L'actuel propriétaire vendeur a formulé le souhait de rester occupant dudit appartement, après la vente de celui-ci, le temps de retrouver un nouveau logement.

Inscrit dans un nouveau programme national de rénovation urbaine, ce bien est notamment destiné à être démoli en vue de la réalisation du projet urbain de réaménagement et de la rénovation urbaine du quartier dit de la « Maille 1 - Mercure » à Miramas.

L'article L. 221-2 du Code de l'urbanisme dispose que les immeubles acquis pour la constitution de réserves foncières ne peuvent faire l'objet que de concessions temporaires qui ne confèrent au preneur aucun droit à se maintenir dans les lieux lorsque l'immeuble est repris en vue de son utilisation définitive.

Dans ce cadre, les parties se sont rapprochées afin de convenir ensemble d'une solution d'occupation précaire et révocable de l'appartement précité à compter de sa date d'acquisition jusqu'au 31 juillet 2019.

La présente convention d'occupation précaire a pour objet de fixer les conditions et modalités d'occupation temporaire du bien susvisé.

CECI ETANT EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1: DESTINATION DES LIEUX – JOUISSANCE

LE BAILLEUR accorde l'occupation à titre temporaire et précaire d'un appartement de type 2 d'une superficie de 58,86 m², situé au rez-de-jardin du bâtiment F (lot n° 45), sis Allée du Petit Diable sur la parcelle cadastrée section AM n° 2 à Miramas.

Par la présente convention, LE PRENEUR se voit attribuer la jouissance privative et temporaire dudit appartement.

Le bien sus-désigné ne pourra servir à l'occupant que pour un usage d'habitation.

ARTICLE 2 : ETAT DES LIEUX - REMISE DU BIEN EN FIN D'OCCUPATION

Aucun état des lieux d'entrée ne sera réalisé à la prise d'effet des présentes, LE PRENEUR, étant l'ancien propriétaire occupant.

Au terme de la convention, LE PRENEUR s'engage par avance à restituer les lieux **nus et libres de tout encombrement et mobilier**.

En fin de contrat, et lors de la restitution des clés par LE PRENEUR, la remise du bien sera constatée contradictoirement entre les parties après rendez-vous pris avec LE BAILLEUR huit jours à l'avance, à des heures ouvrables.

ARTICLE 3 : DUREE DE LA CONVENTION - CONGE

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée qui commencera à courir le 18 juin 2019 et prendra fin au plus tard le 31 juillet 2019.

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Juillet 2019

Eu égard à la période d'occupation ferme conclue ci-avant, LE BAILLEUR ne sera tenu à aucune obligation de préavis.

La présente convention pourra être dénoncée à tout moment par LE PRENEUR, par lettre recommandée avec avis de réception, sans délai de préavis.

Au terme de la convention, celle-ci sera résiliée de plein droit, LE BAILLEUR récupérera alors la jouissance du bien objet du contrat.

ARTICLE 4 : REDEVANCE

LE PRENEUR s'acquittera d'une **redevance d'occupation dont le montant forfaitaire est fixé à 200,00 €** (deux cents euros) pour la durée de la location définie ci-avant.

Elle est payable d'avance à la réception de l'appel de redevance émis par les services de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

ARTICLE 5 : DEPOT DE GARANTIE

Il a été convenu qu'aucun dépôt de garantie ne serait versé.

ARTICLE 6 : CHARGES

LE PRENEUR prendra à sa charge les taxes, impôts et cotisations éventuelles, afférents au bien mis à disposition et qui incombent normalement. Il fera son affaire personnelle des abonnements et consommations en fluides (eau et électricité).

LE BAILLEUR prendra à son compte les charges de la copropriété.

ARTICLE 7 : ASSURANCE

LE PRENEUR est tenu de souscrire la police d'assurance couvrant les responsabilités prévues en terme de risques locatifs. Il produira l'attestation correspondante dès première demande du BAILLEUR.

ARTICLE 8 : ENTRETIEN

LE PRENEUR déclare connaître parfaitement le bien mis à disposition et s'engage à le maintenir en bon état d'entretien et d'utilisation.

ARTICLE 9 : INCESSIBILITE ET INTRANSMISSIBILITE

La présente convention est incessible et intransmissible. Elle est conclue intuitu personae, les droits en résultant ne pourront être cédés à qui que ce soit.

De fait, l'occupation du bien est strictement réservée au PRENEUR ci-avant désigné en en-tête des présentes. Ce dernier ne pourra, en aucun cas, sous-louer ou prêter, même à titre gratuit, tout ou partie du présent droit d'occupation.

ARTICLE 10 : CLAUSE RESOLUTOIRE

A défaut de paiement de la redevance d'occupation à son échéance ou d'inexécution d'une seule des conditions de la présente convention, du fait du PRENEUR, et un mois après un simple commandement de payer ou de sommation d'exécution demeurée sans effet, ladite convention sera résiliée de plein droit, sans formalité judiciaire, par LE BAILLEUR, et sans que ce dernier ait à faire la preuve d'aucun préjudice.

ARTICLE 11 : ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Tout différend qui pourra s'élever entre les parties au sujet de l'application ou de l'interprétation de la présente convention d'occupation fera, au préalable, l'objet d'une tentative d'accord amiable. En cas d'échec de celui-ci, les parties signataires, d'un commun accord, font attribution de juridiction territorialement compétente.

ARTICLE 12 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile aux lieux figurant en-tête des présentes.

ARTICLE 13 : INFORMATION AUX LOCATAIRES

Il est expressément demandé au PRENEUR de bien vouloir prendre connaissance et de signer l'imprimé joint en annexe de la présente relativement à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs dans le département des bouches du Rhône.

L'Arrêté Préfectoral ainsi que la cartographie liée à ces informations sont également et directement disponibles au service urbanisme de la commune concernée par le lieu de location ainsi que sur le site Rhône.pref.gouv.fr/risques/ial

ARTICLE 14 : INTANGIBILITE DES CLAUSES

Une tolérance relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra jamais, quelle qu'en ait pu être la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions de la présente.

ARTICLE 15 : ANNEXE

Décision n° ----- du ----- autorisant la présente convention.

Fait à Marseille, le ----- en 2 exemplaires originaux.

LE PRENEUR

Madame Marie DRANCOURT

**La Présidente de la Métropole
Aix-Marseille-Provence**

Madame Martine VASSAL

Décision n° 19/435/D

Convention de participation - ZAC de la Joliette - 50 quai du Lazaret 13002 Marseille - SARL Lazaret

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.311-4 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté préfectoral du 17 décembre 1997 portant création de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de la Joliette ;
- La délibération du 7 janvier 2000 du conseil d'administration de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) approuvant le dossier de réalisation de la ZAC de la Joliette ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la ZAC de la Joliette s'inscrit dans les opérations menées par l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée dans le cadre de l'Opération d'Intérêt National ;
- Que l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée est chargé, en tant qu'aménageur de la ZAC, de réaliser l'ensemble des travaux d'aménagement de la zone ;

- Que le Préfet a décidé, par l'arrêté de création du 17 décembre 1997, d'exclure du champ d'application de la Taxe Locale d'Equipement (TLE) les constructions édifiées dans la ZAC, ce qui a pour effet de soumettre celles-ci au régime des participations en ZAC ;
- Que la SARL Lazaret, propriétaire d'un bien immobilier situé à Marseille (2ème arrondissement) 50 quai Lazaret, a déposé une demande de permis de construire n° PC 013 055 19 00257 PO le 3 avril 2019 pour une surface de plancher de 7,60 m² sur le terrain à Marseille (2è arrondissement) 50 quai Lazaret, cadastré « Joliette » 810 K n° 98 d'une superficie totale de 1689,93 m² ;
- Que le terrain est situé dans le périmètre de la ZAC de la Joliette et est compris dans la zone UzjoAm du Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille et n'a pas fait l'objet d'une cession, location ou concession d'usage consentie par l'aménageur de la zone ;
- Que la convention porte sur le versement de la participation financière du constructeur au coût des équipements publics de la ZAC d'un montant de 691,60 euros ;
- Que la convention constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire et qu'elle doit être conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SARL Lazaret conformément à l'article L 311-4 susvisé ;
- Que les équipements publics correspondant à la participation sont financés et réalisés par l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention de versement de la participation financière par la SARL Lazaret aux coûts des équipements publics de la ZAC Cité de la Joliette d'un montant de 691,60 euros.

Article 2 :

La participation constructeur sera versée directement à l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée pour être inscrite en recettes au bilan de la ZAC de la Joliette.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 11 juillet 2019

Martine VASSAL

ZAC DE LA JOLIETTE

CONVENTION DE PARTICIPATION « 50 quai du Lazaret »

Entre :

la METROPOLE D'AIX MARSEILLE PROVENCE METROPOLE

représentée par sa Présidente, Madame Martine VASSAL,
habilitée à cet effet par délibération n° FAG 001- 4256/18 CM du conseil de la
Métropole du 20 septembre 2018,

ci-après désignée « la MAMPM »,

d'une part,

et

la SARL LAZARET, », société à responsabilité limitée, au capital social de 50
000 euros, dont le siège social est situé au 50 Quai du Lazaret – 13002
Marseille, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de
Marseille, sous le numéro 849 091 855 000 15.

ci-après désignée « la société »,

d'autre part,

il a été préalablement exposé ce qui suit.

EXPOSE

1 – La ZAC de la Joliette s'inscrit dans les opérations menées par l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) dans le cadre de l'Opération d'Intérêt National qui lui est confiée (décrets n° 95-1102 et n°95-1103 du 13 octobre 1995).

2 – Par arrêté préfectoral en date du 17 décembre 1997, le Préfet des Bouches-du-Rhône a décidé la création de la ZAC de la Joliette. Cet arrêté de création a été prorogé par arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 1999.

3 – Le dossier de réalisation de cette ZAC (programme des équipements publics, programme des constructions, modalités prévisionnelles de financement) a été approuvé par délibération du conseil d'administration de l'EPAEM du 7 janvier 2000 et modifié par délibération du conseil d'administration de l'EPAEM du 12 octobre 2007.

4 – L'EPAEM étant chargé, en tant qu'aménageur de la ZAC, de réaliser l'ensemble des travaux d'aménagement de la zone, le Préfet a décidé, par l'arrêté de création du 17 décembre 1997 précité, d'exclure du champ d'application de la taxe locale d'équipement (TLE) les constructions édifiées dans la ZAC, ce qui a pour effet de soumettre celles-ci au régime des participations en ZAC.

5 – L'EPAEM a souhaité laisser aux propriétaires en place dans la ZAC, qui n'auraient dès lors pas acquis leurs terrains de l'aménageur, la possibilité de réaliser une opération immobilière à condition qu'elle corresponde au programme global des constructions de la ZAC, ceci dans le respect des documents organiques de la zone, notamment le programme des équipements publics et le POS/PLU modifié de la Ville de Marseille.

Il a donc été décidé de demander aux constructeurs concernés, exonérés de taxe d'aménagement ainsi qu'il est dit ci-dessus, de participer au coût d'équipement de la zone par la signature d'une convention ayant pour objet, conformément aux dispositions de l'article L 311-4 du code de l'urbanisme et à celles des articles 1585 C et 317 Quater annexe II du CGI, de mettre à leur charge le coût des équipements publics à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans la zone.

6 – La SARL LAZARET est propriétaire d'un bien immobilier situé à Marseille (Bouches du Rhône), 2^{ème} arrondissement, ZAC de la Joliette, 50 quai du Lazaret cadastré 810 section K numéro 98, pour une surface d'environ 1689, 93 m², sur laquelle elle souhaite créer une mezzanine dans un local neuf. A cette fin elle a déposé le 3 avril 2019 un permis de construire pour 7,60 m² de SDP créée.

Le terrain d'assiette concerné est situé dans le périmètre de la ZAC de la Joliette et compris dans la zone UzjoAm du POS/PLU modifié de la Ville de Marseille.

7 - La présente convention porte sur le versement de la participation financière du constructeur au coût des équipements publics de la ZAC, en application de l'article L 311-4 (avant-dernier alinéa) du code de l'urbanisme.

Cette convention doit être passée entre la MAMP et le constructeur conformément à l'article L 311-4 susvisé.

Cependant, dans le cas de la ZAC de la Joliette, les équipements publics correspondant à la participation sont financés et réalisés par l'EPAEM et non par la MAMP, conformément au Programme des Equipements Publics de cette ZAC.

En accord avec la MAMP, il est donc entendu que la participation correspondante sera versée directement à l'EPAEM pour être inscrite en recettes au bilan de la ZAC de la Joliette.

En conséquence, la présente convention sera envoyée par la MAMP à l'EPAEM après notification au constructeur et s'imposera donc également à l'EPAEM en tant qu'aménageur de la ZAC.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions dans lesquelles la société participe au coût des équipements publics inscrits au Programme des Equipements Publics de la ZAC Cité de la Méditerranée et mis à la charge des constructeurs, tel que celui-ci a été approuvé dans le cadre du dossier de réalisation modifié de cette opération d'aménagement réalisée directement par l'EPAEM.

ARTICLE 2 : DESIGNATION DU TERRAIN CONCERNE

La présente convention concerne un terrain ainsi désigné :

- Cadastré « joliette » 810 K 98,
- sis à Marseille 50 quai du Lazaret (2^e arrondissement),
- d'une superficie totale de 1689, 93 m² environ.

ARTICLE 3 : PROGRAMME DE CONSTRUCTION

Le programme de construction, tel que figurant dans le dossier de demande de permis de construire n° 013 055 19 00257Po déposé le 03 avril 2019, est de **7,60 m2 de SDP créée**.

ARTICLE 4 : VERSEMENT DE LA PARTICIPATION

Compte tenu du financement et de la réalisation par l'EPAEM des travaux d'équipements publics de la ZAC sur lesquels est fondée la participation définie à l'article 5 ci-dessous, cette dernière sera versée directement par la société à l'EPAEM sur la base de la présente convention qui sera envoyée, après notification au constructeur, par la MAMPM à l'EPAEM et s'imposera donc également à ce dernier.

ARTICLE 5 : DETERMINATION DE LA PARTICIPATION FINANCIERE DU CONSTRUCTEUR AU COUT DES EQUIPEMENTS PUBLICS

5.1. Au regard de la ZAC de la Joliette (modalités prévisionnelles de financement incluses dans le dossier de réalisation modifié) la part du coût des équipements publics mis à la charge des constructeurs est estimée à **31.247.000 € HT** (valeur septembre 2013).

5.2. Le programme global de construction de surface de plancher de la ZAC étant de **320.000 m2**, le montant de la participation due par les constructeurs en ZAC est de **91 € HT/m² SDP** sur la base du bilan prévisionnel de ZAC actualisé inclus dans le dossier de réalisation approuvé, ainsi que cela résulte de la fiche de calcul de la participation figurant en **annexe 1** à la présente convention.

En considération du programme de construction visé à l'article 3 ci-dessus correspondant à **7,60 m2 de SDP créée** et conformément à la participation de base de **91 € HT**, la participation est de :

$7,60 \text{ m2 SDP} \times 91 \text{ € HT} = 691,60 \text{ € HT}$
--

(Six cent quatre-vingt-onze euros et soixante centimes hors taxes)

5.3. Dans le cas d'une modification mineure du programme de construction en cours d'instruction du permis de construire visé dans les présentes affectant la SDP à construire sur la parcelle visée à l'article 2 ci-dessus, le montant définitif de la participation sera calculé sur la base de la SDP effectivement autorisée sur cette parcelle par le ou les permis de construire obtenus par la société, selon le même mode de calcul que celui indiqué dans l'exposé des présentes.

5.4. La participation sera majorée de la TVA au taux en vigueur à la date du ou des titres de recettes émis par l'EPAEM. A titre indicatif, ce taux est de 20% à la date de signature des présentes.

5.5. Pour le cas où la société obtiendrait ultérieurement un ou plusieurs permis de construire, éventuellement modificatifs, permettant la mise en œuvre d'une SDP différente de celle déjà autorisée par le ou les précédents permis délivrés, un avenant à la présente convention devra être conclu.

ARTICLE 6 : PAIEMENT DE LA PARTICIPATION

6.1. La participation définie à l'article 6 sera payée par la société sur présentation du titre de recettes émis par l'EPAEM. Celui-ci sera émis à la date de notification par le constructeur de la Déclaration Réglementaire d'Ouverture de Chantier (DROC) correspondant au projet faisant l'objet du permis de construire visé aux présentes et au plus tard dans les six mois de l'obtention du permis de construire purgé de tout recours. Le constructeur s'engage à notifier sans délai cette DROC à l'EPAEM

6.2. Passées leur date d'échéance, les sommes dues à l'EPAEM porteront intérêt au taux légal majoré de 5 points sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure et sans que le paiement de ces intérêts dégage la société de son obligation de payer à la date prévue.

ARTICLE 7 : MUTATION / TRANSFERT

Avant toute cession ou transfert de propriété, et d'une manière générale en cas de transfert de permis de construire, la société devra informer par écrit l'EPAEM. Dans le cas où la société vendrait à un tiers, après information de l'EPAEM, tout ou partie de l'unité foncière désignée à l'article 2 et les constructions éventuelles s'y trouvant, il s'engage à faire insérer dans l'acte de vente l'engagement de son acquéreur de reprendre à son compte, et de les transmettre aux acquéreurs

successifs, les obligations résultant de la présente convention auxquelles il n'aurait pas déjà été satisfait.

La société déclare en outre se porter fort pour ses successeurs du paiement des fractions de la participation visée à l'article 6 ci-dessus et non encore payée à la date de la cession. Les dispositions du présent article ne seront pas applicables en cas de mise en copropriété des locaux dans les termes de la loi du 10 juillet 1965, ni en cas de vente d'immeubles à construire.

ARTICLE 8 : CADUCITE DE LA CONVENTION

En cas de péremption du permis de construire par application de l'article R 424-17 du code de l'urbanisme, la présente convention sera considérée comme caduque. Le montant de la participation versée sera alors restitué à la société à première demande. Il en sera de même en cas de renonciation définitive et dûment justifiée du constructeur à réaliser le projet qui a fait l'objet du ou des permis de construire visés dans la présente convention.

ARTICLE 9 : LITIGES

Tout litige résultant de l'application de la présente convention sera du ressort du Tribunal Administratif de Marseille.

ARTICLE 10 : FRAIS

Les frais éventuels de timbre et d'enregistrement de la présente convention seront à la charge de la société qui s'y oblige.

ANNEXES :

1 - Fiche de calcul de la participation

Fait à Marseille, le ... 11/06/19
En deux exemplaires originaux



Pour la SAR LAZARET,

Pour la MAMPM,

le

54



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/436/D

Délégation du droit de préemption urbain au profit de la SOLEAM de biens et droits immobiliers situés au 148, rue Horace Bertin 5ème arrondissement cadastré 820 E 129 appartenant à la SCI 148, rue Horace Bertin

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210 -1 et suivants ainsi que l'article L300- 1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n°87/219/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n° URB 024-2782/14/cm du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la ville de Marseille ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions Foncières ;
- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille-Provence n°FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et la Ciotat ;
- La concession d'aménagement « Grand Centre Ville » n°11-0136 du 18 janvier 2011 ;

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Juillet 2019

- La déclaration d'intention d'aliéner n° IA 013 205 19M0126 reçue en mairie de Marseille le 27 mai 2019 portant aliénation de la parcelle cadastrée section 820 E 129 sise 148, rue Horace Bertin Marseille 5^{ème} arrondissement appartenant à la SCI, rue Horace Bertin.

CONSIDÉRANT

- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ce bien entre dans le champ d'application de l'opération « Grand Centre-Ville », opération de renouvellement urbain conduite dans le cadre de la concession d'aménagement confiée à la SOLEAM ;
- Que la maîtrise foncière de ce bien vise à requalifier le tissu urbain ancien dégradé à travers la restructuration d'immeubles en vue de produire 1500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés et créer 20 000m² de locaux d'activités ou à vocation d'équipements ;

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à la SOLEAM pour l'acquisition de la parcelle cadastrée section 820 E 129 d'une contenance cadastrale de 91 m², située au 148, rue Horace Bertin à Marseille 5^{ème} arrondissement appartenant à la SCI 148, rue Horace Bertin,

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision,

Fait à Marseille, le 11 juillet 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/438/D

Approbation de la convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable relative à la nouvelle mise à disposition à titre onéreux des parcelles cadastrées section K n° 52, 209, 355, 356 et 359, sises lieudit Prignan - quartier du Grand Bayanne à Istres au bénéfice de Monsieur Didier Tronc pour la culture du foin de Crau.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la propriété des personnes publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'un ensemble foncier sis à Istres 13800, lieudit Prignan, quartier du Grand Bayanne, figurant au cadastre de ladite commune à la section K sous les numéros 52, 209, 355, 356 et 359, pour une contenance de 37ha 18a 00ca ;
- Que les biens immobiliers du domaine de la Métropole Aix-Marseille-Provence ne peuvent faire l'objet que d'une autorisation temporaire d'occupation à caractère précaire et révocable ;

- Que la convention d'occupation consentie à Monsieur Didier Tronc, par décision n° 493/16 du 21 octobre 2016 est arrivée à terme le 28 février 2019 ;
- Que Monsieur Didier Tronc, a fait part de son souhait de disposer d'une période de mise à disposition supplémentaire pour l'occupation de cette propriété afin de maintenir sa culture de foin de Crau AOC sur une superficie révisée de 27ha 06a 00ca ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est favorable à cette reconduction, et qu'une convention d'occupation temporaire précaire et révocable à titre onéreux du domaine privé doit être formalisée par une nouvelle convention.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable de l'ensemble foncier cadastré à la section K sous les numéros 52, 209, 355, 356 et 359, propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sis à Istres 13800, lieudit Prignan, quartier du Grand Bayanne, au bénéfice de Monsieur Didier Tronc, demeurant à Istres (13800), La Jasse de Miouvin, 23 Route de Miramas, pour la culture du foin de Crau AOC.

Article 2 :

La présente convention est conclue dans le cadre du régime de l'occupation temporaire du domaine de la Métropole Aix-Marseille-Provence. En conséquence, le bénéficiaire ne pourra en aucun cas se prévaloir des dispositions relatives à toute réglementation susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux ou tout autre droit sur le bien.

Article 3 :

La présente convention d'occupation temporaire est consentie pour une durée de cinq ans à compter de sa date de signature. A son terme, elle pourra être renouvelée, sur demande expresse de Monsieur Didier Tronc à la Métropole Aix-Marseille-Provence par courrier recommandé avec accusé de réception, trois mois avant le terme.

Article 4 :

La présente convention est consentie moyennant le paiement d'une redevance annuelle fixée à 3509,19 euros.

Article 5 :

Monsieur Didier Tronc s'engage à rembourser à la Métropole Aix-Marseille-Provence, les sommes versées par celle-ci auprès de l'ASA de Craponne, relatives à la taxe annuelle de périmètre d'irrigation sur les parcelles objet de la convention.

Article 6 :

La recette correspondante sera constatée au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 75, nature 752.

Article 7 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 11 juillet 2019

Martine VASSAL

**CONVENTION
D'OCCUPATION TEMPORAIRE
DU DOMAINE DE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE
CULTURE DE FOIN DE CRAU**

La Métropole Aix-Marseille-Provence
Conseil de Territoire Ouest Provence
Chemin du Rouquier – BP 10647 - 13808 ISTRES Cedex

Direction des Affaires Immobilières
Tel: 04.42.55.97.83
Fax: 04.42.11.27.91

Entre:

La Métropole Aix-Marseille-Provence, représentée par Madame Martine Vassal, sa Présidente, dont le siège est situé B.P. 48014, 13567 Marseille Cedex 02, dûment habilitée aux fins de signature des présentes par la décision n°en date du

Ci-après dénommé « **Le Propriétaire** »

D'une part,

Et :

Monsieur Didier TRONC, la Jasse de Miouvin, 23 route de Miramas à Istres (13800) dont le siège social de l'exploitation agricole est situé au Mas des Frênes, chemin du Grand Bayanne à Istres (13800).

D'autre part,

PREAMBULE

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'un ensemble foncier sis lieudit Prignan – quartier du Grand Bayanne à Istres et figurant à son inventaire au titre des réserves foncières. Cet ensemble comprend notamment les parcelles cadastrées section K n°52, 209, 355, 356 et 359 d'une contenance de 37ha 18a.

Lesdites parcelles relèvent du domaine privé de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Elles sont, de par leur statut de réserve foncière, susceptibles d'un changement de destination en vue de la réalisation de futures opérations d'aménagement.

Considérant l'article L. 2211-1 du CG3P qui dispose que les réserves foncières relèvent du domaine privé des personnes publiques.

Considérant l'article L. 221-2 du code de l'urbanisme qui dispose que « les immeubles acquis pour la constitution de réserves foncières ne peuvent faire l'objet que de concessions temporaires qui ne confèrent au preneur aucun droit à se maintenir dans les lieux lorsque l'immeuble est repris en vue de son utilisation définitive. Toutefois, lorsque les terres concédées sont à usage agricole, il ne peut être mis fin à ces concessions que moyennant un préavis d'au moins un an. ».

Considérant l'article L. 411-2 du code rural qui précise que les dispositions du statut de fermage ne s'appliquent pas aux conventions d'occupation précaire « tendant à l'exploitation temporaire d'un bien dont l'utilisation principale n'est pas agricole ou dont la destination agricole doit être changée ».

Considérant que la convention d'occupation temporaire à titre onéreux, consentie à Monsieur Didier Tronc, en vertu de la décision N° 823/14 du 10 septembre 2014, arrive à expiration le 22 octobre 2016.

Reçu au Contrôle de légalité le 11 juillet 2019

Considérant que, dans l'attente d'un changement de destination des parcelles K 52, 209, 355, 356 et 359, Monsieur Didier Tronc, producteur de foin de Crau AOC, a sollicité le renouvellement de ladite convention sur une zone exploitable d'environ 27ha, répartis sur les parcelles ci-dessus visées, tels que ladite zone figure sous liseré rouge sur un plan ci-annexé.

CECI ETANT EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 : DESTINATION DES LIEUX - JOUISSANCE

Le Propriétaire accorde l'occupation des parcelles cadastrées section K n°52, 209, 355, 356 et 359 d'une contenance de 37ha 18a à Monsieur Didier Tronc ci-après dénommé le bénéficiaire, en tant seulement que ladite occupation porte sur la surface exploitée soit environ 27ha.

Par le présent contrat, le bénéficiaire se voit attribuer la jouissance provisoire dudit terrain et ne pourra à aucun moment, revendiquer un quelconque droit sur le bien tel que le droit au renouvellement ou le droit au maintien dans les lieux si l'immeuble doit être requis pour son utilisation définitive.

Par conséquent, il ne saura se prévaloir, sous quelque forme que ce soit, de la législation applicable au statut du fermage organisé par le titre premier du livre quatrième du code rural.

De fait, le propriétaire pourra récupérer à tout moment la jouissance du bien objet du contrat pour tout motif d'intérêt général dans le délai prévu ci-après à l'article 2.

Les lieux loués par la présente convention sont destinés à être entretenus par la culture temporaire de foin de Crau. Le bénéficiaire ne pourra y réaliser aucune autre activité ou les utiliser pour tout autre usage non prévu dans cette convention et notamment ils ne pourra réaliser aucune construction, y compris provisoire.

Le bénéficiaire s'engage à ne pas utiliser, sur les prairies, de pesticides de nature à polluer la nappe phréatique. En effet, les terrains loués se situent dans le périmètre rapproché du captage d'alimentation en eau potable de la Caspienne. En revanche, les engrais respectant la qualité des sols et de l'eau souterraine sont autorisés.

Le bénéficiaire déclare être informé de la présence sur la parcelle K n°359 d'un piézomètre pour le suivi quantitatif de la nappe phréatique de la Crau. Il s'engage à en permettre et à en maintenir l'accès pour la SYMCRAU ou tout autre personne habilitée.

ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION - CONGE

La présente convention est consentie pour une durée de cinq ans à compter de sa date de signature.

Elle ne pourra pas être reconduite par tacite reconduction mais à son terme, elle pourra éventuellement être renouvelée, sur demande expresse du bénéficiaire au propriétaire, par courrier en recommandé avec accusé de réception dans un délai de trois mois avant le terme.

La présente convention pourra être dénoncée à tout moment par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, sous réserve d'un préavis de 6 mois pour le bénéficiaire et d'un an pour le propriétaire.

ARTICLE 3 : REDEVANCES

3.1 - Redevance d'occupation

Le bénéficiaire s'acquittera d'une redevance annuelle d'occupation fixée à **3509,19 euros**. Elle est payable annuellement et d'avance.

La redevance est fixée d'une part en considération de la qualité des terres et d'autre part du montant moyen des loyers des terres agricoles dans le département des Bouches-du-Rhône dont les maxima et minima sont fixés par arrêté préfectoral.

Ainsi, pour les cultures sur la région naturelle agricole de Crau, le montant de la redevance d'occupation a été calculé en vertu de l'arrêté préfectoral du 16 octobre 2018.

3.2 - Redevance ASA Craponne

Le bénéficiaire s'engage à rembourser au propriétaire, à première demande et dès réception de la redevance, les sommes versées par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès de l'ASA de Craponne relatives à la taxe annuelle de périmètre d'irrigation sur les parcelles cadastrées section K n°52, 209 et 359 objet de la présente convention.

A titre indicatif, pour l'année 2018, cette taxe était de **3 286,48 euros**.

ARTICLE 4 : CHARGES

Le bénéficiaire prendra à sa charge les taxes, impôts et cotisations éventuelles, afférents au bien loué et qui incombent normalement à l'utilisateur.

ARTICLE 5 : ASSURANCE

Le bénéficiaire est tenu de souscrire la police d'assurance couvrant les responsabilités prévues en matière civile ainsi que toute police d'assurance couvrant les risques inhérents à son activité.

ARTICLE 6 : ENTRETIEN

Le bénéficiaire déclare connaître parfaitement le terrain donné en location et s'engage à maintenir la propriété en bon état (entretien des roubines, désherbage... cette liste n'étant pas limitative).

ARTICLE 7 : INCESSIBILITE ET INTRANSMISSIBILITE

La présente convention est incessible et intransmissible. Elle est conclue intuitu personae, les droits en résultant ne pourront être cédés à qui que ce soit.

De fait, l'occupation du terrain est strictement réservée au bénéficiaire ci-avant désigné à l'article 1. Ce dernier ne pourra, en aucun cas, sous-louer ou prêter, même à titre gratuit, tout ou partie des présents terrains.

ARTICLE 8 : CLAUSE RESOLUTOIRE

A défaut de paiement d'un seul terme de la redevance d'occupation à son échéance ou d'inexécution d'une seule des conditions du présent contrat de la part du bénéficiaire, et un mois après un simple commandement de payer ou de sommation d'exécution demeurée sans effet, ledit contrat sera résilié de plein droit, sans formalité judiciaire par le propriétaire, et sans que ce dernier ait à faire la preuve d'aucun préjudice.

ARTICLE 9 : ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Tout différend qui pourra s'élever entre les parties au sujet de l'application ou de l'interprétation de la présente convention d'occupation fera, au préalable, l'objet d'une tentative d'accord amiable. En cas d'échec de celui-ci dans un délai de trois (3) mois, les parties signataires, d'un commun accord, font attribution de juridiction au Tribunal de Grande Instance du ressort des immeubles.

ARTICLE 10 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile aux lieux figurant en tête des présentes.

ARTICLE 11 : INFORMATION AUX LOCATAIRES

Il est expressément demandé au bénéficiaire de bien vouloir prendre connaissance et de signer l'imprimé joint en annexe de la présente relativement à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs dans le département des Bouches-du-Rhône.

L'arrêté Préfectoral ainsi que la cartographie liée à ces informations sont également et directement disponibles au service urbanisme de la commune concernée par le lieu de location ainsi que sur le site Rhône.pref.gouv.fr/risques/ial

ARTICLE 12 : INTANGIBILITE DES CLAUSES

Une tolérance relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra jamais, quelle qu'en ait pu être la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions de la présente.

ARTICLE 13 : ANNEXES

- décision n°.....du..... autorisant la présente convention,
- imprimé IAL visé à l'article 11,
- plan de délimitation des surfaces exploitées.

Fait à Marseille, le en 2 exemplaires originaux.

Le bénéficiaire

Monsieur Didier TRONC

**La Présidente de la Métropole
Aix-Marseille-Provence**

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 11 juillet 2019

Décision n° 19/441/D

Convention d'occupation temporaire de la cave B1 au sein du bâtiment Luminy Biotech à la société Bio-Xtal

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'un bâtiment Luminy Biotech au sein du parc scientifique de Luminy sis 163 Avenue de Luminy, 13288 Marseille cedex 09 ;
- Que la cave B1 est libre d'occupation ;
- Que la société BIO-XTAL représentée par son gérant, Monsieur Etienne L'Hermite, désire occuper cette cave afin de poursuivre le développement de son activité ;
- Qu'il est proposé de consentir une convention d'occupation temporaire pour un loyer de 20 euros m²/HT/HC/an pour la cave ;
- Que la convention d'occupation temporaire a pris effet le 13 juin 2019 et se terminera le 15 juin 2020.

DECIDE

Article 1 :

Est autorisée à titre onéreux l'utilisation du lot B1 sis à Luminy Biotech – Parc scientifique de Luminy – 163 Avenue de Luminy – 13288 Marseille cedex 09.

Article 2 :

Les recettes correspondantes seront constatées au budget de la Métropole : Sous-politique B330 – Service 900 000 – nature 752 – fonction 68 chapitre 75.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 11 juillet 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Juillet 2019

Décision n° 19/442/D

Approbation de la convention d'occupation précaire et révocable à titre onéreux du logement, lot n°48, situé au 1er étage droite de l'immeuble F cadastré à la section AM sous le numéro 2, sis allée du Petit Diable à Miramas, au bénéfice de Madame Andrée Recco.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection à Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence devient le propriétaire d'un appartement (lot n° 48), situé au 1^{er} étage droite du bâtiment F sis allée du Petit Diable sur la commune de Miramas cadastré section AM 2 dans le secteur de la ZAC de La Rousse, par acte notarié dont la signature a été programmée le 18 juin 2019 ;
- Que l'actuel propriétaire vendeur, Madame Andrée Recco, a formulé le souhait de rester occupant dudit appartement, après la vente de celui-ci, le temps de déménager dans son nouveau logement ;

- Que ledit bien, inscrit dans un programme national de rénovation urbaine, est destiné à être démoli en vue de la réalisation du projet urbain de réaménagement et de la rénovation urbaine du quartier dit de « La Maille 1 - Mercure » à Miramas ;
- Que conformément aux dispositions de l'article L. 221-2 du Code de l'urbanisme, l'immeuble précité, acquis pour la constitution de réserves foncières, est susceptible d'un changement de destination en vue de la réalisation de futures opérations d'aménagement, ne peut faire l'objet que de concessions temporaires qui ne confèrent au preneur aucun droit à se maintenir dans les lieux lorsque l'immeuble est repris en vue de son utilisation définitive ;
- Que dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a convenu de conclure une convention d'occupation précaire et révocable au profit de Madame Andrée Recco.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée, relative à l'occupation précaire et révocable au bénéfice de Madame Andrée Recco, de l'appartement portant le numéro 50 situé au 1^{er} étage droite du bâtiment F sis allée du Petit Diable (lot n° 48) à Miramas.

Article 2 :

La présente convention est conclue à titre onéreux moyennant le paiement d'une redevance forfaitaire d'occupation nette et non révisable, d'un montant de 200 euros.

Article 3 :

La recette correspondante sera inscrite au budget principal de la Métropole, chapitre 75, nature 752.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 22 juillet 2019

Martine VASSAL

CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE ET REVOCABLE

**Lot n° 48 du bâtiment F, immeuble d'un ensemble immobilier
situé à la ZAC de la Rousse – 13140 MIRAMAS**

Entre :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, représentée par Madame Martine Vassal, sa présidente, dont le siège est situé BP 48014, 13567 Marseille Cedex 02, dûment habilitée aux fins de signature des présentes par la décision n° en date du2019

Ci-après dénommé "LE BAILLEUR",

D'une part,

Et :

Madame Andrée RECCO, domiciliée appartement n°50 allée du petit diable, Bâtiment F (lot n° 48) - ZAC de la Rousse à Miramas (13140),

ci-après dénommée «LE PRENEUR»

D'autre part,

PRÉAMBULE

La Métropole Aix-Marseille-Provence devient le propriétaire d'un appartement de type T3b portant le numéro 50 situé au 1er étage droite de l'immeuble F, sis allée du petit diable, bâtiment F à Miramas, sur la parcelle cadastrée section AM 2, dans le secteur de la ZAC de La Rousse sur la commune de Miramas, par acte notarié dont la signature est programmée le 18 juin 2019.

L'actuel propriétaire vendeur a formulé le souhait de rester occupant dudit appartement, après la vente de celui-ci, le temps de retrouver un nouveau logement.

Inscrit dans un nouveau programme national de rénovation urbaine, ce bien est notamment destiné à être démoli en vue de la réalisation du projet urbain de réaménagement et de la rénovation urbaine du quartier dit de la « Maille 1 - Mercure » à Miramas.

L'article L. 221-2 du Code de l'urbanisme dispose que les immeubles acquis pour la constitution de réserves foncières ne peuvent faire l'objet que de concessions temporaires qui ne confèrent au preneur aucun droit à se maintenir dans les lieux lorsque l'immeuble est repris en vue de son utilisation définitive.

Dans ce cadre, les parties se sont rapprochées afin de convenir ensemble d'une solution d'occupation précaire et révocable de l'appartement précité à compter de sa date d'acquisition jusqu'au 31 juillet 2019.

La présente convention d'occupation précaire a pour objet de fixer les conditions et modalités d'occupation temporaire du bien susvisé.

CECI ETANT EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1: DESTINATION DES LIEUX – JOUISSANCE

LE BAILLEUR accorde l'occupation à titre temporaire et précaire d'un appartement de type T3b d'une superficie de 66,95 m², situé au 1^{er} étage droite du bâtiment F, sis Allée du Petit Diable sur la parcelle cadastrée section AM n° 2 à Miramas.

Par la présente convention, LE PRENEUR se voit attribuer la jouissance privative et temporaire dudit appartement.

Le bien sus-désigné ne pourra servir à l'occupant que pour un usage d'habitation.

ARTICLE 2 : ETAT DES LIEUX - REMISE DU BIEN EN FIN D'OCCUPATION

Aucun état des lieux d'entrée ne sera réalisé à la prise d'effet des présentes, LE PRENEUR, étant l'ancien propriétaire occupant.

Au terme de la convention, LE PRENEUR s'engage par avance à restituer les lieux **nus et libres de tout encombrement et mobilier**.

En fin de contrat, et lors de la restitution des clés par LE PRENEUR, la remise du bien sera constatée contradictoirement entre les parties après rendez-vous pris avec LE BAILLEUR huit jours à l'avance, à des heures ouvrables.

ARTICLE 3 : DUREE DE LA CONVENTION - CONGE

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée qui commencera à courir le 18 juin 2019 et prendra fin au plus tard le 31 juillet 2019.

Eu égard à la période d'occupation ferme conclue ci-avant, LE BAILLEUR ne sera tenu à aucune obligation de préavis.

La présente convention pourra être dénoncée à tout moment par LE PRENEUR, par lettre recommandée avec avis de réception, sans délai de préavis.

Au terme de la convention, celle-ci sera résiliée de plein droit, LE BAILLEUR récupérera alors la jouissance du bien objet du contrat.

ARTICLE 4 : REDEVANCE

LE PRENEUR s'acquittera d'une **redevance d'occupation dont le montant forfaitaire est fixé à 200,00 €** (deux cents euros) pour la durée de la location définie ci-avant.

Elle est payable d'avance à la réception de l'appel de redevance émis par les services de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

En cas de départ en cours avant le terme de la présente convention, la redevance et les charges seront dues au prorata du nombre de jours de présence de l'occupant dans le logement.

ARTICLE 5 : DEPOT DE GARANTIE

Il a été convenu qu'aucun dépôt de garantie ne serait versé.

ARTICLE 6 : CHARGES

LE PRENEUR prendra à sa charge les taxes, impôts et cotisations éventuelles, afférents au bien mis à disposition et qui incombent normalement à l'utilisateur. Il fera son affaire personnelle des abonnements et consommations en fluides (eau et électricité).

LE BAILLEUR prendra à son compte les charges de la copropriété.

ARTICLE 7 : ASSURANCE

LE PRENEUR est tenu de souscrire la police d'assurance couvrant les responsabilités prévues en terme de risques locatifs. Il produira l'attestation correspondante dès première demande du BAILLEUR.

ARTICLE 8 : ENTRETIEN

LE PRENEUR déclare connaître parfaitement le bien mis à disposition et s'engage à le maintenir en bon état d'entretien et d'utilisation.

ARTICLE 9 : INCESSIBILITE ET INTRANSMISSIBILITE

La présente convention est incessible et intransmissible. Elle est conclue intuitu personae, les droits en résultant ne pourront être cédés à qui que ce soit.

De fait, l'occupation du bien est strictement réservée au PRENEUR ci-avant désigné en en-tête des présentes. Ce dernier ne pourra, en aucun cas, sous-louer ou prêter, même à titre gratuit, tout ou partie du présent droit d'occupation.

ARTICLE 10 : CLAUSE RESOLUTOIRE

A défaut de paiement de la redevance d'occupation à son échéance ou d'inexécution d'une seule des conditions de la présente convention, du fait du PRENEUR, et un mois après un simple commandement de payer ou de sommation d'exécution demeurée sans effet, ladite convention sera résiliée de plein droit, sans formalité judiciaire, par LE BAILLEUR, et sans que ce dernier ait à faire la preuve d'aucun préjudice.

ARTICLE 11 : ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Tout différend qui pourra s'élever entre les parties au sujet de l'application ou de l'interprétation de la présente convention d'occupation fera, au préalable, l'objet d'une tentative d'accord amiable. En cas d'échec de celui-ci, les parties signataires, d'un commun accord, font attribution de juridiction territorialement compétente.

ARTICLE 12 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile aux lieux figurant en-tête des présentes.

ARTICLE 13 : INFORMATION AUX LOCATAIRES

Il est expressément demandé au PRENEUR de bien vouloir prendre connaissance et de signer l'imprimé joint en annexe de la présente relativement à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs dans le département des bouches du Rhône.

L'Arrêté Préfectoral ainsi que la cartographie liée à ces informations sont également et directement disponibles au service urbanisme de la commune concernée par le lieu de location ainsi que sur le site Rhone.pref.gouv.fr/risques/ial

ARTICLE 14 : INTANGIBILITE DES CLAUSES

Une tolérance relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra jamais, quelle qu'en ait pu être la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions de la présente.

ARTICLE 15 : ANNEXE

Décision n° ----- du ----- autorisant la présente convention.

Fait à Marseille, le ----- en 2 exemplaires originaux.

LE PRENEUR

**La Présidente de la Métropole
Aix-Marseille-Provence**

Madame Andrée RECCO

Madame Martine VASSAL

Décision n° 19/446/D

Exercice du Droit de Préemption Urbain sur les biens et droits immobiliers cadastrés section AL n° 66 sise lieu dit Le Bricard 13 180 Gignac la Nerthe appartenant à l'indivision Tumbarello

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.213-1 et suivants, R.213-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Gignac-la-Nerthe du 20 janvier 1988 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération du Conseil Communautaire de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole du 8 octobre 2007 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé sur le territoire de la ville de Gignac-La-Nerthe ;
- La délibération n°URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions Foncières ;
- La délibération n°AEC 009-398/12/CC du 29 juin 2012 approuvant le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) ;
- La délibération du Conseil Communautaire de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole du 8 octobre 2007 approuvant la révision du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Gignac-la-Nerthe ;

- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du 30 mars 2017 approuvant l'Agenda de Développement Economique Métropolitain ;
- La délibération n°ECO 001-5077/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant le dispositif de production de l'offre foncière et immobilière à vocation Economique sur le territoire de la Métropole ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n° IA 013 043 19 M0051 reçue en mairie de Gignac-La-Nerthe le 3 mai 2019 portant aliénation de la parcelle cadastrée section AL n°66 sise lieu-dit Le Bricard 13 180 Gignac-la-Nerthe appartenant à l'indivision Tumbarello ;
- Le décret n°2014-1573 du 22 décembre 2014 fixant les conditions de visite du bien par le titulaire du droit de préemption en application de l'article L.213-2 du Code de l'Urbanisme , disposant que « le délai est suspendu à compter de la réception de la demande mentionnée au premier aliéna ou de la demande de visite du bien. Il reprend à compter de la réception des documents par le titulaire du droit de préemption, du refus par le propriétaire de la visite du bien ou de la visite du bien par le titulaire du droit de préemption. Si le délai restant est inférieur à un mois, le titulaire dispose d'un moi pour prendre sa décision. Passés ces délais, son silence vaut renonciation à l'exercice du droit de préemption » ;
- La demande de visite adressée le 11 juin 2019 par courrier recommandé avec accusé réception au notaire ayant pour effet de suspendre le délai d'instruction ;
- Le constat contradictoire relatif à la visite du bien du 17 juin 2019, entraînant la reprise du délai précité et la prorogation de ce dernier à un mois supplémentaire, soit jusqu'au 17 juillet 2019 ;
- L'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux opérations d'acquisitions et de prises en locations immobilières poursuivies par les collectivités publiques et divers organismes, portant à 180 000 euros le seuil des acquisitions soumis à l'avis du service des domaines ;
- L'avis de France Domaines référencé n°2019-043V1240 du 27 juin 2019 ;

CONSIDÉRANT

Que le Schéma de Cohérence Territoriale affiche des objectifs de requalification et de densification des espaces économiques afin d'améliorer leur attractivité et recommande la mise en œuvre d'une stratégies foncière adaptée ;

Que l'agenda du développement économique et du Schéma de production de l'offre foncière et immobilière à vocation économique de la Métropole a identifié des zones d'activités de proximité à requalifier pour conforter la capacité d'accueil des activités artisanales, industrielles et productives généralistes ;

Que le secteur du Billard-Bricard est une zone identifiée par l'agenda économique et du Schéma de production de l'offre foncière et immobilière de la Métropole et qu'à ce titre, une étude de faisabilité a été réalisée sur la zone AU2 ;

Que la parcelle section AL n°66, située en zone UEb du Plan Local d'Urbanisme, est contigüe au périmètre d'étude du secteur du Billard-Bricard et que cette réflexion urbaine sur le secteur AU2 intégrera l'ensemble du secteur UEb ;

Que l'acquisition de la parcelle section AL n°66 s'inscrit en vue de constituer une réserve foncière pour requalifier le secteur économique du Billard-Bricard à Gignac-la-Nerthe,

Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'aménagement de l'espace métropolitain et qu'elle peut ainsi procéder directement aux acquisitions nécessaires à l'exercice de ses compétences en vue de la mise en œuvre des projets qu'elle porte ;

DECIDE

Article 1 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence décide d'exercer son droit de préemption urbain conformément aux dispositions de l'article R.213-8 (c) du Code de l'Urbanisme, et de faire une offre d'acquérir pour la parcelle cadastrée section AL n°66, situé Lieu-dit Le Bricard 13 180 Gignac-la-Nerthe moyennant le prix de 662 000 euros aux conditions visées dans la déclaration d'intention d'aliéner et agréée par l'avis du service de France Domaines ci-dessus référencé et ce, en vue de constituer une réserve foncière concourant à la mise en œuvre de la future zone d'activités économiques du Billard ;

Article 2 :

Conformément aux dispositions de l'article R.213-10 du Code de l'Urbanisme, le propriétaire dispose d'un délai de deux mois à compter de la présente offre d'acquérir pour faire connaître au titulaire du droit de préemption par lettre recommandée avec demande d'avis de réception :

1/soit qu'il accepte cette offre, dans ce cas, la vente du bien immobilier est définitive. Elle devra être régularisée conformément aux dispositions des articles R.213-12 et L.213-14 du Code de l'Urbanisme. L'acte de vente devra donc être signé et payé dans les quatre mois à venir, sous réserve qu'aucun obstacle n'ait été apporté à la rédaction immédiate et à la publication dudit acte.

2/soit qu'il maintient le prix figurant dans la déclaration et accepte ainsi que le prix soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation.

3/soit qu'il renonce à l'aliénation dudit bien, dans ce cas, s'il envisage à nouveau de vendre ce dernier, il sera tenu de souscrire une nouvelle déclaration d'intention d'aliéner.

Le silence du propriétaire dans le délai de deux mois mentionné au présent article équivaut à une renonciation d'aliéner.

Article 3 :

Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille – 22,24 rue Breteuil - 13 218 Marseille Cedex 06, dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse expresse ou implicite de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Au terme d'un délai de deux mois, le silence de la Métropole Aix-Marseille-Provence vaut rejet implicite du recours gracieux.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 juillet 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/447/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la SOLEAM de biens et droits immobiliers situés au 4, rue d'Aix à Marseille 1er arrondissement cadastré 801 C 12 lot volume n°2 appartenant aux Consorts Laurens.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210 -1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n°87/219/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n°URB 024-2782/14/cm du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la ville de Marseille ;
- Le procès-verbal n °FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions Foncières ;
- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille-Provence n°FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et la Ciotat ;
- La concession d'aménagement « Grand Centre Ville» n°11-0136 du 18 janvier 2011 ;

- La déclaration d'intention d'aliéner n°013 201 19 M0298 reçue en mairie de Marseille le 22 mai 2019 portant aliénation du lot volume n°2 dépendant de la parcelle cadastrée section 801 C 12 sise 4, rue d'Aix Marseille 1^{er} arrondissement appartenant aux Consorts Laurens.

CONSIDÉRANT

- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ce bien entre dans le champ d'application de l'opération « Grand Centre-ville », opération de renouvellement urbain conduite dans le cadre de la concession d'aménagement confiée à la SOLEAM ;
- Que la maîtrise foncière de ce bien vise à requalifier le tissu urbain ancien dégradé à travers la restructuration d'immeubles en vue de produire 1500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés et créer 20 000m² de locaux d'activités ou à vocation d'équipements.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la Soléam pour l'acquisition du lot n° 2 dépendant de la parcelle cadastrée section 801 C 12 d'une contenance cadastrale de 112m², située au 4, rue d'Aix Marseille 1^{er} arrondissement appartenant aux Consorts Laurens.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision,

Fait à Marseille, le 19 juillet 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Juillet 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/448/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la SOLEAM de biens et droits immobiliers situés au 55, rue Saint Bazile à Marseille 1er arrondissement cadastré 802 C 3 lots n°2, 3, 4, 5, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19 appartenant à la SCI Julian

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210 -1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n°87/219/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n°URB 024-2782/14/cm du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la ville de Marseille ;
- Le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions Foncières ;

Reçu au Contrôle de légalité le 15 Juillet 2019

- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille-Provence n°FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et la Ciotat ;
- La concession d'aménagement « Grand Centre Ville » n°11-0136 du 18 janvier 2011 ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n°013 201 19 M0300 reçue en mairie de Marseille le 4 juin 2019 portant aliénation des lots n°2, 3, 4, 5, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19 dépendants de la parcelle cadastrée section 802 C 3 sise 55, rue Saint Bazile Marseille 1^{er} arrondissement appartenant à la SCI Julian.

CONSIDÉRANT

- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ce bien entre dans le champ d'application de l'opération « Grand Centre-ville » ; opération de renouvellement urbain conduite dans le cadre de la concession d'aménagement confiée à la SOLEAM,
- Que la maîtrise foncière de ce bien vise à requalifier le tissu urbain ancien dégradé à travers la restructuration d'immeubles en vue de produire 1500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés et créer 20 000m² de locaux d'activités ou à vocation d'équipements.

DÉCIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la SOLEAM pour l'acquisition des lots n° 2, 3, 4, 5, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19 dépendants de la parcelle cadastrée section 802 C3 d'une contenance cadastrale de 159m², située au 55, rue Saint-Bazile Marseille 1^{er} arrondissement appartenant à la SCI Julian.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 15 juillet 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 15 Juillet 2019

Décision n° 19/449/D

Décision d'ester en justice . Désignation du groupement SCP d'avocats Vedesi / SELARL Sindres pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose au Préfet des Bouches-du-Rhône

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1905170-1 déposée au Tribunal administratif du 12 juin 2019 par le Préfet des Bouches-du-Rhône aux fins de suspension du contrat à durée indéterminée n°2018-1802 CT2 de Monsieur Olivier Sana ;
- La requête n°1904619-1 déposée au Tribunal administratif du 27 mai 2019 par le Préfet des Bouches-du-Rhône aux fins d'annulation du contrat à durée indéterminée n°2018-1802 CT2 de Monsieur Olivier Sana ;

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le groupement SCP d'avocats Vedesi / SELARL Sindres domicilié 28 rue d'Enghien 69002 Lyon

Article 2 :

Les honoraires dus au groupement SCP d'avocats Vedesi/ SELARL Sindres pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 12 juillet 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Juillet 2019

Décision n° 19/450/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Provansal D'Journo Guillet et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la compagnie d'assurances GMF

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'assignation devant le Tribunal de grande instance de Marseille, du 15 janvier 2019, à la demande de Monsieur Christian Pane, agent de la Métropole, victime d'un accident de la circulation le 26 février 2016 à Marseille.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal de Grande instance de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Provansal D'Journo Guillet et Associés domiciliée, 43-45 rue Breteuil 13006 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELARL Provansal D'Journé Guillet et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ces dossiers sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 12 juillet 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/451/D

Décision d'estimer en justice- Désignation de la SELARL cabinet Cabanes Neveu Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans les affaires qui l'opposent à Monsieur Jean-Marie Mondini, Monsieur Gérard Jacquemin, Monsieur Bruno Larivière, Madame Sabine Crouzet, Madame Anne-Marie Coueffin, Madame Leila Belkolli

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La requête n°1901892-5 déposée au Tribunal administratif, le 5 mars 2019, par Monsieur Jean-Marie Mondini demandant l'annulation de la décision du 13 février 2019 notifiée par la Caisse d'allocations familiales au nom de la Métropole, lui refusant une aide dans le cadre du fonds de solidarité pour le logement ;
- La requête n°1807021-5 déposée au Tribunal administratif, le 31 août 2018, par Monsieur Gérard Jacquemin demandant l'annulation de la décision du 3 juillet 2017 notifiée par la Caisse d'allocations familiales au nom de la Métropole, lui refusant une aide dans le cadre du fonds de solidarité pour le logement ;
- La requête n°1806896-5 déposée au Tribunal administratif, le 29 août 2018, par Monsieur Bruno Larivière demandant l'annulation de la décision du 3 juillet 2018 notifiée par la Caisse d'allocations familiales au nom de la Métropole, lui refusant une aide dans le cadre du fonds de solidarité pour le logement ;

- La requête n°1709994-5 déposée au Tribunal administratif, le 21 décembre 2017, par Madame Sabine Crouzet demandant l'annulation de la décision du 6 novembre 2017 notifiée par la Caisse d'allocations familiales au nom du Conseil Général des Bouches-du-Rhône, lui refusant une aide dans le cadre du fonds de solidarité pour le logement ;
- La requête n°1902760-5 déposée au Tribunal administratif, le 28 mars 2019, par Madame Anne-Marie Coueffin demandant l'annulation de la décision du 31 janvier 2019 notifiée par la Caisse d'allocations familiales au nom de la Métropole, lui refusant une aide dans le cadre du fonds de solidarité pour le logement ;
- La requête n°1902359-5 déposée au Tribunal administratif, le 18 mars 2019, par Madame Leila Belkolli demandant l'annulation de la décision du 8 février 2019 notifiée par la Caisse d'allocations familiales au nom de la Métropole, lui refusant une aide dans le cadre du fonds de solidarité pour le logement.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Cabinet Cabanes-Neveu Associés domiciliée, 141 avenue Wagram 75017 Paris.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELARL Cabinet Cabanes-Neveu Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ces dossiers sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 12 juillet 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Juillet 2019

Décision n° 19/452/D

Décision d'ester en justice - Désignation du groupement SCP D'Avocats Vedesi - SELARL Sindres pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à l'entreprise Nord Méditerranée

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1902818-6 déposée au Tribunal administratif, le 15 mars 2019, par l'Entreprise Nord Méditerranée, demandant l'annulation de la décision prise par l'administration fiscale, du 18 janvier 2019.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le groupement SCP d'avocats Védési-SELARL Sindres domicilié 28, rue d'Enghien 69002 Lyon.

Article 2 :

Les honoraires dus au groupement SCP d'avocats Védési-SELARL Sindres pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ces dossiers sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 12 juillet 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/453/D

Décision d'ester en justice - Désignation du cabinet Léonardi Catsicalis Peltier Avocats pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose aux occupants illicites de la maison sise 4 rue du Cambodge à Marseille (6ème)

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de constat établi par Maître Michel Bernard, huissier de justice, du 19 juin 2019 constatant l'occupation illicite de la maison d'habitation sise 4 rue du Cambodge à Marseille (6ème) appartenant à la Métropole.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal d'instance de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le cabinet Léonardi Catsicalis Peltier Avocats domicilié 15 avenue Victor Hugo 13100 Aix-en-Provence.

Article 2 :

Les honoraires dus au cabinet Léonardi Catsicalis Peltier Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 12 juillet 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Juillet 2019

Décision n° 19/454/D

Décision d'ester en justice. Désignation de la SELARL Cabanes Neveu et associés aux fins de représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille dans l'affaire qui l'oppose à la Société Automatismes et Multi-Services Ascenseurs.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le jugement n° 1800362 rendu le 18 juin 2019 par lequel le Tribunal Administratif de Marseille a, d'une part, prononcé l'illégalité de la décision par laquelle la Métropole Aix-Marseille-Provence a résilié pour motif d'intérêt général le marché confié à la Société Automatismes et Multi-Services ascenseurs pour l'installation et la maintenance des ascenseurs du Parking Relais Krypton, d'autre part, condamné la Métropole à indemniser la Société Automatismes et Multi-Services ascenseurs du préjudice découlant de cette illégalité à hauteur de 7 280 euros avec intérêts au taux légal à compter du 19 octobre 2017 enfin, mis à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence une somme de 1 500 euros sur le fondement de l'article L. 761-1 du Code De Justice Administrative.

CONSIDÉRANT

- Qu'il convient d'interjeter appel du jugement n°1800362 rendu par le Tribunal administratif de Marseille le 18 juin 2019.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant la Cour administrative d'appel de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Cabanes Neveu et associés - 141 avenue de Wagram - 75017 Paris.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELARL Cabanes Neveu et associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 12 juillet 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/455/D

Délégation spéciale de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Mission métropolitaine à Haïfa, Jérusalem et Tel Aviv (Israël) du 22 au 26 juillet 2019 - Autorisation de mandats spéciaux

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 085-567/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 relative au remboursement des frais de mission des élus métropolitains – Remboursement des frais de déplacement des membres du Bureau ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 donne compétence à la Présidente de la Métropole pour décider les voyages et missions des conseillers métropolitains à l'étranger, dans la limite de 100 000 euros par an ;
- Qu'une mission en Israël est décidée pour renforcer la coopération institutionnelle entre notre territoire et Israël, pour porter un message de paix et de dialogue entre les communautés culturelles et pour renforcer le partenariat économique entre notre territoire et Israël dans la filière « Santé » ;

DECIDE

Article 1 :

Les dates de la mission métropolitaine à Haïfa, Jérusalem et Tel Aviv (Israël) sont fixées du 22 au 26 juillet 2019.

Article 2 :

La composition de la délégation politique, se déplaçant et agissant sous mandats spéciaux, est la suivante :

- la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Madame Martine Vassal, et 2 conseillers métropolitains, à savoir :

- ✓ Madame Solange Biaggi, Conseillère Métropolitaine ;
- ✓ Madame Nicole Joulia, Conseillère Métropolitaine ;

Article 3 :

La délégation politique visée à l'article 2 agit dans le cadre des mandats spéciaux. En conséquence, la délibération n° FAG 085-567/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 relative au remboursement des frais de mission des élus métropolitains ne leur est pas applicable.

Article 4 :

Toutes les dépenses engagées, sur le territoire national et à l'étranger, pour assurer le déplacement de Mesdames Martine Vassal, Solange Biaggi, Nicole Joulia, lors de l'exécution de ces mandats spéciaux seront prises en charge directement par la Métropole Aix-Marseille-Provence par le biais d'un marché public.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 22 juillet 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Juillet 2019

Décision n° 19/456/D

Décision d'ester en justice. Désignation du groupement Sindres-Vedesi pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Jean Nicolaï

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête en référé provision n° 19MA00635 présentée par Monsieur Jean Nicolaï devant la Cour Administrative d'appel de Marseille et tendant, d'une part, à l'annulation de l'ordonnance du juge des référés du Tribunal Administratif de Marseille du 29 juin 2019, d'autre part, à ce que la Métropole soit condamnée à lui verser une provision de 32 675,63 euros correspondant à la rémunération qu'il aurait dû percevoir à compter de sa réintégration ainsi qu'une provision de 10 000 euros correspondant à l'indemnisation de son préjudice moral, enfin, à ce qu'une somme de 2 000 euros soit mise à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le fondement de l'article L. 761-1 du Code de Justice Administrative.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le groupement Sindres-Vedesi – 40 rue Edouard Delanglade – 13006 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus au groupement Sindres-Vedesi pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 juillet 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/457/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SCP Seban et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la société Bronzo

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La requête n°1905095-3 déposée au Tribunal Administratif le 5 juin 2019, par la société Bronzo demandant l'annulation des avis de sommes à payer n°000092; n°000093 ; n°002375 et n°002376.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal administratif et d'être représentée dans cette affaire par la SCP Seban et Associés, domiciliée 282, boulevard Saint-Germain 75007 Paris.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP Seban et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 juillet 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/458/D

Décision d'ester en justice - Désignation du groupement SELARL Sindres/SCP d'avocats Vedesi pour défendre les intérêts de la Métropole dans l'affaire qui l'oppose à Madame Nicole Ohanian

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°19MA02435, déposée à la Cour Administrative d'Appel, par Madame Nicole Ohanian, demandant l'annulation du jugement du 14 mars 2019 par lequel le Tribunal Administratif de Marseille a rejeté sa requête tendant à l'annulation de la délibération approuvant la procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Marseille.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant la Cour Administrative d'Appel et d'être représentée dans cette affaire par le Groupement SELARL Sindres/ SCP d'Avocats Vedesi, domicilié 28 rue d'Enghien 69 002 Lyon.

Article 2 :

Les honoraires dus au Groupement SELARL Sindres/SCP d'Avocats Vedesi pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 juillet 2019

Martine VASSAL

**DECISION DE FINANCEMENT COMPLEMENTAIRE
POUR PLAI-ADAPTES - CLOTURE**

Numéro d'opération :
2014130550046_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
442309977

Famille d'organisme
Entreprises commerciales

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

LOGETRA

189 bd romain rolland

13010 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20191305500025

Nature de l'opération
Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)
13214 Marseille - 14e arrondissement

Exercice
2019

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : 5 PLAI/PLAI adaptés/Bd Guichoux/13014/Logétra--
14 Boulevard Guichoux
13014 Marseille

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Bouches du Rhône

Date

30/12/2014

N° de décision

20141305500195

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

LOGETRA

entreprises commerciales

Code bénéficiaire : 4230977

Adresse :

189 bd romain rolland

Ville :

13010 Marseille

Exercice :

2014

CALCUL DU SOLDE A VERSER

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

33 750,00 €

33 750,00 €

Montant des acomptes versés

(C) 0,00 €

Solde à verser

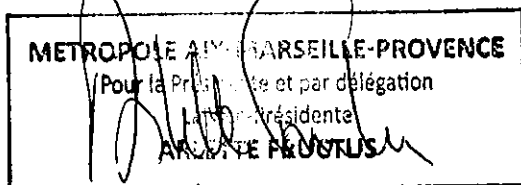
(B-C) 33 750,00 €

Nombre de logements financés

5

Fait à MARSEILLE

le : 10 JUL. 2019



A large, handwritten signature in black ink, consisting of a long horizontal stroke with a loop at the end.

**ANNEXE A LA DECISION DE CLOTURE
POUR PLAI ADAPTÉS**

A - CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

Montant de la subvention totale du dossier : 65 000,00 €

Aide	Logements individuels	Logements collectifs	Surface Utile (m²)
PLAI adaptés		5	146,69

Consistance de l'opération concernant les logements PLAI :

PLAI		5	146,69
------	--	---	--------

B - CALCUL DE LA SUBVENTION COMPLÉMENTAIRE PLAI ADAPTÉS

Prix de revient pour le(s) logement(s) PLAI adaptés	527 507,44 €
Subvention totale	33 750,00 €
Subvention par logement	6 750,00 €
Nombre de logements financés	5

19 / 4 6 0 / D

DECISION DE FINANCEMENT

CLOTURE D'OPÉRATION

Numéro d'opération :

2014130550046_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

442309977

Famille d'organisme

Entreprises commerciales

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

LOGETRA

189 bd romain rolland

13010 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20191305500026

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13214 Marseille - 14e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2019

Opération : 5 PLAI/PLAI adaptés/Bd Guichoux/13014/Logétra--
14 Boulevard Guichoux
13014 Marseille

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

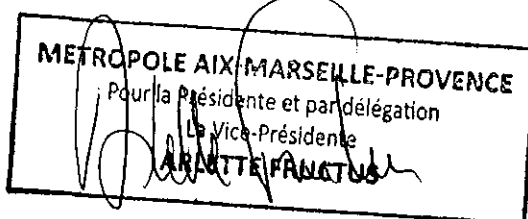
Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	30/12/2014	20141305500194
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, A)		
LOGETRA entreprises commerciales		
Code bénéficiaire : 442809977		
Adresse :		
..... 189 bd romain rolland		

Ville :	13010 Marseille
Exercice :	2014

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 5)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	295 280,69 €	306 448,43 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 65 000,00 €	(B) 65 000,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 19 500,00 €
Solde à verser		(B-C) 45 500,00 €

Fait à MARSEILLE



le : 10 JUL. 2019

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	65 000,00	12,32%
PLAI adapté	33 750,00	6,40%
Subvention EPCI	15 000,00	2,84%
Ville de Marseille	50 000,00	9,48%
Conseil Général	43 000,00	8,15%
Subvention Région	49 316,00	9,35%
Subvention Autres	49 316,00	9,35%
Sous-total Subventions	305 382,00	57,89%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	130 000,00	24,64%
Prêts Autres	40 000,00	7,58%
Sous-total Prêts	170 000,00	32,23%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	52 125,44	9,88%
Sous-total Fonds Propres	52 125,44	9,88%
Total du Financement (I + II + III)	527 507,44	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	527 507,44	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 306 448,43 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	5	146,69 m²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	5	146,69 m²
Assiette *	:	306 448,43 €
Taux de subvention	:	21,21 %
SUBVENTION	:	65 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 5	Surface utile :	146,69 m²
Assiette : 306 448,43 €	SUBVENTION :	65 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	21,21 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : **65 000,00 €**

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT	110 927,66 €
Coût du bâtiment ou des travaux	323 568,35 €
Prestations intellectuelles et frais	65 605,81 €
Prix de Revient H.T.	500 101,82 €
Montant de la TVA	27 405,62 €
Prix de revient TTC	527 507,44 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)*	3 596,07 €/m ²

Type d'opération :

31 03 99
 Hors opération spécifique
 01 90 11
 01 90 99

Décision n° 19/461/D

Avenant à la convention d'occupation temporaire avec la société SERES pour les bureaux 200, 201, 202, 203 et 219 situés à l'Hôtel Technoptic, 2 rue Marc Donadille 13013 Marseille.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

PREAMBULE

La Métropole Aix-Marseille Provence a signé avec la société SERES une convention d'occupation temporaire (n°19/0263) pour les bureaux 200, 201, 202, 203 et 219 situés à l'Hôtel Technoptic, 2 rue Marc Donadille 13013 Marseille ;

Par courrier du 5 avril 2019, la société SERES a fait part de son souhait de résilier les lots 201, 202 et 203 de la convention n°19/0263 ;

L'avenant n°1 a pour but de prendre acte de ce changement.

CONSIDÉRANT

- Qu'il y a lieu de signer un avenant 1 avec la société SERES pour acter le changement de désignation des lieux ;

DECIDE

Article 1 :

La Métropole Aix Marseille Provence prend acte de la résiliation des lots 201, 202 et 203 de la convention n°19/0263.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 22 juillet 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/462/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Cabinet Cabanes Neveu Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à des propriétaires de l'avenue Florian à Marseille (10ème)

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- La requête en référé préventif que la Métropole souhaite déposer au Tribunal Administratif de Marseille dans le cadre des travaux de création du Boulevard Urbain Sud reliant l'échangeur Florian à la Pointe Rouge.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Cabinet Cabanes Neveu Associés, 141 avenue de Wagram 75017 Paris.

Article 2 :

Reçu au Contrôle de légalité le 23 Juillet 2019

Les honoraires dus à la SELARL Cabinet Cabanes Neveu Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 juillet 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/464/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la SOLEAM de biens et droits immobiliers situés au 5, rue de la Providence à Marseille 1er arrondissement cadastré 801 D 49, appartenant à la société SCI 26.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210 -1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n°87/219/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération URB 024-2782/14/cm du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la ville de Marseille ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions Foncières ;

- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille-Provence n°FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et la Ciotat,
- La concession d'aménagement « Grand Centre Ville» n°11-0136 du 18 janvier 2011,
- La déclaration d'intention d'aliéner par voie d'adjudication rendue obligatoire n°013 201 19 M0283 reçue en mairie de Marseille le 17 mai 2019 portant aliénation de la parcelle cadastrée section 801 D 49 sise 5, rue de la providence Marseille 1^{er} arrondissement appartenant à la Société SCI 26 et précisant la date et l'heure de l'adjudication, à savoir le 12 septembre 2019 à 9h30 au Tribunal de Grande Instance de Marseille.

.CONSIDÉRANT

- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ce bien entre dans le champ d'application de l'opération « Grand Centre-ville », opération de renouvellement urbain conduite dans le cadre de la concession d'aménagement confiée à la SOLEAM ;
- Que la maîtrise foncière de ce bien vise à requalifier le tissu urbain ancien dégradé à travers la restructuration d'immeubles en vue de produire 1500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés et créer 20 000m² de locaux d'activités ou à vocation d'équipements.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la SOLEAM pour l'acquisition de la parcelle cadastrée section 801 D 49 d'une contenance cadastrale de 98m², située au 5, rue de la providence à Marseille 1^{er} arrondissement appartenant à la SCI 26.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 22 juillet 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Juillet 2019

Décision n° 19/465/D

Mise en demeure d'acquérir la parcelle 866 K 53 située boulevard Albanès - 13011 Marseille - appartenant à l'Etat.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L 230-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations des missions foncières du Conseil de la Métropole au Président et au Bureau ;
- La mise en demeure d'acquérir du 2 mai 2017 reçue le 10 mai 2017 ;
- L'avis de France Domaine n° 2018-211V0887 du 25 octobre 2018.

CONSIDÉRANT

- Que par courrier reçu en mairie de Marseille le 10 mai 2017, Monsieur Roland Guerin, Administrateur des Finances Publiques a mis en demeure la Ville de Marseille d'acquérir pour le compte de l'Etat la parcelle 866 K 53 située boulevard Albanès à Marseille 11^{ème} arrondissement ;
- Que cette parcelle réservée, sous les numéros 11-754 et 11-755 au Plan Local d'Urbanisme de Marseille au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence est nécessaire à la création d'une voie nouvelle.

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Juillet 2019

DECIDE

Article 1 :

Est décidé d'acquérir la parcelle 866 K 53 située boulevard Albanès à Marseille 11^{ème} arrondissement, moyennant une indemnité de 250 000 euros hors taxes, conformément à l'avis de France Domaine ci-dessus cité.

Ce bien vendu libre de toute location ou occupation, supporte d'une part, une bâtisse en R + 2 sur rez-de-chaussée et d'autre part, une pompe de relevage.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 22 juillet 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/467/D

Avenant n°3 au bail Tour la Marseillaise

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision 18/352/D du 9 juillet 2018 concernant l'avenant n°1 au bail initial ;
- La décision 19/393/D du 4 juillet 2019 concernant l'avenant n°2 au bail initial.

PREAMBULE

La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris à bail le 16 novembre 2012 les locaux en état futur d'achèvement dans la Tour « La Marseillaise », détenus par la SAS Suède. Par avenant n°1, la Métropole a pris acte du changement de propriétaire, désormais la SCI Tour LM ;

Suite au remesurage des locaux, il apparaît des différences de surfaces sur les trois espaces loués : bureaux, archives et commerce ; entraînant une augmentation du loyer de la partie commerce au rez-de-chaussée « showroom » passant de 60 360 euros à 67.770,11 euros HT.

Le bailleur et le preneur se sont rapprochés afin que le bailleur autorise la sous-location à la société Constructa Vente de la partie showroom inutilisée par la Métropole, et reconnaisse la divisibilité des locaux.

CONSIDÉRANT

- Qu'il y a lieu de signer un avenant n°3 avec la SCI Tour LM pour prendre en compte les changements ci-dessus énoncés à savoir les nouvelles surfaces, le changement du loyer pour la partie rez-de-chaussée « Showroom » et l'autorisation de sous-location à la société Constructa Vente accordée par le bailleur ainsi que la notion de divisibilité des locaux.

DECIDE

Article 1 :

Est signé un avenant n°3 au bail civil du 16 novembre 2012.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 31 juillet 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/468/D

Bail commercial de sous-location des locaux au rez-de-chaussée de la Tour la Marseillaise

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision 18/352/D du 9 juillet 2018 concernant l'avenant n°1 au bail initial ;
- La décision 19/393/D du 4 juillet 2019 concernant l'avenant n°2 au bail initial ;
- La décision concernant l'avenant n°3 au bail initial.

PREAMBULE

La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris à bail le 16 novembre 2012 les locaux en état futur d'achèvement dans la Tour « La Marseillaise », détenus par la SAS Suède. Par avenant n°1, la Métropole a pris acte du changement de propriétaire, désormais la SCI Tour LM.

Par avenant n°3, le propriétaire a autorisé la sous-location et acté la divisibilité des locaux. La Métropole Aix Marseille Provence est locataire de 3 espaces : bureaux, archives et locaux commerciaux.

Il s'agit, de donner à bail commercial à la société Constructa Vente, les locaux situés en rez-de-chaussée de la Tour la Marseillaise aux conditions suivantes :

- Locaux commerciaux de 113,40 m²
 - Loyer : 67 770,11 € HT HC par an, révisé annuellement selon l'indice des Loyers Commerciaux
 - Charges annuelles prévisionnelles : 6690, 24 € HT
 - Dépôt de garantie : 16 943 €
 - Durée : 11 ans à compter du 1er août 2019.
- Le sous-locataire remboursera également la Taxe foncière et Taxe d'ordures ménagères.

CONSIDÉRANT

- Qu'il y a lieu de signer un bail commercial de sous location avec la société Constructa Vente pour une durée de 11 ans concernant les locaux au rez-de-chaussée de la Tour la Marseillaise, aux conditions ci-avant exposées.

DECIDE

Article 1 :

Est signé un bail commercial de sous-location avec la société Constructa Vente.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 31 juillet 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/469/D

Avenant n° 1 à la convention d'occupation temporaire avec la société A&J Invest

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 035-2205/17/BM du 13 juillet 2017 du Conseil de la Métropole portant acquisition de parcelles pour la réalisation du projet de Val'Tram ;
- La délibération URB 023-2938/17/BM du 14 décembre 2017 du Conseil de la Métropole portant acquisition de parcelles complémentaires de l'ancienne voie de Valdonne ;
- La décision n°18/418/D autorisant l'occupation de la voie de Valdonne par convention du 26 juillet 2018.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a conclu une convention d'occupation temporaire avec la société A&J Invest le 8 octobre 2018 afin de permettre à la société de réaliser des travaux sur la parcelle AB 240 sur Roquevaire ;
- Que par courrier du 28 février 2019, la société A&J Invest a fait part à la Métropole Aix-Marseille-Provence de ses difficultés d'avancer son projet dans les délais initialement prévus ;

- Qu'il est nécessaire de prolonger les délais d'occupation du site de 7 mois soit jusqu'au 29 février 2020 ;
- Que le projet de transport en commun sur la voie de Valdonne est compatible avec le projet de la société A&J Invest, un avenant n°1 à la convention initiale peut être signé.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvé un avenant n°1 à la convention d'occupation modifiant l'article 5 de la convention initiale.

Article 2 :

Les autres articles de la convention restent inchangés.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 31 juillet 2019

Martine VASSAL



AVENANT N°1

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE A TITRE PRECAIRE ET REVOCABLE

(RESERVES FONCIERES DE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE)

La Métropole Aix-Marseille-Provence
BP 48014 – 13567 Marseille cedex 2
Tel :04.91.99.99.00

Entre :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, représentée par Madame Martine Vassal, sa présidente, dont le siège est situé 58 boulevard Charles LIVON 13007 Marseille, dûment habilité aux fins de signature des présentes par la décision n° 18/418/D en date du 26 Juillet 2018 (annexe 1).

Ci-après dénommé « LE PROPRIETAIRE »

D'une part,

Et :

La SCI A&J INVEST, 263 chemin du vallon des Brayes, 13880 Velaux.

Ci-après dénommé « L'OCCUPANT »

D'autre part,

PRÉAMBULE

La Société A&J INVEST a pour projet le terrassement et la construction d'une bâtisse située sur la commune de Roquevaire, 10 rue des Migraniers parcelle cadastrée AB132.

De ce fait, la SCI A&J INVEST sollicite de la Métropole Aix-Marseille-Provence une autorisation d'occupation temporaire afin de réaliser ces travaux. En effet, la réalisation de ces travaux nécessite le passage sur l'ancienne voie de Valdonne, parcelle cadastrée AB 240, propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CECI ETANT EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Les présentes non constitutives de droits réels ont pour objet d'autoriser l'OCCUPANT, ci-dessus désigné à occuper et utiliser des parcelles appartenant au Domaine privé de la Métropole AMP, désignées à l'article 3 « DESIGNATION » (ci-après dénommé « LE BIEN »). Le BIEN constituant des réserves foncières de la Métropole, ci-dessus désigné « LE PROPRIETAIRE ».

ARTICLE 2 : UTILISATION DU BIEN

L'OCCUPANT est autorisé à occuper le bien pour y exercer les activités suivantes :

- Chemin d'accès à la parcelle cadastrée AB132, objet des travaux
- L'OCCUPANT déclare que son activité n'entre pas dans le champ d'application des articles L.511-1 et suivants du code de l'environnement

De fait, LE PROPRIETAIRE pourra récupérer à tout moment la jouissance du bien objet du contrat pour tout motif d'intérêt général dans le délai prévu ci-après à l'article 5.

L'OCCUPANT ne pourra y réaliser aucune autre activité ou l'utiliser pour tout autre usage non prévu dans cette convention et notamment ils ne pourra réaliser aucune construction, y compris provisoire.

Tout changement de l'activité exercée par l'OCCUPANT dans le bien occupé devra préalablement faire l'objet de l'accord exprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il est également précisé que l'emplacement mis à disposition n'est desservi par aucun réseau sec ou humide (électricité, eau) et qu'aucun dispositif (groupe électrogène) n'est installé par L'OCCUPANT.

La présente convention ne comporte aucune dérogation quant à la réglementation à observer dans le cadre de l'activité de L'OCCUPANT qui fera son affaire personnelle de toutes les autorisations administratives éventuellement nécessaires à cet égard.

ARTICLE 3: DESIGNATION DU BIEN

3.1 Situation du bien

Le BIEN est situé sur la commune de Roquevaire, cadastré AB 240 (annexe 2).

ARTICLE 4: ETAT DES LIEUX - REMISE EN ETAT DES LIEUX EN FIN D'OCCUPATION

Au terme de la convention ou de son renouvellement éventuel, L'OCCUPANT s'engage par avance à restituer les lieux en leur état initial.

A défaut, la collectivité pourra procéder à ces opérations d'office, aux frais et risques de L'OCCUPANT.

ARTICLE 5: DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie pour une durée de 7 mois à compter de sa date de signature et jusqu'au 29 février 2020.

La présente convention pourra être dénoncée à tout moment par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec avis de réception, sous réserve d'un préavis de 1 mois.

ARTICLE 6 : ETAT DES RISQUES

L'état des risques naturels, miniers et technologiques établi à partir d'informations mises à disposition par le préfet est annexé aux présentes ainsi que, le cas échéant, mention de l'arrêté concerné et des extraits des documents de référence permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte (Article L. 125-5 IV du Code de l'Environnement).

L'OCCUPANT déclare avoir pris connaissance de ce document et vouloir faire son affaire personnelle de cette situation (Annexe3).

ARTICLE 7 : ASSURANCE

L'OCCUPANT est tenu de souscrire la police d'assurance couvrant les responsabilités prévues en matière civile ainsi que toute police d'assurance couvrant les risques inhérents à son activité. Il produira l'attestation correspondante dès première demande du PROPRIETAIRE.

ARTICLE 8 : ENTRETIEN

L'OCCUPANT déclare connaître parfaitement le terrain mis à disposition et s'engage à le maintenir en bon état d'entretien et d'utilisation.

Article 9 : TRAVAUX

La Métropole Aix-Marseille Provence ne pourra être tenue pour responsable de tout incident survenant sur sa propriété dans le cadre des travaux réalisés par la SCI A&J INVEST.

ARTICLE 10 : INCESSIBILITE ET INTRANSMISSIBILITE

La présente convention est incessible et intransmissible. Elle est conclue intuitu personae, les droits en résultant ne pourront être cédés à qui que ce soit.

De fait, l'occupation du terrain est strictement réservée à L'OCCUPANT et aux entreprises mandatées dans le cadre de l'activité précisée à l'article 2, qui ne pourra, en aucun cas, sous-louer ou prêter, même à titre gratuit, tout ou partie du droit d'occupation privatif et temporaire qui lui est consenti dans le cadre de la présente convention.

ANNEXES

ANNEXE 1

Convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société A&J INVEST

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 035-2205/17/BM du 13 juillet 2017 du Conseil de la Métropole portant acquisition de parcelles pour la réalisation du projet de Val'Tram ;
- La délibération n° URB 023-2938/17/BM du 14 décembre 2017 du Conseil de la Métropole portant acquisition de parcelles complémentaires de l'ancienne voie de Valdonne ;
- Le projet de convention d'occupation temporaire entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société A&J INVEST.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a acquis les parcelles composant l'ancienne voie de Valdonne, anciennement propriétés de la SNCF ;
- Que le projet de la société A&J INVEST est compatible avec le projet d'aménagement de la voie de Valdonne ;

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Juillet 2018

- Que à compter de la signature de la convention d'occupation, la Métropole Aix-Marseille-Provence mettra à disposition de la société A&J INVEST, pour une durée de 4 mois, des parcelles non bâties situées sur la commune de Roquevaire. Cette convention d'occupation temporaire permettra à la société A&J INVEST de circuler, d'entreposer des matériaux et de la terre, sur l'ancienne voie de Valdonne.

DECIDE

Article 1 :

Est autorisée la signature d'une convention d'occupation temporaire entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société A&J INVEST dans le cadre du projet de terrassement et de construction d'une bâtisse sur la commune de Roquevaire.

Article 2 :

Aucune redevance n'est exigée de la société A&J INVEST.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 juillet 2018


Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Juillet 2018

ANNEXE 2



Commentaires :

 Parcelle métropole
 Parcelle objet des travaux



PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES ET DE LA MER
Service Urbanisme

Arrêté n° IAL-13056-6
modifiant l'arrêté n° IAL-13086-05 du 30 mai 2016
relatif à l'état des risques naturels et technologiques majeurs de biens immobiliers situés sur la commune de
ROQUEVAIRE

Le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud
Préfet des Bouches-du-Rhône

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code de l'environnement, notamment les articles L 125-5 et R 125-23 à R125-27, et R563-4, D563-8-1 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français,
Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,
Vu l'arrêté préfectoral n° IAL-001 du 7 février 2006 fixant la liste des communes des Bouches-du-Rhône concernées par l'obligation d'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs,
Vu l'arrêté préfectoral n° IAL- 13086-05 du 30 mai 2016 relatif à l'état des risques naturels et technologiques majeurs de biens immobiliers situés sur la commune de Roquevaire,
Vu l'arrêté préfectoral du 24 avril 2017 approuvant l'établissement d'un plan de Prévention des Risques d'incendie de forêt sur la commune de Roquevaire,
Vu l'arrêté préfectoral 13-2017-09-01-012 du 1 septembre 2017 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Philippe D'Issernio, directeur départemental interministériel des territoires et de la mer des Bouches-du-Rhône, notamment en matière d'actes relatifs à l'information des acquéreurs et des locataires,
Vu l'arrêté n° 13-2017-09-01-23 du 1 septembre 2017 du directeur départemental interministériel des territoires et de la mer des Bouches-du-Rhône portant délégation de signature aux agents de la direction départementale des territoires et de la mer des Bouches-du-Rhône,

Sur proposition de M. le directeur départemental interministériel des territoires et de la mer des Bouches-du-Rhône;

ARRETE

ARTICLE 1 :

Le document d'information communal (DCI) de la commune de **Roquevaire** joint à l'arrêté n° IAL-13086-05 du 30 mai 2016 est remplacé par le DCI mis à jour et annexé au présent arrêté.

ARTICLE 2 :

Les documents nécessaires à l'élaboration de l'état des risques pour l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de **Roquevaire**, comprend : la mention des risques naturels et technologiques pris en compte, la cartographie des zones exposées, l'intitulé des documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer, le lien internet de la liste actualisée des arrêtés ayant porté reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique, le niveau de sismicité réglementaire attaché à la commune. Le document communal d'information sera mis à jour au regard des conditions mentionnées à l'article L 125-5 du Code de l'environnement. Il est librement consultable en mairie de **Roquevaire**, en direction départementale des territoires et de la mer des Bouches-du-Rhône et accessible depuis le site internet des services de l'État dans le département à l'adresse suivante :

<http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Actualites/A-la-Une/L-information-Acquereur-Locataire>.

ARTICLE 3 :

Une copie du présent arrêté et du document communal d'information qui lui est annexé est adressée au maire de la commune de **Roquevaire** et à la chambre départementale des notaires. Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département des Bouches-du-Rhône.

ARTICLE 4 :

Le secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône, le directeur de cabinet, le directeur départemental interministériel des territoires et de la mer des Bouches du Rhône, et le maire de la commune de **Roquevaire** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Marseille, le 22 septembre 2017

pour le préfet, par délégation

L'Adjoint au Chef du Service
Urbanisme

Signé

Julien Langumier

Commune de
ROQUEVAIRE

Information des Acquéreurs – Locataires (IAL)
sur les risques naturels miniers et technologiques
pour application des alinéas I et II de l'article L 125-5 du code de l'environnement

DOSSIER COMMUNAL D'INFORMATIONS

N°: IAL – 13086-06

DATE D'ÉDITION: **Septembre 2017**

QU'EST CE QU'UN PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES (P.P.R.)

Le PPR est l'outil de l'État en matière de prévention des risques.

Il contient des informations tant sur les risques potentiels, les techniques de prévention, la réglementation et l'utilisation du sol. Il a pour vocation:

- de préserver et d'améliorer la sécurité des personnes et des biens,
- de réduire les dommages provoqués par des catastrophes naturelles et technologiques,
- de contrôler le développement dans les zones exposées à un risque en évitant d'augmenter les enjeux et en diminuant la vulnérabilité des zones déjà urbanisées.

Il fixe les dispositions applicables aux biens et activités existants, à l'implantation de toute construction et installation, à l'exécution de tous travaux et à l'exercice de toute activité.

Les PPR permettent également de constituer et divulguer une connaissance du risque pour que chaque personne concernée soit informée et responsabilisée.

Le PPR fait l'objet d'un arrêté de **prescription** qui initie la procédure. Son **approbation** par le Préfet lui confère son statut de Servitude d'Utilité Publique (SUP) qui s'impose au Plan d'Occupation des Sols/Plan Local d'Urbanisme.

1. DOCUMENT COMMUNAL ANNEXÉ À L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° IAL-13086-06

2. SITUATION DE LA COMMUNE AU REGARD D'UN OU PLUSIEURS PLANS DE PRÉVENTION DE RISQUES NATURELS PRÉVISIBLES (PPRn)

La commune est située dans le périmètre d'un PPRn **oui**

PPR	Date	Aléa
Approuvé	5 mai 1999	Mouvements de terrain (effondrements)
Approuvé	8 février 2010	Mouvements de terrain (retrait-gonflement des argiles - sécheresse)
Approuvé	9 mars 2007	Inondation
Prescrit (révision)	03 juillet 2015	inondation
Approuvé	24 avril 2017	Incendie de forêt

3. SITUATION DE LA COMMUNE AU REGARD D'UN PLAN DE PRÉVENTION DE RISQUES TECHNOLOGIQUES (PPRt)

La commune est située dans le périmètre d'un PPRt **non**

PPR	Date	Aléa
-----	------	------

4. SITUATION DE LA COMMUNE AU REGARD DU ZONAGE RÉGLEMENTAIRE POUR LA PRISE EN COMPTE DE LA SISMICITÉ

en application de l'article R 563-4 et D563-8-1 du code de l'environnement, disponibles sur le site <http://www.legifrance.gouv.fr>

La commune est située en zone 2 (faible)

5. LES DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE MENTIONNÉS À L'ARTICLE R 125-24 AUXQUELS LE VENDEUR OU LE BAILLEUR PEUT SE RÉFÉRER SONT

-Les fiches synthétiques d'information sur les risques, et les cartographies du présent dossier communal d'information,

-le rapport de présentation, le règlement et le zonage réglementaire du PPR Mouvements de terrain (effondrement), Mouvements de terrain (retrait gonflement des argiles), inondation, incendie de forêt sont consultables en mairie, direction départementale des territoires et de la mer, ainsi que sur le site internet des services de l'Etat dans le département :

<http://bouches-du-rhone.gouv.fr/Politiques-publiques/Securite/Securite-civile/La-prevention>

6. ARRÊTÉS PORTANT OU AYANT PORTÉ RECONNAISSANCE DE L'ÉTAT DE CATASTROPHE NATURELLE OU TECHNOLOGIQUE À LA DATE DE L'ÉDITION DE LA PRÉSENTE FICHE COMMUNALE

La liste actualisée des arrêtés est consultable sur le site portail www.prim.net dans la rubrique :
« Ma commune face aux risques ».

FICHE SYNTHETIQUE D'INFORMATION SUR LE RISQUE

MOUVEMENTS DE TERRAIN

COMMUNE DE ROQUEVAIRE

I. Nature et caractéristique de l'aléa

La commune est concernée par les risques affaissement et effondrement lié à la présence de carrières souterraines de gypse (les Platrières, le Repos/Saint Roch, Valcros, Coteau Nègre, Cabrol), ainsi que par le risque retrait/gonflement des argiles (sécheresse) sur l'ensemble de la commune.

Aléa mouvement de terrain

Les mouvements de terrain sont des déplacements, plus ou moins brutaux, du sol ou du sous-sol sous l'effet d'influences naturelles ou anthropiques¹. Les volumes en jeux sont compris entre quelques m³ et quelques milliers de m³. Les déplacements peuvent être lents (affaissement) ou très rapides (effondrement).

- les **effondrements de cavités** souterraines: l'évolution des cavités souterraines naturelles (dissolution de gypse) ou artificielles (carrières) peut entraîner l'effondrement du toit de la cavité et provoquer en surface une dépression généralement de forme circulaire
- le **retrait-gonflement** des argiles: les variations de la quantité d'eau dans certains terrains argileux produisent des gonflements (période humide) et des tassements (périodes sèches) et peuvent avoir des conséquences importantes sur les bâtiments à fondations superficielles.

II. Nature et intensité du risque

Un PPR "mouvements de terrain – carrières souterraines de gypse" a été approuvé par arrêté préfectoral le 5 mai 1999. Il vaut servitude d'utilité publique. Ce PPR définit 2 zones:

Une zone rouge (R) très exposée dans laquelle certains phénomènes naturels peuvent s'avérer redoutables. Elle regroupe l'ensemble des terrains situés à l'aplomb ou à proximité immédiate (marge de sécurité) d'anciennes exploitations souterraines. Elle correspond à un niveau d'aléa fort.

Une zone **bleue (B)** regroupant les terrains de surface non directement sous-minés par des vides connus mais situés en bordure d'exploitation (marge de reculement). Elle correspond à un niveau d'aléa faible

Un PPR "retrait-gonflement des argiles" (sécheresse) a été approuvé par arrêté préfectoral le 8 février 2010. Principe général du zonage réglementaire qui est appliqué dans le PPR:

- une zone **bleu foncé (B1)** très exposée à ce type d'aléa,
- une zone **bleu clair (B2)** moyennement exposée à ce type d'aléa.

Pour les projets, le règlement du PPR prescrit en zones **B1** et **B2** des mesures constructives (fondations, chaînages, etc.) et environnementales (distance bâtiment / végétation, raccordement et distance des rejets des eaux, etc.).

Pour le bâti existant, le règlement du PPR prescrit en zone **B1** la collecte et l'évacuation des eaux pluviales des abords du bâtiment par un système approprié dont le rejet devra être éloigné d'au moins 5 m de tout bâtiment.

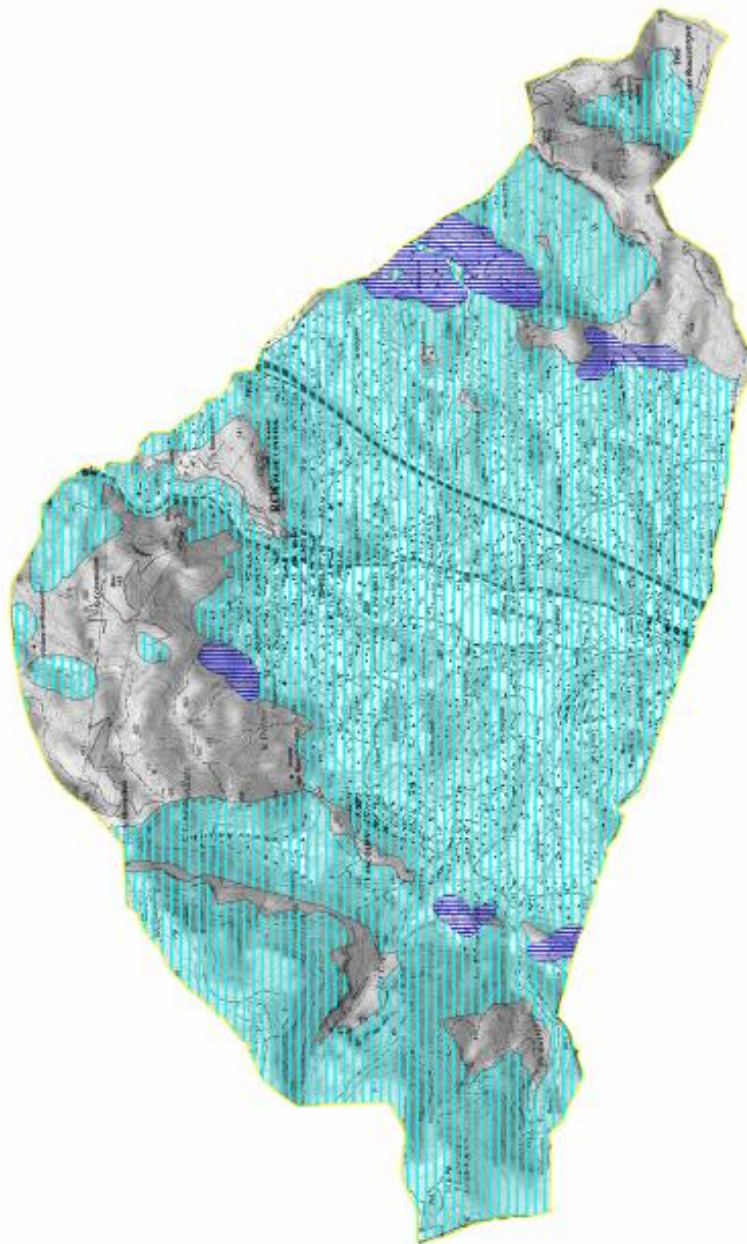
III. Informations

<http://www.prim.net>

<http://www.bdmvt.net> - <http://carol.brgm.fr> - <http://www.argiles.fr> - <http://www.bdcavité.net>

Reproduction du plan de zonage réglementaire du PPR Retrait-Gonflement des argiles de la commune de Roquevaire

Format A3 Echelle 1/30 000



Légende Retrait-Gonflement des argiles

Zone fortement exposée (B1)

Zone faiblement à moyennement exposée (B2)

COMMUNE DE ROQUEVAIRE

I. Descriptif sommaire du risque inondation

L'inondation est une submersion, rapide ou lente, d'une zone habituellement hors d'eau. Le risque d'inondation est la conséquence de deux composantes: l'eau qui peut sortir de son lit habituel d'écoulement et l'homme qui s'installe dans l'espace alluvial pour y implanter des constructions, équipements et activités.

Le territoire communal de Roquevaire est concerné par le phénomène dit de « crue rapide » qui caractérise le bassin versant de l'Huveaune . Ce type d'inondation affecte des rivières ou ruisseaux à lit étroit. Elle est due à de violentes précipitations sur un bassin versant réduit (quelques centaines de km²). Les eaux ruissellent et se concentrent rapidement dans le cours d'eau, d'où des crues brutales et violentes dont le temps de montée est seulement de quelques heures. Le lit du cours d'eau peut être rapidement colmaté par le dépôt de sédiments et des bois morts peuvent former des barrages, appelés embâcles. Lorsqu'ils viennent à céder, ils libèrent une énorme vague, qui peut être mortelle.

II. Intensité et qualification de la crue, définition du risque

La dernière crue majeure de l'Huveaune a eu lieu en 1978.

Au delà, de cet événement observé, la connaissance du risque inondation repose sur la délimitation des niveaux d'aléas pour la **crue de référence** qui est la plus forte crue connue et dans le cas où celle-ci serait plus faible qu'une crue de fréquence centennale, cette dernière. La qualification des niveaux d'aléa se fait alors en fonction des hauteurs et vitesses des écoulements.

Cette délimitation permet de définir les zones suivantes:

- des secteurs d'aléa fort définis pour la crue de référence: hauteur d'eau supérieure à 1 mètre et vitesse d'écoulement supérieure à 0,5 m/s
- des secteurs d'aléa moyen définis pour la crue de référence: hauteur d'eau inférieure à 1 mètre et vitesse d'écoulement inférieure à 0,5 m/s
- des secteurs d'aléa résiduel compris entre les limites de la crue de référence et celles de la crue exceptionnelle de référence hydrogéomorphologique. Il s'agit des secteurs qui peuvent être mobilisés en cas de crue majeure.

La zone inondable sur le territoire de la commune de Roquevaire est décrite et réglementée dans le Plan de Prévention des Risques Naturels prévisibles d'inondation (PPRi), approuvé le 9 mars 2007, et dont les pièces sont téléchargeables sur le site internet des services de l'Etat dans le département :

<http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Politiques-publiques/Securite/Securite-civile/La-prevention/Les-plans-de-prevention-des-risques-naturels-approuves-dans-les-Bouches-du-Rhone>

Le PPRi approuvé le 9 mars 2007 identifie les différentes zones de risques décrites ci-dessous :

La zone rouge dénommée R correspond à :

➤des secteurs soumis à un aléa **fort** du fait de la hauteur ou de la vitesse d'écoulement où quels que soient les enjeux le risque est jugé fort pour la sécurité des personnes et des biens. Cependant, afin de tenir compte des contraintes spécifiques de gestion urbaine de la commune (maintien des activités, contraintes urbanistique, gestion de l'habitat...), les secteurs des centres urbains soumis à un aléa caractérisé par une hauteur d'eau inférieure à 0.5 mètre et une vitesse des écoulements comprise entre 0.5m/s et 1m/s seront classés dans le zonage bleu du PPR .

➤ des secteurs naturels autres qu' agricoles (Nd au POS) de la commune soumis à un aléa **modéré** caractérisé par une hauteur d'eau inférieure à 1 m et une vitesse des écoulements

inférieure à 0.5 m/s. Il convient de les préserver, afin de conserver les capacités d'écoulement et d'expansion des crues.

La zone bleue dénommée B correspond à :

➤ des secteurs inondables soumis à un aléa **modéré et faible**, caractérisé par des hauteurs d'eau inférieure à 1 mètre et des vitesses des écoulements inférieures à 0.5 m/s, au sein desquels les enjeux de la commune sont les centres urbains, les zones urbaines et les zones agricoles. Les secteurs naturels de la commune autres qu'agricoles soumis à ce même aléa sont classés en zone rouge du PPR car ils participent à l'expansion des crues.

➤ des secteurs soumis à un aléa plus élevé caractérisé par une hauteur d'eau inférieure à 0.5 mètre et une vitesse des écoulements comprise entre 0.5m/s et 1m/s au sein desquels les enjeux sont les centres urbains de la commune car il est nécessaire de prendre en considération les contraintes spécifiques de gestion urbaine de la commune de Roquevaire (maintien des activités, contraintes urbanistique, gestion de l'habitat...),

la zone grise dénommée G correspond à :

➤ les zones de risque d'inondation sur la base de la crue exceptionnelle de référence hydrogéomorphologique. Il s'agit des espaces situés entre l'enveloppe de la crue de référence et celle de la crue exceptionnelle. Ces espaces peuvent être mobilisés lors d'une crue supérieure à la crue de référence et être le siège de dommages mais aussi participer à l'expansion des crues utiles à la réduction des risques en aval.

La zone violette dénommée V correspond à :

➤ des zones d'inondation des vallats secs définies sur la base de la crue exceptionnelle de référence hydrogéomorphologique au droit desquelles les limites de la crue centennale et la caractérisation de l'aléa ne sont pas définies. Il s'agit de secteurs peu aménagés (situés en zone NA, NB et NC du POS), au sein desquels les enjeux sont peu importants. Il convient de préserver ces espaces de toute urbanisation afin de conserver les capacités d'écoulement et d'expansion des crues pour ne pas aggraver les risques pour les zones situées en amont et en aval du projet.

Il est important de noter que la connaissance des aléas inondations sur le bassin versant de l'Huveaune a récemment été actualisée dans le cadre de l'« étude hydrologique et hydraulique du bassin versant de l'Huveaune » (2014), réalisée par le bureau d'études EGIS Eau pour le compte de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône.

Les résultats de cette étude ont fait l'objet d'un Porter-à-Connaissance par le Préfet de département en novembre 2014 et les cartes d'aléas inondations sont disponibles sur le site internet des services de l'Etat dans le département :

<http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Politiques-publiques/Securite/Securite-civile/La-prevention/Porter-a-Connaissance-inondation-bassin-versant-de-l-Huveaune>

Cette étude comprend une première approche dite hydrogéomorphologique, qui est de type naturaliste et décrit les marques laissées par les cours d'eaux sur le paysage. Elle ne peut être utilisée dès que l'urbanisation est marquée. La deuxième approche de l'étude est une modélisation des aléas d'après des calculs hydrauliques à partir d'une analyse l'hydrologique du cours d'eau qui définit les débits caractéristiques de crue.

Seule une partie des cours d'eaux et affluents du bassin versant de l'Huveaune ont été modélisés et sont donc concernés par le PAC du 28 novembre 2014. Ainsi la connaissance des zones inondables des autres affluents ayant fait l'objet d'études antérieures n'est pas remise en cause par l'étude EGIS Eau.

L'évolution de la connaissance des zones inondables a conduit le Préfet de département à prescrire la révision du PPRi de la commune de Roquevaire, par arrêté en date du 3 juillet 2015.

III. Territoire concerné

Le périmètre d'étude du PPRI en cours de révision est l'Huveaune et les principaux vallons péri-urbains.

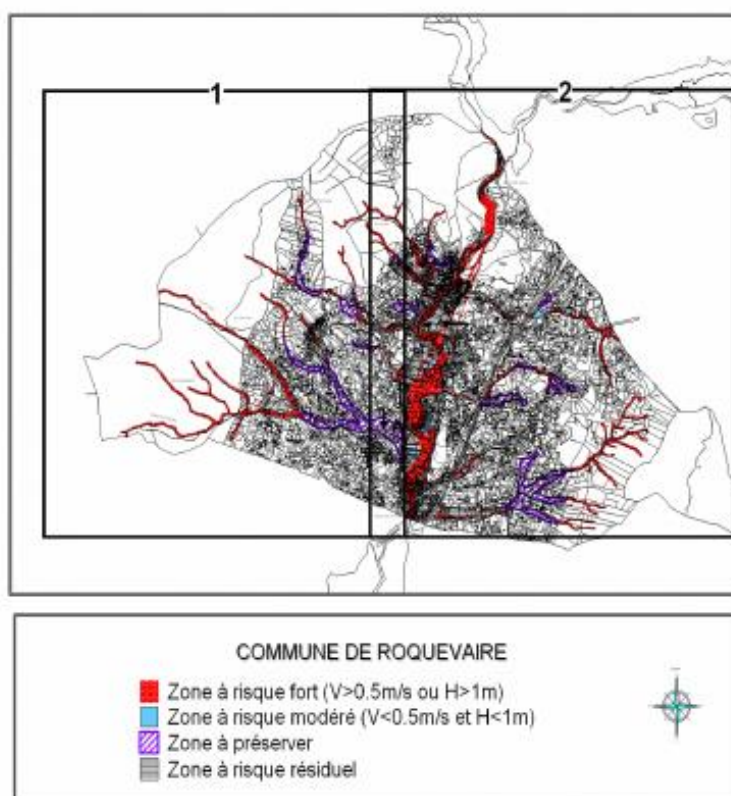
Zones inondables réglementées dans le PPRI approuvé le 9 mars 2007 :

(pour plus de détails, se reporter au zonage réglementaire téléchargeable au lien suivant : <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Politiques-publiques/Securite/Securite-civile/La-prevention/Les-plans-de-prevention-des-risques-naturels-approuves-dans-les-Bouches-du-Rhone>)



REPRODUCTION DU ZONAGE RÉGLEMENTAIRE DU PPR INONDATION COMMUNE DE ROQUEVAIRE

- Tableau d'assemblage -



DDE 13 - Cartographie : SAIPR/Aout 2007



COMMUNE DE ROQUEVAIRE

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES (P.P.R.)

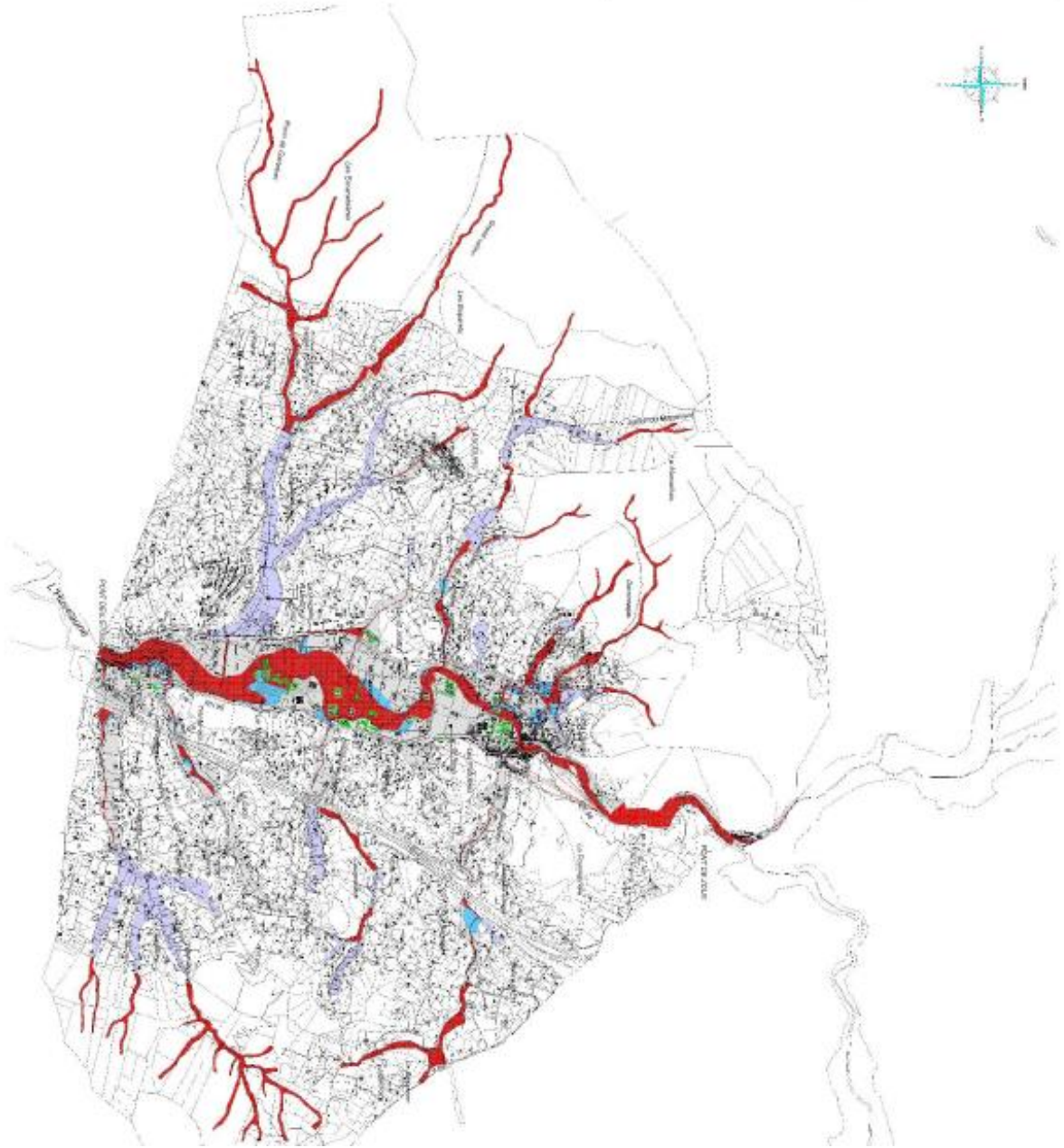
INONDATION

- 2 - PLAN DE ZONAGE

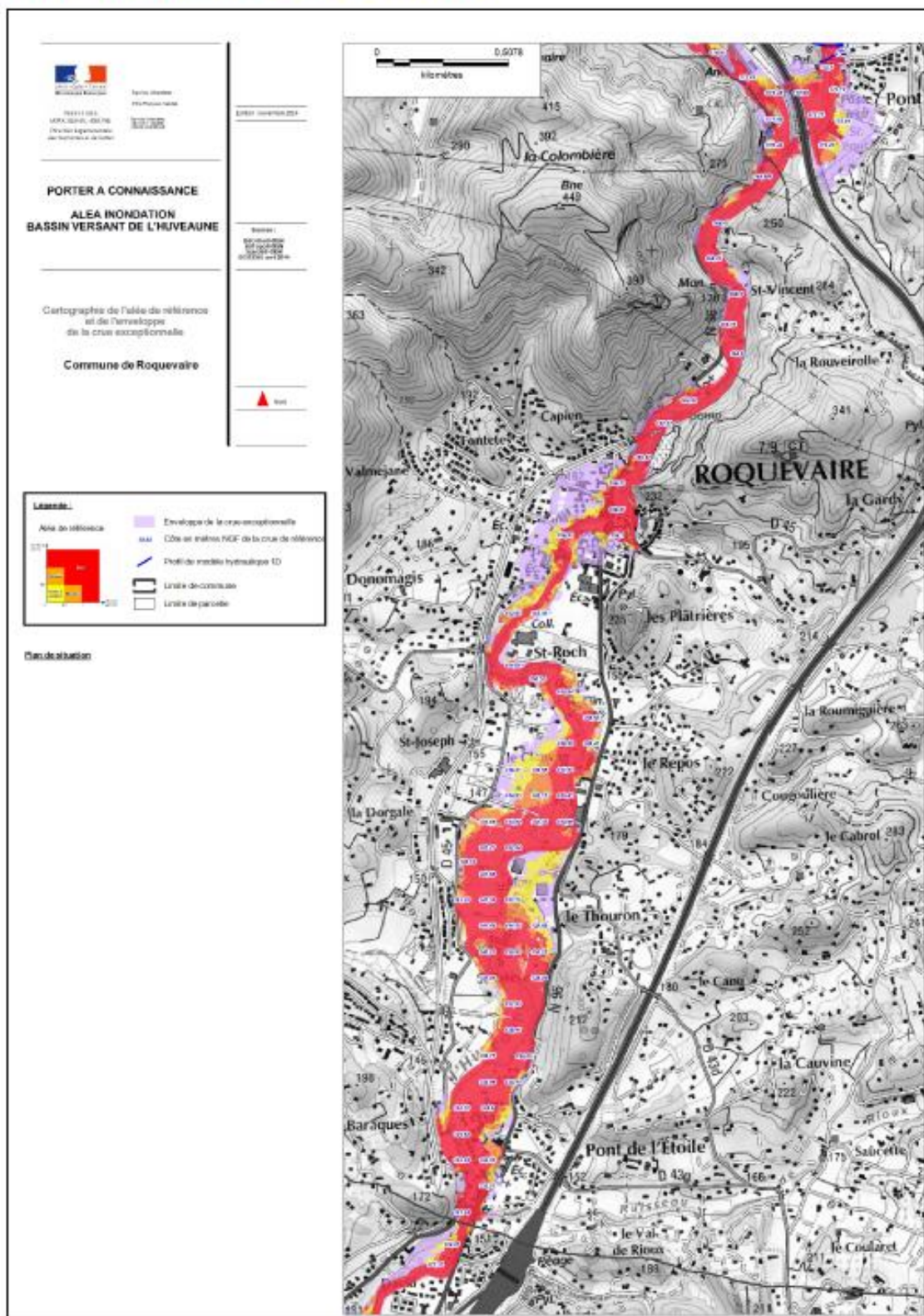
Échelle 1:10 000



- 1 Zone à risque fort
- 2 Zone à risque moyen
- 3 Zone à risque faible
- 4 Zone à risque très faible
- 5 Zone à risque nul
- 6 Zone à risque inconnu
- 7 Zone à risque très fort
- 8 Zone à risque très moyen
- 9 Zone à risque très faible
- 10 Zone à risque très nul
- 11 Zone à risque très inconnu
- 12 Zone à risque très fort
- 13 Zone à risque très moyen
- 14 Zone à risque très faible
- 15 Zone à risque très nul
- 16 Zone à risque très inconnu
- 17 Zone à risque très fort
- 18 Zone à risque très moyen
- 19 Zone à risque très faible
- 20 Zone à risque très nul
- 21 Zone à risque très inconnu
- 22 Zone à risque très fort
- 23 Zone à risque très moyen
- 24 Zone à risque très faible
- 25 Zone à risque très nul
- 26 Zone à risque très inconnu
- 27 Zone à risque très fort
- 28 Zone à risque très moyen
- 29 Zone à risque très faible
- 30 Zone à risque très nul
- 31 Zone à risque très inconnu
- 32 Zone à risque très fort
- 33 Zone à risque très moyen
- 34 Zone à risque très faible
- 35 Zone à risque très nul
- 36 Zone à risque très inconnu
- 37 Zone à risque très fort
- 38 Zone à risque très moyen
- 39 Zone à risque très faible
- 40 Zone à risque très nul
- 41 Zone à risque très inconnu
- 42 Zone à risque très fort
- 43 Zone à risque très moyen
- 44 Zone à risque très faible
- 45 Zone à risque très nul
- 46 Zone à risque très inconnu
- 47 Zone à risque très fort
- 48 Zone à risque très moyen
- 49 Zone à risque très faible
- 50 Zone à risque très nul
- 51 Zone à risque très inconnu
- 52 Zone à risque très fort
- 53 Zone à risque très moyen
- 54 Zone à risque très faible
- 55 Zone à risque très nul
- 56 Zone à risque très inconnu
- 57 Zone à risque très fort
- 58 Zone à risque très moyen
- 59 Zone à risque très faible
- 60 Zone à risque très nul
- 61 Zone à risque très inconnu
- 62 Zone à risque très fort
- 63 Zone à risque très moyen
- 64 Zone à risque très faible
- 65 Zone à risque très nul
- 66 Zone à risque très inconnu
- 67 Zone à risque très fort
- 68 Zone à risque très moyen
- 69 Zone à risque très faible
- 70 Zone à risque très nul
- 71 Zone à risque très inconnu
- 72 Zone à risque très fort
- 73 Zone à risque très moyen
- 74 Zone à risque très faible
- 75 Zone à risque très nul
- 76 Zone à risque très inconnu
- 77 Zone à risque très fort
- 78 Zone à risque très moyen
- 79 Zone à risque très faible
- 80 Zone à risque très nul
- 81 Zone à risque très inconnu
- 82 Zone à risque très fort
- 83 Zone à risque très moyen
- 84 Zone à risque très faible
- 85 Zone à risque très nul
- 86 Zone à risque très inconnu
- 87 Zone à risque très fort
- 88 Zone à risque très moyen
- 89 Zone à risque très faible
- 90 Zone à risque très nul
- 91 Zone à risque très inconnu
- 92 Zone à risque très fort
- 93 Zone à risque très moyen
- 94 Zone à risque très faible
- 95 Zone à risque très nul
- 96 Zone à risque très inconnu
- 97 Zone à risque très fort
- 98 Zone à risque très moyen
- 99 Zone à risque très faible
- 100 Zone à risque très nul



Zones inondables définies par l'« étude hydrologique et hydraulique du bassin versant de l'Huveaune » (Porter-à-Connaissance de novembre 2014)
 (pour plus de détails, se reporter au zonage réglementaire téléchargeable au lien suivant : <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Politiques-publiques/Securite/Securite-civile/La-prevention/Porter-a-Connaissance-inondation-bassin-versant-de-l-Huveaune>)



FICHE SYNTHETIQUE D'INFORMATION SUR LE RISQUE

MOUVEMENTS DE TERRAIN LIE A LA PRESENCE D'ANCIENNES EXPLOITATIONS MINIERES

COMMUNE DE ROQUEVAIRE

I. Nature et caractéristique de l'aléa

La commune est concernée par l'aléa mouvements de terrain lié à la présence d'anciennes mines souterraines de lignite.

Aléas mouvements de terrain

Compte tenu de la nature des travaux souterrains réalisés sur le bassin houiller dans son ensemble, plusieurs types de mouvements de terrain peuvent être identifiés, il s'agit :

- de l'effondrement : ce type de mouvement se manifeste généralement par l'apparition soudaine en surface d'un cratère d'effondrement dont les caractéristiques géométriques dépendent du phénomène initiateur en profondeur et du comportement des terrains sus-jacents.

- de l'affaissement : Il correspond classiquement à un mouvement souple et progressif des terrains de surface induit par l'éboulement des travaux souterrains. Il se manifeste par l'apparition de dépressions sous forme de cuvettes débordant souvent de l'emprise stricte des travaux.

- du tassement : ce type de mouvement caractérise une re-compaction d'un massif localement meuble ou affecté par les travaux souterrains lié aux variations importantes de conditions environnementales ou de surcharge. Le tassement peut apparaître au dessus de zones exploitées en souterrain, des ouvrages de dépôts, des découvertes ainsi qu'au droit des ouvrages remblayés.

- du glissement : on distingue généralement les glissements superficiels, affectant de petits volumes (type rigoles de ravinement, glissements pelliculaires...) et les glissements profonds pouvant concerner des volumes importants. Ils nécessitent que les ouvrages de dépôts présentent des talus suffisamment importants. Les études réalisées par l'INERIS dans le cadre des dossiers Charbonnage de France ont révélé que la stabilité en grand de tous les terrils était assurée : les désordres attendus sont donc assimilable à des glissements superficiels dont l'intensité estimée est généralement limitée à quelques rares exceptions près.

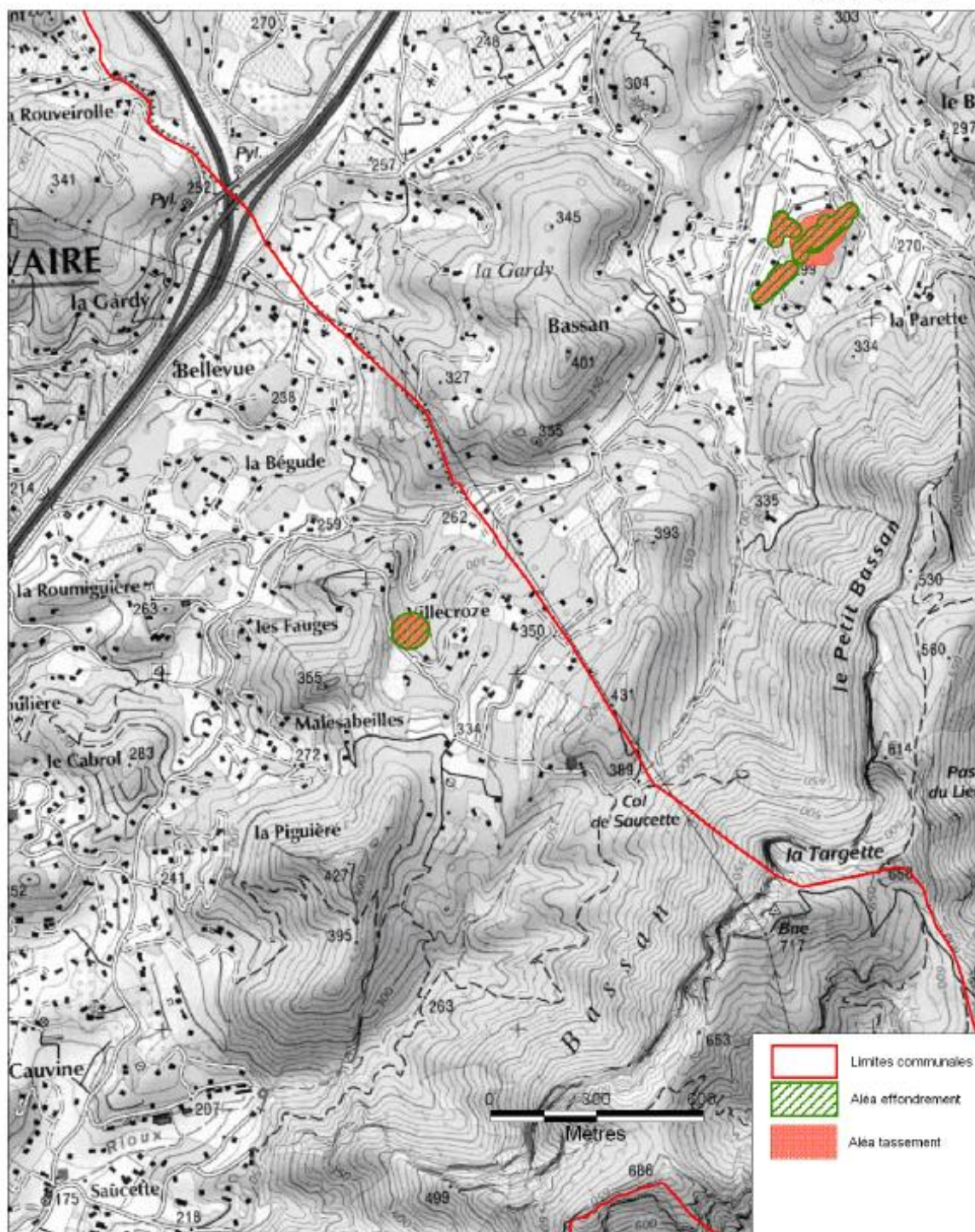
II Informations

<http://www.prim.net>
<http://www.paca.developpement-durable.gouv.fr>
<http://www.geoderis.fr>
<http://www.ineris.fr>
<http://www.brgm.fr>
<http://www.patrimoine-minier.fr>
<http://www.photos-provence.fr>

Risque minier Commune de Roquevaire

▲ nord

Sources :
 GEODERIS 2009
 Bd carto®-IGN
 SCAN25®-IGN2006
 DDTM 13, mai 2011
 Echelle 1/14000



FICHE SYNTHETIQUE D'INFORMATION SUR LE RISQUE

INCENDIE DE FORÊT

COMMUNE DE ROQUEVAIRE

I. Nature et caractéristique de l'aléa :

Est qualifié de feu de forêt tout feu de l'espace naturel qui atteint des forêts, landes, garrigues ou maquis d'une superficie d'au moins un hectare d'un seul tenant (et ce quelle que soit la surface parcourue).

La commune de Roquevaire est exposée à l'aléa feu de forêt en raison de la présence des massifs de l'Etoile principalement et de la Sainte Baume.

La commune a connu 91 feux de forêt entre 1973 et 2014.

La commune est concernée par l'aléa « incendie de forêt » à deux titres:

- l'aléa induit présente l'aléa d'incendie auquel est exposé le massif forestier du fait de la présence d'activités humaines à proximité des zones boisées (feu qui part des zones urbanisées vers la forêt) ;
- l'aléa subi présente l'aléa d'incendie auquel sont exposés les personnes et les biens du fait de leur proximité avec le massif forestier (feu qui part du massif vers les zones urbanisées).

Pour un feu de forêt, l'aléa traduit :

- l'importance et la puissance de son développement. Il dépend de facteurs liés à la végétation (combustibilité des essences, quantité de végétation), à la topographie et au vent.
- l'occurrence du feu, à savoir le délai entre deux passages de feu et la probabilité qu'une zone soit à l'origine d'un départ de feu ou touchée par un incendie.

II. Nature et intensité du risque :

Le risque résulte du croisement entre un aléa (phénomène feu de forêt défini par sa probabilité et son intensité) et les enjeux exposés (constructions, installations et activités), compte tenu de leur "défendabilité" (présence et niveau d'équipements de défense: voies d'accès, poteaux d'incendie, etc.).

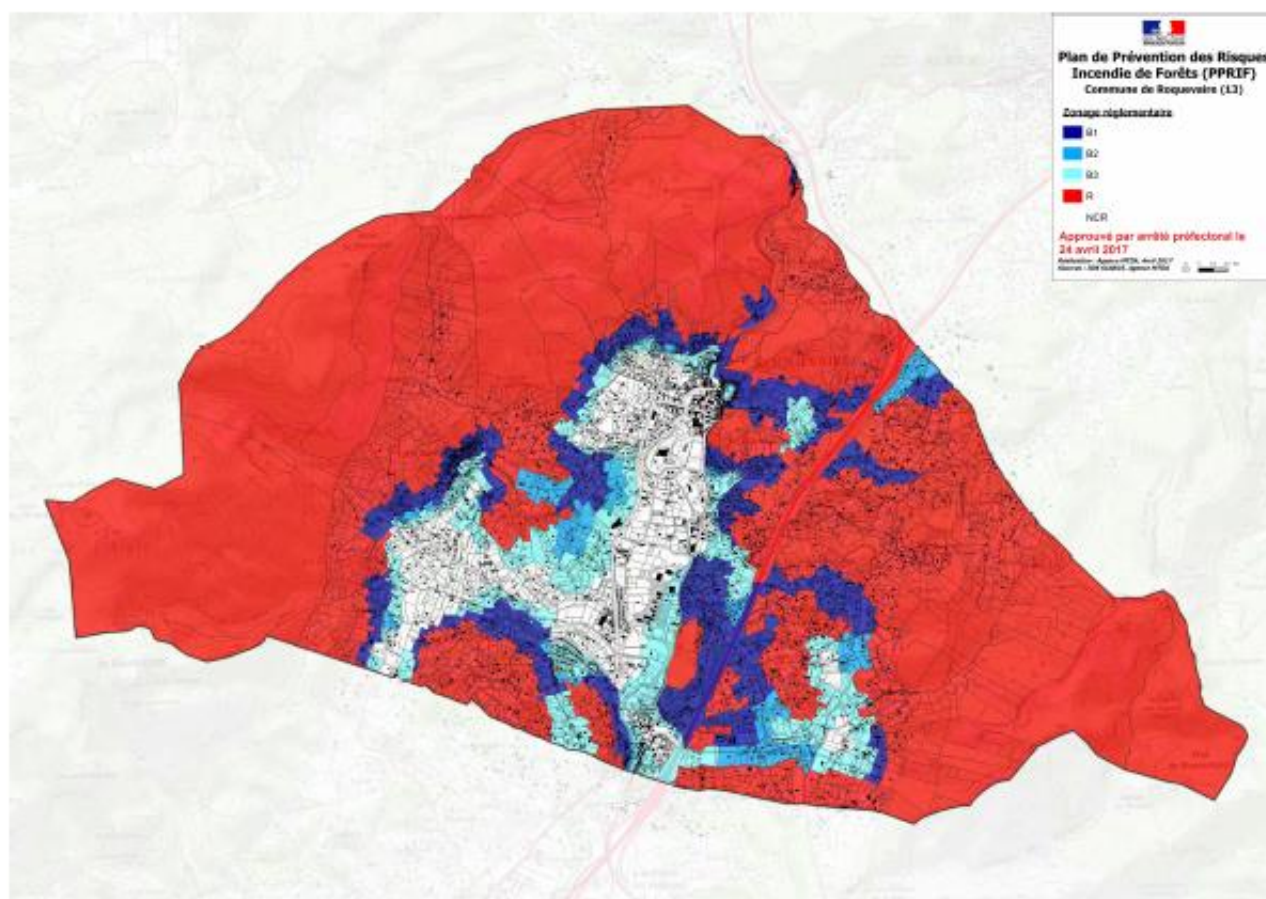
III. Territoire concerné :

Un Plan de Prévention des Risques naturels « Incendie de Forêt » (PPRIF) a été approuvé sur l'ensemble du territoire de la commune de Roquevaire par arrêté préfectoral en date du 24 avril 2017.

Le zonage réglementaire indique le niveau de risque sur la commune, en classant chaque parcelle dans l'une des zones suivantes :

- Zone rouge « R » : secteurs soumis à un aléa feu de forêt moyen à exceptionnel, dans lesquels l'ampleur des phénomènes ne permet pas de défendre les unités foncières intéressées. La zone rouge est une zone inconstructible.
- Zone bleue déclinée en « B1 », « B2 » et « B3 » : secteurs exposés à un aléa fort à faible (B3 correspondant à la zone la moins soumise au risque), dans lesquelles des moyens de défense permettent de limiter les conséquences du risque. La zone bleue est une zone constructible avec des prescriptions particulières en fonction du niveau de risque.

Le reste du territoire communal non concerné par l'une de ces précédentes zones correspond à des secteurs libres de toute prescription particulière au titre du présent plan (zone blanche) et dans lesquels le simple respect des règles existantes est suffisant pour assurer un niveau de sécurité satisfaisant.



IV. Informations

<http://www.promethee.com/incendies>

La liste actualisée des arrêtés est consultable sur le site portail www.prim.net dans la rubrique : Ma commune face aux risques.

<http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Politiques-publiques/Securite/Securite-civile/La-prevention/Les-plans-de-prevention-des-risques-naturels-approuves-dans-les-Bouches-du-Rhone>

Décision n° 19/470/D

Délégation du droit de préemption à la commune d'Istres, pour l'acquisition d'un bien immobilier cadastré section CL n° 241, situé 1 Place Docteur Georges Darrason à Istres, appartenant à Monsieur Seymand Pascal.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 240-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection à Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La notification du droit de préemption reçue en mairie d'Istres le 1er juillet 2019 enregistrée sous le n° IA 013 047 19 M0240 portant aliénation d'un tènement foncier sur lequel est érigé un local commercial ainsi que deux appartements, figurant au cadastre à la section CL sous le numéro 241 (65 m²), sis 1 Place Docteur Georges Darrason sur la commune d'Istres, appartenant à Monsieur Seymand Pascal au prix de 120 000 euros hors droits ou taxes ;
- Le courrier de la Ville d'Istres du 17 juillet 2019 demandant à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de déléguer son droit de préemption à la commune d'Istres.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application des articles L. 5217-2 et L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales portant transfert de la compétence "Aménagement de l'espace métropolitain", le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence, est devenue titulaire du droit de préemption urbain prévu par le Code de l'Urbanisme qui s'exerçait sur le territoire des 92 communes composant la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Qu'en application de l'article L. 240-1 du Code de l'Urbanisme, le droit de priorité peut être exercé par les communes, par les établissements publics de coopération intercommunale titulaires du droit de préemption urbain ;
- Qu'en application de l'article L. 240-1 du Code de l'Urbanisme, la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de priorité dans les conditions de droit commun prévues aux articles L. 211-2 et L. 213-3 du Code de l'Urbanisme ;
- Que la Ville d'Istres a demandé par courrier du 17 juillet 2019 à la Métropole Aix-Marseille-Provence de lui déléguer son droit de préemption ;
- Que le bien immobilier concerné par le droit de priorité est un tènement foncier sur lequel est érigé un local commercial ainsi que deux appartements, figurant au cadastre à la section CL sous le numéro 241 (65 m²), sis 1 Place Docteur Georges Darrason sur la commune d'Istres, appartenant à Monsieur Seymand Pascal au prix de 120 000 euros hors droits ou taxes ;
- Que l'acquisition dudit bien immobilier par la commune d'Istres devrait permettre l'exécution d'une mission d'impulsion foncière afin de réaliser l'aménagement de l'intersection des Boulevards de la République, Paul Painlevé et Hélène Boucher dans le cadre de la revitalisation du centre-ville ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite déléguer, comme l'y autorise l'article L. 213-3 du Code de l'Urbanisme, l'exercice de son droit de préemption à la commune d'Istres, sur la parcelle cadastrée section CL n° 241, sis 1 Place Docteur Georges Darrason.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption est délégué à la commune d'Istres, pour l'acquisition d'un tènement foncier sur lequel est érigé un local commercial ainsi que deux appartements, figurant au cadastre à la section CL sous le numéro 241 (65 m²), sis 1 Place Docteur Georges Darrason sur la commune d'Istres, appartenant à Monsieur Seymand Pascal au prix de 120 000 euros hors droits ou taxes.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 31 juillet 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Juillet 2019

Décision n° 19/471/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Parme Avocats pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la société Advenis Value Add

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1905186-2 déposée au Tribunal Administratif le 19 juin 2019, par la société Advenis Value Add , demandant l'annulation de la décision implicite de rejet de la Métropole du 1er août 2018, de sa demande de restitution de la participation pour non réalisation d'aires de stationnement.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Parme Avocats domiciliée, 12 boulevard de Courcelles 75017 Paris.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELARL Parme Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 juillet 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/472/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SCP Charrel et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Madame Eliane Bicchierai

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1905696-5 déposée au Tribunal Administratif, le 1er juillet 2019 par Madame Eliane Bicchierai, demandant l'annulation du titre de recettes n°000254-bordereau 00040 du 25 avril 2019 émis par la Métropole et correspondant à la redevance de l'occupation du domaine public maritime de l'année 2019.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée par la SCP Charrel et Associés, domiciliée 5 rue Boussairolles 34 000 Montpellier.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP Charrel et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence nature 6227.

Article 4:

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 juillet 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/473/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SCP Charrel et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à l'association Groupe scolaire Bnei Elazar et aux consorts Ammar

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La nécessité de lancer une procédure d'expulsion à l'encontre de l'association Groupe scolaire Bnei Elazar et des consorts Ammar qui occupent sans droit ni titre la parcelle cadastrée Section 853 n°116 sise au 342 Bd Sainte-Marguerite à Marseille (9ème), appartenant à la Métropole.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal de Grande Instance de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SCP Charrel et Associés domiciliée 5 rue Boussairolles 34000 Montpellier.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP Charrel et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 juillet 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/474/D

Décision d'ester en justice - Désignation de Maître Xavier Blanc, pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la SARL Coapte

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'assignation devant le Tribunal de Grande Instance de Marseille signifiée le 3 juin 2019, à la demande de la SARL Coapte, qui conteste une saisie administrative à tiers détenteur pour un montant de 46798,03 euros correspondant à des loyers impayés.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal de Grande Instance de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par Maître Xavier Blanc, avocat, domicilié 69 rue Sainte 13001 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Xavier Blanc pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4:

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision

Fait à Marseille, le 26 juillet 2019

Martine VASSAL

Décision d'ester en justice - Désignation de Maître Sophie Semeriva pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans un litige l'opposant à Monsieur Eric Arnaud

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- La requête n°1905006-1, déposée par Monsieur Eric Arnaud, du 6 juin 2019 devant le Tribunal Administratif de Marseille, par laquelle celui-ci sollicite l'indemnisation des préjudices subis du fait de l'illégalité de la décision du 4 novembre 2015.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par Maître Sophie Semeriva, domiciliée 2 place de la Corderie 13007 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Sophie Semeriva, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 juillet 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/476/D

Décision de prise en charge des honoraires de Maître Alexis Reyne au titre de la protection fonctionnelle accordée à M. Yassine Benbekhma

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- La protection fonctionnelle accordée à Monsieur Yassine Benbekhma le 9 avril 2019 sur le fondement de l'article 11 de la loi du 13 juillet 1983 portant statut général de Fonction Publique, suite à la demande de l'intéressé par courrier du 14 janvier 2019 ;
- Le courrier du 29 mai 2019 par lequel Maître Alexis Reyne indique avoir été mandaté par Monsieur Yassine Benbekhma.

DECIDE

Article 1 :

Les honoraires de Maître Alexis Reyne, avocat au Barreau de Marseille, 75 cours Pierre Puget 13006 Marseille au titre de la protection fonctionnelle accordé à M. Yassine Benbekhma sont pris en charge.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 02 août 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 2 Août 2019